

Le Liban: Eclatements et permanences

par Elie KHEIR*

PRESENTATION

La date «officielle» de l'éclatement de la guerre du Liban est le 14 avril 1975. Mais la dite guerre du Liban n'a pas toujours revêtu ni les mêmes formes, ni les mêmes enjeux. Il est plus adéquat de parler «des guerres du Liban».

Fait significatif, c'est un incident entre des combattants palestiniens et des miliciens phalangistes libanais qui a servi de détonateur à ces différentes guerres.

En effet, c'est une guerre libano-libanaise, syro-libanaise, palestino-syrienne, palestino-libanaise, palestino-israélienne, libano-israélienne... pour ne parler que des principaux protagonistes.

C'est la raison pour laquelle il fallait préciser l'objet de notre recherche. Nous avons choisi d'analyser ces guerres du Liban à partir de l'invasion israélienne de ce pays en Juin 1982.

Cette invasion nous semble être l'événement stratégique majeur au Proche-Orient dans les années quatre-vingt. Cette perception est dû aux grans moyens mis en oeuvre par Israël lors de cette invasion en vue de réaliser des objectifs stratégiques qui altéreront radicalement le rapport de forces et par conséquent le cours de l'Histoire dans cette région pour de longues années. Les conséquences de cette invasion, aussi, vont déterminer pour longtemps la situation au Proche-Orient. Pensons seulement au soulèvement populaire palestinien dans les territoires palestiniens occupés: à notre avis, ce soulèvement est fondamentalement l'aboutissement de la leçon palestinienne de l'expérience libanaise. Après l'invasion israélienne de 82 et le départ de l'OLP du Liban, les palestiniens ne pouvaient plus espérer un quelconque salut de l'extérieur.

* Profesor del Departamento de Sociología, Université du Québec en Montreal.

Le retrait israélien de la grande partie du Sud-Liban, sous la pression politico-militaire, ne pouvait qu'encourager les palestiniens à résister à l'occupant, le même.

Un autre élément important nous a fait choisir cet événement comme point de départ de notre analyse: en plus d'Israël, d'autres puissances régionales étaient directement impliquées dans la situation créée par l'invasion de l'Etat hébreu: la Syrie, l'OLP et l'Iran (nouvel acteur dont la participation est directement liée à l'invasion). Au niveau international, les Etats-Unis, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne se sont également impliqués. L'URSS, en réaction à la présence de l'OTAN, a déployé des efforts importants pour saborder une installation permanente des pays ci-haut cités sur son flanc sud à travers son soutien actif à la Syrie et à l'OLP particulièrement.

Au niveau libanais, on ne trouve plus un courant actif favorable à une alliance avec Israël. Le projet d'un Etat maronite protégé par Israël n'est plus à l'ordre du jour: ce rêve de David Ben Gourion (depuis 1954; voir les mémoires de Moshé Sharett, son ministre des Affaires Etrangères) n'est plus une éventualité.

Ce nouveau cours des choses est loin de se stabiliser. Le processus politico-stratégique actuel n'aboutira pas à une paix durable sans régler équitablement la question palestinienne et libanaise particulièrement. Deux problèmes, entre autre, que l'invasion israélienne n'a fait qu'envenimer.

Première partie

LE LIBAN DANS LA CONJONCTURE RÉGIONALE. CAUSES ET CONSÉQUENCES DE L'INVASION

1. Avant-propos

Le 6 juin 1982, l'armée israélienne envahit le Liban. Loin d'un coup de tête du premier ministre de l'époque, Menahem Begin, et de son ministre de la défense, Ariel Sharon, l'intention n'est rien de moins que de modifier, de façon radicale, le rapport de forces stratégiques dans la région.

La crise qui n'en finit plus

La guerre de 1982 est le point culminant d'une crise ouverte en 1976. A cette date, alors que l'alliance entre les Palestiniens, sous la direction de l'OLP, et le Mouvement National Libanais, dirigé par Kamal Joumblat, est sur le point de renverser le régime libanais, la Syrie envoie son armée pour rescaper le gouvernement et ses soutiens chrétiens du côté du Parti Phalangiste. Cette intervention se fait avec le feu vert des États-Unis et d'Israël qui craignent une victoire de la coalition palestino-islamo-progressiste libanaise. En mars 1978, l'armée israélienne envahit le Liban, se rendant jusqu'au fleuve Litani, sous le prétexte de pourchasser les Palestiniens. Dès lors, la zone frontalière passe sous contrôle israélien,

formellement gérée par un dissident de l'armée libanaise, le commandant Saad Haddad (ce dernier sera remplacé à sa mort par un général à la retraite de l'armée libanaise, Antoine Lahad).

En 1980, alors que la partition du pays se durcit, le Parti Phalangiste qui contrôle la principale milice du côté chrétien, les Forces Libanaises, intègre de force, sous le commandement de Béchir Gemayel, les milices des autres partis chrétiens. Alliées mais non fantoches d'Israël, les Forces Libanaises sous le main de fer de Béchir Gemayel, consolident leur emprise sur Beyrouth-Est et sur une partie de la montagne autour de la capitale. Pendant ce temps, des accrochages entre les armées syrienne et israélienne dans la vallée de la Békaa (crise des missiles que les Syriens ont installés dans cette région libanaise) menacent aussi de tout faire sauter.

De Camp David à la révolution iranienne

Les Israéliens observent avec attention les développements de la crise libanaise. Le 19 mars 1978, juste après la visite du président égyptien Anouar Sadate à Jérusalem, les États-Unis forcent le Israéliens à accepter la résolution 425 du Conseil de Sécurité de l'ONU exigeant le retrait inconditionnel des troupes israéliennes du Liban. Cependant, contrairement à l'esprit de la résolution, les Israéliens créent une zone de sécurité sous le contrôle de leur collaborateur Saad Haddad. La signature des accords du Camp David entre Israël et l'Égypte, en septembre 1978, isole du camp arabe cette dernière.

Un vide énorme apparaît au sein du système politique pan-arabe. Un déséquilibre militaire marqué en faveur d'Israël se produit. Les États-Unis, qui garantissent ces accords, semblent être la seule super-puissance sur le terrain.

Mais dès septembre 1978, des milliers d'Iraniens envahissent les rues de Téhéran. Le régime impérial iranien commence à s'écrouler et avec lui un des pivots de la présence américaine dans la région.

De la guerre irako-iranienne à la déstabilisation régionale

L'Irak entre alors en scène. Il se lie à l'Arabie Séoudite et aux pays du Golfe. Une réaction politique arabe plus active est enclenchée, avec deux conférences au sommet des pays arabes à Bagdad, pour consacrer l'exclusion de l'Égypte de la Ligue Arabe. Bagdad tente d'apparaître comme un leader du tiers monde et du monde arabe et, parallèlement, s'éloigne de Moscou.

Bénéficiant de ses ressources pétrolières, avec une des armées les plus puissantes dans la région, ayant réussi à stabiliser son front nord contre les mouvements kurdes, le régime irakien espère marquer des points.

En juillet 1979, un coup d'État en Irak accorde les pleins pouvoirs à Saddam Hussein. Plusieurs membres éminents du Conseil de la Révolution (institution dominante au sein de l'État) sont exécutés. Les forces du Parti Communiste, principal foyer d'opposition, sont décimées. Pour profiter du renversement du Shah et récupérer les zones concédées lors de l'accord irako-iranien de 1975 (signé à Alger), Saddam Hussein a pour but de soumettre l'Iran afin de propulser l'Irak à la tête du monde arabe, au détriment de l'Égypte et de l'autre grand rival, la Syrie. En septembre 1980, l'armée irakienne envahit l'Iran.

Cette guerre n'est qu'un élément dans la dérive régionale. Fin décembre 1979, l'URSS envahit l'Afghanistan. Plus au sud, dans la Corne de l'Afrique, la nouvelle présence soviétique inquiète les États-Unis et leurs alliés.

Pendant ce temps, les appels révolutionnaires qui viennent de l'Iran, encouragent, en novembre 1979, un groupe de militants islamiques à occuper les lieux saints de la Mecque pendant plusieurs jours, faisant chambranler la monarchie saoudienne.

L'enjeu palestinien

Au Liban, l'Organisation pour la Libération de la Palestine, l'OLP, tente de survivre dans le borbier politique qu'est devenu ce pays.

Contrairement aux affirmations des dirigeants israéliens, l'OLP est devenue une organisation reconnue d'abord et avant tout par le peuple palestinien, qui la considère comme son seul représentant légitime. Avec l'OLP, de par sa lutte militaire mais surtout politique, les Palestiniens, de réfugiés parqués dans des camps de misère et de répression, renaissent comme peuple. Ce faisant, l'OLP se constitue en une entité indépendante, avec ses institutions et sa dynamique politique spécifique dans la région. C'est ce facteur, et non la force militaire qu'elle n'a pas, qui fait que l'OLP devient un élément central dans le conflit israélo-arabe.

Or jusqu'en 1982, c'est à Beyrouth que la centrale palestinienne gère l'ensemble de ses activités politiques et diplomatiques, et militaires. Les camps palestiniens, à Beyrouth et au Sud-Liban, constituent en fait un véritable État dans l'État que l'OLP mène sans partage.

Le système régional

Il faut situer ce panorama des crises spécifiques au sein de ce qu'il convient d'appeler le système politique régional pan-arabe.

Le monde arabe se définit comme l'ensemble des pays regroupés au sein de la Ligue Arabe, de l'Irak à la Mauritanie et de la Syrie au Soudan. C'est un regroupement fondé sur l'existence d'un bloc géo-politique d'un seul tenant, dont les unités territoriales sont de formation relativement récente. Celles-ci ont pour dénominateur commun des racines historiques, linguistiques et culturelles communes. Leurs divers particularismes, renforcés par la constitution de nouveaux États-nations au tournant du siècle dernier, n'enlèvent rien au fait que ces États font partie d'un même système régional et ce, même si se développent des rivalités et des antagonismes, dans un contexte où des États ou des groupes d'États luttent pour l'hégémonie au sein du système.

Ceci présuppose l'existence d'une seule nation arabe. Dans l'idéologie pan-arabiste, cette nation est déjà une réalité. L'échec de sa réalisation ne change rien au fait de sa réalité empirique. L'unicité de la nation arabe a ses corollaires dans les concepts de dignité, ainsi que dans ceux de l'unicité et de l'inviolabilité de son territoire. Selon le politicologue palestinien W. Khalidi (1978), cette trame, le pan-arabisme, constitue «le concept de valeur central du système des États arabes».¹ La

1. A Sovereign Palestinian State, *Foreign Affairs*, juillet 1978.

réceptivité de la majorité des Arabes à ce discours pan-arabiste en fait un dogme sanctifié. Khalidi décrit le processus comme la constitution d'une rationalité spécifique, «la raison d'État, la raison du statu quo, la raison de la révolution et la raison de la nation». A tous les niveaux, ce quatre rationalités opèrent dans l'espace politique arabe.

Toutes les formations politiques dans les pays arabes fonctionnent avec des alliances régionales. Ces alliances s'élargissent parfois au niveau des États. Les multiples projets d'unité arabe se traduisent par des efforts ponctuels, mais répétés pour constituer des groupements pan-arabes (ainsi, plus récemment, en 1989, la mise en place de l'Union du Maghreb Arabe, ou le Conseil de Coopération Arabe).

Le conflit palestinien devient un des épicentres du système politique arabe. D'ailleurs, l'OLP englobe le concept de pan-arabisme. Aux yeux des Arabes, la perte de la Palestine est une désarabisation d'un territoire arabe, la violation de son principe d'unité et d'intégrité, bref, un affront à la dignité de la nation. Aujourd'hui, en dépit de la montée de l'intégrisme islamique, le système semble inébranlable. L'intégrisme, trans-Étatique, avec son utopie de la Umma (nation de tous les croyants), joue cependant un rôle non-négligeable dans les tensions politiques.

L'offensive des puissances occidentales

A partir des années 50, les puissances occidentales visent la création d'alliances stratégiques partout dans le monde. Le Proche-Orient est conçu par les stratégies occidentales comme une masse géographique vulnérable, à cause de la proximité de l'Union Soviétique. Ces stratégies prévoient la mise en place d'un système de sécurité régionale qui serait lié à l'OTAN et au SEATO (pour le sud-est asiatique) pour compléter la chaîne d'alliances visant à contenir le «péril rouge». Ce système devait intégrer l'Iran, la Turquie, Israël et les pays arabes de la région. Le résultat final fut un système plus modeste, autour du Pacte de Bagdad.

Ce plan s'oppose au concept du système pan-arabe. Pour ce dernier, le Proche-Orient n'est pas une zone liant l'Europe à l'Asie, ni la frontière sud de l'URSS. Plus importante est la nation arabe, avec ses intérêts et ses priorités propres. La principale menace à sa sécurité, en fait, provient d'Israël, et non de l'URSS. C'est à cette époque qu'on assiste à la montée nassérienne.

Dans ce contexte, les deux visions de la région s'affrontent. La campagne de Suez en 1956, la guerre du Yémen de 1962 à 1967, la guerre israélo-arabe de juin 1967, l'invasion israélienne du Liban en 1982 peuvent être analysées dans ce cadre.

Ainsi, en 1982, les États-Unis sous l'administration de Ronald Reagan entreprennent une nouvelle offensive internationale contre l'Union Soviétique que le président américain définit comme l'«empire du mal». Ce projet converge en partie avec les ambitions impériales d'Israël dans la région, mais des divergences subsistent entre la super-puissance américaine et l'État israélien.

2. La conjoncture au moment de l'invasion israélienne

Une région fragilisée

Le 25 mai 1982, l'armée iranienne libère la ville de Khoramchar, en Iran, occupée par l'armée irakienne depuis novembre 1980. Ce renversement laisse penser que la République Islamique menace sérieusement non seulement l'Irak, mais aussi les monarchies pétrolières du Golfe. La victoire iranienne est aussi celle de son allié de Damas. Le régime du général Hafez El Assad renforce ainsi ses positions sur la scène politique proche-orientale.

Pendant ce temps, le processus de mise en place des Accords de Camp David piétine. Tout au long de 1981 et 1982, Israël ne réussit pas à appliquer sa propre version de l'«autonomie» en Cisjordanie et à Gaza où, en dépit de la répression, la population se révolte partout dans les territoires palestiniens.

Impasse au Liban

Au Liban, la situation se détériore tout au cours de 1982. Le camp «islamo-progressiste» se déchire, lorsque le mouvement Amal, appuyé par la Syrie, entreprend d'expulser de certaines parties de Beyrouth et du Sud-Liban, les forces alliées au Mouvement National Libanais (MNL).

Celui-ci est en perte de vitesse. Depuis la perte de son leader charismatique Kamal Joumblat (assassiné le 17 mars 1977 à quelques mètres d'un barrage syrien), le MNL ne parvient plus à unifier les diverses tendances qui le composent. De plus en plus, les forces de gauche (Parti Communiste, Organisation d'Action Communiste) fonctionnent indépendamment des partis nationalistes comme le Parti Socialiste Progressiste créé par Joumblat, le Parti Populaire Syrien ou encore les forces nassériennes comme les Mourabitoune. Plus fondamentalement, le MNL ne parvient pas à administrer les territoires qu'il prétend contrôler politiquement, d'où une incroyable anarchie caractérisée par la délimitation de Beyrouth-Ouest et du Sud-Liban en «zones d'influences» plus ou moins fluides où florissent banditisme et chaos. La population, bien lasse de cette situation, exprime, les uns par l'exil, les autres par la passivité, voire le désespoir, son écoeurement généralisé. Enfin, le 18 avril 1982, une grande manifestation dirigée par l'establishment sunnite de Beyrouth force le MNL à annuler les élections prévues le 25 du même mois, afin d'élire les représentants de l'administration civile. Quand des amorces d'autocritique et de ré-enseignement apparaissent fin 82, il est déjà trop tard. Sous la protection palestinienne, et partiellement syrienne, le camp «islamo-progressiste» peut encore prétendre contrôler une partie du Liban à la veille de l'invasion israélienne, mais il est clair que ce camp est extrêmement faible.

De l'autre côté, à Beyrouth-Est et dans le secteur sous contrôle des Forces Libanaises, la situation est plus stable. Le parti des Phalanges est entré en campagne électorale, espérant faire élire Béchar Gemayel à la présidence par le Parlement libanais en septembre 1982. Celui-ci s'adresse à ses «frères» musulmans à qui il propose de rebâtir le pays, «ce que seul un chrétien fort peut faire». Le 1er juin, à quatre jours de l'invasion, il déclare, menaçant, que «les Libanais ont six semaines pour régler leurs problèmes». (Al Amal, organe du parti phalangiste, 1.6.82).

L'évolution de la politique américaine

Le 26 mai 1982, le nouveau secrétaire d'État américain Alexander Haig prononce un important discours à Chicago. Pour lui, les différentes crises en cours au Proche-Orient (guerres du Liban, guerre israélo-arabe et guerre irano-irakienne) sont inter-dépendantes et elles exigent une solution «globale».

Son émissaire au Proche-Orient, Philip Habib, négocie au Liban pour départager les forces en présence, à la suite de la «crise des missiles» au printemps 81 (lorsque la Syrie déploie dans la vallée de la Békaa un système de missiles anti-aériens). Ce plan vise à limiter la présence israélienne au Liban tout en imposant un retrait des Palestiniens du Sud et des Syriens de Beyrouth, ce qui laisserait le champ libre pour les élections présidentielles.

Les États-Unis espèrent ainsi qu'un nouveau gouvernement libanais, sous Béchir Gemayel, pourra rétablir un pouvoir central fort, allié aux Américains. Celui-ci peut alors se permettre de jouer sur deux tableaux, avec Israël d'une part, et avec les États-Unis d'autre part.

Parallèlement, les États-Unis, déterminés à concrétiser l'«autonomie» des territoires occupés telle que conçue par Camp David, font pression sur Israël pour arrêter la multiplication des colonies de peuplement dans les territoires occupés.

Réactions israéliennes

Ce n'est pas la première fois que les intérêts israéliens et américains semblent divergents (Plan Fahd, vente d'avions AWACS à l'Arabie Séoudite en novembre 1981, projet de vente de fusées mobiles à la Jordanie en 1982). A la veille de l'invasion, Israël cherche à saboter les efforts de Philip Habib. Les États-Unis veulent mettre au pas l'OLP, Israël veut la détruire. Les premiers veulent affaiblir le rôle politique de la Syrie, Israël veut l'éliminer. Et surtout, Israël veut s'assurer la soumission du nouveau gouvernement libanais.

Comment atteindre ces objectifs? Il faut mettre les États-Unis devant le fait accompli. Israël compte sur le fait que les États-Unis, mais aussi les autres pays occidentaux, «digéreront» l'initiative israélienne. «Ne l'ont-ils pas fait auparavant?» demandent les commandants militaires israéliens à ceux qui craignent une réaction américaine. «Regardez les faits, la passivité occidentale devant l'extension des colonies de peuplement, l'annexion de Jérusalem-Est (août 80) et du Golan Syrien (décembre 81), le silence devant l'attaque israélienne contre la centrale nucléaire irakienne de Tammouz (juin 81)...».

L'espoir israélien allait-il se réaliser? le 8 juin, quelques jours après l'invasion israélienne, les États-Unis utilisaient leur droit de veto contre une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU exigeant le retrait inconditionnel des troupes israéliennes du Liban.

3. Les objectifs de l'invasion israélienne

Au début, l'objectif avoué des Israéliens dans l'opération «Paix en Galilée» était de s'assurer le contrôle d'une bande de 40 kilomètres au nord de la frontière

d'Israël, sous prétexte d'assurer la sécurité du territoire. Mais cet objectif avait déjà été atteint le 24 juillet 1981, à la suite de la conclusion d'un cessez-le-feu entre Israéliens et Palestiniens, grâce à la médiation de Philip Habib et du concours de l'Arabie Séoudite. Plus tard, les révélations du général israélien Shlomo Baum, conseiller au ministère de la défense, établirent très nettement que les buts de l'invasion n'étaient pas défensifs (*Libération*, Paris, 8.6.82).

Détruire les «bêtes à deux pattes»

Le premier objectif de l'invasion est donc bien sûr la destruction de l'OLP. Le 7 juin 1982, le premier ministre Begin déclare devant la Knesset que les «Palestiniens sont des animaux à deux pattes». Leur destruction est nécessaire pour achever le processus engagé à Camp David «et la conclusion d'autres accords avec les voisins d'Israël» (déclaration du général Sharon, 3.6.82).

Pour imposer l'«autonomie administrative» aux Palestiniens telle que conçue à Camp David, il faut anéantir l'OLP, puisque celle-ci, continue «à gouverner politiquement la Cisjordanie et Gaza, alors qu'Israël les gouverne militairement» (déclaration du général Sharon, 29.6.82).

C'est dans ce sens que l'on peut expliquer les bombardements massifs contre les camps palestiniens et contre Beyrouth-Ouest, ainsi que les massacres de Sabra et Chatila, perpétrés les 16-17 et 18 septembre 1982. Ces camps palestiniens, encerclés par l'armée israélienne, sont livrés à des commandos phalangistes.² Le but, sans contredit, est de porter un coup fatal au moral palestinien et de discréditer l'OLP aux yeux de la population palestinienne.

L'objectif libanais

Le deuxième objectif israélien, en détruisant l'OLP, est de changer l'équilibre précaire des forces existant au Liban depuis l'été 1978. Il s'agit de porter directement au pouvoir les alliés d'Israël, les Forces Libanaises contrôlées par le Parti Phalangiste, déjà hégémoniques dans le secteur chrétien. Car la défaite de l'OLP signifie aussi la défaite de ses alliés libanais, le camp «islamo-progressiste», cette alliance composite qui contrôlait, tant bien que mal, l'autre partie du Liban depuis 1975-76. Pour ce faire, il faut aussi expulser la Syrie du Liban, du moins en tant qu'acteur politique.

Avec le Parti Phalangiste au pouvoir, Israël espère conclure un traité de paix et établir des relations diplomatiques et commerciales avec le Liban. Le 29 juin, le général Sharon déclare à la Knesset qu'Israël peut désormais constituer un «triangle de paix» dans la région, avec le Liban et l'Égypte.

Les trois «cercles»

Pour y arriver, toujours selon le général Sharon, Israël doit consolider sa sécurité à travers trois «cercles» spécifiques. Le premier concerne l'élimination

2. Voir à ce sujet Amnon Kapéliouk, *Enquête sur un massacre*, Editions du Seuil, 1982.

du «terrorisme» palestinien. La consolidation de la colonisation des territoires doit résoudre ce «problème». Il faut, déclare le général Eytan, «rendre les Arabes de Cisjordanie comme des cafards dans une bouteille». (18.4.83).

Le second cercle implique la neutralisation des pays arabes. Une fois le Liban conquis, une fois la Syrie stratégiquement affaiblie, le camp arabe sera anéanti.

Le troisième cercle, enfin, est d'arrêter l'expansionnisme soviétique au Moyen-Orient et en Afrique.³ La vision israélienne est tout sauf modeste: «Nos intérêts ne se limitent pas aux pays arabes du Moyen-Orient, de la Méditerranée, de la Mer Rouge. Dans les années 80, ils devront s'étendre à des pays comme la Turquie, l'Iran, le Pakistan, le Golf Persique et l'Afrique centrale».⁴ Israël renforce sa position comme partie prenante du système occidental qui confronte l'URSS.

Dans ce contexte, l'invasion du Liban est aux yeux des dirigeants israéliens, «le genre d'occasion qui ne survient qu'une fois par génération».⁵

4. L'invasion

Le 6 juin, l'armée israélienne défonce les points de contrôle tenus par les casques bleus, la Force Intérimaire des Nations Unies pour le Liban, les FINUL.

Le 9 juin, l'armée israélienne, contournant les zones de résistance autour de Saïda, arrive à Khaldé, en banlieue sud de Beyrouth. Le 12 juin commence le siège de la capitale libanaise qui durera 79 jours. En six jours, l'armée israélienne refoule l'OLP du Sud-Liban et occupe le tiers du territoire libanais. Comment expliquer cette avancée fulgurante?

Le rapport de forces

Du point de vue quantitatif, le rapport de forces est tout à fait favorable à Israël. Face aux forces communes OLP-MNL, Yasser Arafat parle d'un rapport de 1 à 14.⁶ Le déséquilibre est encore plus frappant au niveau des armements. La totale suprématie aérienne israélienne permet de bombarder à volonté les concentrations militaires, mais surtout les agglomérations urbaines. Les bombardements massifs s'étendent, d'abord sur les camps palestiniens de Beyrouth et du sud, pour ensuite se concentrer sur Beyrouth. Les autorités libanaises ont recensé plus de 30.000 morts entre le début de l'invasion jusqu'à l'arrêt des combats à la fin août 82.

Un second facteur qui a favorisé la percée d'Israël a été le retrait rapide des forces syriennes au nord du fleuve Litani et de la région de Beyrouth vers la Békaa. La Syrie voulait éviter, de toute évidence, la guerre avec Israël.

Enfin, il faut souligner le fait qu'une partie importante des forces militaires regroupées auparavant sous l'égide de Mouvement National Libanais, choisirent

3. Entrevue de Sharon avec Oriana Fallaci, *Nouvel Observateur*, 4.9.82.

4. Déclaration du général Raphael Eytan, *Le Réveil*, 18.4.83.

5. Raphael Eytan, cité par Larry Fabian, *The Red Light, Foreign Policy*, printemps 1983.

6. *As Safir*, Liban, 26.4.83.

de ne pas combattre. Ce fut le cas, en particulier, de la milice du PSP de Walid Joumbat. Confiné dans les montagnes du Chouf juste au sud de Beyrouth, le PSP aurait pu ralentir l'avancée de l'armée israélienne. Il préféra préserver ses forces et laisser l'OLP face à face avec les Israéliens.

La bataille de Beyrouth

En dépit de tous ces facteurs, le repli palestinien vers Beyrouth s'est effectué et la résistance a été acharnée. Dans le sud, des noyaux de résistance se constituent rapidement pour attaquer les arrières de l'armée d'invasion. Mais c'est sans contredit à Beyrouth que la bataille décisive s'est jouée. Encerclant totalement la ville avec les Forces Libanaises, l'armée israélienne espérait bien capturer la capitale libanaise et liquider physiquement la résistance palestinienne. Les combattants palestiniens, aguerris aux combats de rue et possédant une meilleure connaissance du terrain, ont bénéficié d'un terrain où la supériorité en armement ne pouvait se substituer à la valeur des fantassins. Le long du passage du Musée (qui sépare les parties est et ouest de la ville) et vers les banlieues sud, homme contre homme, les Palestiniens et les Libanais s'avèrent les plus forts. Les Israéliens se sont rendus compte très rapidement que l'investissement de Beyrouth leur coûterait énormément cher.

Après plusieurs semaines de durs combats, les États-Unis, inquiets, reviennent à la charge. Des négociations sont entamées et à la fin d'août, le retrait des combattants palestiniens est effectué. Les fâdayins partent de Beyrouth la tête haute, au milieu d'une population ouest-beyroutaine en larmes.

Quelques jours plus tard, Béchir Gémayel, nouveau président de la république, est assassiné dans un attentat à la bombe commis dans des circonstances mystérieuses. Les 16-17 et 18 septembre, des commandos phalangistes envahissent les camps de Sabra et Chatila, sous la protection des militaires israéliens et commettent un des plus grands massacres dans l'histoire de ce conflit (de 1.500 à 3.000 morts, pour la plupart des femmes et des enfants). Quelques semaines plus tard, les premiers contingents de la force multinationale composée de militaires américains, français, britanniques et italiens entrent dans Beyrouth.

Bilan mitigé pour Israël

L'invasion du Liban a suscité un vif débat au sein de la société israélienne. Une manifestation de plus de 400.000 personnes pour dénoncer la complicité du gouvernement dans le massacre de Sabra et Chatila et réclamer la démission de Begin et de Sharon a été convoquée par des groupes pacifistes avec l'appui de plusieurs secteurs du Parti Travailleiste.

Sur le plan strictement libanais, les objectifs israéliens ne furent pas totalement atteints. Les Forces Libanaises refusèrent de se subordonner totalement à Israël. Ainsi, le 2 septembre, Béchir Gémayel refusait catégoriquement, lors d'une rencontre secrète avec Begin et Sharon, de signer un «accord de paix», et ce en dépit des menaces très violentes de ses vis-à-vis. Quelques jours plus tard, le nouveau président perdait la vie au moment où une puissante bombe faisait sauter le quartier général de son parti en plein Beyrouth-Est.

Le frère de Béchir, Amine, fut alors élu, cette fois avec l'appui des notables musulmans sunnites et chi'ites qui siégeaient au Parlement libanais (celui-ci a été élu, la dernière fois, en 1972!). Finalement, l'espoir israélien de normaliser «à chaud» avec le Liban et de voir en place un gouvernement central fort et allié ne s'est pas réalisé.

5. Après l'invasion

Durant les mois qui ont suivi l'invasion jusqu'en 1983, l'imbroglio n'a pratiquement pas changé.

Réticences du gouvernement libanais

Le gouvernement libanais, sous Amine Gemayel, insiste pour parvenir à un «accord» avec Israël, et non à un «traité». La distinction n'est pas sémantique. L'accord ne vise qu'à négocier le retrait des forces israéliennes alors que pour Israël, un traité aurait consacré une alliance politique, économique, voire militaire entre les deux pays.

La contradiction entre Israël et le Liban porte aussi sur le rôle du commandant Saad Haddad et de son «armée du Sud Liban». Le gouvernement libanais insiste pour que cette force soit intégrée à l'armée libanaise alors que les Israéliens veulent garder Haddad sous leur aile. Plus encore, Israël exige la présence d'officiers de liaison israéliens au sein de l'armée libanaise, de même que l'établissement de patrouilles mixtes et de centres d'opération et d'observation conjoints.

Le contentieux s'étend au domaine économique. Israël exige l'ouverture des frontières entre les deux pays. Comme mesure de pression, on institue des politiques de «dumping» durant les premiers mois de l'invasion dans le secteur des produits alimentaires. Le gouvernement libanais toutefois refuse d'accepter ces demandes justifiant sa décision par le fait qu'une libre circulation entre le Liban et Israël fermerait les marchés arabes aux produits libanais.⁷

La nouvelle résistance libanaise

Durant l'invasion, de juin à septembre 1982, la population libanaise a été relativement passive. On a même assisté à des manifestations de joie devant la «libération» que représentait, aux yeux de certains, l'expulsion des Palestiniens par les Israéliens. D'autre part, la désorganisation du Mouvement National Libanais n'a pas permis à ces organisations de jouer un rôle de premier plan contre l'armée israélienne.

Toutefois, dès l'automne 1982, la situation change. Le 15 septembre, un premier attentat est commis en plein coeur de Beyrouth contre des militaires israéliens. De cette date au 25 avril 1983, précise le quotidien israélien *Haaretz*, les forces palestiniennes et les groupes libanais ont mené 75 attaques contre des véhi-

7. Déclaration du ministre libanais des affaires étrangères, *L'Orient-Le Jour*, 29.4.83.

cules militaires, ont posé à 62 reprises des mines et ont effectué 55 attaques contre des postes militaires israéliens.⁸ Progressivement, les coûts humains et en ressources matérielles s'alourdissent pour les Israéliens. Ainsi, l'armée se retrouve forcée de construire un aéroport au sud de Beyrouth, puisque la route du sud est devenue trop dangereuse. Le commerce d'Israël vers le Liban, très fructueux au début de l'invasion, est affecté par cette situation, bien qu'on l'estime alors à plus de 20 millions de dollars par mois.

Le projet d'alliance de Amine Gémayel

Les dirigeants libanais, bien qu'alliés d'Israël dans leur lutte contre l'OLP et le MNL, ont pris bien soin de demeurer neutres. Ils comptaient sur les États-Unis et sur certains de leurs alliés dans la région, en premier lieu sur l'Arabie Séoudite pour préserver leur indépendance. Cette dernière fait un retour remarqué au Liban en s'appuyant sur les élites sunnites beyroutaines, «libérées» temporairement de la tutelle exercée par le MNL ou par Amal (la milice chi'ite).

L'État libanais tente de rétablir son contrôle sur l'ensemble du territoire. La mesure la plus importante à cet égard est la rentrée de l'armée libanaise à Beyrouth-Ouest, suivie de l'arrestation de plusieurs centaines de personnes soupçonnées d'être liées aux milices de gauche et de la destruction de plusieurs centaines d'habitations de fortune aux abords de la ville.

Le «nettoyage» des squatters faisait d'ailleurs partie d'une des campagnes du Parti Phalangiste dès 1965, et les principaux visés sont les habitants déshérités chassés des banlieues et des campagnes autour de Beyrouth, en grande majorité des chi'ites. Par ce geste, les phalangistes espèrent faire d'une pierre deux coups, soit éliminer les «subversifs», et consacrer à nouveau l'alliance traditionnelle entre élites sunnite et chrétiens maronites.

Amine Gémayel entreprend aussi de renforcer l'armée. Il rétrograde plusieurs dizaines de hauts gradés. Le nouveau commandant en chef est un ex-bras droit de Béchir Gémayel, Ibrahim Tannous.

Le 18 avril 1983, le service militaire obligatoire est instauré. Plus de 75 instructeurs militaires américains et français arrivent sur place pour entraîner la nouvelle armée libanaise.

La réorganisation s'étend au secteur public. Gémayel place à la tête du ministère de l'information Manaf Mansour, un de ses fidèles collaborateurs (un poste clé dans le contexte libanais où l'information est une denrée importante et lucrative). D'autres hauts fonctionnaires ainsi que le commandant des forces de sécurité intérieure sont relevés de leurs fonctions et remplacés par des proches du président.

L'OLP après Beyrouth

Le départ des combattants de Beyrouth ne s'est pas traduit, tel que l'espéraient les dirigeants israéliens, par l'anéantissement de la centrale palestinienne. Bien sûr, la perte du «bastion» libanais représente la dispersion des combattants et

8. Haaretz, Israël, 28.4.83.

l'affaiblissement de la capacité militaire de l'OLP. Mais cette capacité avait toujours été, de toutes façons, grandement surestimée. Sa force politique, qui était et demeure son atout principal, n'a pas été stratégiquement atteinte par le retrait de Beyrouth.

Après Beyrouth, le mouvement palestinien décide d'orienter ses efforts presque exclusivement vers les territoires occupés. A cette lutte politique s'ajoutent les efforts de la direction pour ouvrir la voie diplomatique. Le 16 septembre 82, le Conseil Central de l'OLP apporte son appui au Plan Brejnev, qui reconnaît explicitement le droit de tous les États de la région de vivre en paix. C'est le début d'un chemin qui mènera quelques années plus tard à la reconnaissance de l'État d'Israël et à la proclamation d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza.

Mais en 82-83, l'OLP est encore occupée à rétablir des ponts, entre autres avec la Jordanie et l'Égypte. Ce faisant, le mouvement palestinien se trouve à s'opposer à la politique syrienne.

Les enjeux pour la Syrie

Depuis le deuxième désengagement israélo-égyptien sur le front du Sinaï le 1er septembre 1975, la Syrie joue un rôle politique régional important. Les accords de Camp David, l'alliance syro-iranienne (après 1979) et la présence syrienne au Liban n'ont fait que renforcer ce rôle.

Pour la Syrie, la situation s'annonce difficile. Les accords de Camp David interdisent une nouvelle guerre contre Israël. Les hauteurs du Golan occupées depuis juin 1967 sont annexées par Israël en décembre 1981.

Face au Liban, la position syrienne affirme que la sécurité de la Syrie est «identique à celle du Liban».⁹ La Syrie ne peut tolérer qu'«Israël contrôle une zone de 45 Km au nord de la frontière libanaise, parce que c'est une brèche stratégique qui permet à l'ennemi de menacer la paix et la sécurité nationale syrienne».

Cette même conception stratégique conduit la Syrie à affirmer son «droit de regard» sur les affaires palestiniennes et sur tout ce qui concerne le conflit israélo-arabe. Les accrochages directs entre les forces armées syriennes et ses alliés d'une part, l'OLP et ses alliés libanais d'autre part, ne disparaissent pas après l'invasion israélienne.

Donc, l'armée syrienne s'est redéployée dans la Békaa à l'approche de l'armée israélienne. Le 11 juin, après avoir perdu plusieurs avions ainsi que des batteries de missiles Sam-6, la Syrie accepte le cessez-le-feu. Elle concède sur ce point qui signifie un recul parce qu'elle obtient des garanties de la part de l'Union Soviétique à l'effet que celle-ci ne tolérera pas d'agression israélienne contre Damas. Pour ce faire, les Soviétiques mettent en place de nouveaux systèmes de missiles encore plus perfectionnés (Sam-5 et Sam-10).

Au printemps 1983, le régime de Assad se sent assez fort pour recommencer ses manœuvres au Liban, d'autant plus que les négociations jordano-palestiniennes sont dans une impasse. Cette intervention syrienne se fera par le biais de certains groupuscules palestiniens qui chercheront à prendre le contrôle des camps de Beyrouth au détriment de la direction de l'OLP.

9. *Techrine*, journal syrien semi-officiel, 20.4.83.

L'initiative franco-égyptienne

Dès juin 1982, l'Égypte et la France proposent conjointement un plan pour résoudre la crise libanaise, de même que pour régler le conflit israélo-arabe dans son ensemble. La proposition vise à accélérer le retrait israélien tout en garantissant l'intégrité territoriale du Liban, et l'amorce de négociation avec les Palestiniens. Mais un veto américain aux Nations Unies met fin à cette initiative.

Les intérêts économiques et politiques de la France sont plus importants dans la région que ceux de tous les autres pays occidentaux... Ce qui conduira à plusieurs affrontements avec la politique américaine (comme dans le cas du sommet européen de Venise au printemps 1980 où la CEE, à la suggestion de la France, préconisait un processus de négociation auquel participerait l'OLP). Mais au Liban, après l'échec de sa proposition, la France se voit forcée de se rallier au leadership américain.

Quant à l'Égypte, elle tente de faire un retour sur la scène politique proche-orientale. Mais sa dépendance à l'endroit des États-Unis lui enlève la possibilité de s'imposer et le 25 avril 83, le président égyptien Moubarak déclare appuyer totalement le plan Reagan.

Forces et limites de l'Union Soviétique

L'URSS est demeurée étonnamment silencieuse lors de la guerre de juin-août 1982. Elle semblait laisser le champ libre aux États-Unis. Léonid Brejnev s'est contenté de demander le retrait de l'armée d'invasion, tout en accusant Washington de complicité.

À la fin de la guerre toutefois, l'URSS revient à la charge. Résistant aux pressions israéliennes (l'ambassade soviétique à Beyrouth est bombardée à deux reprises), Moscou annonce qu'elle va compenser toutes les pertes d'équipement des forces palestiniennes et de la Syrie. Mais les Soviétiques considèrent qu'ils ne peuvent se substituer à leurs alliés dans la région. D'autre part, le traité d'amitié et de coopération entre la Syrie et l'URSS couvre la protection du seul territoire syrien. Néanmoins, le 31 mars 1983, l'URSS prévient le monde que «la Syrie ne serait pas seule dans le cas d'une attaque israélienne». Le correspondant militaire du journal *Haaretz* affirme que l'URSS a installé deux sous-marins dans le port syrien de Tartous.¹⁰

On note cependant un scepticisme croissant de la part de l'URSS face aux nombreux revirements de ses alliés arabes. L'importance des bases stratégiques pour l'URSS est par ailleurs moins centrale qu'elle ne l'était dans les années 50. À ce moment, l'expansion de la flotte soviétique et son accès à la Méditerranée, à la Mer Rouge et à l'Océan Indien, compense, selon les stratèges soviétiques, la perte d'alliés arabes.

De plus, l'URSS met alors au premier rang de ses préoccupations en politique étrangère les relations est-ouest et particulièrement, ses relations avec les États-Unis. Pour Brejnev, la signature des accords dits de Salt-1 est primordiale. En 1982, de nouveaux efforts sont effectués pour amener les Américains à négocier la limitation des armements stratégiques.

La politique américaine

Il est aujourd'hui incontestable que les États-Unis étaient non seulement au courant du plan de l'invasion israélienne, mais qu'ils ont donné le feu vert à cette guerre, et l'ont soutenue militairement et diplomatiquement. Mais cette politique ne faisait pas l'unanimité au sein de l'administration américaine.

Avant même l'invasion, le chef des renseignements israéliens, le général Yehoshua Saguy, était à Washington pour consulter Alexander Haig.¹¹ Les Israéliens tentent de convaincre Haig que l'invasion est une nécessité si l'OLP viole le cessez-le-feu négocié le 24 juillet 1981. Or l'interprétation israélienne d'une telle violation inclut toute manifestation du nationalisme palestinien!

En mai, Ariel Sharon rencontre directement Alexander Haig. Selon le correspondant de *Haaretz*, Sharon déclare alors que l'opération israélienne peut commencer à tout moment. Haig communique la substance de ces propos au président Reagan. La réponse des Américains est claire: ils ne se mouilleront pas publiquement, mais ils laissent le champ libre à Israël.

Parallèlement, l'armée américaine renforce son dispositif dans la Méditerranée (deux porte-avions sont ajoutés à la flotte). Le but est d'offrir une protection américaine dans le cas d'une attaque éventuelle de la part de l'URSS. Par ailleurs, l'armée américaine continue ses livraisons d'équipement à Israël, dont les fameuses bombes à fragmentation et à implosion qui feront tant de dommages contre les populations libanaise et palestinienne. Pourtant, un embargo officiel existait contre l'exportation de ce matériel. Confronté à ce fait, un porte-parole du département d'État déplore un «problème de communication» entre le gouvernement américain et la firme de Chicago responsable de ces exportations.

Sur le front diplomatique, les États-Unis se rangent derrière Israël. Le 6 juin, le Conseil de Sécurité adopte à l'unanimité une résolution exigeant le retrait inconditionnel des troupes israéliennes du Liban. Mais le 9 juin, les États-Unis opposent leur veto à la résolution franco-égyptienne. Après la démission de Haig, sous le nouveau secrétaire d'État George Shultz, les États-Unis veulent empêcher toute manœuvre internationale, cherchent à isoler l'URSS et l'OLP, et même à exclure l'Europe de toute solution négociée.

Le Plan Reagan

Le 1er septembre 82, le président Reagan formule pour la première fois depuis 1967 une conception américaine du règlement du conflit israélo-arabe. La défense de la sécurité israélienne est le premier point de cette proposition. Les États-Unis s'engagent à aider Israël à renforcer des «frontières défendables», ce qui implique la suprématie militaire israélienne dans la région.

Ils s'engagent aussi à ne pas tolérer la création d'un État Palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Toutefois ajoutent-ils, le problème palestinien n'est pas strictement une question de réfugiés. La participation palestinienne aux négociations est nécessaire. De même, les États-Unis appuient le principe d'une autonomie administrative en Cisjordanie et à Gaza après la tenue d'élection libre, ce qui permettrait de négocier les conditions d'attachement de la Cisjordanie à la Jordanie.

11. *Foreign Policy*, n.º 50, printemps 1983.

Cette proposition s'appuie sur la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU adoptée aux lendemains de la guerre de 1967. Aucun rôle n'est accordé à l'OLP, à la Syrie, à l'URSS, ou à l'Europe. Comme on peut s'y attendre, la Syrie, dont les territoires occupés par Israël (Golan) ne sont pas mentionnés par le plan Reagan, réagit violemment.

Mais le plan Reagan est même rejeté par Israël. Begin estime que cela lui «enlève les fruits de la victoire israélienne au Liban»! Le principe du retrait israélien des territoires est inacceptable et contredit la politique israélienne d'annexion progressive. En fait, Israël se rend compte qu'on lui refuse de jouer un rôle imperial dans la région et que ce rôle demeure exclusivement réservé aux États-Unis.

Les États-Unis se retrouvent avec deux seuls alliés, soit la Jordanie et l'Égypte. A l'Égypte, la proposition américaine permet de réintégrer le système politique arabe, tout en espérant récupérer l'influence perdue au sein du peuple et du mouvement palestiniens. Quant à la Jordanie, sa perspective est de récupérer la Cisjordanie et de devenir un allié stratégique des États-Unis. Cette possibilité apparaît réaliste au moment où l'OLP se trouve dans une position peu confortable.

Echec au plan américain

Alors que les États-Unis semblent disposer de toutes les cartes, très rapidement, on constate que leurs projets se heurtent à des obstacles insurmontables.

La Jordanie ne peut imposer l'«option» jordanienne à l'OLP. Celle-ci a trop de légitimité, au sein du peuple palestinien, et dans la communauté internationale, pour être simplement évacuée du décor.

La direction de la centrale palestinienne, par ailleurs, se dit ouverte au dialogue. Mais les négociations entre le roi et Arafat n'aboutissent pas. Hussein refuse tout compromis: pas de représentants de l'OLP au sein de la délégation jordanienne qui négocierait avec Israël, pas de présence de l'OLP sur le territoire jordanien en dépit d'une demande expresse de la centrale palestinienne qui désire abriter une partie de ses combattants alors pourchassés par la Syrie au Liban. Pas de garantie non plus que la récupération de la Cisjordanie et de Gaza pourra aboutir à terme, alors que la multiplication des colonies de peuplement israéliennes s'accélère.

En bref, le plan Reagan n'offrait ni plus ni moins que le suicide politique à l'OLP. En avril 83, l'OLP rompt les négociations avec la Jordanie. La reprise des négociations en 1985 ne donne pas plus de résultats. Les États-Unis espèrent alors un déblocage du côté du Liban.

L'accord libano-israélien du 17 mai 1983

L'échec des négociations jordano-palestiniennes, le blocage des négociations libano-israéliennes et le retour en force, huit mois après l'invasion israélienne au Liban, du facteur soviétique derrière la Syrie place l'initiative Reagan en fort mauvaise posture.

Les États-Unis déclenchent une violente campagne contre l'OLP accusée d'être la première responsable de l'impasse actuelle. Mais les États-Unis ne peuvent que se rendre à l'évidence que l'OLP a les moyens de résister. Sur le terrain, la

guérilla libanaise et palestinienne porte des coups très durs à l'armée israélienne. Au Proche-Orient, même les pays modérés hésitent à s'avancer contre l'OLP à cause de sa popularité auprès de l'opinion arabe. C'est dans ces circonstances que le secrétaire d'État Shultz entreprend une nouvelle tournée au Proche-Orient.

Son but est de réanimer le plan Reagan. Il doit, entre autres, provoquer un accord sur le retrait des troupes étrangères au Liban, relancer l'«option jordanienne» sans la participation de l'OLP, et favoriser, en payant les coûts, un «divorce» entre la Syrie et l'URSS. Pour amadouer Israël, Shultz atténue la position américaine sur les colonies de peuplement et affirme que «le plan Reagan permet aux Juifs de continuer à vivre en Cisjordanie sous la juridiction qui serait appliquée à ce territoire».¹² Shultz compte aussi sur l'appui du gouvernement libanais qui contrôle au moins le gran Beyrouth, sur l'appui de l'Égypte, et sur la passivité des pays arabes «modérés», en particulier l'Arabie Séoudite. Il s'appuie enfin sur la présence militaire américaine dans la région (4.000 hommes au Liban ainsi que la sixième flotte qui croise en Méditerranée).

Shultz obtient finalement un accord libano-israélien, qui prévoit la fin de l'État de guerre et la «sécurité permanente pour les deux pays». L'article 3 de l'accord prévoit la «création d'une zone de sécurité» du côté libanais de la frontière seulement. L'article 4 stipule qu'aucun des territoires ne pourra être utilisé comme «base pour une activité hostile ou terroriste contre l'autre ou son peuple».

Les dispositions militaires du traité sont les plus importantes. L'armée libanaise ne peut déployer au sud-Liban de missiles anti-aériens ou terre-mer, ni de radars.¹³ Un comité de liaison conjoint doit superviser l'application de l'accord. On prévoit aussi la participation de Saad Haddad à l'administration du secteur sud, de la rivière Zaharani jusqu'à la frontière. Quant aux forces de l'ONU, l'accord aboutit, dans les faits, à une réduction de leur rôle.

Parallèlement à l'accord officiel, les négociations aboutissent à des ententes secrètes entre les États-Unis et Israël. Selon le *New York Times*, Israël obtient le droit d'auto-défense contre d'éventuelles attaques palestiniennes, ainsi que l'engagement des États-Unis à tout faire pour obtenir le retrait des forces palestiniennes et syriennes du Liban.¹⁴

Nouvel Embrasement au Liban

Le gouvernement libanais de Amine Gémayel appuie de toutes ses forces cet accord garanti par les États-Unis. Cet appui fait partie d'une stratégie globale de stabilisation du Liban.

Celle-ci continue de s'appuyer sur une tentative de «mise au pas» de la population de Beyrouth-Ouest. Les destructions des bidonvilles et des camps de squatters se poursuivent, frappant surtout les communautés chi'ite et palestinienne.

Au sud de Beyrouth, un autre front s'ouvre. Avec l'appui de l'armée israélienne, les Forces Libanaises se sont installées dans le fief de Walid Joumblat, dans les montagnes du Chouf. Là coexistent communautés druze et chrétienne, dans un

12. *International Herald Tribune*, 25.4.83.

13. *International Herald Tribune*, 18.5.83.

14. *New York Times*, 20.5.83.

climat de relative paix. Le PSP qui contrôle la région a, tout au long de la guerre civile, totalement exclu l'installation de Palestiniens et de Chi'ites.

Mais cette stabilité ne plaît pas à l'ambition du Parti phalangiste qui désire établir une domination totale sur l'ensemble du pays. Des affrontements très meurtriers éclatent entre milices du PSP et les Forces Libanaises. L'avantage tourne en faveur des premiers, en dépit de l'appui israélien (en apparence) aux FL, et cela conduit à un exode de plusieurs milliers de chrétiens de la région.

Dans le grand Beyrouth, ces événements ont une importante répercussion. Des secteurs de l'armée commencent à rechigner. Un mandat d'arrêt est émis contre le lieutenant El Khatib, ex-commandant de l'armée du Liban arabe (auparavant allié du Mouvement National), que le gouvernement soupçonne d'organiser une force armée parallèle. On cherche aussi à emprisonner des officiers et des soldats druzes, sous le prétexte de leur participation à la guerre du Chouf, alors que les officiers maronites qui participent aux côtés des FL sont laissés libres.

Dans la banlieue-sud, les accrochages se multiplient entre l'armée libanaise et la milice chi'ite de Amal. Le 17 mai 1983, jour de la signature de l'accord libano-israélien, des manifestations éclatent. L'armée intervient: un mort, plusieurs blessés. L'armée passe aux mains d'officiers ayant milité au sein des FL, tels le nouveau commandant en chef Ibrahim Tannous, Zahir Boustany (chef de la sécurité) et Sami Francis (chef des renseignements).

Le président Gémayel estime que cette politisation et cette confessionnalisation de l'État est un résultat normal de la «victoire» contre le camp «islamo-progressiste». Seule une partie de l'establishment sunnite de Beyrouth-Ouest est invitée à participer au pouvoir et encore, d'une façon marginale. La communauté chi'ite, par contre, est totalement exclue des consultations autour de l'accord avec Israël, bien que ce soit elle qui ait été la plus touchée par l'occupation israélienne.

Bénéficiant de l'appui américain et, dans une moindre mesure, de celui d'Israël, le gouvernement contrôlé par le Parti Phalangiste, pense faire l'économie de l'intégration politique de la majorité libanaise en disposant seulement, et encore d'une façon partagée, de l'appui de la population chrétienne de Beyrouth-Est et de la montagne autour de la capitale (d'autres communautés chrétiennes, par exemple celles du nord du pays, sont des rivaux des Phalanges et maintiennent, sous l'égide de l'ex-président Soleiman Frangié, une alliance avec la Syrie).

Un accord mort-né

Grand résultat de l'accord libano-israélien: le retrait des troupes israéliennes vers le sud s'avère un épineux problème.

Mais l'armée israélienne n'en peut plus. Les attentats contre les militaires israéliens deviennent de plus en plus fréquents et meurtriers. Cependant, le retrait amorcé (jusqu'à une ligne au nord de Sidon) met le régime libanais et les Forces Libanaises dans une position extrêmement vulnérable. Le chef phalangiste, Pierre Gémayel, qualifie même le retrait de «catastrophique», puisqu'il ouvre la porte à un retour en force du camp «islamo-progressiste», voire de l'OLP.

Un front contre l'accord commence d'ailleurs à s'articuler, autour de Walid Joumblat, de Soleiman Frangié, des organisations de l'ex-Mouvement National ainsi que de Amal. Leur refus est doublement motivé. D'une part, ils s'opposent à l'accord comme tel, qui institutionnalise l'hégémonie israélienne sur une grande

partie du Sud-Liban. Ils craignent que l'accord n'enfoncé davantage le Liban dans les rivalités entre les États-Unis et l'URSS et ne menace les liens entre le Liban et son environnement arabe, en particulier avec la Syrie. D'autre part, l'accord fait partie d'un ré-enlignement du Liban sous l'hégémonie du Parti Phalangiste qui ne semble pas disposé à proposer des concessions aux autres communautés.

Au contraire, le gouvernement s'empresse de lever de nouveaux mandats d'arrêt contre des partisans ou d'ex-militants du Mouvement National, d'appuyer davantage la poussée phalangiste dans le Chouf et de refuser des négociations avec les diverses forces politiques libanaises. Quant aux relations avec la Syrie, Gémayel espère obtenir le retrait des troupes syriennes en échange de «concessions politiques et économiques généreuses».¹⁵

Impuissance

Israël constate cet enlèvement avec anxiété. De plus, les dirigeants israéliens ont peine à accepter le fait qu'ils n'ont pas obtenu tout ce qu'ils voulaient en déclenchant l'opération «Paix en Galilée»! Ils n'ont ni l'acceptation d'une présence massive de leur armée au Sud-Liban, ni un traité de paix en bonne et due forme, ni des relations diplomatiques ou économiques normales avec Beyrouth, ni des garanties quant au sort de Saad Haddad.

Le gouvernement israélien n'a cependant pas tout perdu. L'aide militaire américaine s'est intensifiée (livraison d'avions F-16 par exemple). De plus, la perspective d'un accord stratégique entre Israël et les États-Unis revient à l'ordre du jour, d'autant plus que les États-Unis maintiennent leur refus absolu de considérer quelque participation que ce soit de l'OLP à quelque niveau que ce soit du processus politique. Néanmoins, il faudra longtemps à Israël pour réparer les torts politiques, voire psychologiques consécutifs à l'invasion, puis à l'occupation.

Les alliés américains dans la région n'ont pas vraiment été surpris par le rapide enlèvement du Liban dès le début de 1983. Ainsi l'Arabie Séoudite a maintenu ses distances, prétextant l'incertitude de l'impact économique de l'accord libano-israélien. D'autre part, les menaces et pressions régionales (guerre du golfe) l'ont poussée vers une attitude de «neutralité bienveillante» à l'égard du gouvernement libanais.

Comme nous le verrons dans la seconde partie, ce sont donc les ennemis de l'accord qui au bout de la ligne, sortiront plus forts, en premier lieu la Syrie. L'irruption maladroite des États-Unis dans le dossier permet aux Syriens de soutirer le maximum d'appui de la part de l'Union Soviétique. Peu à peu, la Syrie fera sa rentrée.

15. *International Herald Tribune*, 24.5.83.

Deuxième partie

VERS L'ECLATEMENT

Le retour de l'opposition

Quand l'armée israélienne entre au Liban en juin 1982, un nombre considérable de Libanais l'accueillent de façon favorable au sud, où la majorité de la population est chi'ite, on espère que le retrait de l'OLP devant le rouleau compresseur israélien pourra au moins ramener la paix et la fin des bombardements dits de représailles de l'armée israélienne. De manière plus générale, un certain establishment estime le moment venu d'occuper l'espace abandonné par la centrale palestinienne.

Dans les montagnes du Chouf sous contrôle du Parti Socialiste Progressiste et de la communauté druze de Walid Joumblat, aucune opposition n'a retardé la progression fulgurante de l'armée israélienne au moment de l'invasion de juin. A Beyrouth, la complicité évidente entre les Phalangistes et Israël permet le total encerclement de Beyrouth-Ouest.

Néanmoins, une fois l'OLP partie de Beyrouth et après la mort de Béchir Gémayel, les choses commencent à changer un peu. L'élection de Amine Gémayel est ainsi l'occasion d'un sursaut d'unité des diverses communautés autour du nouveau président, élu avec une majorité écrasante par le Parlement libanais.¹⁶ De plus, la présence de la Force Multinationale (États-Unis, France, Italie, Grande-Bretagne), combinée au recul syrien et palestinien, apparaît pour beaucoup comme une sorte de garantie pour le rétablissement de la paix au pays des Cèdres.

Mais rapidement, en quelques mois, on assiste à un véritable retournement de la situation. Le régime libanais avec à sa tête un président phalangiste, les États-Unis avec leur flotte et leurs «Marines», l'armée israélienne bien implantée sur un tiers du pays, bref, cette coalition qui semble invincible, réussit le tour de force de provoquer, en opposition à elle, la réorganisation d'une opposition hétéroclite mais très forte, soutenue par divers acteurs dont en premier lieu la Syrie, qui réussit peu à peu à s'imposer à nouveau sur le terrain.

Le 16 septembre 1982, la résistance libanaise réussit un premier coup spectaculaire. Trois officiers israéliens sont tués dans un café à Hamra, au centre ville de Beyrouth-Ouest. Quelques jours plus tard, après le massacre de Sabra et Chatila, l'armée israélienne retire ses troupes de la ville. Le coup d'envoi est donné pour la reconstitution de la résistance libanaise.

De manière relativement rapide, les séquelles de l'invasion deviennent évidentes et touchent tout le monde: l'effondrement économique, l'augmentation de la répression, entre autres. En avril 1983, l'armée israélienne assassine un leader religieux chi'ite, le cheikh Raghili Harb. Dès lors, la hiérarchie chi'ite décide de s'opposer clairement aux Israéliens. Un édit religieux interdit à quiconque de collaborer avec l'occupant. Les positions radicales de Harb sont maintenant adoptées par le Conseil Supérieur Chi'ite, l'instance représentative de cette commu-

16. Le 23 août, pour assurer de justesse l'élection de Béchir Gémayel, plusieurs députés sont amenés de force au Parlement. Mais lors de l'élection de Amine, le consensus est beaucoup plus facile à établir.

nauté. Pour ces raisons, la résistance libanaise sera, dès son envol, marquée par cette mobilisation chi'ite. La plus importante communauté libanaise ainsi mobilisée aura un effet déterminant sur le nouvel échiquier politique libanais.

Au sud, le vide créé par le départ de l'OLP force les chi'ites à la confrontation. A Beyrouth d'autre part, ils se retrouvent devant un régime qui refuse toutes les offres d'entente formulées par les dirigeants des autres communautés. Les chi'ites, les sunnites et les druzes voient dans l'accord du 17 mai 1983 un affront contre l'ensemble des forces politiques libanaises. Seuls les Phalangistes qui semblent déterminés à totalement monopoliser l'État, s'accrochent au pacte israélo-américain.

C'est dans ce cadre que se constitue le 14 mai 1983 le Front du Salut National, trois jours avant la ratification de l'accord israélo-libanais. Autour de ce front se retrouvent l'ex-président Suleiman Frangié (maronite et allié de longue date de la Syrie), l'ex-premier ministre Rachid Karamé (sunnite de Tripoli), Walid Joumblat et son parti, le Parti Socialiste Progressiste (PSP), et les autres partis de l'ex-MNL tels le Parti Communiste Libanais (PCL) et le Parti Populaire Syrien (PPS). Amal, bien que ne faisant pas formellement partie du Front, accepte d'établir une collaboration qualifiée d'«étroite» avec la coalition, dont les deux objectifs sont, d'abord, d'empêcher la conclusion de l'accord avec Israël, et de réduire ou de détruire l'hégémonie phalangiste sur l'appareil d'État.

Cette convergence repose sur plusieurs intérêts particuliers. Frangié est en guerre depuis longtemps contre les Phalangistes, responsables de l'assassinat de son fils en 1978. D'autre part, il demeure le seul allié maronite de la Syrie et espère à ce titre, jouer un rôle politique de premier plan. Pour Joumblat, il s'agit de tout mettre en oeuvre pour expulser les Forces Libanaises de son fief, le Chouf, que celles-ci tentent d'investir depuis l'invasion israélienne. Quant à Rachid Karamé, il entend préconiser, en annulant l'accord avec Israël, une refonte du système politique libanais.

De la première guerre de Beyrouth à celle du Chouf

Le 28 août 1983, un accrochage avec les Forces Libanaises provoque la mort de quatre militants d'Amal. Aussitôt, l'armée libanaise est dépêchée sur les lieux pour protéger les FL, en imposant un couvre-feu sur les régions chi'ites. Mais de violents combats éclatent. Repliés sur Beyrouth-Ouest, les miliciens d'Amal se retrouvent aux côtés des combattants de l'ex-MNL. Retranchés dans les montagnes, le PSP et la Syrie apportent le soutien de leur artillerie. Aussi, dès le 4 septembre, c'est une défaite humiliante pour l'armée libanaise qui se replie sur Beyrouth-Est.

Des négociations entamées par Sélim Hoss (premier ministre actuel et alors personnalité en vue des sunnites de Beyrouth) poussent Amal à accepter le retour «amical» de l'armée à l'ouest de Beyrouth. Mais l'armée préfère une action plus massive. 10.000 soldats se lancent à l'assaut d'Amal, qui est forcé de se replier sur les banlieues sud. Pour la première fois, Amal s'installe dans ces quartiers populaires où elle établit son contrôle. Cette polarisation a de graves conséquences. Des personnalités chi'ites mais aussi sunnites, commencent à prendre nettement leurs distances et à critiquer ouvertement le rôle joué par l'armée et par les Forces libanaises, mais ce faisant celui joué aussi par le chef de l'État. Parmi ces critiques de l'État, se trouvent entre autres Sélim Hoss et Saeb Salam.

Cette première ronde d'affrontements marque le début d'un renversement du rapport de forces entre les divers acteurs politiques. La relation de vainqueur à vaincu que voulaient imposer les Phalangistes et que reprenait le président de la république ne fonctionne plus.

Pendant ce temps, dans la montagne, les accrochages entre les milices druzes du PSP et les FL s'accroissent. Fin août, l'armée israélienne, décidée à se retirer jusqu'à la rivière Awali, quarante kilomètres au sud du Chouf, prépare son retrait de la montagne. Il est évident que ce départ précipitera l'affrontement entre les deux groupes.¹⁷ Les FL doivent prouver qu'elles sont en mesure de contrôler le Chouf sans la protection de l'armée israélienne. Pour le PSP et les druzes, il s'agit de rétablir à tout prix leur hégémonie dans la montagne, qui constitue pour eux, mais aussi pour leurs coreligionnaires en Syrie et en Israël, le refuge ultime, le roc où s'enracine leur identité depuis le XI^{ème} siècle.

Début septembre 83, les deux camps se préparent. Le PSP a réussi à unifier les deux clans druzes sous son autorité.¹⁸ La Syrie, pour ses propres raisons, les soutient sans limite. C'est le cas aussi des Palestiniens, en particulier ceux qui deviennent les dissidents anti-Arafat, et des milices de l'ex-MNL. Plus encore, le PSP compte sur l'appui des 60.000 druzes israéliens, ainsi que d'un soutien financier important de la part des druzes syriens.¹⁹ Du côté israélien, cet appui est stratégique. 1.333 officiers et soldats druzes israéliens signent une pétition adressée au chef d'État israélien, et demandent leur libération pour «traverser la frontière libano-israélienne afin de combattre avec nos frères druzes».²⁰

De leur côté, les FL peuvent compter sur l'appui d'une bonne partie de l'armée libanaise. Elles espèrent aussi mériter le soutien américain. Mais de plus en plus, les Phalangistes doivent se rendre à l'évidence: ils ne bénéficieront pas de l'appui israélien.

C'est sur cette toile de fond que le 3 septembre 83, sans avis préalable au gouvernement libanais, l'armée israélienne abandonne la montagne du Chouf en se repliant sur la rivière Awali, après 15 mois d'occupation. Chacun des deux camps tente d'occuper les positions israéliennes abandonnées.

La guerre qui s'amorce alors devient extrêmement sanglante. Plusieurs massacres ont lieu de part et d'autre. Mais rapidement, les Druzes, avec leurs soutiens extérieurs, réussissent à faire jouer la bataille en leur faveur, au prix de milliers de victimes, druzes aussi bien que chrétiennes. Les communautés chrétiennes sont

17. Il faut noter que jusqu'à l'invasion israélienne de juin 1982, le Chouf avait échappé aux horreurs des guerres libanaises, à l'exception d'une courte flambée de violence en mars 1977, à la suite de l'assassinat du leader du PSP, Kamal Joumblat. Le PSP exerçait son hégémonie dans le Chouf en partenariat avec le Parti National Libéral de Camille Chamoun. L'intrusion brutale des FL minait donc à la fois le pouvoir druze et celui de Chamoun, implanté dans son fief de Deir El Kamar. Aux beaux temps de l'alliance PSP-Chamoun, aucune autre composante politique, y compris l'OLP, n'était tolérée dans le Chouf.

18. Les clans de Majid Arslan et celui des Joumblat se sont toujours affrontés. Les Arslan avaient soutenu la candidature de Béchir Gémayel et après lui, de son frère. Mais après juin 1982, les humiliations subies par les druzes sur les barrages des FL, indépendamment de leur affiliation politique, conduisent toute la communauté à se ranger derrière le PSP.

19. Informations du quotidien israélien *Haaretz*, reproduites par l'hebdomadaire libanais *Monday Morning*, 12.9.83.

20. Déjà en février 1983, lors de la bataille de Aley, point de jonction important sur la route Beyrouth-Damas, les FL ont été abandonnées par l'armée israélienne qui les a empêché de ravitailler leurs troupes. Voir J.P. Péroncel-Hugoz, *Une croix sur le Liban*, Éditions Folio-actuel, 1985.

massivement forcées de quitter leurs foyers du Chouf (ils en représentent la moitié de la population).

Les conséquences de la victoire druze sont considérables. Le Chouf est une région stratégique de première importance au Liban.²¹ En conséquence, le retournement qui en découle dans le rapport de forces, constitue un point tournant fondamental. D'une part, il signifie l'abandon par Israël de la grandiose stratégie impériale. Cela se traduit, entre autres, par la démission de Menahem Begin et l'ouverture d'une période d'instabilité politique en Israël. D'autre part, la reprise en main par les druzes peut être vue comme le début de l'éclatement du Liban. Il faut savoir en effet que pendant les pires moments de la guerre civile, de 1975 à 1982, druzes et maronites avaient su coexister. Le départ catastrophique des seconds fait éclater radicalement cette cohabitation.

Le PSP tente de nier cette réalité en déclarant, par la bouche de son chef, que la guerre de la montagne «n'est pas une guerre sectaire contre les chrétiens, mais une guerre nationale pour la défense du caractère arabe du Liban et de son unité contre l'hégémonie phalangiste». Mais cette rhétorique ne change pas les faits.

Le grand gagnant à court terme demeure cependant W. Joumblat. Son pouvoir quasi-absolu sur le Chouf lui donne une position de premier plan, une marge de manœuvre non négligeable face à la Syrie. Celle-ci compte cependant profiter des derniers événements qui marquent son retour en force au Liban. Avec la montagne sous le contrôle de ses alliés, les routes d'approvisionnement pour ses alliés chi'ites à Beyrouth et dans le sud se retrouvent réouvertes.

En face d'eux, les Phalangistes et leurs alliés américains voient leur projet de restructuration voler en éclat. Un cours nouveau est tracé pour les prochaines guerres du Liban.

Résistance et occupation au Sud-Liban

Comme on l'a vu, la population a déchanté très rapidement de la présence israélienne. Au début, la résistance reste cependant le fait de petits groupes clan-destins.²² Mais tout au cours de 1983, la population dans son ensemble commence à s'impliquer, tant par des actions militaires que par une résistance pacifique.

Les chefs religieux chi'ites et ceux d'Amal jouent un rôle prépondérant dans cette mobilisation contre l'occupation. L'arrestation, en mars 1983, du cheikh Raghib Harb provoque un grand mouvement de solidarité dans tout le sud et dans la banlieue sud de Beyrouth. Libéré en avril 83, est assassiné 11 mois plus tard.²³

21. Située au sud-est de Beyrouth, la région montagneuse du Chouf contrôle la route côtière qui relie Beyrouth et le Sud-Liban, ainsi que la route Beyrouth-Damas.

22. Le premier appel à la résistance date du 16 septembre 1982. Un certain appel permet de comprendre le retard de la résistance. Depuis 1967, les villes et villages du Sud-Liban sont la cible privilégiée des bombardements israéliens. Israël cherchait par ces moyens à encourager la population du sud à se soulever contre l'OLP, un objectif qui n'a jamais été atteint, à cause de la force de l'OLP, mais aussi en raison de la sympathie profonde des chi'ites à l'endroit des Palestiniens. Cependant, au début des années 80, le ressentiment s'approfondissait contre l'OLP, tant à cause des coûts de la guerre qu'à cause du fait que les chi'ites avaient l'impression de vivre dans un territoire sous contrôle palestinien.

23. Dès le début de l'invasion, ce cheikh avait appelé à la résistance. Ses édits interdisaient toute collaboration avec l'ennemi, même le simple fait de le saluer. Encore aujourd'hui, il constitue pour les Hezbollah et pour Amal l'exemple suprême du martyr.

Un autre incident grave favorise la résistance. Le 16 octobre 1983, à Nabatiyé (sud Liban), une cérémonie religieuse dégénère en affrontements. Cette importante manifestation chi'ite (commémorant le martyr de Hussein, petit fils du prophète Mohammed) est attaquée par des soldats israéliens qui tirent sur la foule (un tué, 10 blessés). Aussitôt, 50.000 manifestants, les mains nues, s'attaquent aux soldats et à leurs blindés. Cette date marque le début de la mobilisation de masse. C'est aussi le début de la nouvelle occupation de l'espace politique au sud Liban par les chi'ites et ce faisant, de leur réinsertion dans l'ensemble libanais.

Progressivement, la résistance devient chi'ite. Les haut-parleurs des mosquées, en répercutant les Allah Akbar, sonnent l'alarme à l'arrivée des soldats israéliens, et appellent la population à manifester, à bloquer les routes. Parallèlement, les actions militaires s'intensifient. Jusqu'à la fin de 1983, ces opérations menées contre les occupants sont revendiquées par le Front de la Résistance Nationale Libanaise, réunissant le PCL, l'OACL, le PPS et les Nassériens. Mais à partir de 1984, Amal organise et revendique ses propres opérations. Début 1985, épuisée, l'armée israélienne amorce son repli vers l'extrême sud. En février, le sud est presque totalement sous contrôle chi'ite.

Manoeuvres américaines

À la fin d'août 1983, 14 marines américains sont blessés lors d'un accrochage près de l'aéroport de Beyrouth avec des miliciens de Amal. Devant la chute des derniers bastions des FL dans la montagne (à Bhamdoun) et le redéploiement israélien vers la rivière Awali, les États-Unis augmentent leur contingent de marines, qui compte alors plus de 3.200 soldats (auxquels il faut ajouter les forces stationnées sur l'importante flotte américaine au large du Liban).

Pour éviter la défaite prévisible des FL et de l'armée gouvernementale, le président Reagan déclare le 9 septembre 83 que les États-Unis ont des «intérêts vitaux» au Liban et autorise le commandement des marines à attaquer des groupes «hostiles» aux Forces Multinationales. Le vice-président Bush pour sa part exige que l'armée syrienne quitte le Liban.

Afin de donner du muscle à ces déclarations, les forces américaines bombardent, le 17 septembre, des positions se trouvant sur un territoire sous contrôle syrien. Les bombardements se poursuivent tout au long de la guerre de la montagne. Le 25 septembre, un cessez-le-feu est finalement négocié en présence des représentants des États-Unis et de l'Arabie Séoudite. Néanmoins, la victoire est déjà acquise aux druzes, qui contrôlent l'ensemble du Chouf à l'exception de Souk el Gharb, dernier verrou avant le palais présidentiel, le ministère de la défense et l'ambassade américaine au Liban. En fait donc, l'intervention américaine en faveur du président libanais permet seulement d'éviter une victoire totale des druzes et son renversement pur et simple.

Le cessez-le-feu était conçu comme un prélude à un dialogue national, convoqué à Genève, du 31 octobre au 14 novembre 1983. Une semaine avant cette réunion, le 24 octobre, des commandos-suicide font sauter les campements militaires américains et français à Beyrouth, faisant plus de 300 morts parmi les marines et les soldats français.

La conférence de Genève s'ouvre donc dans une atmosphère très chargée; autour de la table, cinq représentants musulmans, cinq maronites, les ministres des affaires extérieures de la Syrie et de l'Arabie Séoudite. Le consensus auquel on

arrive représente un autre tournant politique. Le président libanais est chargé de demander à Washington l'abrogation de l'accord du 17 mai (américano-libano-israélien), et son remplacement par un arrangement de sécurité le long des frontières israélo-libanaises, ce qui implique le retrait total des forces israéliennes du Liban.

Au même moment, les États-Unis franchissent un nouveau pas dans l'alliance avec Israël. L'émissaire de Reagan, Lawrence Eagleburger, un des plus pro-israéliens du département d'État, conclut une «alliance stratégique» avec Israël, qui remplace l'accord de «coopération stratégique entre les deux pays». ²⁴ La nouvelle entente prévoit une augmentation de l'aide américaine à Israël (qui atteint déjà plus de trois milliards de dollars par année) et la création d'une commission conjointe pour «affronter la menace soviétique contre leurs intérêts communs au Moyen-Orient».

L'encre n'est pas encore sèche sur ce traité lorsque le président Gémayel débarque à Washington. Évidemment, la visite ne débouche sur rien. Israël refuse strictement l'abrogation du traité de mai 1983. Les Américains conseillent à Gémayel de se concentrer sur la situation intérieure du Liban et de laisser le soin à d'autres, en l'occurrence à la Syrie, aux États-Unis et à Israël, le soin de négocier de nouveaux arrangements.

Clairement, les États-Unis qui voulaient oublier leurs revers au Liban, confient à Israël la défense de leurs intérêts et le consacrent comme l'unique instrument de la politique régionale américaine dans la région.

Le soulèvement du 6 février 1984

Après leur défaite dans la bataille du Chouf, l'armée libanaise et les FL se replient sur le grand Beyrouth, unifié depuis septembre 82 grâce à l'appui de la Force Multinationale. Ces forces, de même que les États-Unis, savent très bien qu'il faut éviter que Beyrouth ne subisse le même sort que le Chouf, d'où l'importance extrême de contrôler le corridor reliant la banlieue sud, où Amal est hégémonique, et la montagne, maintenant aux mains des milices druzes. C'est par ce corridor, en effet, que l'aide multiforme venue de la Syrie s'achemine vers Amal.

En octobre 83 et février 84, les attaques de l'armée libanaise et des marines américains se multiplient dans ce passage. La flotte et les avions américains interviennent de plus en plus régulièrement. En novembre, des missiles syriens abattent trois avions américains. L'avertissement est clair et devient encore plus fort après l'attentat contre les Marines. L'opinion publique américaine, encore marquée par le syndrome vietnamien se rebiffe. Résultat: les Américains se retirent de Beyrouth le 3 février 1984.

Dès le lendemain, Nabih Berri, chef de Amal, lance un appel solennel à tous les «deshérités» de Beyrouth-Ouest afin qu'ils se soulèvent et chassent l'armée de cette partie de la capitale. Deux jours plus tard, la sixième brigade de l'armée, formée essentiellement d'éléments chi'ites, se range du côté d'Amal.

24. Cet accord avait été suspendu en 1981 quand Israël avait annexé unilatéralement les hauteurs du Golan, territoire syrien. Voir Claudia Wright, *Balancing act for Re-election*, *Middle East International*, 23.12.83.

La victoire d'Amal unifie le territoire qui se trouve hors de contrôle du gouvernement légal, c'est-à-dire Beyrouth-Ouest et l'essentiel du sud Liban. Bref, on se retrouve à instaurer la ligne de démarcation qui existait auparavant et séparait le sud et l'ouest de l'est de Beyrouth.

La victoire d'Amal et de ses alliés à Beyrouth-Ouest marque aussi la fin du projet israélo-américain au Liban, projet dont l'essentiel était de constituer un pouvoir central fort. On assiste alors à une nouvelle répartition des pouvoirs au Liban.

On ne peut plus maintenant ignorer la communauté chi'ite pour tout règlement de la crise. Amal s'assure sur le terrain, et jusqu'à l'émergence de Kezballah, de l'hégémonie au sein de la communauté chi'ite. Ce qui implique, inéluctablement, une perte d'influence des autres grandes communautés au sein du système politique libanais.

En contrôlant Beyrouth-Ouest, Amal réduit considérablement le pouvoir de l'establishment sunnite, traditionnellement le plus fort dans la capitale. D'ailleurs en mars, un mois après avoir pris le terrain, Amal allié au PSP de Joumblat décide d'en finir une fois pour toutes avec la milice sunnite al-Mourabitoune, déjà fort affaiblie du départ de ses alliés palestiniens. En quelques heures, les combattants de Mourabitoune sont désarmés et neutralisés.

A la suite de ces événements, le gouvernement libanais n'a plus le choix. Le 5 mars, un porte-parole du conseil des ministres déclare que le gouvernement a décidé d'abroger unilatéralement l'accord du 17 mai avec Israël. Il convoque ainsi les différentes parties du conflit à Lausanne, pour les 12-20 mars 1984. L'administration américaine apprend cette nouvelle avec consternation, mais le mal est fait. Les États-Unis sont maintenant totalement désengagés du Liban et du processus de recherche d'une solution au conflit régional.

A Lausanne, la conférence, sous haute surveillance syrienne, n'aboutit pas. On ne parvient pas à établir un consensus sur un projet de réforme au système politique libanais. Soleiman Frangié, ex-président de la république et président du Front du Salut National, refuse que la conférence touche aux prérogatives du président de la république, d'office maronite. Même ses propres alliés sont choqués de cette position et c'est la fin du FSN. Par contre, on s'entend sur une chose: la scission de l'armée est acceptée, puisque les brigades confessionnelles sont institutionnalisées.

Mai 84, un nouveau gouvernement d'unité nationale est formé, présidé par Rachid Karamé. Mai lui aussi échoue dans ses tentatives de réformer le système. Faute d'un véritable accord, sous l'impulsion de la Syrie, on parvient à une entente tripartite entre les trois principales milices (Amal, le PSP et les FL). L'establishment sunnite est totalement exclu de ce processus alors que les cercles dirigeants maronites acceptent, pour la première fois, de consacrer la nouvelle force de Amal sur l'échiquier politique libanais.

Signé à Damas le 28 décembre 1985 après quatre mois de discussions ardues, l'accord est conclu par les chefs des trois milices, Elie Hobeika pour les FL, Nabih Berri pour Amal et Walid Joumblat pour le PSP, sous le patronage bien présent du vice-président syrien chargé des affaires libanaises, Abdel Halim Khaddam.²⁵

Le régime syrien espérait bien que l'accord pourrait être le prélude à un règlement final de la crise, et cela dans le cadre de ses intérêts nationaux. Les parties les

25. Le texte de l'accord a été publié par *L'Orient-Le Jour*, 29.12.85.

plus importantes de l'accord concernent justement un projet de répartition des pouvoirs et la question des rapports avec la Syrie.

Sur le premier plan, l'accord stipule que le pouvoir du président (maronite) de la république sera limité au profit du Conseil des ministres (dont le premier ministre est sunnite), ainsi que par la formation d'un sénat qui repartagerait le pouvoir avec le Parlement. Par le renforcement du pouvoir du premier ministre, on vise évidemment à satisfaire la communauté sunnite. Par contre, avec le projet de sénat, ce sont les druzes qui sont visés puisque ce serait un druze qui présiderait le sénat.

Les «relations privilégiées avec la Syrie» constituent un chapitre entier de l'accord, en fait probablement la partie la plus importante. On y précise que «l'expression la plus marquante de l'arabité du Liban se traduit par sa relation privilégiée avec la Syrie. En conséquence, explique le document, «un haut degré de coopération à tous les niveaux s'impose». D'autre part, «les relations privilégiées doivent être consacrées par des accords bilatéraux clairs, traduits dans l'un et l'autre pays par un dispositif juridique empêchant les caprices de telle ou telle faction politique de gâcher ces relations ou de jouer avec de tels constants».

Les relations entre le Liban et la Syrie, selon l'accord, ne doivent pas «se ressentir de quelconques retombées régionales et internationales». Dans le domaine de la politique extérieure, cela implique une «coordination complète et stable, devant englober toutes les affaires arabes régionales et internationales». Sur le plan militaire, «il est nécessaire que les unités militaires syriennes prennent position en différents points du Liban, en attendant que l'armée libanaise ne soit en mesure d'assumer ses fonctions défensives face à l'ennemi (israélien)». Sur le plan de la sécurité, «il s'agit de trouver une définition commune des dangers qui menacent la sécurité des deux pays, leur indépendance et leur système politique».

L'accord propose aussi de coordonner les relations économiques, l'éducation («essentielle à l'instauration d'un rapprochement entre les jeunes générations des deux pays basé sur l'appartenance arabe») et l'information. Sur ce dernier point, le but est de resserrer la vis, même si le principe de la liberté d'opinion est affirmé.

«Les moyens d'information doivent respecter les principes définis dans le cadre de l'orientation nationale déjà agréée.»

Enfin, un comité ministériel doit superviser l'exécution des clauses de cette entente multiple.

Vers de nouveaux affrontements

Deux semaines après la signature de l'accord de Damas, la direction des FL est renversée après de violents combats à Beyrouth-Est. Hobeika se réfugie en zone syrienne et les nouveaux dirigeants phalangistes refusent catégoriquement l'entente négociée. Le président de la république lui annonce son refus. Sur cette lancée, les FL poursuivent leur «nettoyage» devant aboutir à leur hégémonie totale sur Beyrouth-Est. En octobre 1988, ils réussissent à désarmer définitivement la milice d'Amine Gemayel. Les FL restent cependant hésitants sur leur stratégie à long terme: faut-il faire la bataille contre la Syrie et ses alliés et rétablir l'unicité du Liban sous leur contrôle, ou faut-il faire preuve de plus de réalisme et se contenter de dominer ce mini État «chrétien» basé à Beyrouth-Est et sur ou dans une partie

de la montagne? Jusqu'à maintenant, le dilemme reste ouvert. Après des mois sinon des années d'efforts, la Syrie doit avouer son échec. Mais le régime syrien ne lâche pas prise et met déjà en place d'autres mécanismes pour assurer son hégémonie au Liban. A court terme, d'abord, ses moyens d'intervention s'avèrent limités. A la suite du renversement de Hobeika par des éléments «durs» des FL, des affrontements relativement mineurs surviennent sur divers fronts, qui n'intimident ni n'impressionnent personne.

Cependant, à moyen terme, le refus de l'accord syro-libanais, on aboutit à une pression syrienne encore plus forte. La Syrie décide de rompre toute relation avec le président de la république, Amine Gémayel, qu'elle juge en bonne partie responsable de l'échec. Le gouvernement se divise alors. Les ministres chrétiens se rangent derrière Gémayel, alors que le premier ministre sunnite et les autres ministres musulmans appuient la Syrie. Aussi, après janvier 1986, le Conseil des ministres n'a plus jamais réussi à se réunir au complet. Le 1er juin 1987, le premier ministre Karamé est assassiné, ce qui complique encore davantage la situation. Le ministre de l'éducation est nommé premier ministre par intérim.

Entre-temps, la Syrie avec ses alliés d'Amal tente de mettre au pas les camps palestiniens dans la banlieue sud de Beyrouth. Les combats, en mai 1987, sont très violents et forcent les résidus de l'OLP au repli. L'accord dit «du Caire», qui régissait depuis 1969 les relations entre le gouvernement libanais et l'OLP est aboli avec l'approbation unanime du Parlement, de la Syrie et de ses alliés.

D'autre part, le soulèvement populaire palestinien, l'Intifada, à partir de décembre 1987, déplace le centre de gravité politique de l'OLP vers les territoires occupés de la Cisjordanie et de Gaza. L'indépendance politique de l'OLP est maintenant fondée sur cette Intifada à l'intérieur de la Palestine. Cet événement majeur explique la fin de la guerre des camps en mai 1988 sans que la Syrie ne puisse intégrer à sa stratégie la centrale palestinienne. Le soulèvement dans les territoires permet à cette dernière d'établir son indépendance politique sur des bases beaucoup plus solides qu'auparavant face à ses ennemis et détracteurs.

Par contre, contrairement à ce que certains croyaient, le désengagement politique de l'OLP des affaires internes libanaises ne règle pas la crise du Liban. Au même moment, la guerre entre le mouvement pro-iranien Hezbollah et Amal éclate. L'enjeu est pour Amal, principal allié de la Syrie, de s'affirmer comme le seul représentant politique de la communauté chi'ite qui est aussi la communauté la plus importante, numériquement parlant, au Liban. Il lui faut contrôler la banlieue sud de Beyrouth et le sud du Liban, à très forte majorité chi'ite. Pour sa part, Hezbollah, avec l'appui de l'Iran, cherche à s'imposer en devenant la principale force capable de continuer la guerre contre Israël à partir du sud Liban.

En mai 1988, Amal réussit à liquider la présence politico-militaire du Hezbollah au sud. Celui-ci parvient par contre à rendre la gentillesse à son rival en lui faisant subir le même sort dans la banlieue sud de Beyrouth, deux mois plus tard.

En janvier 1989, la Syrie et l'Iran négocient pour protéger leurs alliés respectifs. On conclut à un accord partiel qui établit la position dominante de la Syrie au Liban, y compris face à ses alliés régionaux comme l'Iran. Amal y est consacré comme le mouvement dominant au sud. La Syrie est soucieuse de manifester son appui à la résolution 425 du conseil de sécurité de l'ONU, ce qui implique à court terme la cessation des opérations du Hezbollah contre Israël.

Entre-temps, depuis septembre 1988, le gouvernement libanais s'enfonce dans la paralysie. De nouvelles élections présidentielles doivent avoir lieu. Cette

fois, la Syrie est résolue à ne pas rater sa chance. Elle profite du fait que les États-Unis cherchent un accord avec Damas pour ouvrir la voie à un règlement de la crise libanaise, ce qui implique de reconnaître à la Syrie un rôle prépondérant au Liban. Après deux jours de négociations intenses, un accord semble être conclu pour que les divers partis endossent la candidature du député Mickael Daher, un maronite de Akkar, région limitrophe de la Syrie.

De son côté, l'establishment maronite refuse d'entériner ce choix. Le 22 septembre, à la dernière minute, le président Gémayel termine son mandat et après une rencontre avec le président syrien, accepte d'endosser le candidat américano-syrien. Mais le soir même, l'alliance entre les FL et le général Michel Aoun, commandant en chef de l'armée libanaise, impose au président la formation d'un nouveau gouvernement sous la présidence de Aoun. Les élections sont annulées et le Liban se retrouve avec deux gouvernements, mais sans président de la république.

La Syrie, l'OLP et le Liban

La Syrie a toujours refusé d'établir des relations diplomatiques avec le Liban. La raison, historique, est que la Syrie ne reconnaît pas l'existence institutionnalisée du Liban, imposée par les visées colonialistes de la France et de la Grande-Bretagne (accords Sikes-Picot, à la suite de la Première Guerre Mondiale). La géographie et l'histoire ont tissé entre les deux pays des relations économiques, sociales, familiales chargées... ainsi que de multiples conflits.

La stabilisation du régime syrien, depuis novembre 1971, sous la gouverne musclée du général Hafez El-Assad lui a permis de jouer un rôle accru sur la scène politique régionale marquée par la guerre de 1967, celle d'octobre 1973 et par le développement du nationalisme palestinien sous la direction de l'OLP.

En octobre 1973, la Syrie et l'Égypte ont réussi, pour la première fois, à faire bonne figure contre Israël, ce qui a contribué au prestige de Assad. Mais l'installation de l'OLP au Liban, après le «septembre noir» de 1970 en Jordanie, a fait du Liban un champ de bataille israélo-arabe. L'alliance entre l'OLP, le MNL et avec certains secteurs de l'establishment sunnite libanais, menaçait, au début de la guerre du Liban en 1975-76, de renverser l'ordre établi et par le même coup de renforcer l'indépendance du Liban face à la Syrie entre autres.

C'est cette menace qui a mené la Syrie à intervenir au Liban dès juin 1976. Ses buts: mettre au pas l'OLP, anéantir le MNL, quitte à en assassiner ses chefs comme Kamal Joumblat, renégocier le partage du pouvoir entre les divers establishments (y compris les maronites). Sur le plan régional, la Syrie s'est assurée d'être endossée par plusieurs pays arabes, ce qui fut fait une première fois au Caire en octobre 1976 lors d'une conférence au sommet des rois et des chefs d'États arabes.

Mais sur le terrain, les choses n'ont pas été si faciles. La place de la question palestinienne dans le monde arabe ainsi que la liberté dont l'OLP a pu jouir au Sud-Liban lui ont permis de développer des appareils para-Étatiques. L'expulsion de la Syrie des régions sous contrôle phalangiste durant l'été 1978 a mis fin au rêve de rétablir l'unité libanaise sous le contrôle syrien et a forcé Assad à raviver son alliance avec l'OLP et le MNL. Ce rapprochement s'avérait nécessaire puisqu'au même moment, l'Égypte sortait du camp arabe pour négocier les accords de Camp David avec Israël et les États-Unis (septembre 1978).

En mars 1979, la signature du traité de paix israélo-égyptien a pour effet de

renforcer l'indépendance de l'OLP. La Syrie a comme objectif principal l'isolement de l'Égypte et espérait occuper la position dominante au sein de tout nouveau «front de la fermeté et de confrontation» (Algérie, Lybie, OLP-Syrie).

En 1982, l'invasion du Liban par Israël change à nouveau les cartes. L'OLP se trouve en situation délicate. Ou bien elle accepte l'hégémonie syrienne, puisque ses forces, repliées dans la vallée de la Békaa et au nord, se trouvent de facto en territoire contrôlé par la Syrie. Ou bien elle garde à tout prix son indépendance politique et retrouve sa liberté d'action. Ce sera la choix ultimement accepté par la direction palestinienne.

Le Liban a été le lieu de confrontation privilégié entre la Syrie et les Palestiniens. Ceux-ci désiraient protéger leur proto-État, mais aussi disposer de leur liberté d'action sur la seule frontière ouverte sur Israël. Après l'invasion israélienne, la Syrie estime que le moment est idéal pour associer de gré ou de force l'OLP à sa politique d'équilibre stratégique avec Israël. Elle profite d'une dissidence palestinienne au sein du Fatah, lorsque plusieurs officiers du mouvement se rebellent contre Arafat, au printemps 1983 dans la Békaa libanaise sous contrôle syrien. Les Syriens se hâtent d'apporter tout leur soutien à ces dissidents dans le but d'affaiblir la direction palestinienne et ainsi réduire l'indépendance de l'OLP. Deux mois plus tard, les forces palestiniennes loyalistes sont expulsées de la Békaa vers Tripoli, perdant ainsi tout accès au sud. En juin 1983, Yasser Arafat lui-même est expulsé de Damas. Une épreuve de force s'ouvre, où l'enjeu n'est rien de moins que l'indépendance de l'OLP et la représentation du peuple palestinien.

Le jeu se joue à Tripoli. Contrairement à ce qui s'était passé dans la Békaa, les Palestiniens se trouvent en terrain ami, et plusieurs forces hostiles à la Syrie se retrouvent sur le terrain (déjà en juin 1981, les syriens avaient été expulsés de la ville, mais ils s'étaient repliés sur les environs pour en contrôler les accès).

Deuxième ville du Liban, Tripoli est à 80% sunnite. Historiquement, elle s'inscrit à titre de bastion nationaliste et progressiste. Mais un mouvement intégriste sunnite y prend racine à la fin des années 70, contestant l'hégémonie des partis de gauche: c'est le Mouvement d'Unification Islamique, qui bénéficie d'un fort appui de l'OLP. Le MUI finit par prendre le contrôle de la ville, et y instaure un ordre islamique après avoir expulsé, non seulement les Syriens, mais aussi les militants du Parti Communiste et du Parti Populaire Syrien (plusieurs d'entre eux sont froidement assassinés).

À la suite de ces événements, Arafat arrive clandestinement à Tripoli et prend la tête de ses troupes encerclées par la Syrie et certains groupes palestiniens pro-syriens. La Syrie bombarde sauvagement la ville et prétend que la bataille de Tripoli est un affrontement entre le PCL et le PPS d'une part, et le MUI et les loyalistes de Fatah d'autre part. Devant l'inégalité des forces, Arafat et ses fidèles doivent évacuer Tripoli. La Syrie prend alors le contrôle de la ville. Des centaines de Libanais quittent la ville, surtout les militants du MUI, mais aussi plusieurs centaines de militants syriens intégristes qui s'y étaient réfugiés dès février 1982, à la suite de l'écrasement de la révolte intégriste dans la ville syrienne de Hama.

L'OLP, en perdant militairement la bataille de Tripoli, remporte cependant la victoire sur le terrain politique. Les dissidents du Fatah, dont le prestigieux colonel Abu Moussa, commandant de la défense de Beyrouth en 1982, sont totalement discrédités et pris au piège syrien. Les palestiniens au Liban, mais aussi partout dans la diaspora et dans les territoires occupés, appuient massivement la direction d'Arafat. Même en Syrie, et en dépit de la répression, les palestiniens qui habitent les camps de réfugiés (à Yarmouk) manifestent leur appui à Arafat.

Les Syriens, bien sûr, reprennent le terrain perdu en 1981. Mais leur prétention d'intégrer l'OLP à leur stratégie vole en éclats. Quant aux forces libanaises en présence, en l'occurrence le PCL et le PPS, elles vont chèrement payer leur soutien aux Syriens. Elles apparaissent comme des pions syriens, y compris auprès de la population tripolitaine qui n'acceptera pas qu'elles aient défendu les actions de Damas.

Après avoir réglé le sort de Tripoli, la Syrie entreprend de continuer son offensive en se tournant vers Beyrouth. C'est là que d'importants camps palestiniens, surtout Bourj El-Barajneh et les tristement célèbres Sabra et Chatila, constituent toujours un territoire «hors contrôle» et cela, à la lisière de la zone contrôlée par Amal. Pour celui-ci, un territoire palestinien auto-gouverné est inacceptable. Il lui faut à tout prix garder le contrôle sur le sud.

La guerre des camps, intermittente de 1985 à 1988, sera l'un des épisodes les plus sordides des guerres du Liban. Amal avec la Syrie lance des assauts répétés et sauvages contre les camps, pour détruire toute l'infrastructure palestinienne. Même les dissidents palestiniens s'uniront au camp d'Arafat pour résister à cette attaque. En dépit de l'ultime victoire militaire de la Syrie et d'Amal, la politique palestinienne de la Syrie échoue lamentablement, poussant les Palestiniens à s'unifier davantage.

L'Intifada finira par régler, à sa manière, cette guerre des camps. Amal, très affaibli, profite du soulèvement palestinien pour annoncer une trêve, «en solidarité avec les Palestiniens». La Syrie fait de même. L'OLP quant à elle ne veut plus de cette guerre. Elle a d'autres chats à fouetter dans les territoires occupés. En janvier-mai 1988, un accord survient pour mettre fin aux combats. De facto, la Syrie, comme à Tripoli, prend le contrôle effectif des camps palestiniens. Mais ses alliés souffrent des conséquences de ces actes.

Les FL, pour leur part, ont pu nouer de bonnes relations avec l'OLP en facilitant le retour, via le port qu'elles contrôlent à Jounieh, de combattants palestiniens. Cet étrange retournement rapproche les ennemis d'hier, aujourd'hui alliés contre la Syrie et Amal.

Amal est le grand perdant, au moins 1.500 de ses combattants sont tués (beaucoup plus que les Palestiniens). En détournant ses efforts contre les Palestiniens, Amal perd aussi contre le Hezbollah. Beyrouth-Ouest sombre dans l'anarchie, au profit du Hezbollah qui, avec l'appui et l'encadrement des «pasdarans» iraniens, s'enracinent dans la banlieue sud.

Les alliés de Amal d'hier, surtout le PSP de Joumbat, s'en éloignent et se rangent du côté palestinien, en laissant, au plus fort de la guerre des camps, les canons palestiniens bombarder Beyrouth. Joumbat cherche délibérément à affaiblir Amal. En février 1987, avec l'appui du PCL et d'une partie du PPS, il réussit à éliminer, très temporairement, Amal de Beyrouth-Ouest, mais l'intervention syrienne replace Amal au contrôle. Cette date représente aussi le retour de l'Armée syrienne à Beyrouth-ouest.

L'impasse persiste

Le 15 février 1989, la guerre éclate à Beyrouth-Est, dans le camp chrétien. Les FL se trouvent confrontées à l'armée libanaise. Dans une réunion à Bherké, au siège du patriarcat maronite, les représentants des diverses forces libanaises entendent le général Michel Aoun les adjoindre d'accepter son leadership. Il pronon-

ce un réquisitoire d'une grande dureté contre les miliciens des FL, les accusant de constituer une « mafia fasciste » et les sommant de s'effacer devant sa propre autorité.²⁶ Il presse l'establishment maronite de choisir entre « l'État et le mini-État », en vue de régler une fois pour toutes la question de la coexistence entre les FL et l'armée libanaise, au profit de cette dernière.

Cet establishment semble s'incliner devant Aoun qui presse les FL de rentrer dans leurs casernes, de cesser leurs ponctions sur les secteurs les plus divers de l'économie et de placer le port de Beyrouth sous l'autorité de l'armée libanaise. Ces mesures, tout en affaiblissant les FL, ne règlent pas radicalement le conflit entre l'armée et les milices qui prétendent toutes les deux exercer leur souveraineté sur le « réduit chrétien ».

Le conflit ne peut être réduit à une affaire de gros sous et il survient dans une nouvelle conjoncture politique. D'une part, on assiste à un règlement, au moins temporaire, du conflit chi'ite, fin janvier 89.

D'autre part, la nouvelle politique de l'OLP (concernant le Liban) cherche à se désengager du conflit interne libanais. Cela se traduit dans la neutralité récente de l'OLP dans le conflit Amal-Hezbollah. La rencontre à Tunis, début février 89, entre Michel Aoun et Yasser Arafat amorce un rapprochement entre ces deux ennemis d'hier. Lors des travaux du comité arabe sur le Liban (février 89), l'OLP offre ses bons offices pour organiser une rencontre entre Aoun et Sélim Hoss, qui préside le gouvernement libanais reconnu par la Syrie. Enfin, lors de la visite en février 89 du ministre des affaires extérieures de l'Union Soviétique, plusieurs observent qu'implicitement, l'URSS exerce des pressions sur la Syrie pour faciliter un règlement, sinon de la crise libanaise dans sa globalité, au moins de l'impasse politique actuelle caractérisée par l'existence de deux gouvernements.

C'est dans ce contexte que le général Aoun espère forcer les FL à accepter son autorité dans toute la région est. À l'ouest cependant, les milices d'Amal et du PSP refusent de céder leur contrôle, entre autres sur les ports qu'ils détiennent et empêchent l'armée libanaise de se déployer à l'ouest.

La Syrie voit pour sa part d'un très mauvais oeil les développements en cours au niveau régional. Le nouveau bloc qui surgit dans le Maghreb (Maroc, Algérie, Lybie, Tunisie), le Conseil de Coopération Arabe (Irak, Jordanie, Égypte, Yémen du nord) isolent la Syrie. Pour répliquer, celle-ci encourage ses alliés libanais, druzes et chi'ites, à mettre en échec les manoeuvres politiques de Aoun et, par ricochet, les tentatives de médiation entreprises par le comité ministériel arabe sous l'égide du ministre des affaires extérieures du Koweït.

Pour mettre en évidence la rupture entre les deux secteurs de la capitale libanaise, des bombardements meurtriers ont lieu le 15 mars 89. Plus d'une centaine de personnes sont tuées et blessées, aussi bien à l'ouest qu'à l'est, presque tous des civils. À la suite de ces combats, les plus sanglants depuis février 1984 entre les deux secteurs, le général Aoun déclare la « guerre de libération nationale contre la Syrie » et exige le retrait des troupes syriennes du Liban.²⁷

26. *Le Monde*, 19.2.89.

27. *Le Monde*, 16.3.89.

La nouvelle guerre du Liban

Le 14 avril 1989, la guerre au Liban fête son quatorzième «anniversaire», marqué par une confrontation directe, politique et militaire entre l'armée libanaise dirigée par le général Michel Aoun et les troupes de Damas.

A l'ultimatum de Aoun, Damas répond par une pluie de bombes sur les régions contrôlées par l'armée libanaise et les FL. Les troupes syriennes n'y vont pas de main morte: des obus de 240 mm, particulièrement puissants et destructeurs, et même des obus de 250 mm pesant 450 kg, qui visent des objectifs économiques vitaux. Tout est nié. Le ministre syrien des affaires extérieures, Farouk El-Charek, déclare que son pays «n'est en rien concerné par les combats au Liban». A toutes fins pratiques, c'est une fin de non-recevoir face aux tentatives de négociation de Aoun qui, depuis le début des affrontements, cherche à dialoguer directement avec Damas, et considère la Syrie, à juste titre, comme le maître à bord dans l'offensive en cours. Il est clair que ni Amal ni le PSP n'ont actuellement assez d'autonomie politique à l'égard de Damas pour pouvoir déclencher une offensive de cette envergure sans le feu vert de la Syrie. Par contre, l'armée libanaise contrôlée par Aoun, ne s'est pas gênée pour répliquer aux bombardements syriens par de violents tirs sur Beyrouth-Ouest et les banlieues sud, frappant ainsi sauvagement la population civile. Même des hôpitaux (comme celui de l'Université américaine) ont été atteints.

L'affrontement actuel résulte des tentatives de Aoun pour s'imposer. On se souvient qu'à la mi-février 89, celui-ci tentait de mettre au pas les FL, puis d'élargir ce qu'il appelle la «zone se trouvant sous le contrôle de l'Etat». Ceci impliquait de prendre possession du 5ième bassin du port de Beyrouth, autrefois sous le contrôle des FL, et de fermer les autres (il y en a quatre: un à Salaata au nord du Liban, sous le contrôle de Soleiman Frangié, qui a accepté de le mettre sous contrôle de l'armée libanaise; deux autres au sud de Beyrouth sous le contrôle de Joumblat; et le dernier qui appartient à Amal).

Aoun voulait régler cette question le 8 mars. Mais Joumblat avait déjà annoncé son refus catégorique de considérer la demande de Aoun. Amal se confinait au mutisme et négociait l'intégration de 500 soldats de l'armée libanaise dans ses milices au sud au moment où il sentait la nécessité de renforcer ses positions face au Hezbollah. Au début des combats donc, alors que l'armée libanaise tente de fermer les ports hors de son contrôle, ce sont les milices du PSP qui font face à Aoun (Joumblat critique Amal pour sa «passivité»).

Aoun espérait élargir son pouvoir avant la réunion du Conseil des ministres de affaires extérieures de la Ligue Arabe, prévue pour la fin mars 89. Parallèlement, le Comité Arabe des «bons offices», présidé par le Koweït (constitué en décembre 88 par la Ligue Arabe), devait présenter ses recommandations. Il semble que ce comité était sur le point de présenter une proposition pour dénouer la crise, incluant entre autres la tenue de l'élection présidentielle. Cette proposition aurait reçu l'aval de la grande majorité des pays arabes, de la CEE et des deux super-puissances.

Dans ce contexte, la Syrie est menacée d'isolement et plus grave encore, de perdre son rôle central au Liban. En visite à Paris le 16 mars 89, El-Charek (ministre syrien des Affaires Étrangères) se fait menaçant: «Aoun se comporte comme un patron et il ne l'est pas».

Aussitôt les combats enclenchés, la Ligue Arabe offre sa médiation pour la négociation d'un cessez-le-feu. Mais la Syrie refuse mordicus de négocier, affir-

mant ne pas être impliquée. Pendant ce temps, la guerre fait des centaines de morts et de blessés, en grande majorité des civils. Les belligérants, Syriens comme Libanais, ne discriminent pas quand il s'agit de bombarder des cibles civiles. Les destructions sont énormes, le pays s'enfoncé encore plus, toujours plus...

En guise de conclusion

Sept ans après l'invasion israélienne du Liban, le paysage politico-stratégique a beaucoup changé au pays des Cédres. Les transformations ont affecté tous les niveaux; international, régional et local.

Au niveau international, les États-Unis ne cherchent plus seulement à «contenir» l'«empire du mal». Les deux super-puissances se trouvent plutôt dans une situation de détente. Il y a eu l'accord sur les missiles intermédiaires, longtemps négocié et finalement conclu en décembre 1987. Accord aussi pour le règlement de plusieurs conflits régionaux: en Afrique australe, en Afghanistan, etc. La confrontation n'est plus l'aspect principal de la relation soviéto-américaine. Cette détente diplomatique est renforcée par un accord (mars 1989) sur les investissements américains en URSS (co-signé par une soixantaine de firmes américaines).

Tout cela laisse entrevoir, sinon une paix durable, du moins une détente prolongée.

Concernant leur politique proche-orientale, les deux super-puissances ont soutenu ensemble la résolution 598 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, qui constitue la base du cessez-le-feu en cours depuis le 19 juillet 1988 entre l'Iran et l'Irak. Les États-Unis ont noué des contacts officiels, depuis le 14 décembre 1988, avec l'OLP. Pour sa part, depuis deux ans environ, l'URSS a multiplié les contacts avec Israël à différents niveaux. Ce déblocage n'a pas donné des résultats concrets concernant le conflit israélo-arabe.

Au niveau régional, l'Iran a fini par accepter le cessez-le-feu en juillet 1988. Ce faisant, le régime iranien a dû reconnaître l'échec de sa stratégie vis-à-vis de l'Irak. A court terme, toute perspective de renversement de Saddam Hussein et de création d'une république islamique en Irak est remise sine die. Ainsi, l'Iran ne pourra occuper l'espace politique prééminent qu'elle occupait au temps du Shah.

L'Irak sort renforcée de cette guerre. Sa puissante armée, forte de 45 bataillons, est beaucoup plus forte qu'avant la guerre. La révolution chi'ite n'a pas eu lieu, les chi'ites irakiens (plus de 50% de la population) n'ayant pas répondu à l'appel de Khomeiny. Le même phénomène s'est d'ailleurs produit du côté iranien. La minorité arabe sunnite s'est rangée derrière le régime iranien. L'appartenance nationale a pris le dessus sur l'appartenance communautaire. Conclusion, l'Irak devient une puissance régionale non négligeable. Les monarchies pétrolières se trouvent les premières concernées par cette puissance. La Syrie l'est autant, ne serait-ce que pour la simple raison que l'Irak, aujourd'hui, a les coudées franches pour activer son rôle et son opposition à la Syrie sur la scène arabe. La formation, fin février 1989, du Conseil de Coopération Arabe (avec l'Irak, la Jordanie, la République Arabe du Yémen et l'Égypte) a été perçue par Damas comme une démarche dirigée contre la Syrie. De toute façon, cet organisme régional et celui regroupant les pays arabes de l'Afrique du Nord, avec en plus le Conseil de Coopération du Golfe, formé sous l'influence de l'Arabie Séoudite, réduisent l'es-

pace de manoeuvre du régime de Damas. Ainsi, la Syrie a fini par accepter la réintégration de l'Égypte au sein de la Ligue Arabe lors du sommet arabe de Casablanca en mai 89.

Cela n'empêche pas, et n'a pas empêché le Caire de jouer un rôle de plus en plus important au sein du groupe arabe depuis 1983, en apportant son soutien à l'OLP contre la Syrie (guerre de Tripoli), en soutenant activement l'Irak dans la guerre contre l'Iran. Ainsi, l'Égypte reprend à nouveau un rôle important au sein du monde arabe, tout en respectant (au minimum il est vrai) le traité de paix avec Israël. Ce qui lui donne un avantage stratégique. L'Égypte est le seul acteur au Proche-Orient qui a des relations officielles avec Israël tout en continuant d'être partie prenante du conflit. Ce n'est donc pas un hasard si le ministre soviétique des affaires étrangères Edouard Shévarnadzé a fait du Caire le lieu privilégié de sa tournée proche-orientale en février 1989, au lendemain du retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan. C'est dans la capitale égyptienne que le ministre soviétique a prononcé une conférence sur la nouvelle politique de Moscou dans cette partie du monde, une politique d'ouverture à toutes les parties prenantes du conflit. Ainsi, Moshe Arens, ministre israélien des affaires étrangères et Yasser Arafat, président de la Palestine indépendante depuis avril 1989, ont tous deux été reçus au Caire, par Shévarnadzé, à quelques heures d'intervalle et dans la même pièce. Ce dernier a aussi été le seul à réaliser l'exploit de se rendre simultanément en Iran et en Irak et à avoir le privilège d'une séance avec Khomeiny.

C'est plus ou moins dans ce contexte qu'a éclaté le soulèvement populaire palestinien en Cisjordanie et à Gaza. L'Intifada a renforcé la légitimité de l'OLP et lui a permis d'adopter ouvertement le principe de la coexistence de deux États en Palestine, Israël et la Palestine. Le discours de Arafat à Genève le 14 décembre 1988 devant l'Assemblée générale de l'ONU a explicité ce choix, déjà adopté en novembre 88 à Alger lors de la réunion du CNP, qui proclamait l'État indépendant de Palestine. Les États-Unis, à la suite de tous ces changements, ont fini par nouer des contacts officiels avec l'OLP, malgré l'opposition d'Israël. Le poids de l'OLP s'en trouve accru, autant sur le territoire palestinien que sur le plan régional et international. Depuis juillet 1988, le roi Hussein ne lui dispute plus la Cisjordanie. La Syrie est encore moins en mesure de la faire.

Dans tout cela, la Syrie ne trouve pas son compte. Son allié iranien est affaibli. Son frère ennemi irakien se trouve renforcé. L'Égypte est de retour sur la scène politique arabe. La question palestinienne, que Damas espérait contrôler par le Liban interposé, lui échappe complètement.

Dans ce contexte (janvier 1989), le Conseil Ministériel de la Ligue Arabe a créé un comité chargé de trouver une solution à la crise libanaise, considérée par Damas comme sa chasse gardée. La revendication de la souveraineté nationale libanaise par le général Aoun élimine le rôle des milices. A la limite, la Syrie est prête à accepter les milices qui lui sont opposées, mais pas un pouvoir central fort. C'est fondamentalement cela qui a provoqué le conflit le plus violent qu'ait connu le Liban depuis 1982. Ainsi, le général Aoun devient la bête noire de la Syrie.

Le Comité de la Ligue Arabe a fini par se ranger derrière la Syrie. Il a appelé à un cessez-le-feu entre les milices libanaises et l'armée, rejetant la demande de Aoun d'un cessez-le-feu négocié entre la Syrie et le Liban. Au Liban aujourd'hui, la Syrie est la puissance dominante. Elle contrôle 65% du territoire libanais, a tissé des réseaux de sécurité où la plupart des milices se trouvent dépendantes de son bon vouloir. Le Liban, c'est tout ce qui «reste» à la Syrie, face à Israël, face à l'OLP, face à l'Europe, face aux deux super-puissances.

La politique syrienne au Liban, énoncée dans l'Accord Tripartite avorté, a été confirmée une fois de plus dans le discours du président syrien le 8 mars dernier. «La Syrie demeurera aux côtés du Liban en toutes circonstances» a-t-il affirmé, ajoutant que «les peuples libanais et syrien ne sont qu'un». Cette «unité» des deux peuples exige donc la même politique: celle de la Syrie.

Et voilà que le général Aoun traite la Syrie d'«État terroriste» et déclenche sa guerre de «libération nationale» contre elle. Il ne fait pas de doute que Aoun incarne les rêves d'indépendance réelle de beaucoup de Libanais, de tous les horizons politiques. Il capitalise aussi sur le ras-le-bol généralisé de la population libanaise à l'égard de toutes les milices.

La Syrie et le général Aoun se trouvent dans la même conjoncture. Ceux qui s'opposent à la Syrie, Irak en tête, soutiennent Aoun, face à l'Iran qui soutient Damas. Cependant, le général ne peut compter sur l'appui israélien comme c'était le cas en 1982 lors de l'alliance Israël-FL. Israël est confronté à l'Intifada et à une situation politique intérieure peu confortable. Le gouvernement d'unité nationale ou plutôt de «paralyse nationale» comme le disent beaucoup d'Israéliens, est loin d'être capable d'intervenir avec force et cohérence, même si cela ne veut pas dire qu'il est indifférent à la crise libanaise.

Dans sa publication du 29 mars 1989, le *Jérusalem Post* rapporte les propos tenus par le ministre israélien de la défense, M. Rabin, qui s'affirme «satisfait de voir la Syrie s'enfoncer de plus en plus dans le conflit libanais». Il espère même que la crise puisse aller jusqu'à une «confrontation directe avec la Syrie et l'Irak». Il affirme par ailleurs que la «ligne rouge» établie par Israël depuis l'entrée des troupes syriennes au Liban est toujours respectée, ce qui implique que les Syriens ne peuvent envoyer leurs troupes au sud du Litani, ni introduire certains types d'armes au Liban, en particulier les missiles anti-aériens et les avions de combat.

Cela en dit long sur le chemin parcouru par Israël depuis 1982. Mais aussi, il ne faudrait pas l'oublier, l'armée israélienne continue d'occuper une partie du sud Liban et conserve donc toujours son mot à dire en ce qui concerne le règlement au Liban, comme l'a confirmé Uri Lubrani, lors des élections présidentielles manquées au Liban en septembre 1988.

Dans ce contexte, peut-on espérer un règlement au Liban?

Il ne fait pas de doute que les guerres du Liban et au Liban finiront un jour. Le général Aoun, en déclarant la guerre à la Syrie, voulait peut-être hâter les choses. Il voulait s'assurer que «Le Liban ne sera pas gouverné de Damas ni contre la Syrie». Une autre erreur, ou manque de tact politique, a été de ne pas revendiquer en premier lieu haut et fort le retrait des troupes israéliennes du Liban, surtout pour des raisons politiques internes libanaises et arabes. D'autre part, le général aurait dû (et c'est facile à dire de loin) proposer un projet de réformes du système politique libanais qui aurait donné un peu plus de satisfaction et de sécurité à des secteurs importants de la population libanaise. Ce qui aurait élargi considérablement sa base de soutien active dans sa guerre de libération nationale contre Israël et la Syrie.

Mais surtout et enfin, l'armée libanaise installée à Beyrouth-Est, en bombardant la partie ouest et les banlieues sud de la ville, où stationnent des troupes syriennes, s'est trouvée en pratique à prendre les populations de l'ouest et du sud en otage, de la même façon que ceux que Aoun et son armée prétendent combattre, à savoir l'armée syrienne. La guerre de libération nationale contre la Syrie est tristement devenue une agression contre toute une partie de la population libanaise.

se. On comprend donc pourquoi celle-ci demeure sceptique face à la libération qu'on lui propose. Touchée par les bombardements de l'Armée libanaise, cette population de Beyrouth ouest se trouve sous la pression constante des troupes de Damas. Néanmoins, la guerre de libération déclenchée par le général Aoun montre que la Syrie est radicalement opposée à tout règlement de l'aspect interne du conflit libanais en dehors de son contrôle. En fait, sans l'intervention massive syrienne, le général Aoun aurait été en mesure de mettre au pas toutes les milices libanaises. Mais le vaillant général s'est trouvé face à un consensus international qui, malgré ses proclamations de foi mille fois répétées (respect de l'intégrité territoriale du Liban) considère le Liban comme un otage du conflit israélo-arabe.

Donc, en raison des ramifications régionales et internationales, il n'y aura pas de règlement durable des conflits libanais en dehors d'un processus de paix régional, garanti internationalement, en bref, une conférence internationale qui mettrait fin à l'ensemble des conflits proche-orientaux, en particulier, le conflit israélo-palestinien et le conflit israélo-arabe.

Autrement, les Libanais et les Palestiniens restent exposés à la soumission, la mort ou l'exil, ou encore, à la violence de leur désespoir.

ANNEXE I

DECLARATION FINALE DU XII^e SOMMET DE LA LIGUE DES ETATS ARABES

Fès, 9 septembre 1982

Le sommet a adopté les principes suivants.

1. Le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés en 1967, y compris AI QODS arabe.
2. Le démantèlement des colonies installées après 1967 par Israël sur les territoires arabes occupés.
3. La garantie de la liberté de confession et du culte pour toutes les religions dans les Lieux saints.
4. La réaffirmation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'exercice de ses droits nationaux imprescriptibles et inaliénables sous la conduite de l'Organisation de Libération de la Palestine, son représentant unique et légitime, les Palestiniens ne désirant pas rentrer dans leur pays devant être dédommagés.
5. Le placement de la Cisjordanie et de la bande de Gaza sous le contrôle des Nations-Unies, pour une période transitoire ne dépassant pas quelques mois.
6. La création d'un État palestinien indépendant ayant AI QODS pour capitale.
7. La détermination par le Conseil de Sécurité de garanties de paix entre tous les États de la région y compris l'État palestinien indépendant.
8. La garantie par le Conseil de Sécurité de la mise en oeuvre de ces principes.

ANNEXE II

DECLARATION DE L. BREJNEV SUR LE PROCHE-ORIENT (Extraits)

Moscou, 16 septembre 1982

Nous sommes profondément convaincus qu'une paix juste et durable au Proche-Orient peut et doit se fonder sur les principes suivants qui correspondent tant aux normes élémentaires du Droit international qu'aux décisions concrètes du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU se rapportant au problème en question.

1. Il convient de respecter strictement le principe de l'inadmissibilité de la conquête des terres d'autrui au moyen de l'agression. Cela signifie qu'il faut restituer aux Arabes tous les territoires occupés par Israël depuis 1967: les hauteurs du Golan, la Cisjordanie et le secteur de Gaza, les terres libanaises; les frontières entre Israël et ses voisins arabes doivent être proclamées immuables.
2. Il faut assurer en pratique le droit inaliénable du peuple arabe palestinien à disposer de lui-même, à créer son propre État indépendant sur les terres palestiniennes qui seront affranchies de l'occupation israélienne, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les réfugiés palestiniens doivent avoir la possibilité, comme le prévoient les décisions de l'ONU, de regagner leurs foyers ou d'obtenir une compensation pour les biens qu'ils auront abandonnés.
3. Il faut restituer aux Arabes et en faire partie intégrante de l'État palestinien la partie est de Jérusalem qui fut occupée par Israël en 1967 et où se situe l'un des principaux lieux sacrés des musulmans. Dans tout Jérusalem, il faut assurer le libre accès des croyants aux lieux sacrés des trois religions.
4. Il faut assurer le droit de tous les États de la région à une existence et à un développement dans la sécurité et l'indépendance, bien entendu en respectant l'entière réciprocité, car on ne peut pas assurer la sécurité des uns tout en méprisant celles des autres.
5. Il faut cesser l'état de guerre et établir la paix entre les États arabes et Israël. Cela signifie que toutes les parties participant au conflit, y compris Israël et l'état palestinien, doivent s'engager à respecter réciproquement la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des autres, à résoudre les différends par des moyens pacifiques, à l'aide des négociations.
6. Il faut élaborer et adopter des garanties internationales de règlement; pourraient assumer, par exemple, le rôle de garants, les membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU ou le Conseil de sécurité dans son ensemble.
Ce règlement global, réellement juste et véritablement durable, peut être élaboré et réalisé seulement dans la voie des efforts collectifs avec la participation de toutes les parties intéressées, parmi lesquelles, bien sûr, doivent figurer obligatoirement l'OLP, unique représentant légal du peuple arabe palestinien. C'est justement cette voie de règlement qui est prévue dans notre proposition de convoquer une conférence internationale sur le Proche-Orient, qui a été largement soutenue, notamment par le Yémen démocratique...

ANNEXE III

RESOLUTION 242 (CONSEIL DE SECURITE)

Elle est votée à l'initiative de la Grande-Bretagne le 22 novembre 1967. Elle «affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants:

- retrait des forces armées israéliennes (de ou des selon les versions anglaises ou françaises) *des* territoires occupés lors du récent conflit;
- cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force»;
- il est question de régler le problème des réfugiés palestiniens.

ANNEXE IV

RESOLUTION 425 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS-UNIES

19 mars 1978

Le Conseil de Sécurité, prenant note des lettres du représentant du Liban et du représentant permanent d'Israël, ayant entendu leurs déclarations, gravement préoccupé par la détérioration de la situation du Moyen-Orient et ses conséquences pour la maintien de la paix internationale, convaincu que la présente situation entrave l'instauration d'une juste paix au Proche-Orient:

1. Demande que soient strictement respectées l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues;
2. Demande à Israël de cesser immédiatement son action militaire contre l'intégrité territoriale du Liban, et de retirer sans délai ses forces de tout le territoire libanais;
3. Décide, compte tenu de la demande du Gouvernement libanais d'établir immédiatement sous son autorité une Force intérimaire des Nations-Unies pour le Liban-Sud aux fins de confirmer le retrait des forces israéliennes, de rétablir la paix et la sécurité internationales, et d'aider le Gouvernement libanais à assurer la restauration de son autorité effective dans la région, cette force étant composée de personnels fournis par les États membres de l'organisation des Nations-Unies;
4. Prie le secrétaire général de lui faire rapport dans les vingt-quatre heures sur l'application de la présente résolution.

ANNEXE V

RESOLUTIONS 508 ET 509 DU CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU

5 et 6 juin 1982

Resolution 508

Le Conseil de Sécurité,

Rappelant les résolutions 425 (1978) et 426 (1978) du Conseil de Sécurité, ainsi que ses résolutions ultérieures, et plus particulièrement la résolution 501 (1982),

Prenant note des lettres du représentant permanent du Liban en date du 4 Juin 1982 (S/15161 et S/15162),

Profondément préoccupé par la détérioration de la situation actuelle du Liban et dans la zone frontalière libano-israélienne et par ses conséquences pour la paix et la sécurité dans la région,

Gravement préoccupé par la violation de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et de la souveraineté du Liban,

Réaffirmant et appuyant la déclaration faite par la président et les membres du Conseil de Sécurité le 4 Juin 1982 (S/15163), ainsi que l'appel urgent lancé par le secrétaire général le 4 Juin 1982,

Prenant note du rapport du secrétaire général,

1. Engage toutes les parties au conflit à cesser immédiatement et simultanément toute activité militaire au Liban et de part et d'autre de la frontière libano-israélienne, et au plus tard le Dimanche 6 Juin 1982 à 6 heures (heure locale);
2. Prie tous les États membres qui sont en mesure de le faire d'user de leur influence auprès des intéressés afin que la cessation des hostilités déclarée par la résolution 490 (1981) du Conseil de Sécurité puisse être respectée.
3. Prie le secrétaire général de tout mettre en oeuvre pour assurer l'application et le respect de la présente résolution et de faire rapport au Conseil de Sécurité dès que possible; et au plus tard quarante-huit heures après l'adoption de la présente résolution.

Resolution 509

Le Conseil de Sécurité,

Rappelant ses résolutions 425 (1978) du 19 Mars 1978 et 508 (1982) du 5 Juin 1982,

Profondément préoccupé par la situation décrite par la secrétaire général dans son rapport au Conseil,

Réaffirmant la nécessité de respecter strictement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues,

1. Exige qu'Israël retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces militaires jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban;
2. Exige que toutes les parties se conforment rigoureusement aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 508 (1982) qui les engageait à cesser immédiatement et simultanément toute activité militaire au Liban et de part et d'autre de la frontière libano-israélienne;

3. Demande à toutes les parties d'aviser le secrétaire général de leur acceptation de la présente résolution dans les 24 heures;
4. Décide de demeurer saisi de la question.

ANNEXE VI

PROJET DE RESOLUTION REVISE DEPOSE PAR LA FRANCE (CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU - 26 Juin 1982) (VETO DES ETATS-UNIS)

Le Conseil de Sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 508 (1982) et 509 (1982),

Réaffirmant également sa résolution 512 (1982) qui enjoint notamment à toutes les parties au conflit de respecter les droits des populations civiles,

Gravement préoccupé par la constante détérioration de la situation au Liban, découlant de la violation de la souveraineté, de l'intégrité, de l'indépendance et de l'unité de ce pays,

Profondément inquiet des dangers d'une extension des combats à l'intérieur de Beyrouth, sa capitale,

1. Exige que toutes les parties observent une cessation immédiate des hostilités dans l'ensemble du Liban;
2. Exige le retrait immédiat des forces israéliennes engagées autour de Beyrouth, sur une distance de 10 km à partir de la périphérie de cette ville, à titre de premier pas vers le retrait total des forces armées palestiniennes de Beyrouth, qui se replieront dans les camps existants;
3. Appuie tous les efforts du Gouvernement libanais tendant à assurer la souveraineté libanaise sur l'ensemble du territoire ainsi que l'intégrité et l'indépendance du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues;
4. Demande à tous les éléments armés dans la région de Beyrouth de respecter la seule autorité du Gouvernement du Liban et de se conformer à ses directives;
5. Appuie le Gouvernement libanais dans sa volonté de reprendre le contrôle exclusif de sa capitale et à cette fin de mettre en place à Beyrouth ses forces armées qui prendront position à l'intérieur de Beyrouth et s'interposeront à sa périphérie;
6. Prie le secrétaire général, à titre de mesure immédiate, de mettre en place en accord avec le Gouvernement libanais des observateurs militaires des Nations-Unies chargés de surveiller le cessez-le-feu et le désengagement à Beyrouth et autour de Beyrouth;
7. Demande, en outre, au secrétaire général d'étudier toute demande du Gouvernement libanais pour la mise en place d'une force des Nations-Unies qui pourrait, dans le cadre de la mise en oeuvre des paragraphes ci-dessus, prendre position aux côtés des forces libanaises d'interposition, ou pour l'utilisation des forces dont les Nations-Unies disposent dans la région;
8. Prie le secrétaire général de faire rapport au Conseil de manière urgente et suivie au plus tard le 1er Juillet 1982 sur l'état de l'application de la présente résolution ainsi que des résolutions 508 (1982), 509 (1982) et 512 (1982);
9. Prie tous les États membres de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations-Unies à l'application de la présente résolution;

10. Décide de demeurer saisi de la question.

ANNEXE VII

DISCOURS DU PRESIDENT RONALD REAGAN (Extraits)

Burbank, 1er Septembre 1982

Mais la situation du Liban n'est qu'un élément dans un problème d'ensemble; celui que pose le conflit du Moyen-Orient. Ainsi, au cours des deux dernières semaines, alors que les événements de Beyrouth avaient la vedette, à la première page des journaux, les Etats-Unis se livraient à des efforts discrets en coulisses pour préparer le terrain en vue d'un règlement de paix plus vaste dans cette partie du monde. Pour une fois, il n'y a pas eu de fuites prématurées pendant le va-et-vient de la mission diplomatique américaine entre les capitales du Moyen-Orient et les entrevues que j'avais ici même, aux Etats-Unis, avec un grand nombre d'experts les plus divers, pour esquisser une initiative de paix américaine, en faveur de ces peuples, tant arabe qu'israélien, si éprouvés et depuis si longtemps. Il m'a semblé que l'accord intervenu au Liban nous fournissait l'occasion de nous livrer à un effort de paix plus ambitieux dans la région, et j'étais déterminé à saisir ce moment. Comme le dit l'Ecriture, le temps était venu «rechercher ce qui contribue à la paix». Ce soir, je souhaite vous rendre compte des démarches que nous avons faites et des perspectives qui peuvent s'ouvrir quant à une paix juste et durable au Moyen-Orient...

Nous avons pris des engagements irréversibles quant à la survie et à l'intégrité territoriale des Etats amis. Nous ne pouvons non plus ignorer le fait que la bonne santé d'une grande partie de l'économie mondiale dépend de la stabilité de ce Moyen-Orient déchiré par les affrontements...

Quand notre Gouvernement a pris ses fonctions, en Janvier 1981, j'avais décidé que notre action politique au Moyen-Orient suivrait dans l'ensemble les lignes directives établies par mes prédécesseurs. Il nous fallait faire face à deux problèmes fondamentaux:

— premièrement la menace stratégique que font peser sur toute la région l'URSS et ses séides. Ce qu'illustre, mieux que tout autre exemple, la guerre brutale dont l'Afghanistan est le théâtre;

— deuxièmement, le processus de paix entre Israël et ses voisins arabes. En ce qui concerne la menace soviétique, nous avons accentué nos efforts en vue d'élaborer avec nos amis et alliés une politique commune destinée à dissuader les Soviétiques et leurs affidés de poursuivre leur expansion dans la région, voire à défendre cette partie du monde, en cas de besoin, contre de tels agresseurs. Quant au conflit israélo-arabe nous avons considéré que le cadre des accords de Camp David, pris dans leur ensemble, nous offrait le seul moyen de faire avancer les choses. Nous avons également reconnu, néanmoins, qu'une solution du conflit israélo-arabe ne pouvait, en soi, ni d'elle-même, assurer la paix dans toute une région aussi vaste et troublée que le Moyen-Orient...

Pendant toute cette période de négociations prolongées et difficiles, nous n'avons jamais perdu de vue la phase suivante du processus de Camp David: les pourparlers sur l'autonomie, destinés à ouvrir une voie qui permettrait au peuple palestinien d'exercer ses droits légitimes. Pourtant, en raison du tragique assassinat du président Sadate, et par suite d'autres crises survenues dans cette région, il nous a fallu attendre le mois de Janvier 1982 pour être à même d'entreprendre un nouvel effort en vue de la reprise de ces pourparlers. M. Haig, alors secrétaire d'Etat, et l'ambassadeur Fairbanks ont effectué cette année trois voyages en Israël, après le mois d'Avril...

L'évacuation de Beyrouth par l'OLP est maintenant terminée et nous pouvons désormais aider les libanais à reconstruire leur pays ravagé par la guerre. Nous devons

à nous-mêmes et à la postérité d'agir vite pour profiter de ce qui vient d'être fait. Tous nos espoirs de paix dans la région exigent que le Liban retrouve sa vie et sa stabilité...

En même temps que nous aidons à la reconstruction du Liban, nous devons aussi faire en sorte de déraciner les causes profondes du conflit qui oppose les Arabes et les Israéliens.

La guerre au Liban a été très révélatrice mais deux de ses conséquences revêtent une importance cruciale pour le processus de paix. Tout d'abord, les pertes militaires subies par l'OLP n'ont pas diminué le désir du peuple palestinien d'aboutir à une solution juste, qui satisfasse leurs aspirations; et, en second lieu, si les succès militaires remportés par Israël au Liban ont prouvé la suprématie locale de ses forces armées, il n'en reste pas moins que celle-ci ne peut instaurer, à elle seule, une paix juste et durable entre Israël et ses voisins.

La question est maintenant de savoir comment concilier les préoccupations légitimes d'Israël concernant sa sécurité et les droits non moins légitimes des Palestiniens...

J'en appelle à Israël pour qu'il reconnaisse explicitement que la sécurité à laquelle il aspire ne peut être obtenue si ce n'est pas le biais d'une paix véritable, une paix qui exige à la fois magnanimité, prévoyance et courage. Je demande au peuple palestinien d'accepter le fait que ses propres actions politiques sont inextricablement liées à la reconnaissance du droit d'Israël à un avenir sûr. J'invite instamment les pays arabes à admettre la réalité de l'existence d'Israël, et à reconnaître que la paix et la justice ne peuvent voir le jour qu'à l'issue de négociations sans doute difficiles mais directes et honnêtes. Tout en faisant mes recommandations aux autres, je reconnais la responsabilité toute particulière qu'assument les Etats-Unis dans ce domaine. Aucune autre nation n'est en mesure de traiter avec les principales parties en conflit, dans un tel esprit de confiance et de bonne foi...

Israël a le droit d'exister en paix derrière des frontières sûres et défendables; enfin, il a le droit de demander à ses voisins de reconnaître cet état de fait...

Les Palestiniens sont intimement convaincus que la cause qu'ils défendent dépasse de loin le problème des réfugiés. Je n'en disconviens pas...

Voyons spécifiquement quelles sont les nouvelles options des Etats-Unis et pour quoi nous les avons adoptées. Lors des pourparlers de Camp David, Israël et l'Egypte ont pu exprimer librement leurs points de vue respectifs quant aux résultats que l'on pouvait attendre des négociations. Bien entendu, leurs opinions différaient sur nombre de points. Les Etats-Unis ont alors essayé de jouer le rôle de médiateurs; nous avons évité de faire des déclarations publiques sur les problèmes clefs. Nous avons toujours pensé – et nous continuons de penser – qu'un accord conclu volontairement entre les parties les plus directement impliquées dans le conflit serait seul susceptible d'aboutir à une solution durable. Mais je me suis rendu compte qu'il est nécessaire pour les Etats-Unis de définir plus clairement leurs positions face aux questions essentielles s'ils veulent encourager des adhésions au processus de paix.

Tout d'abord, comme il est indiqué dans les accords de Camp David, les Palestiniens habitant en Cisjordanie et à Gaza devront bénéficier pendant une période déterminée, d'une totale autonomie pour régler leurs propres affaires. Le principe de l'autogouvernement des habitants des territoires visés sera pris en considération comme il convient, de même que le besoin légitime de sécurité par les parties concernées. Cette période transitoire de cinq ans, qui débiterait après l'élection libre d'une autorité palestinienne autogestionnaire (self-governing), a pour objet de prouver aux Palestiniens qu'ils peuvent diriger leurs propres affaires en toute autonomie et que celle-ci ne menace en rien la sécurité d'Israël. Les Etats-Unis désapprouveront toute implantation sur de nouvelles terres, pendant la période de transition. En fait, l'adoption immédiate par Israël d'une mesure visant à geler l'implantation d'Israéliens dans cette région, serait le meilleur moyen de créer un climat de confiance capable d'inciter un nombre croissant de pays à participer aux pourparlers. La poursuite des implantations n'est nullement nécessaire à la sécurité d'Israël mais ne fait au contraire que miner le

confiance des Arabes en la possibilité d'un règlement final, librement et loyalement négocié. Je tiens à ce que l'on comprenne clairement l'attitude des Etats-Unis: cette période de transition est destinée à permettre que la passation des pouvoirs internes, des Israéliens aux habitants palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, se fasse dans l'ordre et la paix. Par ailleurs, ce transfert ne doit pas porter atteinte aux besoins d'Israël en matière de sécurité.

Si l'on considère la rive occidentale du Jourdain et de Gaza après la période de transition, il est clair à mes yeux qu'on ne pourra aboutir à la paix en créant un Etat palestinien indépendant sur ces territoires. On ne peut pas non plus concevoir une paix reposant sur un droit de souveraineté ou une domination permanente d'Israël sur la Cisjordanie et Gaza. Les Etats-Unis ne soutiendront donc ni l'instauration d'un Etat palestinien indépendant dans cette région, ni une initiative de la part d'Israël visant à l'annexion de cette zone ou à l'exercice d'une domination permanente sur celle-ci. Cependant, il existe une solution qui peut mener à la paix. L'élaboration d'un statut définitif de ces territoires devra se faire, bien sûr, par le jeu des compromis au cours des négociations... Mais les Etats-Unis sont fermement convaincus que la meilleure chance de parvenir à une paix stable, durable et juste est d'instaurer un autogouvernement des Palestiniens de la rive occidentale du Jourdain et du secteur de Gaza, en association avec la Jordanie. Notre attitude repose carrément sur le principe que le conflit israélo-arabe devra être résolu par des négociations portant sur un troc: des territoires en échange de la paix. C'est ce que contient la résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, cette dernière étant elle-même partie intégrante des accords de Camp David. La résolution 242 de l'ONU reste la pierre angulaire des efforts accomplis par l'Amérique en faveur de l'instauration de la paix au Moyen-Orient. Les Etats-Unis affirment que –si la paix est à ce prix– l'idée d'un retrait, continue dans la résolution 242, devra s'appliquer à tous les fronts, y compris la Cisjordanie et Gaza. Au moment de la négociation sur le tracé de la frontière entre la Cisjordanie et Israël, nous apprécierons dans quelle mesure on pourra demander à ce dernier de renoncer à des territoires, compte tenu des perspectives de paix véritable et de normalisation ainsi que des accords de sécurité proposés en retour. Enfin, nous demeurons convaincus que Jérusalem doit demeurer indivisible, mais que son statut définitif devra être terminé par la voie des négociations. Lors des pourparlers à venir, nous soutiendrons les positions qui nous paraîtront représenter des compromis équitables et raisonnables susceptibles de promouvoir un accord sain. Nous soumettrons également des propositions détaillées quand cela nous semblera utile. Et, ne vous y trompez pas, les Etats-Unis s'opposeront à toute proposition –quelles que soient les parties dont elle émane ou le stade des négociations– qui menacerait la sécurité d'Israël. La volonté des Etats-Unis d'assurer la sécurité d'Israël demeure inébranlable, et je tiens à le dire, cette volonté est aussi la mienne.

Au cours de ces derniers jours, nos ambassadeurs en Israël, en Egypte, en Jordanie et en Arabie saoudite ont présenté aux gouvernements de ces pays le détail complet des propositions dont je viens de vous tracer les grandes lignes. Je suis convaincu que ces propositions peuvent instaurer la justice, la sécurité et une paix durable entre Israël et les pays arabes.

Les Etats-Unis défendront ces principes de tout leur coeur. Ceux-ci sont tout à fait compatibles avec les exigences de sécurité d'Israël et avec les aspirations des Palestiniens. Nous essaierons de toutes nos forces d'élargir la liste des participants appelés à s'asseoir autour de la table des négociations de paix, comme le préoyaient les accords de Camp David. Et je souhaite avec ferveur que les Palestiniens et la Jordanie, avec les soutiens des gouvernements arabes, saisissent cette occasion...

ANNEXE VIII

**PLAN HABIB
(SELON UNE ÉMISSION DE LA RADIO D'ETAT LIBANAISE)****Beyrouth, 19 août 1982****(Source: Le Monde)**

1. Cessation totale des hostilités.
2. L'évacuation de Beyrouth se fera pacifiquement et suivant un calendrier précis.
3. La Force internationale d'interposition supervisera l'évacuation.
4. Les Palestiniens non combattants qui demeureront au Liban seront soumis à la législation libanaise.
5. La Force internationale se déploiera le jour du début de l'évacuation afin d'assurer la sécurité des Palestiniens et des Libanais résidant à Beyrouth-Ouest et de seconder l'Etat libanais. Cette force sera composée de huit cents Français, huit cents Américains et de quatre cents Italiens. Trois mille soldats libanais collaboreront avec cette force.
6. La mission de cette force prendra fin si l'une des clauses de ce plan n'est pas respectée.
7. Le mandat de cette force est d'un mois, renouvelable à la demande de l'Etat libanais en cas de nécessité.
8. La Croix-Rouge apportera son concours à l'opération de l'évacuation.
9. L'évacuation se fera par mer à partir du port de Beyrouth, par voie aérienne vers Chypre, et enfin par voie terrestre en empruntant la route Beyrouth-Damas une fois cette route dégagée par l'armée israélienne. Ce retrait israélien est nécessaire à la sécurité de l'évacuation. L'armée libanaise agira en coordination avec l'OLP pour assurer cette sécurité.
10. Le retrait devra être achevé dans quinze jours et se fera en plein jour. Les combattants palestiniens ne prendront avec eux que leurs armes légères, pistolets et fusils.
11. L'armement lourd sera rendu à l'armée libanaise.
12. La direction de l'OLP quittera le Liban de manière ostensible et l'annoncera de façon claire.
13. Le pilote israélien détenu par l'OLP sera rendu avant le début de l'évacuation.
14. Les unités de l'Armée de Libération de la Palestine (ALP) quitteront le Liban par voie terrestre vers la Syrie, alors que les soldats syriens de la Force arabe de dissuasion se trouvant encore à Beyrouth-Ouest rejoindront les troupes syriennes stationnées dans la Bekaa et le Nord-Liban.

ANNEXE IX

**DISCOURS D'EDOUARD CHEVARDNADZE AU CAIRE:
«UNE CHANCE POUR UN COMPROMIS HISTORIQUE»**

Discours prononcé par M. Edouard Chevardnadze, membre du bureau politique du Parti Communiste d'Union Soviétique, ministre des Affaires Étrangères de l'URSS, le 23 février 1989, au Caire/Égypte (Extraits)

(...) nous aimerions vous exposer la vision qu'ont les dirigeants soviétiques des cadres généraux dans lesquels s'inscrit le conflit au Moyen-Orient et des voies qui conduiront à sa résolution.

(...) La solution de base a déjà été trouvée il y a fort longtemps, en 1947, dans la résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU, qui a adopté le plan de partage de la Palestine. La tâche qui nous incombe, de par les réalités d'aujourd'hui, est de s'assurer que le peuple palestinien puisse exercer son droit à l'autodétermination, que les terres prises aux Arabes leur soient restituées et que l'Etat d'Israël se voie garantir le droit à l'existence en sécurité à l'intérieur de frontières reconnues.

(...) Dissons-le franchement, certaines personnes considèrent encore que les grandes puissances ne se sentent pas réellement préoccupées par l'absence d'un règlement au Moyen-Orient. Car, après tout, on dit qu'elles tirent des bénéfices non négligeables des livraisons d'armes à la région, sans se faire trop de soucis pour ce qui peut bien arriver.

Je voudrais dire que, pour mon pays tout au moins, cela n'est pas vrai. Les bouleversements qui touchent le Moyen-Orient nous ont toujours affectés grandement. Le peuple soviétique est particulièrement sensible à tout ce qui se passe ici par la tension qui règne dans cette région nous coûte cher à tout point de vue, y compris sur le plan matériel.

(...) On peut actuellement espérer une transformation radicale du climat international.

(...) Mais le processus historique du désarmement pourrait s'arrêter à cause de l'immobilisme au Moyen-Orient.

Certes, il se produit bien un mouvement, mais il va dans un sens totalement opposé, celui d'une accélération de la course aux armements à une échelle qui transcende les limites de la région.

Tels sont les faits. La région s'est hissée à la troisième place au monde, après l'OTAN et l'Organisation du Pacte de Varsovie, pour l'importance des dépenses militaires directes, qui ont atteint en 1987 la somme de 59 milliards de dollars. Mais tandis que, dans ces deux grands blocs politico-militaires, il y a une prise de conscience grandissante des dangers de surarmement, au Moyen-Orient domine encore cette conception fallacieuse, aujourd'hui rejetée par le monde tout entier, selon laquelle davantage d'armes signifie davantage de sécurité.

Le potentiel militaire qui a été développé au Moyen-Orient excède de loin le poids réel de cette région dans le monde, en termes économiques et démographiques.

(...) 61 % des exportations mondiales d'armes aboutissent dans la région. Les résultats? Ils sont effrayants. La guerre entre l'Irak et l'Iran seule a provoqué des pertes irréparables en vies humaines, estimées à un million de personnes, et a englouti 500 milliards de dollars, soit l'équivalent de la moitié du montant de la dette extérieure des pays en voie de développement. Et ce n'est pas tout. Les armes que les Américains et nous-mêmes sommes en train d'éliminer totalement, comme les missiles intermédiaires, font maintenant leur apparition au Moyen-Orient. Après leur installation dans cette région, ces missiles constitueront une menace tant pour l'Union Soviétique que pour l'Europe et les intérêts américains.

C'est précisément parce que le Moyen-Orient devient un obstacle important à la poursuite du processus de désarmement dans lequel la plupart des nations du monde

placent leur espoir d'un avenir meilleur, c'est précisément parce qu'il devient une menace pour ces espoirs qu'il est nécessaire d'internationaliser la recherche d'un règlement du conflit au Moyen-Orient.

(...) Selon nous, il doit y avoir un processus parallèle pour simultanément freiner la course aux armements et s'orienter vers un règlement pacifique qui élimine les causes du conflit.

(...) Mais que peut-on dire au sujet du Moyen-Orient?

Malgré l'évolution significative de la situation, nous sommes bien obligés de noter que, jusqu'à maintenant, une seule des parties en présence, les Palestiniens, a pris des initiatives constructives. Cela ne suffit certainement pas, et il est nécessaire que les Israéliens adoptent à leur tour des initiatives.

Le Moyen-Orient doit-il se singulariser et reste à la traîne du mouvement dominant de la politique internationale?

(...) Pendant le processus de règlement d'un conflit, on s'occupe spécifiquement de la question de l'équilibre des intérêts en présence.

(...) En réalité, seul Israël s'oppose à cette idée (de Conférence Internationale, NDLR), ce qui pousse à doute de sa sincérité lorsqu'il affirme vouloir vivre en paix avec ses voisins.

(...) au Moyen-Orient, il n'y a pas qu'Israël qui se sente concerné par les problèmes de sécurité, ses voisins le sont également. Il est donc clair que l'ensemble des parties à un règlement au Moyen-Orient, y compris les Palestiniens, désirent obtenir des garanties solides les prémunissant contre toute agression.

(...) Les futurs garants pourraient certainement assumer des obligations prévoyant de prendre des mesures spécifiques si les futurs accords risquaient d'être violés.

(...) Je parle de ces éléments d'un règlement éventuel du conflit israélo-arabe afin de montrer qu'il y a moyen de trouver un équilibre des intérêts entre les parties en conflit, de sorte à satisfaire leurs revendications légitimes.

(...) Aujourd'hui, après que l'Organisation de Libération de la Palestine a proclamé son État, reconnu les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et condamné le terrorisme, il ne reste plus à l'Israël ne serait-ce que l'ombre d'une excuse pour continuer de refuser un dialogue avec une organisation reconnue par la communauté internationale comme étant le seul représentant légitime du peuple palestinien.

(...) Le conflit au Moyen-Orient est unique par l'extraordinaire complexité de son histoire, par le nombre de parties qui y sont impliquées, par la diversité de ses aspects politiques et par l'importance de sa dimension psychologique. La nature même de ce conflit suppose qu'il lui soit apporté une solution globale, reposant sur un dialogue multilatéral et des négociations conduites simultanément à plusieurs niveaux.

(...) Les réponses ne s'imposent pas d'elles-mêmes immédiatement. Il faut en discuter pour parvenir à des compromis. C'est aujourd'hui la tâche majeure.

(...) Il n'y a pas aujourd'hui de tâche plus importante que celle qui consiste à entreprendre des préparatifs spécifiques en vue de la convocation de la conférence internationale. Nous considérons que ce travail doit prendre la forme d'arrangements flexibles et multidimensionnels, mais qui auraient aussi un caractère autorisé.

C'est pourquoi nous proposons qu'il s'effectue au travers des discussions informelles dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU et du dialogue informel entre les cinq États membres permanents, ainsi qu'au travers de contacts bilatéraux et multilatéraux entre les diverses parties au règlement, qu'ils aient lieu directement ou par le biais d'intermédiaires. C'est par ce moyen qu'on parviendra à une conception acceptable pour tous des principaux paramètres de la conférence sur le Moyen-Orient.

(...) Mais en même temps, il faut se souvenir qu'à ce stade, la tâche qui s'impose est de concevoir un instrument pour le règlement au Moyen-Orient et non de dégager ses paramètres. Cependant, même à ce stade, il faut régler certaines questions fondamentales. Cela comprend, à nos yeux, la question des bases politiques et juridiques de la conférence internationale et la participation palestinienne.

(...) La conférence internationale constitue précisément un tel médiateur collégial.

Mais c'est aussi plus qu'un médiateur. Constituant une sorte de filet de sécurité protégeant les négociations de l'échec, elle permettra le règlement de beaucoup de questions régionales.

(...) Nous avons eu un échange préliminaire d'opinions avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité. D'après ce que nous avons compris, tous sont en principe disposés à aider à la tenue d'une conférence internationale, à contribuer à sa préparation et à susciter les conditions de sa réussite.

(...) Tout le monde aura remarqué sans nul doute des évolutions récentes dans les activités du Conseil de sécurité. Aujourd'hui, il fonctionne incontestablement comme une équipe unie, avec une volonté plus grande d'aboutir à un accord.

(...) Il est ainsi très normal que personne n'envisage aujourd'hui un règlement israélo-arabe autrement que sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU.

(...) Nous voudrions que le gouvernement israélien sache qu'une fois qu'il aura opté pour la conférence internationale et accepté d'entamer un dialogue avec l'Organisation de Libération de la Palestine, nos deux pays pourraient franchir un nouveau pas vers le rétablissement de relations diplomatiques pleines. Le début de la conférence pourrait servir de point de départ à la reprise de ces relations. Tout en appelant les autres au dialogue, nous avons l'intention, pour notre part, de développer le dialogue le plus large et le plus constructif possible avec tous les pays. L'Union Soviétique désire encourager par tous les moyens toute mesure positive visant à surmonter les dissensions inter-arabes et à unifier les pays arabes de manière à ce qu'ils puissent engager un dialogue constructif sur le règlement au Moyen-Orient. Nous soutenons tout particulièrement l'idée d'une rencontre au plus haut niveau entre les représentants de la Syrie, de l'Égypte, de la Jordanie, de l'Organisation de Libération de la Palestine et du Liban pour accélérer la réunion d'une conférence internationale.

Nous accueillons favorablement le développement des contacts des pays du Moyen-Orient avec la Communauté Européenne ainsi qu'avec les États-Unis d'Amérique. Dans ce domaine, l'Union Soviétique est favorable à la disparition de toute concurrence entre les grandes puissances. Il faut abandonner la politique consistant à s'exclure mutuellement les uns des autres de la région, pour promouvoir une coopération productive au bénéfice de la paix et de la tranquillité au Moyen-Orient.

La nouvelle pensée politique qui guide notre politique étrangère est fondée sur l'idée de la coopération entre les États pour l'affirmation des valeurs universelles de l'humanité. Ces valeurs s'articulent autour de l'idée de l'égalité entre les hommes, les nations et les États et de la liberté de choix des individus et de toutes les nations.

(...) L'histoire du Moyen-Orient a connu de nombreux plans et projets de règlement pacifique. Jusque-là, aucun n'a réussi. Aujourd'hui, nous pouvons entendre dire que nous sommes venus porteurs d'un nouveau projet soviétique de règlement pour le Moyen-Orient. Disons les choses différemment: nous sommes venus ici animés par le désir d'élaborer un projet, de l'élaborer avec tous les pays de la région et tous les États concernés.

(...) La paix au Moyen-Orient est un sujet d'importance prioritaire pour nous.

(...) Les temps nouveaux exigent d'atteindre un palier nouveau, non seulement dans nos rapports bilatéraux. Nous voudrions coopérer avec l'Égypte en vue de déplacer les relations internationales de la sphère de la confrontation à la voie du dialogue et de la coopération. Dans le monde contemporain, l'Égypte est un pays important et influent qui apporte une contribution substantielle à la recherche de solutions aux problèmes mondiaux que sont le désarmement, le développement, la protection de l'environnement et l'humanisation et la démocratisation des relations entre les nations.

ANNEXE X

L'ACCORD DE TAEF: L'ABOUTISSEMENT ET LES CONSEQUENCES

A) *Le contenu*

Le «document d'entente nationale» baptisé «accord de Taef», qui avait permis l'élection du président René Moawad le 5 novembre 1989, avait été adopté par les députés libanais (élus en 1972!) à la quasi-unanimité le 22 octobre, dans la ville de Taef, en Arabie Saoudite. Le Liban était alors sans président depuis septembre 1988.

Le volet politique de l'Accord met fin à quarante-six ans d'hégémonie des chrétiens maronites qui devront désormais partager plus équitablement le pouvoir exécutif avec les sunnites et les chi'ites, les deux communautés musulmanes les plus nombreuses au Liban.

Ce document vise à remplacer le Pacte National qui régit la vie politique depuis l'indépendance du Liban en 1943. Le système communautaire n'est pas mis en cause. Ainsi le chef de l'Etat demeure un maronite, le premier ministre un sunnite et le président du Parlement un chi'ite.

Le texte prévoit le partage à égalité entre chrétiens et musulmans des sièges de députés – dont le nombre passe de 99 à 108 – alors que la répartition était auparavant de 54 sièges pour les premiers et 45 pour les seconds.

Le Président de la République voit son pouvoir réduit, tandis que l'autorité du Premier ministre, désormais «responsable de l'exécution de la politique générale de l'Etat», est renforcée.

L'«accord de Taef» prévoit par ailleurs un «redéploiement» dans l'est du Liban des troupes syriennes – estimées à 35.000 soldats – dans un délai de deux ans après le vote de réformes constitutionnelles.

Enfin, cet accord exige le retrait total des troupes israéliennes en application de la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU.

B) *L'aboutissement*

Cet accord représente un consensus régional et international: rarement un accord a obtenu autant de soutien politique et diplomatique. Au niveau régional, seulement l'Irak s'y est plus ou moins opposé.

En fait, c'est sur le plan interne que le soutien à l'accord fait défaut: M.W. Joumblat (Druze) et N. Berri (Chi'ite) l'ont accepté «à la demande de Damas» qui y trouve son compte. Le général M. Aoun s'y oppose, justement, parce qu'on ne prévoit pas un calendrier de retrait de toutes les forces étrangères du Liban (syriennes, israéliennes, iraniennes...) et le rétablissement de la souveraineté de l'Etat libanais sur l'ensemble de son territoire internationalement reconnu.

Cet accord, en légalisant l'occupation syrienne d'une bonne partie du Liban, permet à l'Israel de camper indéfiniment dans le sud du pays dans la zone dite «de sécurité».

C) *Conséquences*

Au plus, l'accord de Taef aboutira à un cessez-le-feu de longue durée en attendant le règlement du conflit israélo-arabe. Cependant, l'élection du pro-syrien Elias Héraqui comme président de la République Libanaise n'est pas de bonne augure pour le paix au Liban.

BIBLIOGRAPHIE

Histoire

- Touma Toufié, *Paysans et institutions féodales chez les Druzes et les Maronites du Liban du XVIIIème siècle à 1914*, Beyrouth, Editions de l'Université Libanaise 1971.
 Beydoun Ahmad, *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains*, Beyrouth 1984.
 Chevalier Dominique, *La Société du Mont Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Paris, Geuther 1971.
 Goulard Jacques, *Le mouvement syndical au Liban 1919-1946*.

Institutions

- Rabbath Edmond, *La formation historique du Liban politique et constitutionnel*, Editions de l'Université Libanaise, 1982.
 Redondo Pierre, *Les institutions politiques au Liban*, Paris, Ed. Maisonneuve, 1947.
 Messara Antoine, *Le modèle politique libanais et sa survie*, Beyrouth, Editions de l'Université Libanaise, 1983.

Economie et Société

- Nasr Sélim et Dubar Claude, *Les classes sociales au Liban*, Paris, Fondation Nationale de science politique 1976; *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machrek*, Sinbad 1985; *Le commerce au Levant*, Hebdomadaire économique de Beyrouth.
 Aspects régionaux et internationaux.
 Rodinson Maxime, *Les Arabes*, Paris, PUF 1979.
 Gresh Alain et Vidal Dominique, *Proche Orient, une guerre de cent ans*, Paris, Messidor, 1984.
 Corm Georges, *Le Proche Orient éclaté*, Paris, La Découverte, 1983.
 Pakradouni Karim, *La paix manquée*, Beyrouth, FMA, 1984.
 Jabre Antoine, *La guerre du Liban*, Paris, Belfond, 1980.
 La Revue des Etudes Palestiniennes (depuis 1981).
 Les Cahiers de l'Orient (depuis 1986).

Etudes Politiques

- Bourgi Albert et Weiss Pierre, *Les complots libanais*, Paris, Berger Levrault 1978; *Liban, la cinquième guerre du Proche Orient*, Paris, Publisud, 1983.
 Chamussy René, *Chronique d'une guerre. Liban 1975-77*, Paris, Desclées 1978.
 Owen Roger, *Essays on the Crisis in Lebanon*, Londres, Ithaca 1976.
 Corm Georges, *Géopolitique du conflit libanais*, Paris, La Découverte 1986; *L'Europe et l'Orient, de la balkanisation à la libanisation*, Paris, La Découverte 1989.

La Comunidad Europea como actor internacional

Fulvio ATTINA*

Más de 130 Estados han acreditado misiones diplomáticas ante la Comunidad Europea (CE) y ésta tiene representantes ante Estados terceros y organizaciones internacionales. Al atribuir a la Comunidad competencias en relaciones exteriores, los Tratados constitutivos reconocían que la integración económica se proyectaría al exterior; los Tratados se referían tan sólo a las relaciones económicas y comerciales, dando por descontado que éstas eran separables de las políticas y que la Comunidad podría actuar en el sistema internacional de forma diferente a como lo hacen los Estados. A finales de los años sesenta, sin embargo, los Gobiernos tuvieron que aceptar que la dimensión política no podía sustraerse a la necesidad de coordinación: así nació la cooperación en política exterior, bajo las siglas de CPE o Cooperación Política Europea. Diez años más tarde se habló también de la posibilidad de coordinar otro sector de los asuntos exteriores de importancia fundamental, el de la seguridad y defensa, que entró a formar parte de los intereses de la Comunidad al firmarse el Acta Unica Europea (1986). Hoy podemos hablar formalmente de la Comunidad como actor internacional, ya sea refiriéndonos a sus relaciones económicas y comerciales con el resto del mundo y a su política de ayuda internacional a los países en vías de desarrollo, ya sea refiriéndonos a la cooperación comunitaria en política exterior y de seguridad.

La capacidad económica y comercial de la CE la convierte en un actor determinante del sistema económico internacional al que todos los actores deben tener en cuenta y del que intentan de alguna manera ser socios. Por ello, la Comunidad ha concluido un gran número de acuerdos económicos de diferente contenido y denominación, sean bilaterales o multilaterales; de estos últimos, los más importantes son sin duda los del GATT.¹

1. Sobre las relaciones económicas y comerciales de la Comunidad véase: Ayberk (1978), Bourrinet (1987), Cutler (1987), de Guttry (1990), Groux y Manin (1985), Pelaez Marron (1989).

* Profesor de Relaciones Internacionales en la Universidad de Catania. Profesor invitado en la Universitat Autònoma de Barcelona en el curso 1990-91.

La Comisión es la encargada de mantener las relaciones exteriores de la Comunidad, de representarla y de participar en los trabajos de las organizaciones internacionales (los artículos 228 a 231 del Tratado CEE citan explícitamente a las Naciones Unidas, el GATT, el Consejo de Europa y la OCDE). Por encargo del Consejo de Ministros y asistida por un comité especial nombrado por aquél, la Comisión dirige las negociaciones formales con las que se concretan las relaciones comerciales con la Comunidad; además, continuamente lleva a cabo negociaciones informales con varios Gobiernos sobre problemas en los intercambios comerciales. La discrecionalidad de la Comisión en las negociaciones internacionales es controlada por los Gobiernos, aunque aquélla no tiene interés en no tomar en consideración las diversas orientaciones proteccionistas o liberales que, dependiendo de la ocasión, manifiestan los Gobiernos comunitarios. Una vez concluida una negociación comercial, el Consejo de Ministros delibera y decide por mayoría cualificada la propuesta de acuerdo presentada por la Comisión, y no está prevista la solicitud de una opinión al Parlamento. Este, sin embargo, puede ser voluntariamente oído, durante las negociaciones, por la Comisión o el Consejo. El Acta Unica establece que en una forma particular de acuerdos económicos internacionales, los acuerdos de asociación con Estados terceros (previstos en el art. 238 del Tratado CEE), se aplique –como en el caso de la admisión de nuevos Estados en la Comunidad– el procedimiento llamado de «opinión conforme». Este procedimiento prevé que la decisión del Consejo de Ministros sea precedida por el acuerdo del Parlamento emitido por mayoría absoluta de sus miembros. Los acuerdos de asociación tienen una gran importancia política porque establecen una conexión entre las economías de los Estados comunitarios y las de los Estados asociados que va más allá de la apertura o la regulación de simples relaciones comerciales; desde el punto de vista del desarrollo del proceso democrático era justo, por tanto, que –además de los Gobiernos, que se pronuncian durante las negociaciones interactuando con la Comisión– también la institución de representación política de la Comunidad (el Parlamento) fuese llamada a pronunciarse sobre estos actos de las relaciones internacionales comunitarias. El Parlamento, en realidad, ha decidido hacer pleno uso del nuevo procedimiento y en 1988, por ejemplo, frenó durante algún tiempo la conclusión de acuerdos con Israel y Turquía ya acordados por la Comisión y el Consejo.

Otro capítulo políticamente relevante de las relaciones económicas exteriores de la Comunidad lo constituye la cooperación con los países en vías de desarrollo.² La primera política de cooperación internacional al desarrollo de la Comunidad fue regulada por la Convención de Yaoundé (1963), que relacionaba a los seis Estados miembros con países africanos que habían sido sus colonias, respondiendo a la política de asociación prevista por el Tratado CEE (parte IV), que Francia había requerido explícitamente para conservar los vínculos con sus ex colonias. El ingreso del Reino Unido –con sus vínculos incluso institucionales (Commonwealth) con el mundo ex colonial– amplió el marco de esta política, que fue totalmente renovada por la primera Convención de Lomé, firmada en 1975. La Convención creaba el grupo llamado ACP o de los países de África, Caribe y Pacífico (entonces formado por 46 Estados) al que la Comunidad ofrecía un paquete

2. Sobre estas relaciones véase: Costa (1990), Masini (1990), Notzold and Freiherr (1990), Pennisi (1990).

quinquenal de ventajosas ayudas económicas (constitución del Fondo Europeo de Desarrollo), preferencias comerciales (abolición de la reciprocidad para permitir la penetración de los productos comerciales de los países ACP en la Comunidad) y garantías de rentas de las exportaciones (Stabex), todo ello organizado dentro de un marco institucional de consultas. En aquel momento se consideraba que el Tercer Mundo era un actor en la economía internacional dotado de un cierto poder negociador en el campo de materias primas, y el tema del Nuevo Orden Económico Internacional había tomado forma en la UNCTAD y en el sistema de las Naciones Unidas. La Convención de Lomé parecía seguir la línea de las esperanzas de transformación de los regímenes económicos internacionales y se consideraba como un acuerdo prioritario entre dos grupos de países que representaban el norte y el sur de la economía internacional. Cinco años después de la firma de la Convención, sin embargo, las condiciones económicas de los países ACP no parecían haber mejorado en absoluto; la cooperación no parecía haber logrado sus objetivos, y se reconocía que había fracasado el objetivo deseado de promover la industrialización de los países receptores. Sin embargo, en un contexto más difícil que aquel en que se había firmado la primera Convención, ésta se renegó y renovó en un segundo convenio: los países ACP no podían permitirse perder la ayuda comunitaria aunque los Gobiernos de la CE, ante la recesión de finales de los años setenta, mostraban una escasa disponibilidad a conceder nuevos privilegios a sus socios. Tampoco la tercera Convención (1986-1990) ha significado mejores condiciones para los países ACP, que eran aún más marginales respecto a los intereses políticos y económicos de los países comunitarios. En diciembre de 1989, finalmente, se estableció la actual (cuarta) Convención de Lomé, que —a parte de la duración, que se ha reconvertido a decenal, y del número de países ACP, que ha pasado a 69— conserva las características de las convenciones anteriores.

El origen de la *cooperación política europea* (CPE, como se denomina a la cooperación entre los Gobiernos de la Comunidad en el área de la política exterior) se encuentra en la declaración de la cumbre de los jefes de Estado y de Gobierno de La Haya de 1969.³ Los Gobiernos reconocieron entonces que «una Europa Unida» debía responder adecuadamente a las responsabilidades de su presencia en el mundo de las relaciones internacionales. En la siguiente cumbre de Luxemburgo (octubre 1970), los Gobiernos aprobaron el informe del Comité Davignon, al que se había encargado estudiar el problema. El Informe de este comité establecía que los objetivos de la cooperación política debían ser: a) un mejor entendimiento recíproco sobre los grandes problemas internacionales a través de consultas e intercambios regulares de información, y b) una mayor solidaridad basada en la armonización de los puntos de vista de los Gobiernos miembros, en la coordinación de las posiciones y, a ser posible, en la acción común. La Comisión y el Parlamento se mantenían al margen de esta cooperación: la Comisión sería informada sólo si la cooperación política interfería la actividad de la Comunidad; el Parlamento sería informado cada dos años en coloquios informales. La cooperación debía funcionar con reuniones semestrales de los ministros de Exteriores y con reuniones trimestrales de un Comité Político compuesto por los directores de

3. Sobre la CPE existe ya una abundante literatura continuamente superada por la evolución de la realidad; se aconsejan, en particular, Barbé (1989), Ginsberg (1989), Ifestos (1987) y Pijpers et al. (1988).

asuntos políticos de los Ministerios de Exteriores; este Comité podía crear grupos de expertos; cada Ministro, además, designaba a un funcionario de enlace, y el conjunto de estos funcionarios constituía el Grupo de Corresponsales. En 1973 (Informe de Copenhague), la base institucional de la CPE fue actualizada con una serie de innovaciones como la constitución de un sistema telex de comunicaciones (Coreu), el paso a trimestrales de las reuniones de los miembros de Exteriores, la consolidación de los grupos de trabajo, la definición de consultas regulares entre las Embajadas de los países miembros en las capitales de países terceros y la atribución de una función también a la Presidencia de turno de la Comunidad. Los Gobiernos, además, se comprometían a consultarse con el objetivo explícito de «llegar a políticas comunes sobre problemas concretos».

En diciembre de 1973, los Gobiernos comunitarios promulgaron la tantas veces citada declaración sobre la Identidad Europea, con la que intentaban presentarse unitariamente frente al resto del mundo. La Declaración afirmaba que: «los Nueve, actuando como una única entidad, se comprometen a promover relaciones armónicas y constructivas con los países terceros... De cara a futuras negociaciones en las que los Nueve se relacionen colectivamente con otros países, las instituciones y los procedimientos elegidos deberán permitir que se respete el carácter específico de la entidad europea. En los contactos bilaterales con otros países, los Estados miembros se basarán cada vez más en posiciones comunes acordadas». No obstante, a las intenciones no seguiría inmediatamente la práctica: al cabo de unos meses se dejó sola a Holanda frente al embargo a los países árabes exportadores de petróleo y cada Gobierno actuó con la absoluta independencia a la hora de decidir que creía necesaria en un momento de grave crisis para la seguridad económica nacional como fue el del primer shock de los precios del petróleo. La fórmula de la identidad europea, además, había descontentado a EE.UU., y el secretario de Estado Henry Kissinger reaccionó con la propuesta de una nueva carta atlántica que debía poner muros de contención a las propuestas de la CPE. De todas maneras, ante la reacción del aliado americano, el valor de la fórmula de la identidad europea se vio debilitado por los entonces ministros de Exteriores de la Comunidad en la reunión de Gynnich (21 de abril de 1974). En efecto, el comunicado final de la reunión establecía que, en caso de consultas con un Estado aliado o amigo (es decir, EE.UU.), la Presidencia sólo podía hablar en caso de plena identidad de opiniones de los Gobiernos miembros.

En 1974, la creación del Consejo Europeo de los jefes de Estado y de Gobierno de la Comunidad ponía definitivamente al nivel político más alto el vínculo formal entre Comunidad y CPE. Los ministros de Exteriores debían reunirse al menos cuatro veces al año para preparar las declaraciones del Consejo Europeo mientras que las reuniones del Comité Político se convertían en reuniones de rutina; las consultas entre las Embajadas de los Gobiernos comunitarios en países terceros se convertían en práctica habitual y se les añadían las consultas en el curso de conferencias multilaterales. Para reaccionar a la marginalidad en que se encontraba el Parlamento en la CPE, los parlamentarios harían llegar insistentemente a los responsables de la CPE sus opiniones sobre la política internacional en forma de resoluciones e informes sobre los problemas políticos internacionales del momento. La siguiente etapa institucional culminó con el Informe de Londres (1981), que reconocía la oportunidad de un vínculo formal entre los órganos de la CPE y la Comisión. El Acta Unica Europea (1986), finalmente, llegó a la importante decisión de constituir un Secretariado Permanente de la CPE con sede en Bruselas, cerca del Consejo de Ministros. Privado de un carácter supranacional, el Secreta-

riado juega siempre a favor de una mayor coordinación política, intensificando las ocasiones de discusión sobre las opciones y sobre las estrategias comunes. De todos modos, el Secretariado actúa formalmente como órgano de asistencia de la Presidencia del Consejo de Ministros y realiza las tareas que ésta le delega, dispone la circulación de la información, responde a las preguntas del Parlamento, organiza las reuniones, conserva los archivos de la CPE. Aunque en la parte del Acta Unica dedicada a la cooperación política internacional ésta se refiere a los Estados con una fórmula distinta a la comúnmente usada en los Tratados comunitarios («Estados miembros») –es decir, con la fórmula «otras partes contrayentes», que es la expresión con la que en lenguaje jurídico internacional se pone de relieve la soberanía del Estado individual adherente a un tratado–, con el Acta Unica la distancia entre la CPE e instituciones comunitarias se ha visto fuertemente reducida y se ha confiado explícitamente a la Presidencia y a la Comisión la función de buscar y mantener la coherencia entre las políticas económicas exteriores de la Comunidad y la cooperación política europea.

Quedando a salvo los vínculos de alianza de algunos Estados comunitarios con la OTAN y la UEO y la salvaguardia de las condiciones tecnológicas e industriales necesarias para la seguridad de cada uno de los Estados miembros, el punto 6 del artículo 30 del Acta Unica expresa, además, la convergencia de los Gobiernos comunitarios sobre la idea de que también la seguridad constituye un objetivo común y que los aspectos políticos y económicos de la seguridad deben ser objeto de coordinación.

La política exterior y la política de defensa, finalmente, serán ciertamente foco de atención en la conferencia intergubernamental sobre la unión política inaugurada el 15 de diciembre de 1990 en Roma. En una óptica estrictamente institucional, el problema es complejo sobre todo en el caso de la defensa porque las posiciones internacionales de los Estados miembros conservan todavía características diversas: pensemos en la neutralidad irlandesa, la no pertenencia francesa a las estructuras militares de la OTAN y la pertenencia de sólo nueve de los Doce Estados a la UEO. La CPE, en cambio, encontrará motivos de posterior desarrollo, ya sea en su disposición institucional, ya en su contenido práctico. En los últimos años, efectivamente, la concertación de las políticas exteriores se ha ampliado, tanto en algunos contextos multilaterales (Naciones Unidas, CSCE, relaciones con otros grupos de países como la ASEAN, los países de Centroamérica y la Liga Árabe) como en algunos contextos de crisis (Golfo Pérsico y Oriente Medio).

En conjunto, los aspectos europeos de la competición Este-Oeste han constituido la parte más importante de la acción política internacional de la Comunidad porque los Gobiernos han querido explotar el ámbito comunitario para reforzar la cooperación regional europea, que se había deteriorado en los primeros años ochenta como consecuencia de problemas como los euromisiles y la crisis polaca, pero que se ha visto relanzada con la reciente crisis de los regímenes comunistas.⁴ Hasta 1971, los Gobiernos del Este se habían negado a reconocer la existencia de la CE más que como un instrumento de la política atlántica de cerco al bloque soviético. En 1972, Breznev reconocía la realidad de la integración económica europea y, al año siguiente, el Secretario del COMECON entraba en contacto con la Presidencia del Consejo de Ministros de la CE para expresar su interés en el diálogo. La

4. Ver a este propósito Mesa (1990).

respuesta de la Comisión de la CE fue que sólo podían establecerse contactos bilaterales individuales con cada país del COMECON porque este organismo no tenía, como la CE, competencias comerciales; la verdadera razón, no obstante, era que se quería privilegiar el desarrollo autónomo de cada país y no su subordinación a Moscú en un acuerdo colectivo. La oferta, hecha formalmente por la Comisión en 1974, fue dejada de lado oficialmente, pero poco a poco se fueron estableciendo acuerdos limitados. En 1977, finalmente, se iniciaron difíciles negociaciones formales entre los dos grupos que llevaron a la firma de una «declaración común» (25 de junio de 1988) y a la apertura de negociaciones bilaterales entre la Comunidad y cada uno de los países del COMECON. Durante su desarrollo se han producido los cambios radicales políticos ocurridos en Europa oriental en 1989 y 1990, y los Doce han afirmado su disponibilidad a favorecer con ayudas e inversiones la solución de los problemas económicos de los nuevos regímenes. El 18 de diciembre de 1989 se firmó un acuerdo decenal con el Gobierno soviético que abolía las restricciones a las importaciones de la URSS y preveía un incremento de la cooperación y una mayor apertura del mercado soviético a las iniciativas económicas comunitarias. El acuerdo seguía a otros acuerdos análogos firmados con Hungría y Checoslovaquia y al encargo que el Grupo de los Siete Estados industrializados había dado, en su cumbre de París de julio de 1989, a la Comisión para organizar la coordinación de las ayudas internacionales a los países de Europa central y oriental. Finalmente, tendrá gran importancia política el papel que la Comunidad, representada por la Comisión y su Banco Europeo de Inversiones (BEI), desarrollará en el funcionamiento del Banco Europeo de Reconstrucción y Desarrollo (BERD), constituido bajo el impulso de los Gobiernos europeos con el objetivo de financiar la transformación económica de la Europa centro-oriental y favorecer la democracia representativa y el pluralismo político en esta parte del mundo.

Otro sector importante –y complejo– de las relaciones internacionales de la Comunidad Europea lo constituyen sus relaciones con Oriente Medio, para las cuales siempre se ha buscado crear un marco de «diálogo» constructivo. El Consejo Europeo de Madrid (junio de 1989) modificó el contenido de la declaración de Venecia de 1980 en la que se pedía la asociación de la OLP a las negociaciones para la organización de las relaciones en Oriente Medio: en Madrid, los Doce declaran que la OLP deberá participar con pleno derecho en las negociaciones y piden a los países árabes que inicien relaciones diplomáticas con Israel. Sin embargo, el Gobierno de Tel Aviv rechazó la propuesta comunitaria cuyo efecto, de todos modos, fue la reapertura del diálogo euroárabe celebrado los días 22 y 23 de diciembre de 1989 en París en una reunión de los doce ministros de Exteriores comunitarios y los veintidós ministros de Exteriores de la Liga Árabe. En la reapertura del diálogo, desgraciadamente, ha influido el estallido de la guerra del Golfo, con consecuencias aún difíciles de prever.

La guerra del Golfo también ha interferido en otro sector importante y crítico de las relaciones internacionales de la Comunidad: el de las relaciones con EE.UU. La necesidad de actualizar estas relaciones no es un hecho reciente, pero los cambios en Europa del Este y la meta del mercado único europeo del 1992 le han dado características nuevas. Como respuesta a algunas propuestas del secretario de Estado norteamericano, J. Baker, en Berlín en diciembre de 1989, el ministro de Exteriores británico, D. Hurd, sugirió –en enero de 1990– una serie de consultas formales entre los ministros de los Doce y el Gobierno estadounidense para instaurar una *new consultive partnership* entre la Comunidad y EE.UU. En efecto, duran-

te la Conferencia de la CSCE de París (noviembre de 1990) se firmó una Declaración Transatlántica sobre las relaciones CE-EE.UU. que compromete a las partes a informarse y consultarse para «acercar el máximo posible sus posiciones». El núcleo de las relaciones CE-EE.UU. lo constituyen, sobre todo, las cuestiones comerciales y las de seguridad militar. Las primeras están destinadas a ser resueltas en el seno del GATT; las segundas, en cambio, están ligadas a procesos aún abiertos en la URSS y en Oriente Medio. Los países comunitarios, efectivamente, ya no tienen un enemigo precisamente definido y las amenazas a su seguridad son diversas y variables: este hecho puede ser una razón a favor de la creación de una institución permanente que defina los intereses comunes de seguridad, aunque es necesaria una unanimidad de opiniones que no parece haber sido alcanzada todavía. Por ejemplo, el aislamiento alemán, sobre todo en la primera fase de la guerra del Golfo –desde el momento en que Alemania no ha seguido el afán militar de los otros grandes países comunitarios (Francia, Reino Unido, Italia y España)– ha hecho pensar a los demás socios que el Gobierno alemán no comparte las orientaciones de los otros Gobiernos comunitarios sobre el papel de la Comunidad en el mundo y que está en condiciones de guiar la unión económica y monetaria pero no es creíble que haga lo mismo en el terreno de la política exterior, de defensa y de seguridad. Esta constatación es muy grave en un momento en que la crisis del Pacto de Varsovia hace posible, y acaso urgente, una política de seguridad común que pueda sustituir la presencia americana en Europa.

La cooperación entre los Gobiernos de la Comunidad en las relaciones internacionales es, en conclusión, un proceso de integración de sus políticas hacia el mundo exterior que va ligado al proceso general de la integración comunitaria. Dicha cooperación no puede ser sectorial, sino que debe ir dirigida a cubrir todos los sectores posibles: en particular, el propiamente político y diplomático, el económico y comercial y el de la defensa y la seguridad. Las razones de esta cooperación se hallan en la necesidad de proteger y defender en el sistema internacional aquella comunidad de intereses que se produce con la formulación de las políticas comunitarias. La CPE, en particular, sirve para producir comportamientos e iniciativas coherentes de los Gobiernos miembros y para formular respuestas coherentes a las presiones de los otros actores del sistema internacional que prefieren relacionarse con un actor que tiene intereses políticos, económicos y estratégicos unificados antes que enfrentarse a doce actores con intereses diversos. Si bien la política exterior no es todavía competencia del Gobierno central de la Comunidad y los Gobiernos estatales continúan dirigiendo sus propias políticas exteriores, ya existe un largo elenco de casos y un número consistente de cuestiones políticas internacionales –por ejemplo, la política hacia Europa del Este, hacia Suráfrica, Centroamérica, los palestinos y Oriente Medio, hacia Afganistán– en las que la política exterior común no se distingue mucho de las estatales, quizás porque los Gobiernos de la Comunidad no han podido resistir las presiones externas que les reclamaban una respuesta unitaria. Debe recordarse además el elevado número de declaraciones comunes emitidas por los ministros de Exteriores reunidos en CPE sobre diversos aspectos de la política internacional o las emitidas por su representante en la Asamblea General de las Naciones Unidas y el elevado número de votaciones unánimes expresadas por los doce en la misma Asamblea General. Todo esto, sin embargo, no constituye aún una política exterior autosuficiente ni configura una política exterior coherente. Ginsberg (1989), quien ha cuantificado el incremento de la cooperación en la política exterior de los países comunitarios del año 1958 al 1985, distingue entre «acción conjunta» y «política exterior conjun-

ta»: la primera es una acción aislada (por ejemplo, el plan de paz para Afganistán); la segunda es un conjunto de acciones intencionadamente destinado a perseguir un objetivo definido (por ejemplo, la política mediterránea de la Comunidad). Pues bien, la Comunidad puede presumir de tener muchas acciones comunes y algunas políticas exteriores conjuntas: todo ello no constituye aún una verdadera y propia política exterior, pero ciertamente nos acerca a conseguir este resultado. Ginsberg aporta una explicación del aumento del número de acciones comunes que es una explicación válida para todo el proceso de integración comunitaria y una razón suficiente para mantener la oportunidad del destino de la política exterior comunitaria: se prefieren las acciones comunes a las individuales porque aquéllas ofrecen las ventajas de una política de escala, es decir, una política con costes y riesgos inferiores respecto a las políticas individuales y un mayor peso que éstas.

REFERENCIAS BIBLIOGRAFICAS

- Ayberk, U. (1978), *Le mécanisme de la prise des décisions communautaires en matière de relations internationales*, Bruxelles (Bruylant).
- Barbé, E. (1989), «La Cooperación Política Europea» in *Revista de Instituciones Europeas*, pp. 79-111.
- Bourrinet, J. (director) (1987), *Les relations Communauté-Etats Unis*, Paris (Economica).
- Costa, A. (1990), «Lomé IV per un'Europa del 1992» in *Politica Internazionale*, n. 8-10, pp. 12-24.
- Cutler, R.M. (1987), «Harmonizing EEC-CMEA Relations: Never the Twain Shall Meet?» in *International Affairs*, vol. LXIII, n. 2, pp. 259-270.
- De Guttry, A. (1990), «EFTA and the European Economic Space» in *International Spectator*, n. 4, pp. 251-260.
- Ginsberg, R.H. (1989), *Foreign Policy Actions of the European Community. The Politics of Scale*, Boulder (Lynne Rienner).
- Groux, J. y Manin, P. (1985), *La Comunità Europea nell'Ordinamento Internazionale*, Luxembourg (Publicaciones Oficiales de la CE).
- Ifestos, P. (1987), *European Political Cooperation: Towards a Framework of Supranational Diplomacy?*, Aldershot (Avebury).
- Masini, H.C. (1990), «Relaciones Comunidad Europea-América Latina» in *Revista de Derecho Público y Teoría del Estado*, n. 5, pp. 131-140.
- Mesa Garrido, R. (1990), «Europa, la Comunidad y los cambios en el Este. Una perspectiva desde las Relaciones Internacionales» in *Revista de Instituciones Europeas*, pp. 745-783.
- Notzold, J. y Freiherr von der Ropp, K. (1990), «Lomé IV: A Chance for Black Africa's Return to the World Economy?» in *Aussenpolitik*, vol. 41, n. 2, pp. 181-192.
- Pelaez Maron, J.M. (1989), *La capacidad de compromiso de la Comunidad Europea en el medio económico internacional*, Universidad de Valladolid.
- Pennisi, G. (1990), «The South and its Relations with Europe» in *International Spectator*, n. 4, pp. 330-346.
- Pijpers, A. et al. (1988), *European Political Cooperation in the 1980's*, Dordrecht (Nijhoff).

Chile estrena la nueva generación de acuerdos de Cooperación de la Comunidad Europea para América Latina

Rafael de JUAN y PEÑALOSA*

La República de Chile es, por el momento, el penúltimo país de América Latina que ha entrado a formar parte de la malla de relaciones (durante muchísimo tiempo no pasó de la categoría de zurcido) que la Comunidad ha ido tejiendo a lo largo de los años con aquel semicontinente. El 20 de diciembre de 1990, con motivo de la reunión ministerial informal, aunque extraordinaria, habida en Roma, entre la CEE y el Grupo de Río,¹ la Comunidad firmó el primer Acuerdo de Cooperación con Chile. Se daba fin, así, a una situación anómala, de interinidad, que había durado más de quince años por obra y gracia del régimen político dictatorial impuesto por el general Augusto Pinochet con su asonada del 11 de setiembre de 1973.

En esa malla de la que acabamos de hablar, Chile se configura como un eslabón singular por varios motivos. Santiago, la capital, albergó la primera sede co-

1. De esta Conferencia emanó una importante declaración, la Declaración de Roma, en la que, entre otras novedades, se institucionaliza el diálogo político entre ambas partes. Para una más completa información de la historia de las relaciones entre la CEE y el Grupo de Río, así como de los contenidos de la Declaración y sus puntos más singulares, cfr. JUAN Y PEÑALOSA, Rafael de, «La CEE formaliza e impulsa sus relaciones políticas con América Latina», In: *Información Comercial Española* (Boletín Económico, marzo, 1991).

* Departamento de Economía Aplicada, Universidad del País Vasco.

munitaria en América Latina, allá en la lejanía de 1966; esa única sede no sólo más que suficiente para mantener todo el aparato burocrático previsto por la Comunidad para todo el vasto semicontinente, sino que se erigía como un emblema, como un símbolo, del escaso interés comunitario por aquella región del mundo.² Es el único país latinoamericano que ha gozado de su particular línea en el presupuesto comunitario (Art. 992), abierta en 1986. Es, también, el país latinoamericano que con menor desarbolado capeó el temporal que para toda América Latina constituyó la década de los ochenta (bautizada por el CEPAL como «la década perdida» y del «doloroso aprendizaje»). Es, en fin, el país a quien ha correspondido estrenar los Acuerdos Marco de Cooperación anunciados por Abel Matutes como los de *tercera generación*.

Antes de abordar las características y los contenidos del Acuerdo, bueno será detenernos brevemente en las relaciones comunitarias con Chile en los oscuros años de la dictadura; dar un repaso a las magnitudes que ayudan a perfilar la economía chilena (en sí, y en sus relaciones con la Comunidad), y revivir la presencia comunitaria en el complejo proceso de democratización y traspaso de poderes del 12 de marzo de 1990.

1. Las organizaciones no gubernamentales, cordón umbilical

En el esquema de cooperación comunitaria con los países o grupos de países de América Latina, las Organizaciones No Gubernamentales (ONGs) latinoamericanas, con frecuencia encajadas en, o relacionadas con ONGs europeas, han tenido un innegable y creciente protagonismo en la distribución de la ayuda alimentaria y de urgencia (A.92 y A.950 del Presupuesto Comunitario), en las destinadas a refugiados, desplazados y repatriados (A.936) y en los programas específicos de cofinanciación (A.941). La mayor parte de estas ONGs están bajo el cobijo de confesiones cristianas y, por consiguiente, muy capacitadas para aprovechar la red de representantes cualificados que esas confesiones (mayoritariamente católicas, sobre todo en Sudamérica) tienen dispersos por la vasta geografía americana; representantes, por otra parte, incardinados en pequeñas comunidades de fe y de compromiso por los más necesitados.

La Comunidad Europea se apercibió pronto de ese potencial distributivo y ejecutivo a su disposición y no dudó en ir incrementando el protagonismo de las ONGs en la distribución de ayudas o para llevar a cabo determinados aspectos de la cooperación. Protagonismo que no siempre fue bien visto por organismos o representantes de los países latinoamericanos que preferían que esos caudales fuesen canalizados a través de los canales oficiales, ministeriales y administrativos. A pesar de las presiones, la Comunidad se ha ido manteniendo firme en su criterio. Sin lugar a dudas, el reconocimiento que la CEE hace de las ONGs en los docu-

2. Cuatro años después del golpe militar, en 1977, la delegación comunitaria se trasladó a Caracas, quedando en Santiago una oficina, una especie de retén, de escaso rango diplomático, con la finalidad de servir de antena a la Comunidad para seguir los acontecimientos políticos in situ y, sobre todo, para canalizar la ayuda alimentaria de urgencia, y otras, a través de las Organizaciones No Gubernamentales, como luego veremos.

mentos previos a las Conclusiones del Consejo de 22 de junio de 1987³ es un como un canto emocionado: «...la Comunidad multiplicará las acciones puestas en práctica por las ONGs. Estas últimas, en efecto, son particularmente apropiadas al trabajar en profundidad en regiones desheredadas de los países menos desarrollados y, a veces, en los más avanzados. La agilidad, la diversidad y el carácter humano de esta forma de ayuda la hacen particularmente interesante. En este aspecto, una coordinación potenciada con otros donantes deberá ser buscada».

Hasta finales de 1989, la Comunidad había realizado alrededor de 3.500 proyectos en colaboración con 450 ONGs y en 120 países. Desde 1976, año en que comenzó timidamente esta colaboración, hasta 1989, ambos años incluidos, el monto total de la inversión conjunta había ascendido a 928,3 millones de ECUs, de los que 413 millones (44,5 %) fueron la aportación comunitaria.⁴ El efecto multi-

3. Se trata de las *Conclusiones del Consejo y de los Representantes de los Estados Miembros sobre las relaciones entre la Comunidad Europea y América Latina*. El documento previo al que me refiero lleva fecha del 26 de noviembre de 1986. Sin lugar a dudas, una de las razones de la desaparición de este párrafo en el Documento final (aunque no la única: ya hemos aludido en el texto a las susceptibilidades por parte de los representantes de algunos países latinoamericanos) fue la drástica reducción de páginas a que fueron sometidos los distintos borradores.

Más recientemente, en un Documento de la Comisión, con fecha de 22 de octubre de 1990, sobre la cooperación con las ONGs europeas en áreas de interés para los PVD, se puede leer: «Las primeras acciones de ayuda de urgencia y alimentaria que la Comunidad había confiado a las ONGs mostraron la capacidad de éstas para encauzar esas ayudas con gran rapidez y con un mínimo de coste y de pérdidas para sus destinatarios. La solidaridad tradicional de las ONGs con las personas en situación de penuria, su facilidad para movilizar, en situaciones de emergencia, numerosos voluntarios, expertos y comprometidos, los múltiples lazos que han podido anudar durante largo tiempo con las asociaciones y personalidades del lugar, hacen que esas ayudas no se realicen de manera anónima y mecánica, sino que se adapten, en lo posible, a la situación de las víctimas, a sus necesidades reales, y, además, se vean acompañadas con naturalidad de la necesaria asistencia humanitaria (...) Sin embargo, la solidaridad de las ONGs no se limita exclusivamente a operaciones de salvamento. El conocimiento y la experiencia de la realidad del mundo en desarrollo, resultado de las relaciones estrechas y duraderas con los lugareños, las han conducido a reflexionar y a proponer otra forma de desarrollo. Al conocer las condiciones y las necesidades de las poblaciones en su base, al realizar proyectos para ellos y a través de ellos, y obligados a invertir recursos limitados con un máximo de eficacia e impacto, las ONGs han podido evitar muchos conceptos erróneos y errores en el marco de la cooperación al desarrollo emprendidos por los poderes públicos. La aspiración de las ONGs y sus colaboradores no es el desarrollo o el mantenimiento de estructuras macroeconómicas, la modernización a gran escala a base de medios técnicos y financieros cuantiosos, sino la puesta en práctica, paciente y prudentemente, de las condiciones y estructuras elementales que, a la larga, son las únicas susceptibles de promover el desarrollo autónomo de las poblaciones del Tercer Mundo». La cita es larga en la medida en que refleja lo acertado, en opinión del autor de este artículo, de la elección comunitaria.

En un reciente artículo sobre las relaciones entre el Banco Mundial y las ONGs (WILLIAMS, Aubrey, «Participación más activa de las ONG en el proceso de desarrollo», In: *Finanzas y Desarrollo*, Diciembre, 1990, pp. 31-33), y en el que se hace frecuentes referencias al Informe sobre el Desarrollo Mundial (1990), editado por el mismo Banco, el autor, funcionario de la División de Relaciones Económicas Internacionales del Departamento de Asuntos Exteriores del Banco, afirma que «aunque el Banco no ha ido tan lejos como la Comunidad Europea con su Fondo de Desarrollo, por ejemplo, en la asignación de donaciones directas para las ONGs, está tratando de hallar la forma de canalizarles fondos por conducto de los Gobiernos, y de esta forma hacerlos llegar a los pobres». El artículo es interesante en la medida en que recoge, sucintamente, el esfuerzo creciente de una institución multilateral como el Banco Mundial por implicar a las ONGs en los proyectos de desarrollo respaldados por el Banco. (Agradezco al Catedrático Emérito de la Universidad del País Vasco, Teodoro Flores, el que me haya dado a conocer este artículo, sin duda llevado por el recuerdo de las repetidas veces que me ha oído hablar con admiración del papel de las ONGs en el parcheo de los desmanes ocasionados por el Orden Económico Internacional.)

4. Esta colaboración de cofinanciación se desglosa en dos tipos de actividades: acciones en los PVD y acciones de sensibilización en los países comunitarios. Entre 1976 y 1989 (cfr. cuadro 1), las

Cuadro 1
PROGRAMA COMUNITARIO DE COFINANCIACION CON LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES (A.941)
(1976-1989)

	Número de proyectos	%	Contribución CEE (Millecus)	%
Acciones de sensibilización	659	16	37,3	8
Acciones en los PVD	3.523	84	413,2	92
<i>Total</i>	<i>4.182</i>	<i>100</i>	<i>450,5</i>	<i>100</i>
Africa Subsahariana			178,1	43
América Latina			130,5	32
Asia			80,4	19
Mediterráneo			21,1	5
Pacífico			3,1	1
<i>Subtotal</i>			<i>413,2</i>	<i>100</i>

Fuente: Comisión Europea

plicador es patente. En la actualidad, alrededor de 10 % de la ayuda comunitaria al desarrollo de los PVD se canaliza, o se realiza, por medio de las ONGs (280 millones de ECUs por año). Por las razones aducidas, no es de extrañar que, entre 1976 y 1989, hayan sido la región subsahariana y los países de América Latina los que hayan copado el 75 % de la contribución comunitaria en programas de cofinanciación con las ONGs (Cuadro 1).

A mayor abundamiento las ONGs, llegado al caso, pueden oficiar de sustituto. Cuando las condiciones políticas, como sucedió en Chile a partir del golpe de Estado del 73, impiden, según los criterios-guía comunitarios, un diálogo normal, unas relaciones fluidas y una cooperación económica y financiera estables, las ONGs se ofrecen como el cauce adecuado para mantener, al menos parcialmente, esas ayudas contorneando escollos y salvando zanjas.

En el caso de Chile, esta técnica sustitutoria comunitaria ha presentado rasgos muy peculiares. Rasgos que, a grandes trazos, quedarían reflejados en las tres etapas que han configurado el protagonismo de las ONGs chilenas en los planes comunitarios de ayuda y colaboración con Chile: su intervención como canalizadoras de las ayudas alimentaria (A.92) y de cofinanciación (A.941), a partir de 1976; su protagonismo acrecentado, a partir de 1986, para respaldar sus activida-

primeras supusieron el 84 % del total de acciones y el 92 % de la contribución total comunitaria. Por lo que se refiere a las acciones de sensibilización (del público europeo), recordaré al lector que son llevadas a cabo por ONGs europeas y se dirigen, principalmente, a los medios de comunicación, a las escuelas, a las organizaciones profesionales, etc. Para la Comunidad estas acciones son vitales, sobre todo en la actualidad, ya que «la población comunitaria corre el riesgo de sentirse cada vez menos concernida por las relaciones Norte-Sur y los numerosos y graves problemas del Tercer Mundo frente a las perspectivas de 1993 y los cambios políticos y económicos en la Europa del Este».

En 1989, la contribución comunitaria a las diversas acciones de las ONGs se elevó a 279 millones de ECUs (4,7 % más que el año anterior), que presenta el siguiente cuadro porcentual de distribución (sólo los ítems más importantes): 46 % para ayuda alimentaria (A.92); 29 % para acciones cofinanciadas (A.941; 90 % para las acciones de las ONGs en los PVD, y 10 % para acciones de sensibilización); 7 % para ayuda de urgencia (A.95 y Convención de Lomé); 11 % para ayuda a las víctimas del 'apartheid' (A.9530); 2 % para reforzar la acción de las ONGs en Chile (A.992).

Cuadro 2
COOPERACION AL DESARROLLO DE LA COMUNIDAD ECONOMICA EUROPEA CON CHILE (1976-1988)
 En millones de ECUs

Cooperación al desarrollo					Cooperación económica										Ayuda humanitaria							Total General
Años	CF+T		941	ST	931	932	933	934	935	946	990	706	7330	ST	92	936	950	949	ST			
	930	92																		(1)	(2)	
1976	-	0,80	-	0,80	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00	0,80		
1977	-	-	-	0,02	0,02	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00	0,02		
1978	-	1,26	-	0,04	1,30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00	1,30		
1979	-	-	-	0,70	0,70	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00	0,70		
1980	-	-	-	0,14	0,14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00	0,14		
1981	-	-	-	0,21	0,21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00	0,21		
1982	-	-	-	0,64	0,64	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00	0,64		
1983	-	7,07	-	0,40	7,47	-	-	-	-	-	-	0,06	-	-	0,06	-	-	-	0,00	7,52		
1984	-	6,63	-	0,46	7,09	-	-	-	0,02	-	-	-	-	-	0,02	-	-	-	0,00	7,11		
1985	-	5,62	-	0,15	5,77	-	-	-	0,09	-	-	-	0,05	-	0,14	-	-	0,30	0,30	6,21		
1986	-	4,40	-	1,37	5,77	-	-	-	-	-	-	-	-	0,06	0,06	-	-	0,25	0,25	6,08		
1987	-	5,79	-	2,81	8,60	-	-	-	0,25	-	-	-	-	-	0,25	-	-	0,25	0,25	9,10		
1988	-	7,69	-	1,52	9,21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00	9,21		
	0,00	39,26	-	8,46	47,72	-	-	-	0,36	-	-	-	0,11	-	0,06	0,53	-	0,80	-	0,80	49,04	

Fuente: Comisión Europea (1) Cooperación financiera y técnica + 948 (Eventualmente)
 (2) Ayuda alimentaria de urgencia (Directa e Indirecta)

92 : Ayuda Alimentaria (Directa e Indirecta)

706 : Promoción energía

931 : Promoción Comercial

7330/7309 : Investigación y Desarrollo (7330 Directo

932 : Integración regional

934 : Formación

933 : Energía

936 : Ayuda a las personas desplazadas

935 : Promoción industrial

950 : Ayuda de urgencia

941 : Organizaciones no Gubernamentales

949 : Lucha contra la Droga

946 : Ecología

990 : Cooperación con Países Terceros

Stabex 7309

des (A.992); y a partir de 1990, el reconocimiento de su papel en el sostenimiento del proceso de democratización de la sociedad chilena (A.3021 b).

En 1976 la Comunidad inició su colaboración con las ONGs dispersas por los PVD, con timidez financiera al principio (en lo que se refiere a proyectos cofinanciados) y centrada, sobre todo, en su utilización como canales de distribución de la ayuda alimentaria. Las ONGs chilenas participaron desde el inicio en estas formas de cooperación comunitaria. Cuando al año siguiente la Comunidad traslada su sede en Santiago a Caracas, como muestra fehaciente de su actitud de rechazo al nuevo régimen, las ONGs quedan como único lazo de unión entre la CEE y Chile. En el Cuadro 2 puede apreciarse este protagonismo en exclusiva: del total de la ayuda comunitaria a Chile entre 1976 y 1988, el 80,1 % corresponde a la ayuda alimentaria, directa e indirecta, distribuida por las ONGs (A.92) y el 17,3 % a acciones cofinanciadas (A.941).⁵

5. En el Presupuesto de la CEE para 1990, figuran 2 millones de ECUs para acciones cofinanciadas

Cuadro 3
AYUDA DE LA CEE A LAS ONGS CHILENAS (A.992)
(1989)

	Número de acciones	Contribución CE -ECU-
Reconstrucción del entramado democrático y social	16	1.897.955
Educación cívica	11	1.948.837
Derechos del hombre	4	402.950
Proyectos humanitarios y socioeconómicos	17	693.759
Gestión del programa	-	55.888
TOTAL	48	4.999.419

Fuente: Comisión Europea

Cuando vientos de cambio político comenzaron a soplar en Chile, el Parlamento Europeo se colocó en cabeza de la Comunidad para ayudar al retorno de la democracia; resoluciones parlamentarias, participación en acontecimientos de apoyo, visitas de miembros del Parlamento a destacadas personalidades políticas chilenas, etc. A presiones del Parlamento hay que atribuir la apertura, en 1986, de una nueva línea presupuestaria (A.992) en favor de la población chilena a través de las ONGs. Las cantidades aportadas por la Comunidad por esta vía, desde 1986 a 1990, han alcanzado los 17 millones de ECUs.⁶ El cuadro 3 nos da una idea aproximada de la finalidad perseguida por esta nueva línea presupuestaria, específica para Chile, sobre todo esos 27 proyectos para la educación cívica y la reconstrucción del entramado democrático y social,⁷ que acaparan el 77 % de lo presupuestado.

Finalmente, hay que añadir la decisión comunitaria de destinar, en el presupuesto de 1990, 10 millones de ECUs para acciones especiales destinadas a soste-

con las ONGs chilenas (A.941), sensiblemente igual que el del año anterior. En este mismo presupuesto, figuran 3,5 millones de ECUs como ayuda alimentaria a Chile (A.92).

6. Lo presupuestado para los dos primeros años fue de 2 millones de ECUs por año; en 1988, fue de 3 millones; y en 1989 y 1990 se alcanzó la cifra de 5 millones en cada año. En el Informe Anual (1989) que realiza la Comisión sobre la Cooperación con las ONGs europeas, y a propósito del A.992, se reconoce el éxito que ha tenido esta forma de ayuda a la vista del número creciente de proyectos presentados (40 en 1986; 71, en 1987; 95, en 1988; 173, en 1989), así como «los resultados muy alentadores conseguidos en la mayor parte de los casos». También se afirma que en la selección de proyectos la Comisión se ha esforzado en alcanzar un equilibrio entre los diferentes tipos de proyectos (social, económico, cultural, etc.) y entre los diversos sectores de intervención (agricultura, artesanía, servicios, formación, sanidad, etc.). Finalmente, se constata que cerca de la mitad de las acciones financiadas lo han sido por intermedio de las ONGs europeas, mientras que el resto ha sido financiado directamente con las organizaciones chilenas.

7. Más en concreto, esa «reconstrucción del entramado democrático y social» hace referencia a: formación de cuadros de movimientos populares y sindicales, apoyo a la organización de fuerzas democráticas tanto a nivel regional como local, inserción de las mujeres en las instituciones democráticas, etc. A tenor de un informe de la Comisión, «el programa realizado a través del A.992 es muy apreciado tanto por las ONGs como por los beneficiarios de los proyectos; según todos los informes, ejerce un cierto impacto sobre la imagen favorable que el público chileno se hace de la Comunidad y sobre la creación de nuevas relaciones de confianza entre los dos lados».

ner los procesos de democratización de Centroamérica y de Chile (A.3021).⁸ Acciones a realizar, en ambos casos, por las ONGs.

Espero que haya quedado patente al lector el papel vital, de auténtico cordón umbilical, que las ONGs chilenas han realizado a lo largo de los muchos años de dictadura y que ha permitido a la Comunidad mantener, en parte, sus relaciones de amistad, ayuda y cooperación con el pueblo chileno, al tiempo que mantenía, también, su postura de rechazo al régimen político, lo que no ha dejado de ser, indirectamente, otra forma de ayuda y de presión para la reinstauración de un régimen democrático.

2. «Misión cumplida, gracias, Sr. Presidente»

Antes de entrar en la consideración de los documentos previos que propiciaron el Acuerdo y del análisis del mismo Acuerdo, he juzgado conveniente dar unos trazos sobre la situación política y económica chilena cuando se produce el traspaso de poderes y el electo presidente Patricio Aylwin Azocar toma posesión del cargo el 12 marzo de 1990, así como de comportamientos y disponibilidad de la Comunidad y de sus instituciones.

El Plebiscito del 5 de octubre de 1988 había dejado claro lo que sólo los tuerfos obcecados no querían ver: la voluntad mayoritaria del pueblo chileno de volver a la senda democrática, que se había visto interrumpida violentamente 15 años antes, después de una larga historia democrática y ejemplar para la mayoría de los países de América Latina. Catorce meses después, el 14 de diciembre de 1989, se realizaron las elecciones libres en las que salió elegido el *partido* Concertación para la Democracia, coalición de 17 partidos políticos presidida por Patricio Aylwin. Aún quedaban tres meses para el traspaso de poderes y la toma de posesión.

Antes de entrar en ese difícil compás de espera, hay que recordar que tanto los Gobiernos de los Estados miembros de la Comunidad como miembros del Parla-

8. A lo largo de 1990, los proyectos en curso de ejecución, al amparo de la partida presupuestaria 3021 (Ayuda a la democracia) y a realizar por las ONGs chilenas, fueron nueve; el tiempo de ejecución de los mismos oscila entre 1 año y 27 meses. Dos proyectos destacan por su cuantía (700.000 ECUs): La puesta en marcha de la Corporación de Cooperación Internacional (CCI) y la puesta en marcha del Fondo de Solidaridad e Inversión Social (FOSIS); también es interesante un programa de encuentros de apoyo a la consolidación democrática entre el Centro de Investigaciones y Promoción Iberoamericano-Europea (CIPIE. Madrid) y el Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea (CERC), con un presupuesto de 257.000 ECUs.

Los dos primeros programas citados fueron propuestos a la Comisión en febrero de 1990 por Sergio Molina, posible ministro responsable de la Coordinación de la Cooperación Internacional, argumentando que el futuro Gobierno los consideraba urgentes y de singular importancia. La razón de acudir a la financiación comunitaria estribaba en la situación administrativa y presupuestaria impuesta por el Gobierno militar saliente al nuevo Gobierno democrático (especialmente, las «Leyes de amarre» y del Presupuesto 1990), que le impedía crear con suficiente rapidez las estructuras de administración pública que pudieran asumir las tareas de la CCI y del FOSIS. Por parte de los responsables comunitarios hubo, por una parte, acuerdo en considerar la línea presupuestaria 3021 como la más indicada para la financiación, pero, por otra parte, albergaban algunas reticencias ya que la Comisión no apoyaba la financiación de proyectos destinados a la creación de estructuras de administración pública (o de estructuras de sustitución, como en este caso); no obstante, y al margen de algunos interrogantes que pairaban sobre ambos proyectos, los apoyaban en razón de las dificultades singulares que ofrecía la transición del régimen militar chileno a un régimen democrático. Ambos proyectos salieron adelante.

mento y de la Comisión comunitarios, habían mantenido múltiples contactos con representantes significados de la política chilena fuera del poder y, en especial, con los de la oposición democrática. En setiembre de 1989, Patricio Aylwin, ya candidato por Concertación para la Democracia, realizó una visita a la mayoría de las capitales de los Estados comunitarios, incluida Bruselas, donde mantuvo una entrevista con miembros de la Comisión y en la que manifestó, entre otros, el deseo de ver elevado el rango diplomático de la sede comunitaria en Santiago. Un mes después, en octubre y en Bruselas, se celebró un coloquio entre representantes del mundo político y económico chilenos y sus homólogos europeos sobre el futuro de la cooperación entre Chile y la CEE. También conviene señalar que, con motivo de las elecciones libres del 14 de diciembre, el Consejo Europeo, reunido en Estrasburgo (8/9 Diciembre 1989), hace una Declaración que termina con estas palabras: «El Consejo Europeo reafirma su intención de contribuir al desarrollo económico y social de un Chile democrático, particularmente dentro del marco de un futuro Acuerdo de Cooperación entre la Comunidad y ese país». Si la Declaración del Consejo es de *Visperas*, las de la Comunidad y de la Comisión son de *Completas*, al día siguiente de la toma de posesión; en la de la Comisión se adelanta la promesa de someter «próximamente al Consejo de Ministros un proyecto de mandato con miras a la negociación de un Acuerdo de Cooperación comercial y económico con Chile».

Volviendo al compás de espera: las circunstancias concretas del traspaso de poderes se presentaban complejas. Tal vez, el rasgo más representativo de esa complejidad fueran las palabras que sirven de título a este apartado y que servían de lema publicitario en los informativos de televisión que se ocupaban con detenimiento de los viajes del general Pinochet a lo ancho y, sobre todo, a lo largo (como es lógico) del país, distribuyendo los últimos pisos construidos por el régimen e inaugurando las postreras obras públicas realizadas: «Misión cumplida. Gracias, Sr. Presidente». La dictadura se iba desvaneciendo, pero el dictador se quedaba, y en activo. No sólo era una cuestión de lavado de imagen; la Junta Militar aprovechaba febrilmente esos meses para legislar con la mirada puesta en consolidar su influencia en el futuro, además de dejar el Presupuesto para 1990 atado y bien atado.

Por el lado del presidente electo, tal vez el mayor problema era mantener cierto ten con ten en el diálogo con el régimen militar a fin de asegurar una transición pacífica. A este problema se añadían los intrínsecos a ser la cabeza visible de una coalición de partidos, muchos de ellos, a su vez, lugar de encierro de tendencias, ideologías y protagonistas⁹ dispares. Más aún, la Concertación, al no haber obtenido la mayoría absoluta en el Senado (46 %), quedaría obligada a pactar con los partidos de derecha, por lo que se convertían así, en alguna forma, en los árbitros de la situación.

La Comunidad supo estar a la altura de las circunstancias; no en vano, como

9. Los tres partidos más significativos, dentro de la Concertación Democrática, eran: Democracia Cristiana (50 %), Socialistas (25 %) y Radicales (15 %). En Chile existían, en su momento, tres formaciones que se llamaban 'Partido Socialista de Chile': la fracción de Ricardo Núñez, la más importante y miembro de la Internacional Socialista; la fracción de Clodomiro Almeyda, ministro de Asuntos Exteriores en los tiempos de Salvador Allende; y la fracción de Manuel Mandujano. El Partido Radical, embebido sobre todo de los principios socialdemócratas, pertenecía también a la Internacional Socialista. Por cierto que Ricardo Núñez Muñoz había realizado una visita a Bruselas, el 28 de setiembre de 1987, donde se había entrevistado con el presidente, Jacques Delors, y miembros cualificados de la Comisión.

Cuadro 4
ALGUNOS INDICADORES ECONOMICOS

	1987	1988	1989
Población (miles)	12.469	12.668	12.865
Crecimiento de la población (%)	1,6	1,6	1,6
Población del gran Santiago (miles)	4.836	4.929	5.017
Población urbana (%)	81,0	81,0	82,0
Tasa de crecimiento del PNB (%)	5,7	7,4	10,0
Crecimiento industrial (%)	5,6	8,7	10,0
Tasa de paro (Trimestre Oct/Dic) (%)	7,9	6,3	5,3
Empleo (miles)	4.011	4.266	4.370
Inflación (% variación anual)	21,5	12,7	21,4
Déficit cuenta Corriente (Mill. Dólares)	808	167	840e
Saldo balanza comercial (Mill. Dólares)	1.299	2.219	1.599
Saldo balanza de pagos (Mill. Dólares)	45	732	437
Ahorro público (sobre PNB) (%)	5,3	8,4e	2,4e*
Formación bruta de capital (sobre PNB) (%)	16,0	17,0	20,1
Déficit sector público no financiero (sobre PNB) (%)	0,8	-0,2	0,3e*
Deuda externa a 31 de Dic. (Mill. Dólares)	19.208	17.638	16.250
Variación de la deuda externa (%)	-1,5	-8,2	-7,9
Reservas brutas (Mill. de Dólares)	1.871	2.550	2.948
Deuda externa (tantas veces el valor de las exportaciones)	3,7	2,5	2,0
Exportaciones FOB (Mill. de Dólares)	5.223	7.052	8.080
Importaciones FOB (Mill. de Dólares)	3.994	4.833	6.481
Inversiones extranjeras (Via DL 600 y acumulativas desde 1982) (Mill. Dólares)	1.544	2.332	3.230
PNB per cápita (En Dólares)	1.648	1.742	2.044
Deuda externa per capita (Mill. Dólares)	1.540	1.392	1.263
Precio promedio del cobre (Dólares/libra)	0,81	1,18	1,29

* Primer Trimestre de 1989

e Estimaciones desde información del Banco Mundial y FMI

Fuente: Banco Central de Chile

hemos dicho, mantuvo algunas líneas de ayuda a través de las ONGs y había ido intensificando los contactos mutuos en los últimos años. Al margen de la representación enviada por cada uno de los Estados miembros, estuvieron también presentes, en respuesta a una invitación personal del presidente Aylwin, el presidente de la Comisión, Jacques Delors, y el comisario de las Comunidades Europeas, Abel Matutes.

Por lo que respecta a la situación económica, el panorama previsible era de cierto optimismo. Desde luego, en el panorama conjunto de las economías de los países de América Latina, el de la chilena era casi un modelo a perseguir o... a soñar. La economía chilena era, sin duda, la que mejor parada había salido del «doloroso aprendizaje» de los 80. En el cuadro 4 se puede apreciar la evolución de importantes indicadores económicos en los tres años anteriores: una deuda externa en descenso (tanto en valor absoluto como en términos de per cápita y del valor de las exportaciones) y unas reservas brutas en ascenso; unas tasas de crecimiento del producto (total e industrial) espléndidas; unos niveles de inflación inquietantes, etc. A plazo casi inmediato, los problemas más urgentes eran: enfriar la economía; mantener entre márgenes adecuados las más que justificadas presiones sindi-

Cuadro 5
COMERCIO DE LA COMUNIDAD EUROPEA CON CHILE (1979-1989)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989*
Importaciones desde Chile	1.071	1.320	1.197	1.334	1.376	1.397	1.606	1.529	1.443	2.183	1.459
Exportaciones hacia Chile	498	597	843	595	512	856	661	706	823	851	517
Balanza comercial	-573	-723	-354	-739	-864	-541	-945	-823	-620	-1.332	-942

Hasta 1985 : EUR 10

Desde 1986 : EUR-12

* Enero-Junio

Fuente: EUROSTAT

cales y de organismos profesionales para aumentos sustanciales de salarios;¹⁰ mantener un clima de estabilidad y confianza para la inversión foránea y afrontar la redacción y aprobación de leyes urgentes como la Reforma Fiscal, la Ley Orgánica de la Educación, las leyes relativas al funcionamiento de la Oficina de Planificación Nacional (ODEPLAN) y de la Cooperación de Fomento de la Producción (CORFO),¹¹ etc. A más largo plazo, el Gobierno tendría que hacer frente a una fuerte demanda social, reprimida y represada, en materia de sanidad, educación y vivienda, y promover un incremento de la inversión interior por la vía del ahorro y de la reducción de la transferencia neta de recursos hacia el exterior. Respecto a la inversión exterior, el Gobierno tendría, por una parte, que atraer nuevos capitales pero, por otra, adoptar una política de inversiones que no fuese excesivamente discriminatoria a favor de la inversión extranjera, como había sucedido en el pasado reciente (política aún más sorprendente en el cuadro *nacionalista* de América Latina).

La Comunidad había mantenido casi inalterados el valor y el volumen de las corrientes comerciales, en ambos sentidos, con Chile a lo largo de la última década, ofreciendo, como ha venido siendo tradicional en sus relaciones con los países de América Latina, un continuado saldo comercial negativo (Cuadro 5) (salos negativos que se transforman con alguna frecuencia, en el discurso comunitario, como una forma de cooperación económica). Los cuadros 6 y 7 son suficientemente explícitos; también esa estructura asimétrica que reflejan los bienes de exportación y de importación es la típica, la que ofrecen, salvando las particulares de los ítems, casi todos los países de América Latina en sus relaciones comerciales con la Comunidad Europea. Conviene recordar que la Comunidad era, con mucho, el socio comercial más importante para Chile ya que absorbía, por esas fe-

10. Entre 1986 y 1989 el PNB había crecido a una media del 7,2 % anual, al tiempo que los salarios reales sólo habían crecido un 2,5 %.

11. En un artículo de Manuel Délano, publicado en el *Suplemento Negocios*, el *El País* (3 Febrero 1991), se afirma que, hasta el momento, han sido detectados más de 2.200 millones de dólares en pérdidas patrimoniales en las privatizaciones de Pinochet, llevadas a cabo por CORFO. El artículo es interesante, pero sesgado en cuanto poco ponderado. Juzgar el pasado desde lo que se ve desde el hoy, sin introducir en la balanza las opciones a disposición en su momento del ayer, no es trigo limpio. ¿Qué ha costado, en nuestro país, el saneamiento de la Banca? ¿Cuánto la 'socialización' de RUMASA?, etc. Tal vez se puedan aportar cifras sobrecogedoras sobre esos costes, pero son poco significativas si no nos planteamos, al mismo tiempo, las alternativas disponibles en el momento de tomar la decisión. Soy enemigo de la socialización de las pérdidas del sector privado, pero por un instinto de equidad, no por una razón sustentada en el ser del capitalismo intervencionista.

Cuadro 6
PRINCIPALES PRODUCTOS IMPORTADOS POR LA CEE-12 DESDE CHILE (1988)
 (En millones de ECU)

	Valor	% sobre Valor Total
Cobre refinado y aleaciones de cobre en bruto	974	45,2
Harinas de carne, despojos, pescado y crustáceos	199	9,2
Manzanas, peras y membrillos (Frescos)	105	4,9
Pastas químicas de madera	83	3,9
Minerales de cobre y sus concentrados	72	3,3
Pescado congelado (Excepto filetes de pescado)	68	3,1
Uvas (Frescas o secas)	67	3,1
Cobre no refinado; anodos de cobre	65	3,0
Mineral de molibdeno y sus concentrados	46	4,7

Fuente: Comisión Europea

chas, el 37 % de sus exportaciones, mientras que hacia Estados Unidos tan sólo se dirigían el 20 %. Desde la perspectiva comercial, y al margen del problema común de todos los países de América Latina de la necesidad de diversificar sus exportaciones, sólo se producía algún roce con la Comunidad en el sector agrícola; más en concreto, algunas trabas a la entrada de manzanas de mesa en el mercado comunitario. Este panorama, casi idílico, se mostraba aún más embellecido por la situación de fuerza en que se encontraba Chile en la tensa Ronda Uruguay, ya que su régimen comercial era de lo más liberal: nada de restricciones cuantitativas y un derecho único de entrada de aduanas del 15 %; Chile, incluso, se permitía el lujo de poder manifestar su disposición a rebajar ese derecho, siempre y cuando el clima general de la Ronda mejorara y hubiera contrapartidas de los demás grupos enfrentados.

Sin duda, eran los aspectos políticos de la transición los que más ocupaban el interés y la atención comunitaria respecto a Chile en marzo de 1990, pero también

Cuadro 7
PRINCIPALES PRODUCTOS EXPORTADOS POR LA CEE-12 A CHILE (1988)
 (En millones de ECU)

	Valor	% sobre Valor Total
Automóviles y otros vehículos para el transporte de personas	34	4,0
Instrumentos y aparatos de óptica	32	3,8
Partes y accesorios de automóviles	17	2,0
Otros vehículos aéreos (Helicópteros, aviones...) y vehículos espaciales	17	2,0
Alcohol etílico no desnaturalizado	16	1,9
Barcos de pesca	15	1,8
Insecticidas, herbicidas, para plantas	15	1,8
Partes integrantes de motores	12	1,4
Fibras, cuerdas y cordajes	11	1,3

Fuente: Comisión Europea

hay que reconocer que, como hemos visto, estaba en el ánimo de las autoridades comunitarias, del Consejo y de la Comisión, el llegar cuanto antes a la conclusión de un Acuerdo de Cooperación. Más aún, la Comunidad estaba dispuesta a integrar a Chile, inmediatamente, en algunas líneas presupuestarias de ayuda, vetadas hasta ese momento, y a adelantar el comienzo de otras formas de cooperación, sin esperar a la firma del Acuerdo. Y en honor de la verdad hay que reconocer que dicho acuerdo se concluyó en un tiempo récord, y superó, en contenido, a todos los firmados hasta ese momento por la Comunidad con los países o grupos de países de América Latina.

3. Un acuerdo de tercera generación

Así calificó al Acuerdo con Chile el comisario Abel Matutes, en su intervención con motivo de la firma del mismo, habida en Roma el 20 de diciembre de 1990. El acto tenía la solemnidad añadida de coincidir con la firma de la Declaración de Roma por la que la Comunidad y el Grupo de Río institucionalizaban sus relaciones a nivel político y daban forma a un proyecto económico común (ayuda y cooperación) de futuro.

Para entender el sentido de ese calificativo es necesario adoptar una visión retrospectiva. En los primeros acuerdos firmados por la Comunidad con países de América Latina (con Argentina, en 1971; con Uruguay, en 1973; con Brasil, en 1974; con México, en 1975), las cuestiones comerciales agotaban el sentido de los mismos; serían, con perspectiva de hoy, los acuerdos de *primera generación*. A finales de esa misma década, o bien se habían extinguido, o bien dormitaban a la espera del advenimiento de una mejora sustancial. En la década de los 80, la Comunidad da el visto bueno a una nueva tipología de Acuerdos dentro de su esquema no preferencial (los acuerdos preferenciales seguían reservados a los países ACP y mediterráneos), en los que a las cuestiones comerciales se añaden otras tendentes a colaborar con el desarrollo, a cooperar en la mejora de las estructuras económicas y, en casos extremos, a ayudar a fondo perdido; serán los acuerdos de *segunda generación*. En el entorno latinoamericano, este tipo de acuerdos los inaugura Brasil (1980), al que siguen los del Grupo (Pacto) Andino (1983) y el Grupo Centroamericano (1985); estos dos últimos, más ambiciosos y de mayor calado que el primero.

Para llegar a comprender adecuadamente los acuerdos de *tercera generación* es necesario hacer un alto en el camino y referirnos a los dos documentos comunitarios que los propiciaron: las *Conclusiones del Consejo y de los Representantes de los Estados Miembros sobre las relaciones entre la Comunidad Europea y América Latina*, del 22 de junio de 1987, y las *Orientaciones para la cooperación con los países en desarrollo de América Latina y Asia*, del 11 de junio de 1990. Ambos Documentos se vieron precedidos por una lenta y muy cuidada elaboración en las cocinas de la Comisión, signo evidente de la importancia que se les atribuía.

En el primero de ellos, de una ejemplar concisión, se recogían algunas formas experimentales de cooperación ya ensayadas con anterioridad por la Comunidad en la firma de los Acuerdos de Cooperación firmados con Brasil, Pacto Andino y Centroamérica, y se ampliaban con otras nuevas ya dispuestas para entrar en acción. El extenso apartado 7 del Documento constituye, a mi entender, el corazón

del mismo y en él se recogen las orientaciones que han de servir de norte en el futuro.¹²

El segundo documento es mucho más ambicioso que el anterior (también, mucho más extenso) y abarca en la práctica a todo el ámbito no preferencial de las relaciones comunitarias con los PVD: los países de América Latina y Asia (ALA). El documento cuenta con su breve prehistoria, y es la que sigue. A petición del Consejo y del Parlamento europeos, la Comisión incluyó dentro de su Programa de Trabajo para 1989 la revisión de la cooperación con los PVD de América Latina y Asia. Para hacer frente al reto emprendió la tarea dividiéndola en dos fases: una primera en la que se elaboraría un balance estadístico completo de lo realizado hasta ese momento, desde el inicio de la cooperación con los países de ALA, trece años atrás (1976-1988); y una segunda, más comprometida, en la que se redactaría el documento, un documento de orientaciones a seguir en el futuro, concebido a la luz de la experiencia reciente y teniendo en cuenta los cambios habidos en la economía mundial, en su conjunto y en sus macrorregiones.

La primera fase del trabajo quedó lista para su aprobación en mayo de ese mismo año, examinada por el Consejo ese mismo mes, y aprobada en el mes de noviembre. En diciembre se pasó a la segunda fase, a las orientaciones a seguir.¹³ Con este motivo, el miembro de la Comisión Abel Matutes (encargado de la Política Mediterránea, de las relaciones Norte-Sur y de las relaciones con América Latina y Asia), en una Comunicación a la Comisión a mediados de diciembre de ese

12. En ese apartado, además de reafirmar la necesidad de continuar con la ayuda pública al desarrollo, a los esfuerzos de integración regional y a la mejor utilización del Sistema de Preferencias Generalizadas, se hace hincapié en la cooperación industrial, entendida en su sentido más amplio, en la cooperación científica y técnica (sobre todo en la formación de administradores y técnicos), en la cooperación en el sector de la energía, en el ámbito de la información y de la comunicación, y en la lucha contra la droga.

13. Respecto al pasado, se reconocía que, así como los países ACP contaban ya con la IV Convención de Lomé en la que se habían incrementado sustancialmente los recursos financieros comunitarios a ellos dirigidos, los países mediterráneos contaban con una intensificación del compromiso comunitario (Conclusiones del Consejo Europeo de Estrasburgo, en los días 8 y 9 de diciembre de 1989), y los países de Europa Central y del Este disfrutaban, desde finales de 1989, de una cooperación muy sustancial, la cooperación europea con los países en desarrollo de ALA no había sido objeto de una revisión en serio desde 1976 (lo cual no era del todo exacto con respecto a América Latina, si tenemos en cuenta el anterior Documento del 22 de junio de 1987). Por lo que se refiere al presente, la comunicación constata que «la Comunidad (...) se muestra como una zona de estabilidad ejemplar, lo que ha suscitado una 'demanda de Europa', cada vez más intensa», demanda que debía tener una respuesta adecuada. Se reconoce también respecto a la ayuda al desarrollo que, a pesar de la diversificación de los instrumentos que ha ido conociendo y del importante apoyo que ha recibido por parte del Parlamento Europeo, que entre 1976 y 1985 ha aumentado regularmente su dotación financiera, «esta ayuda se sitúa a un nivel muy por debajo de las necesidades de los países a quienes se dirige; representa menos del 10 % de las ayudas bilaterales de los Estados miembros a esos países y menos del 3 % del conjunto de ayudas destinadas a ellos (para los países de la Convención de Lomé, la ayuda comunitaria representa más del 20 % de las ayudas bilaterales de los 12 Estados miembros y más del 7,2 % del total de las ayudas recibidas por esos países); más aún, a diferencia de los Acuerdos de Lomé o del Mediterráneo, esa ayuda no procede de obligaciones contractuales en el marco de acuerdos de cooperación y no son objeto de una programación plurianual. Y respecto al futuro, el diseño que se hace de lo que se debe hacer es muy próximo a lo que de hecho se hará: tener en cuenta que la cooperación comunitaria a examen y revisión se dirige a 40 países de América Latina y Asia, que representan una población de 2.300 millones de habitantes y que constituyen un conjunto heterogéneo por sus niveles de desarrollo y por sus ritmos de cambio: crecimiento rápido en Asia y retroceso de la renta per cápita en América Latina a lo largo de la década de los 80. Dos han de ser las virtudes que ayuden a gestar y dar forma a las orientaciones para la cooperación: la imaginación y la solidaridad.

año hacía un recuento del pasado y el diagnóstico del presente, al tiempo que diseñaba, en amplios trazos, las sendas por las que se debería discurrir en el futuro en las relaciones de la Comunidad con los países de ALA.¹⁴

Son los frutos de esa tarea los que ahora nos interesan. El extenso documento, algo paradójico en su forma (ya que es a veces confuso a fuer de esquemático y, sin embargo, peca de repetitivo), se articula alrededor de dos ejes, la ayuda al desarrollo y la cooperación económica, y queda encapullado por el sutil hilo y el resistente tejido del respeto al medio ambiente.¹⁵ Por lo que se refiere a la ayuda al desarrollo, la Comisión es partidaria de mantener seis capítulos de intervención: el apoyo al sector rural, entendido en su más amplio sentido; el medioambiente; las dimensiones humana y estructural del desarrollo; la cooperación regional y la ayuda a la reconstrucción. Y en lo que concierne a la cooperación económica, la Comisión propone tres grandes áreas de intervención: la desenvoltura en el quehacer económico, científico y técnico (cooperación científica y técnica, investigación y planificación energética); la creación de un ambiente económico propicio (planificación, normas, códigos de conducta para la inversión, políticas económicas) y acciones para favorecer la acción empresarial (formación, intercambios tecnológicos, promoción de inversiones y de comercio y asistencia técnica).

Como los capítulos de estas Orientaciones quedarán reflejados fielmente en el Acuerdo con Chile, no me detendré más en un análisis de su capitulado, excepto

14. Los jefes de Misión de los países integrantes del Grupo de Río, a quienes el comisario Abel Matutes hizo llegar la Comunicación para que manifestaran sus sugerencias e hicieran sus comentarios, redactaron una breve pero interesante respuesta en la que, además de manifestar su aprecio al Documento y expresar su agradecimiento a la gentileza del Sr. Matutes, dejaron constancia de lo siguiente: que las Orientaciones había que enmarcarlas en las Conclusiones del Consejo del 22 de junio de 1987 (a las que ya hemos hecho referencia), en las que se señala la necesidad de una «estrategia coherente» para el fortalecimiento de las relaciones entre las dos partes; que, aunque las Conclusiones siguen siendo válidas, es necesario tener en cuenta los importantes cambios que se habían producido en los dos últimos años y medio, tanto en la CEE como en América Latina (en la CEE: aceleración del proceso de integración en la perspectiva del Mercado Unido y las mayores responsabilidades en el continente europeo como consecuencia de las reformas en los países del Este; y en América Latina: práctica finalización del proceso de redemocratización de la región e importantes avances en la integración económica y en la concertación política, quedando pendiente el problema de la Deuda Externa y la agravación del problema de la Droga y la conservación del Medio Ambiente). A la luz de todo ello, pedían que se reconociese el carácter específico de América Latina dentro del marco de las relaciones externas de la Comunidad; y puesto que el propio comisario Abel Matutes había señalado la posibilidad de instituir con los países de la región acuerdos de «tercera generación», tales acuerdos debían contemplar, entre otros mecanismos, medidas de apoyo a las reformas estructurales en los países latinoamericanos y a los esfuerzos de integración regional y subregional, así como a la expansión de las relaciones comerciales; cooperación industrial («ya iniciada de modo auspicioso») y científica y técnica («como medidas de apertura para la participación de los países latinoamericanos en los grandes programas de investigación europeos y comunitarios»); posibilidad de acceso a financiamientos del Banco Europeo de Inversiones (cuestión ésta que traerá cola y que seguirá sin ser resuelta en la Cumbre de Roma, del 20 de diciembre de 1990, cuando se institucionalizan las relaciones políticas entre la CEE y el Grupo de Río y se firma el Acuerdo de Cooperación CEE-Chile en el que ahora estamos), y el apoyo a la creación de un Fondo de Garantías para las inversiones europeas en América Latina. El Grupo de Río termina su respuesta deseando que «estas formas más avanzadas de cooperación deberían ser acompañadas por la intensificación de los contactos políticos entre las dos partes» (en este deseo, tuvieron respuesta adecuada en la anteriormente nominada Cumbre de Roma).

15. Una lectura atenta (quizás algo sesgada, incluso malintencionada) de las Orientaciones, nos conduce de la mano hasta constatar que, en este caso al menos, la Comunidad Europea tiene *in mente*, sobre todo, las florestas tropicales húmedas (las cita en varias ocasiones); lo cual no es de extrañar si tenemos en cuenta que los países incluidos en ALA (18 de América Latina y 22 de Asia) poseen las 2/3 partes del llamado *pulmón de la Tierra*.

en añadir que en los considerandos finales la Comisión se decanta hacia una programación plurianual de la ayuda y de la cooperación¹⁶ (de momento, por cinco años) y recomienda que en el reparto de las ayudas y en la plasmación de los acuerdos de cooperación se tengan muy en cuenta las peculiaridades de cada una de las dos regiones del mundo (América Latina y Asia) y, dentro de ellas, las de cada país o grupo de países.

Aterrizamos, al fin, en el Acuerdo. Nos hemos demorado en los prolegómenos porque en ellos está la razón de ser, se esconde en ellos la sustancia. El Acuerdo recoge mansamente, como el prado la nieve, la lenta destilación de contenidos de unas relaciones Comunidad Europea y América Latina que han conocido, como los amores cosanguíneos, tiempos de prohibición, de despenalización, de liberación y de acercamiento (sigue sin haber matrimonio). Ahora podría ser un buen momento para dar rienda suelta a esos amores, aún cuando la familia humana ande bastante alborotada.

Un breve prólogo, 23 artículos, un intercambio de cartas y una Declaración de la CEE sobre el Sistema de Preferencias Generalizadas (SPG), constituyen el Acuerdo, con una duración prevista de vigencia de cinco años. ¿Qué créditos lo avalan para dar por acertado el epíteto de Abel Matutes, calificándolo de Acuerdo de «tercera generación» (de entre los no-preferenciales y sin protocolo financiero)? Esencialmente, el reflejar adecuadamente las Orientaciones; de ahí que, también, haya merecido el calificativo de Acuerdo de «cooperación avanzada»¹⁷ ya que en él se contemplan nuevas áreas de cooperación, tales como formación profesional, medio ambiente, ciencia y tecnología, desarrollo social y administración pública, información y comunicación.

En el Prólogo y en el Artículo Primero se quiere dejar clara constancia de que el Acuerdo sólo ha sido viable y sólo será mantenido en la medida en que los principios democráticos y los derechos del hombre sigan vigentes en los sistemas políticos de las partes contratantes. El intercambio de cartas es a propósito del transporte marítimo,¹⁸ y en la Declaración sobre el SPG (sistema contemplado en el Artículo 8), la Comunidad se declara dispuesta a examinar, en el seno de la comisión mixta, la posibilidad de precisar las modalidades que permitirán a Chile sacar el máximo partido del sistema en cuestión.

Como he dicho anteriormente, en el articulado se recogen casi todas las áreas previstas en las Orientaciones, aunque con una clara adaptación de las mismas a las características, estructurales y del momento, de la economía chilena. Estaría fuera de lugar el detenerme en cada uno de los capítulos de la cooperación prevista que, por cierto, están redactados con mucho detalle. Pero sí juzgo de interés para el lector hacer algunas observaciones sobre aspectos que he considerado destacables. Por ejemplo, el medio ambiente no sólo es objeto de un artículo propio (Art. 4), sino que aparece, explícita (Arts. 2 y 15) o implícitamente, a lo

16. «La Comisión estima conveniente limitar, provisionalmente, su propuesta a una perspectiva quinquenal de 2.900 millones de ECU para 1991-1995» (y lo hace sobre la hipótesis de un crecimiento del PNB de la Comunidad del 3,4 % para los años 1993, 1994 y 1995).

17. En el Prólogo del Acuerdo se puede leer: «Teniendo en cuenta el interés mutuo en el establecimiento de lazos contractuales con el fin de desarrollar una *cooperación avanzada* en áreas de importancia estratégica para el progreso económico y social...» (La cursiva es nuestra).

18. Se acuerda que en las futuras comisiones mixtas se analizarán y se buscarán acuerdos, mutuamente satisfactorios, sobre el funcionamiento de los transportes marítimos, con el fin de «promover el desarrollo de los intercambios comerciales».

largo de todo el Acuerdo.¹⁹ Se dedica un artículo específico (el 5º) al tema de las inversiones; no es de extrañar que así sea si tenemos en cuenta que los capitales de origen comunitario representan (del total de la inversión autorizada por el gobierno del General Augusto Pinochet entre 1974 y finales de 1988) un 8,5 % de ese total, mientras que los de Estados Unidos, el 63,3 %. No se hace mención a una colaboración en el área pesquera; sólo se menciona en los Artículos 2º y 11²¹. La singularidad de este silencio estriba en que durante los meses en los que ambas partes discutieron y elaboraron el Acuerdo, la Comunidad presionó para conseguir que se concretizase alguna forma de colaboración; no se llegó a ello porque, según la representación chilena, el nuevo gobierno democrático tenía entre sus objetivos a medio plazo la elaboración de una nueva ley de pesca y, por consiguiente, sólo había lugar para dejar la puerta entreabierta.

4. Después del Acuerdo

Ha transcurrido más de medio año desde que se firmó el Acuerdo (escribo estas líneas a mediados de julio). El Acuerdo es prometedor; las «Orientaciones» para los países de América Latina y Asia, también son prometedoras. No hay dificultad para fiarnos de las palabras del Comisario Abel Matutes cuando, con motivo de la firma del Acuerdo, aseveraba que la economía de Chile («Gran país, escuela de América») es «un modelo a seguir para otros países que entraron más tarde por la senda de la liberalización y de la apertura económica», y que «Chile está dando la prueba de que es posible cohesionar libertad política y libertad económica, democracia y cambio, estabilidad y pluralismo, modernización y apertura».

Sin embargo, cada Acuerdo de la Comunidad con los países o grupos de países de América Latina ha marcado un hito dentro de una trayectoria de menor a mayor implicación. Cada Acuerdo ha supuesto un avance que, al mismo tiempo, ha dejado *envejecidos* a los firmados anteriormente, por lo que no es extraño que, casi de inmediato, hayan surgido quejas por agravios comparativos. En el caso que nos ocupa las razones del agravio han ido llegando por un doble cauce: el Acuerdo de Cooperación firmado por la Comunidad con México (26 de abril de 1991), de amplitud y calado superior al de Chile y, sobre todo, por el trato preferencial que la Comunidad ha venido otorgando, durante 1990, a varios países andinos.²²

19. En una propuesta de la Comisión (febrero, 1990) sobre la oferta presupuestaria de la Comunidad para los PVD de ALA (1991 y 1992), se sugiere que el 10 % del total de ayudas para la Cooperación Financiera y Técnica (320 millones de ECUs para 1991; 380 millones de ECUs, para 1992), y para la Cooperación Económica (130 y 150, respectivamente), y el 100 % de los fondos destinados a la Cooperación Medioambiental, se destinen a la protección del Medioambiente.

20. El Art. 2 se refiere a la Cooperación Económica, y en el epígrafe 2b, se dice: «Las partes contratantes determinarán, de común acuerdo, las áreas de cooperación económica, *no excluyendo a priori ninguna*. En particular, esta cooperación se ejercerá en las áreas siguientes: (...) agricultura, pesca y sector forestal» (La cursiva es nuestra).

21. El Art. 11 se refiere a la Cooperación Científica y Tecnológica se dice: «Las partes contratantes determinarán conjuntamente las áreas de cooperación, *sin excluir a priori ninguna* de ellas. Entre ellas figurarán, sobre todo (...) el desarrollo tecnológico (...) de las ciencias del mar» (La cursiva es nuestra).

22. El Consejo comunitario, en respuesta al plan especial de cooperación elaborado por Colombia

Por otra parte, era más que previsible que la «Iniciativa para las Américas» lanzada por el Presidente norteamericano G. Bush el 27 de junio de 1990 iba ser utilizada como catapulta de presión negociadora por los países latinoamericanos en sus relaciones con la Comunidad.²³ El que la «Iniciativa» estuviera envuelta en una halo de propuestas indeterminados no era un obstáculo.

Ante los cambios comunitarios favoreciendo a algunos países andinos y las expectativas generadas por la «Iniciativa», el Consejo chileno para las relaciones internacionales organizó un seminario para hacer balance de la marcha del Acuerdo y para debatir las nuevas perspectivas abiertas por la «Iniciativa». Más que un seminario fue un diálogo informal entre embajadores de naciones europeas y personalidades de la Administración, de la Banca, de la Empresa, de la Universidad y de la Prensa chilenas. La Comunidad estuvo representada por su Embajador Vittorino Alocco.

El encuentro se celebró en Santiago, el 18 de Junio, bajo el título «Las relaciones entre Chile y Europa en un cambiante contexto político y económico internacional: nuevas orientaciones». Los debates se centraron, ¡cómo no!, en los problemas del comercio, permanente manzana de la discordia en las relaciones entre la Comunidad y los países de América Latina; por otra parte, la escasa duración del encuentro (poco más de dos horas) tampoco aconsejaba que los participantes se adentraran por los vericuetos de los distintos instrumentos de cooperación. Las quejas chilenas fueron las consabidas: el proteccionismo agrario comunitario, los elevados derechos arancelarios comunitarios para otros bienes de exportación chilenos (muebles, pesca, productos hortofrutícolas), las insuficiencias y los pro-

con objeto de apoyar la lucha contra la droga mediante medidas procedentes del sector de la cooperación económica adoptó, en el mes de octubre de 1990, un reglamento por el que ampliaban a este país, así como a Bolivia y Perú, las preferencias arancelarias generalizadas aplicadas en 1990 a determinados países en desarrollo menos avanzados. Una decisión de los representantes de los Gobiernos de los Estados miembros de la CECA, reunidos en el seno del Consejo, tuvo el mismo efecto en lo referente a los productos CECA, y además el Consejo puso de relieve, en una resolución, la importancia de la coordinación de las ideas comunitarias y bilaterales. En diciembre de este mismo año, la Comisión adoptó propuestas para poder aplicar este régimen a partir de 1991. En el mes de junio, había decidido conceder una ayuda financiera más importante a Colombia, que ascendía a 60 millones de ECUs para el período 1990-1993. Precisamente, el apoyo de la Comunidad a la lucha de los países productores contra el tráfico de estupefacientes fue uno de los temas principales abordados en las visitas efectuadas a la Comisión por los Sres. V. Barco, Presidente de la República de Colombia, J. Paz Zamora Lamora, Presidente de la República de Bolivia, en el mes de abril, y por el Sr. Ballivian, Ministro de Relaciones Exteriores de Bolivia, en el mes de noviembre.

23. El que se intentara esgrimir la 'Iniciativa' como argumento de presión no quiere decir que hubiera sido recibida con abierto entusiasmo por los países latinoamericanos; más bien fue saludada con circunspección, tal vez porque aún no se habían enterrado totalmente los decepcionantes recuerdos de la Alianza para el Progreso del Presidente J.F. Kennedy (agosto, 1961). Sirva como ejemplo de esa recepción cautelosa las palabras que a la 'Iniciativa' dedicó la Declaración Final de la Cumbre de Tuxtla Gutiérrez (México) celebrada entre los presidentes de México y las cinco repúblicas centroamericanas (10/11 de enero de 1991): «...representa un nuevo enfoque (...) El reconocimiento expreso del vínculo entre el comercio, la deuda y las inversiones sobre una amplia gama de posibilidades (...) Al respecto, destacaron la importancia de contar con elementos más específicos en torno a dicha iniciativa, con el propósito de contribuir a la definición de su contenido y alcances». El Acta de la Cumbre, el Acuerdo de Cooperación y la Declaración Final pueden encontrarse en *Comercio Exterior*, vol. 41, n.º 4 (abril, 1991. Suplemento).

Sobre las primeras reacciones latinoamericanas a la 'Iniciativa', cfr. CEPAL, «La iniciativa para las Américas: un examen inicial», in: *Comercio Exterior*, febrero, 1991; e IRELA, «¿América para los Americanos? La Iniciativa para las Américas y las relaciones europeo-latinoamericanas», Dossier n.º 31 (abril, 1991).

blemas del SPG, etc. Por su parte la Comunidad, sin negar estos hechos, rearguyó mediante la ponderación de los datos y cifras que ofrecían las relaciones comerciales con Chile en su conjunto: que la Comunidad absorbía el 37 % de las exportaciones (en el último quinquenio, las exportaciones chilenas hacia la Comunidad habían crecido a un ritmo anual del 20 %, lo que significaba 400 millones de dólares más cada año); que las exportaciones chilenas pagaban por entrar en el mercado comunitario un derecho arancelario ponderado del 1,9 %; que el 70 % de la exportaciones entraban con arancel cero y sin restricciones, etc.

En resumidas cuentas, y a tenor de los argumentos esgrimidos durante este breve encuentro, los roces habidos en las relaciones entre ambos socios tenían más que ver con las tensiones existentes en el comercio internacional, emblematisadas en la inacabable Ronda Uruguay, que en tropiezos o rémoras en la puesta en ejecución del Acuerdo de cooperación.

No va a ser fácil aplacar los ardores belicistas que hoy rigen las relaciones comerciales internacionales. Todos los argumentos esgrimidos por las partes implicadas tienen su razón, pero no toda la razón. Además, es casi imposible atar todos los cabos sueltos. El escritor chileno Jorge Edwards relata, en un artículo no muy lejano, que «por causa de dos uvas que alguien tuvo la astucia de envenenar, y que para colmo fueron envenenadas en territorio norteamericano, nos provocan pérdidas superiores a los trescientos millones de dólares». La batalla interminable (tal vez sea un poco impropio, en nuestra teórica sociedad antirracista, tildarla de «merienda de negros») de la Ronda Uruguay es un buen termómetro para tomar la temperatura a ese sistema llamado Orden Económico Internacional. Y la lectura de la temperatura nos dice que ese Orden está bastante enfermo.

Es motivo de contentamiento el que Chile, país singular en el mosaico latinoamericano por variadas razones, haya sido quien estrenase el nuevo modelo de acuerdo diseñado por la Comunidad para los países de América Latina y Asia. Y lo es porque considero que Chile es el país mejor preparado de entre todos los de América Latina para sacarle rendimiento. Sus deliberados y prolongados esfuerzos para integrar su economía en la economía mundial y el éxito en conseguirlo, son reconocidos por propios y extraños.

Sin embargo, no debemos olvidar que Chile es un país pacífico, por supuesto, pero también del Pacífico. El éxito de lo que ha venido a denominarse *conexión neozelandesa* es buena prueba de ello. La Comunidad, al margen de algunos problemas comerciales como los que hemos relatado, ha de poner empeño en que el Acuerdo de Tercera Generación se vaya llenando de contenido, de tal manera que sea capaz de contrarrestar, en buena lid, la tendencia natural hacia su occidente de un pueblo chileno forjado en la cultura de su oriente.

¿Quinta columna o piedra angular?

Tendencias ultranacionalistas en Rumania tras la revolución de 1989

Francisco VEIGA*

El 20 de julio de 1990, la revista «22», órgano del Grupo para el Diálogo Social publicaba un extenso artículo en su página 2, titulado: «El legionarismo: ¿un problema en la Rumania de hoy?», firmado por Victor Bârsan. La revista «22» y el grupo que representa fueron un intento de crear un foro político en el que la intelectualidad rumana pudiera actuar en el terreno de la política manteniendo un cierto grado de independencia, aunque siempre dentro de las coordenadas democráticas y, como su nombre indica, dialogantes.¹ Por ello, el artículo de Bârsan poseía un cierto interés. Se preguntaba sobre el «legionarismo», por referencia a la Legión de San Miguel Arcángel-Guardia de Hierro,² el movimiento fascista más representativo de Rumania en los años treinta. Y parecía una reflexión trabajada sobre una cuestión que había venido lanzando destellos cada vez más vivos por

1. Vid. un excelente trabajo sobre esta revista en: «22, la revue-phare du renouveau roumain», par Dan Bernfeld, en: «La Revue des Revues», nr. 9, printemps-été, 1990, págs. 49-51.

2. La Legión de San Miguel Arcángel, fundada en 1927, constituyó el núcleo original de militancia, emanador del estilo y la ideología del movimiento, mientras que la Guardia de Hierro, fundada en 1930, era una organización más amplia, susceptible de integrar a militantes no tan comprometidos con el mismo movimiento, un vehículo para una estrategia de masas, con el cual presentarse a la lucha electoral.

entre los dramáticos acontecimientos que habían seguido a la revolución de diciembre de 1989: la posibilidad de que se estuviera reconstruyendo o incluso reactivando el viejo fascismo rumano. En este artículo se propone una reflexión más amplia sobre las diferentes dimensiones en las que, cada vez más, actúa el ultranacionalismo rumano actual.

Tras la caída de Ceausescu, las primeras señales sobre la presunta resurrección del viejo movimiento fascista fueron relativamente tempranas. El 23 de febrero, el diario «Adevarul», próximo al gobierno provisional del FSN, daba la alarma sobre lo que parecía una reactivación de las actividades de la Legión de San Miguel Arcángel-Guardia de Hierro en el distrito moldavo de Bacau, al norte del país. Allí, el diario local «Desteptarea» había recibido un comunicado en el que la dicha organización anunciaba formalmente su reaparición y prometía luchar «contra todos los que sostienen una ideología de izquierdas». Y proseguía: «Hasta que no liquidemos a todos los comunistas, socialistas y demás porquería de izquierda, no cederemos. La fuerza es nuestro secreto.» Conminaba al diario a publicar el comunicado bajo amenazas y terminaba anunciando: «La Patria va a ser nuevamente nuestra ¡Heil Hitler! Venceremos.»³

A partir de aquí, fueron creciendo los rumores sobre el posible regreso a la vida en Rumania de la vieja derecha fascista, aunque sin llegar a ser el tema central de las noticias periodísticas. Sólo saltaba aquí y allá, pero era suficiente.⁴ Poco antes de las elecciones, el alarmismo subió de tono. Hubo algunas expulsiones de presuntos agentes de las tramas negras rumanas que operaban desde el exterior. En especial, un grupo de jóvenes legionarios canadienses de origen rumano, que intentaron actuar bajo la cobertura de un equipo informativo de la televisión de ese país norteamericano. Por la televisión, además, se habían mostrado nuevos anónimos fascistas, adornados con una truculenta profusión de cruces gamadas. El resultado fue que a comienzos de abril, efectivamente se hablaba en la calle con cierta preocupación sobre la posibilidad de que todo aquello fuera algo más que mero gamberrismo, y tal actitud no sólo la mostraban personas afines a las argumentaciones del nuevo poder, sino también sus opositores.⁵ Era la teoría de la quinta columna fascista, a través de la cual la historiografía del régimen ceauista había interpretado la actividad de la extrema derecha rumana en los años de entre-guerras.⁶

3. «Se trezeste Legiunea?», por Gh. Ionita, en: «Adevarul», 23.II.1990, pág. 1. Para el punto de vista de la oposición democrática, vid.: «Cine aprinde focul?», por Anton Uncu, en: «România Libera», 23.II.1990, págs. 1 y 3.

4. Una de las manifestaciones más esperpénticas de esta campaña fue la acusación por alusiones, llevada a cabo por los diarios pro-gubernamentales «Adevarul» y «Dimineata» contra el rotativo «România Libera», de la oposición democrática, en el sentido de que su lema, que hacía referencia al dolor de las víctimas de la revolución, llevaba implícita una simbología fascista. En efecto, el lema: «Levanta los ojos llorosos para que el cielo te vea», venía acompañado de dos ojos, que según una interpretación muy original, eran el símbolo electoral de la Guardia de Hierro en 1935. En realidad, el citado lema provenía de un «grafitti» ejecutado tras la revolución. Vid.: «Cu ochii-n patru!», por Corneliu Vlad, en: «România Libera», 17.III.90, pág. 1; «Ba, cu ochii-n opt!», en: «Adevarul», 18.III.90, pág. 2.

5. Constatado personalmente por el autor entre el 31 de marzo y el 7 de abril, durante un breve viaje a Bucarest y Timisoara.

6. La obra clásica de la historiografía rumana en tiempos de Ceausescu para la interpretación del fenómeno fascista en Rumania es la de Mihai Fatu e Ion Spalatel: *Garda de Fier, organizatie terorista de tip fascist*, Ed. Politica, Bucuresti, 1971. Su calidad interpretativa es muy elemental y su valor documental más que dudoso en cuanto al tratamiento de las fuentes de información.

Finalmente, la campaña de agitación del espantapájaros fascista alcanzó su apogeo –notablemente delirante– tras los sucesos del 13 al 15 de junio en los que a una protesta estudiantil violenta respondieron con más violencia aún los 10.000 mineros que actuaron impunemente durante dos días en las calles de Bucarest. El Gobierno explicó que la intervención de los obreros había salvado al país de un golpe de estado tras el que estaban elementos neofascistas. Los diarios afines reprodujeron estas declaraciones en grandes titulares. «Adevarul», en su edición del 15 de junio mostraba una fotografía de las «munitiones» encontradas en los sótanos del Partido Nacional Campesino, consistentes en varias cajitas de balines para escopetas de aire comprimido, con los cuales era posible «sembrar el pánico e intimidar». Aunque a lo largo del texto no se hacían más precisiones al respecto, el titular dejaba entrever que los nacional-campesinos eran o encubrían a elementos neofascistas. Por su parte, el director del rotativo, el filólogo hispanista Darie Novaceanu, se refería a la ocupación estudiantil de la Plaza Universidad –cuyo desalojo había llevado a los enfrentamientos– como un «mecanismo diabólico de extracción legionaria».⁷ Dos días más tarde, este mismo rotativo añadía una dramática caricatura: mostraba a una serpiente que, marcada con cruces gamadas y símbolos de la Guardia de Hierro se deslizaba sibilinamente por entre las letras de la palabra «democracia».

Si alguna virtud tuvo tal campaña fue precisamente la de despejar las dudas sobre la supuesta existencia de una campaña organizada de la Guardia de Hierro, y eso con efecto retroactivo: no había tenido lugar ni en junio ni en las crisis anteriores desde la caída de Ceausescu.⁸ Siempre con gafas oscuras, la truculenta figura rapada del historiador Razvan Teodorescu, director de la televisión rumana, mostrando supuestas pruebas a los periodistas occidentales –un banderín-panfleto de un supuesto Renacimiento Legionario– no bastaba para disimular el hecho de que nunca se había ofrecido una explicación clara, ni siquiera una hipótesis, sobre la forma en que los supuestos legionarios habían actuado. Sólo restos de pistas desconexas y muchas acusaciones, más viscerales que razonadas. En conjunto, si juntamos todas las piezas de la dialéctica que las autoridades rumanas ofrecieron en aquella ocasión, reaparece muy claramente la vieja parafernalia del discurso stalinista: el proletariado como elemento sano de la sociedad, frente a la veleidosa intelectualidad. Y la oposición política como un grupo de conspiradores en potencia, manipulados en último término por fuerzas oscuras, incluyendo el fascismo internacional.

Por tanto, el artículo de Bârsan al que se aludía al principio de estas páginas pretendía dar una respuesta a esta campaña gubernamental. Ahora bien, dado que era un tema muy delicado, el autor debía enfocar desde un ángulo supuestamente científico, so pena de encontrarse con una acusación de profascismo que, como se había visto, los medios progubernamentales no tenían muchos escrúpulos en

7. Vid., en «Adevarul» del 15.VI.1990, pág. 1: «"Argumente" ale elementelor neofasciste», por Al. G.; *ibid.*: «Cavalerii Apocalipsului», por Darie Novaceanu.

8. Sin embargo, no cabe negar la existencia de actividades aisladas, como la de los legionarios rumano-canadienses arriba citados, que le fue confirmada a este autor en Madrid por círculos ultraderechistas rumanos exiliados en mayo de este año. O el interesante panfleto de estilo puramente legionario que circulaba entre los estudiantes moldavos, en la ciudad de Iasi, a comienzos de 1990. Vid., para este último dato: Michael Shafir, «Anti-Semitism without Jews in Romania», en el «Report on Eastern Europe» del Radio Free Europe/Radio Liberty Institute, vol. 2, nr. 26, June 28, 1991; pág. 22.

prodigar a diestro y siniestro. El resultado es un trabajo de estilo didáctico que intenta tomar distancias sanamente desideologizadas con el tema. En conjunto, no es un artículo mal trabajado en comparación con el resto de los que hasta la fecha han abordado la cuestión en Rumania. Pero el resultado es aún claramente insuficiente, y carga con errores o carencias de fondo que en sí mismos demuestran hasta qué punto ni la oposición más claramente democrática ni la intelectualidad más aperturista parecen tener una concepción clara del alcance social y cultural que en su momento llegó a tener el fascismo en la Rumania de entreguerras. Por el momento parece que sólo Alexandre Paleologu, uno de los intelectuales de más talla en la Rumania actual, ha sabido definir con precisión ese problema en un reciente y muy notable libro. En él admite que la implicación de la flor y nata de la intelectualidad rumana en la Guardia de Hierro «es un verdadero problema, aún no resuelto. Es todavía una fuente de confusión entre nosotros, aún después de cincuenta años».⁹

Numerosos partidos y movimientos políticos, así como muchos intelectuales rumanos de talla, se vieron tentados por la dialéctica fascista a lo largo de los años treinta. El antisemitismo más descarnado tuvo una presencia arraigada en todo el norte del país, manifestada en los votos entregados a la Liga de Defensa Nacional Cristiana, más tarde Partido Nacional Cristiano, uno de cuyos líderes era Octavian Goga, el poeta nacionalista transilvano más popular.

La misma Guardia de Hierro-Legión de San Miguel Arcángel no fue un grupo de desesperados nihilistas adoradores de la violencia por la violencia: su polifacético discurso político caló entre el campesinado, las clases medias y también, no hay que olvidarlo, entre el exiguo proletariado rumano de la época. Pero además tuvo renombrados seguidores, propagandistas y militantes entre parte de la flor y nata de la intelectualidad rumana: los filósofos Nae Ionescu, Constantin Noica o Emil Cioran, éste más simpatizante que legionario activo. También el que después sería gran historiador de las religiones, Mircea Eliade, se deslizó hacia la extrema derecha legionaria hacia fines de los años treinta.¹⁰ En realidad, no hay que olvidarlo, la Guardia de Hierro-Legión de San Miguel Arcángel, nacida en provincias, se afianzó en Bucarest a partir de 1932 a través del estudiantado y la intelectualidad entre los que generó muchas simpatías. Y así, a partir de estos comienzos, a fines de 1937 la Legión-Guardia de Hierro contaba con 272.000 militantes, y en las elecciones de diciembre de ese año se erigió en la tercera fuerza política del país, tras los liberales y los nacional-campesinos, pero con escasa diferencia de votos. Por decirlo de otra manera, la Legión-Guardia de Hierro era, por entonces, el tercer movimiento fascista de Europa en cuanto a base de masas, tras el partido nazi alemán y el fascismo italiano.¹¹

9. Vid.: Alexandre Paléologue, *Souvenirs merveilleux d'un ambassadeur des golans*, Eds. Balland, Paris, 1990; vid. págs. 111-121, para una visión muy acertada sobre las relaciones de la intelectualidad rumana con la extrema derecha —y también la izquierda— en la Rumania de entreguerras.

10. Al. Paléologue, *ibid.* Vid. asimismo: Francisco Veiga, «L'experiència ultradretana de Mircea Eliade», en: «L'Avenç», nr. 94, juny 1986, págs. 20-24.

11. Vid., del autor de estas líneas: *La mística del ultranacionalismo (Historia de la Guardia de Hierro. Rumania, 1919-1941)*. Eds. de la Universidad Autónoma de Barcelona, Bellaterra, 1989. La cuestión de la intelectualidad rumana afín a la ultraderecha y el trasfondo socio-cultural de tal actitud se ha tratado por el mismo autor en: «L'experiència ultradretana de Mircea Eliade», en: «L'Avenç», nr. 94, juny 1986, págs. 20-24. Buenos estudios sobre el fascismo y la ultraderecha

La derecha cultural se despierta

Afortunadamente, algunos medios intelectuales rumanos comienzan ahora a reaccionar contra la oleada incontrolada de producciones intelectuales rescatada del pasado que se llevó a cabo en los primeros meses tras la caída de Ceausescu, las cuales se reprodujeron en los medios de prensa sin el más mínimo debate sobre su procedencia o significado.¹² Sin embargo, en medio de ese maremágnum la extrema derecha ya ha tenido tiempo de desembarcar en el país sin encontrar una resistencia demasiado sólida. Pero no articulando oscuros complots en las buhardillas o instruyendo a jóvenes en uniforme paramilitar en apartados campos de maniobras. Es más, los escritos de protesta o reclamación mandados desde el exilio por algunos legionarios a los medios de prensa rumanos, no parecen haber sido recogidos en ningún caso. Tampoco el manifiesto oficial publicado en julio-agosto ha tenido algún eco en Rumania:¹³ ni entre la opinión pública, ni en los foros políticos o medios de prensa. Por el contrario, otra extrema derecha menos histórica y más difusa, pero no menos real, ha comenzado a instalarse ya en el país, pero en el flanco intelectual.

El ejemplo más sobresaliente es el de Josif Constantin Dragan. Antiguo legionario, en Rumania se rumorea que se quedó con parte de los fondos del movimiento en el exilio tras la derrota del Tercer Reich, dinero que invirtió en sus negocios, relacionados principalmente con los hidrocarburos.¹⁴ Sea como fuere, está fuera de dudas la ideología ultra de Dragan. Con domicilio en Italia y en Mallorca, fue,

rumana en la época de entreguerras son los siguientes: Armin Heinen, *Die Legion «Erzengel Michael» in Rumänien: Soziale Bewegung und politische Organisation*, Südosteuropäische Arbeiten, München 1986; Nicholas M. Nagy-Talavera, *The Green Shirts and the Others: A History of Fascism in Hungary and Rumania*, Hoover Institution Press, Stanford University, California, 1970; Paul A. Shapiro, «Prelude to Dictatorship in Romania: The National Christian Party in Power, December 1937-February 1938», en: «Canadian-American Slavic Studies», VIII, 1 (Spring 1974), págs. 45-88. Se pueden encontrar varios estudios muy valiosos sobre la originalidad de la ideología de derechas rumana en relación a la sociedad en: Kenneth Jowitt (ed.), *Social Change in Romania, 1860-1940*, Institute of International Studies, University of California, Berkeley, 1978.

12. Vid., por ejemplo, de Nicolae Manolescu: «Publicistica lui Nae Ionescu», en: «România Literară», nr. 50, 13 diciembre, 1990, pág. 9. Se trata de un artículo crítico a la reciente edición en Rumania de la obra de Nae Ionescu, *Roza vinturilor*, algunos de cuyos capítulos revelan la tendencia filo-fascista de este filósofo, que acabaría siendo uno de los vates de la Guardia de Hierro. Vid., para la transformación ideológica ya realizada: Nae Ionescu, «Fenomenul legionar», Ed. Armato-liei, Biblioteca Verde nr. 17, Roma, 1963. Para un buen resumen sobre la figura de Nae Ionescu en relación a los legionarios vid. asimismo la op.cit. de Al. Paléologue, págs. 113-117.

13. *Pentru cunoasterea adevărului. Declarația Măscării Legionare, 1990*, Tara și Exilul, anul XXVI, nr. 9-10, Iulie-August, 1990.

14. No resulta fácil aclarar la pertenencia o no de determinados individuos a la Legión de San Miguel Arcángel-Guardia de Hierro, dado que no existieron carnets que identificaran a sus militantes como tales. Y aunque se consideraba como legionario a aquel rumano que formaba un «nido» o núcleo básico de militancia, el cual luego era registrado en la central de mando de Bucarest, lo cierto es que durante el caótico y breve período de régimen legionario (septiembre de 1940-enero de 1941), el aluvión de recién llegados colapsó la estructura organizativa del movimiento. Es posible que Dragan, profesor por entonces en Roma, entrara en el movimiento durante esos días. Vid. una obra muy desconocida: Dott. Constantino Dragan, *Il corporativismo romeno. Cenni sulla dottrina legionaria*. Estratto dalla Rivista «Conquista d'Impero», núm. 3-4, 29 Nov. 1940. Stamperia Romana, Roma, 1940-XIX.

La Leyenda de Dragan expresada públicamente por Câmpeanu el 9.VII.90, durante una reunión del Grupo Diálogo Social. Según este mismo personaje, el patrimonio legionario se repartió entre Suiza, Argentina y África del Sur.

sin embargo, un exiliado de lujo, al que se atribuyen buenas relaciones con Ceausescu, lo cual es lógico si tenemos en cuenta que la naturaleza de sus negocios entraba de lleno en el campo de interés económico del régimen rumano.¹⁵ Al parecer abrió con sus actividades empresariales ciertas puertas a Ceausescu en Africa, e incluso se afirma que fundó un centro de información en Grecia.

Pero Dragan posee además inquietudes intelectuales, aunque siempre muy ligadas a la exaltación de su nombre, que llevan los centros de estudios culturales fundados por él en occidente. Tras la revolución de 1989 Dragan regresó a Rumania y desde la ciudad de Iasi comenzó a erigir los órganos de difusión de sus propias ideas. Estos fueron básicamente el periódico «Natiunea» y la Editorial Roza Venturilor.

«Natiunea», fundado en el mes de mayo, es una publicación de periodicidad semanal, cuyas ocho páginas están impresas en papel de una calidad muy superior al de la media de los periódicos rumanos. Junto con él, el grupo editorial «Europa Nova» edita «Mileniul III» y «Dacia Literara», de contenido cultural. En principio, «Natiunea» es una publicación mucho más ideológica que informativa. Sus páginas suelen estar dedicadas a exaltar la innata europeidad de Rumania, pero a la vez rechaza el tutelaje de las grandes potencias con respecto a los destinos del país. En principio es una postura loable; pero en realidad este discurso es el de una determinada extrema derecha neofascista bien conocida: Nueva Europa, Joven Europa, el nacionalismo-revolucionario, nacionalismo de liberación contra el imperialismo de las grandes potencias, pero con el objetivo final de la unidad europea, Europa como gran Nación, y al final, el ideólogo neofascista Jean Thiriart con su obra: *¡Arriba Europa! Europa un imperio de cuatrocientos millones de hombres*.¹⁶

Este tipo de argumentación —que presumiblemente utilizará con insistencia la extrema derecha occidental en los próximos años— es la que domina insistentemente en el libro de Ioana Mustata publicado por la editorial patrocinada por Dragan, y que lleva por título: *George Uscatescu, Pledoarie pentru Europa* (Bucuresti, 1990). Esta biografía del ensayista radicado en Madrid no habla para nada de su pasado —y presente— como legionario, de la misma manera que nada de ello se ha mencionado en la prensa rumana, ni siquiera cuando este personaje fue nombrado académico tras la revolución de 1989.¹⁷ Lo mismo ocurre con otro intelec-

15. Este doble aspecto político de Dragan está más que probado. En abril de 1989 puso una denuncia contra la revista italiana «Panorama» que hablaba en un reportaje del 4 de diciembre de 1988 sobre su pasado de ex-legionario y su amistad con Ceausescu. La revista ganó el juicio por sentencia sin derecho a recurso, emitida el 30 de noviembre de 1990 por la Ia. Sección del Tribunal de Milán. Sin embargo, mientras que las pruebas sobre el pasado legionario de Dragan parecían poco precisas —básicamente su opúsculo cit. supra—, su amistad con Ceausescu y su presencia en la prensa rumana del régimen comunista entre 1971 y 1985 quedaron bien probadas con ayuda de la documentación de Free Europe. Vid.: «Procesul I.C. Dragan - Revista "Panorama"», por Adrian Niculescu, en: «România Liberă», 25.X.1990, pág. 2; «In procesul "Drăgan": sentimentă fără drept de recurs», en: «România Liberă», 4.XII.1990, pág. 1. Sin embargo, una excelente y detallada cronología sobre su carrera de colaboracionista con el régimen de Ceausescu entre 1971 y 1982, se puede encontrar en: «22», Anul II, nr. 1, 11.I.1991, pág. 14: «Din cariera unui colaborationist: Iosif Constantin Drăgan», por Nicolae Baltă.

16. La obra de Jean Thiriart está publicada en español por Ed. Mateu, Barcelona, 1964. Ernesto Cadena ofrece una sintética pero eficaz exposición de estas tendencias en: *La ofensiva neofascista*, Eds. Acervo, Barcelona, 1978; vid. en especial, págs. 40-41.

17. Uscatescu apareció ya por la televisión rumana el 16 de enero de 1990 —hablando desde su domicilio en Madrid—, muy poco tiempo después de la caída de Ceausescu.

tual, Vintila Horia, una de cuyas citas encabeza la edición. A la hora de serles concedidos una serie de honores intelectuales en la nueva Rumania, tampoco se ha comentado para nada su orientación política filo-fascista aunque, también hay que decirlo, nunca fue legionario, y sus ideas no las expresa de forma pública y notoria.¹⁸

La ultraderecha callejera o el fascio-ceausismo

Dragan, Uscatescu, Vintila Horia, son formas diversas más o menos atenuadas de un cierto lenguaje fascista europeizante y «moderno», aunque no siempre es posible hacer distinciones tan sencillas, especialmente en el caso de Dragan, cuyas publicaciones han evolucionado, desde la primavera de 1991, hacia un abierto antisemitismo.¹⁹ Pero desde la primavera de 1990 se ha ido desarrollando, de forma mucho más notoria y vociferante una extrema derecha nacionalista autóctona, notoriamente chovinista y xenófoba, dispuesta al activismo callejero y a la acción directa. Su manifestación más numerosa y conocida la constituyen el movimiento *Vatra Românească* (se puede traducir como «Territorio» u «Hogar» Rumano), y el más reciente *Partido de la Gran Rumania*, fundado en el pasado mes de mayo, a partir de la revista «*România Mare*» («Gran Rumania»), aparecida justamente un año antes.²⁰

Vatra Românească se fundó oficialmente el 25 de diciembre, esto es, el mismo día del anuncio de la ejecución de Ceausescu. Si hemos de creer fielmente los estatutos del grupo, podría llegarse a la conclusión de que se trata de una asociación de carácter cultural —específicamente no-política— dedicada a promover los valores e ideales nacionalistas de la patria rumana. Además se compromete a defender las conquistas de la revolución de diciembre de 1989 y los valores democráticos. Pero sobre todo (vid. en especial el apartado II, «Objetivos y finalidades»), sus esfuerzos van destinados a reafirmar la esencia rumana de Transilvania y defender («por medios no-políticos, apartado «c») la integridad territorial de Rumania «a través de la pertenencia de Transilvania a la tierra ancestral rumana».²¹

18. Vintila Horia, cuyo nombre verdadero es, según la *Enciclopedia Cugetarea* (Bucuresti, 1940) Vintila Caftagioglu, colaboró en su juventud en publicaciones de gran prestigio intelectual en Rumania, como la revista «Gândirea» o el diario «Universul», pero también en otras más radicales, como la revista «Starna Piatra» de marcado carácter antisemita y ultranacionalista. De sus devaneos con la extrema derecha y la llamada «nueva derecha» española —y a la inversa—, es una muestra interesante la entrevista-reportaje que le dedica la revista «Punto y coma» (nr. 5, Noviembre, 1986-Enero 1987). Por otra parte, no era raro leer las colaboraciones de este autor en el diario «El Alcázar». En base a ciertas opiniones, como en su concepto de Europa, Horia podría colaborar perfectamente en la revista de Dragan antes mencionada. Ya tras la caída de Ceausescu, Vintila Horia transmitió en octubre de 1990, desde la emisora Free Europe, una apología política del Ejército que casi parecía una incitación al golpe. Vid.: «Armata, un tel...», en «România Libera», 30.X.1990, pág. 8.

19. Para un detallado análisis del contenido antisemita en las publicaciones fundadas por Dragan vid. el art. cit. de Michael Shafir, «Anti-Semitism without Jews in Romania», cit. en supra.

20. Vid. a este respecto: «România Mare», nr. 49, 17.V.1991, pág. 1: «Intemeierea Partidului România Mare», en págs. 1 y 3, para el manifiesto fundacional. Asimismo, para el programa completo, vid. el nr. 54, 21.VI.1991, págs. 8 a 10.

21. «Uniunea Vatra Românească-Statut», firmado por el «Consiliul de Coordonare al Uniu-

Sin embargo, el 17 de marzo, su entonces presidente provisional, Radu Ceon-tea, explicaba a través del diario «România Libera» (oposición democrática) las circunstancias que habían intervenido en su fundación. Según él, Vatra Româneasca nace como una respuesta a los «pescadores en aguas turbias», esto es, los revisionistas húngaros que aprovechando el caos revolucionario de diciembre de 1989 preparaban acciones realmente peligrosas. Ceon-tea y los que pensaban como él se sorprendieron al constatar que la Unión Democrática Magiar, nacida como un partido más tras la inmediata caída de Ceausescu, apareciera, de hecho, «con documentos constituidos ya desde los días de la Navidad de 1989. ¿Qué otra formación política tenía preparados actos para el 25 de diciembre? ¿Qué otra organización presentó reivindicaciones tan rápidamente?» inquiría Radu Ceon-tea.²²

Hay bastantes respuestas lógicas a estas preguntas, como por ejemplo el hecho de que las reivindicaciones de la minoría húngara son bastante antiguas y no es de extrañar que se articulasen rápidamente en un texto tres días después de la caída del régimen de Ceausescu. Pero Ceon-tea las deja en el aire y continúa argumentando que la minoría magiar preparaba algo más contundente que simples peticiones de autonomía: en algunas aldeas los comandantes rumanos de policía y Securitate fueron cruentamente asesinados —«decapitados, colgados, quemados»— y no precisamente por otros rumanos. Por tanto, Vatra Româneasca nace como guardiana de la nación rumana ante una amenaza interna, la del revisionismo húngaro.

Posteriormente, la revista «România Mare» ha ido engrandeciendo este peligro hasta transformar los hechos desencadenantes de la revolución de diciembre en una verdadera invasión húngara encubierta. Fueron verdaderas acciones de comandos y sabotaje las que tuvieron lugar en diversos puntos de Transilvania ya desde el día 15 de diciembre, justamente cuando comenzaba en Timisoara la protesta en favor del padre László Tökés, percutora del proceso que llevó a la caída de Ceausescu. Y por supuesto, el presunto sacerdote no fue sino un espía magiar, un agente especial efficacísimo.²³ Con lo cual, «România Mare» justifica la violenta reacción del Ejército, que realmente salvó al país del desmembramiento.

Curiosamente, un año después de la caída de Ceausescu, el ultranacionalismo rumano recoge fielmente su testamento, las advertencias que lanzaba desde el balcón del edificio del Comité Central del Partido Comunista, cuando unos incidentes aún no aclarados interrumpieron su discurso dando comienzo a la revolución.

Pero la cosa no queda ahí. En una verdadera carrera entre la dialéctica extrema de unos y otros, el capitán de navío retirado Radu Ceon-tea, quien dice haber formado parte de una conspiración militar contra Ceausescu, que ahora milita en las filas ultras, afirmó en una entrevista a un conocido medio de prensa rumano (febrero de 1991), que la revolución de diciembre de 1989 contra Ceausescu había sido producto de un complot de la CIA, teledirigida a su vez por el Mossad (servicio secreto israelí). Él, a su vez, encabezaría una lista de 40 generales y oficiales rumanos que los israelíes pensaban ejecutar por ser fieles a su patria, por lo cual el

nii Vatra Româneasca», cuya sede se encuentra en la ciudad de Tirgu Mures, Piata Trandafirilor nr. 34. Ejemplar original en poder del autor.

22. «Interviu cu dl Radu Ceon-tea», por Liliana Stoicescu. Vid.: «România Libera» del 17.III.1990, págs. 1 y 2.

23. Vid., a modo de muestra: «Harghita: revolutie sau macel?», en: «Romania Mare», nr. 26, anul I, Vineri, 30 noiembrie 1990, pag. 4.

capitán Radu pedía públicamente que el Ejército actuase contra la comunidad judía.

No es ese el único exabrupto antisemita que se puede leer en la prensa rumana. De hecho, publicaciones como la mencionada «România Mare», o «Europa», han comenzado una verdadera ofensiva de largos y explosivos artículos contra la comunidad judía rumana, desde la primavera pasada.²⁴ Como ocurre en Polonia, el hecho de que el total de judíos en Rumania no pase de los 17.000²⁵ no es óbice para el argumento sostenido por sus detractores de que conforman una especie de mafia política en las altas esferas políticas, siendo el primer ministro Petre Roman, de ascendencia judía y apellido real Neulander, un buen ejemplo de ello. La conmemoración del ataque germano-rumano contra la URSS durante la Segunda Guerra Mundial (1941) y de la violenta represión de la Guardia de Hierro en ese mismo año, han tenido mucho que ver con todo ello. Y también con la fervorosa campaña de «revival» del mariscal Antonescu, dictador de Rumania durante los años de la contienda, posteriormente fusilado por las autoridades comunistas.

¿Se está desarrollando un peculiar fascio-ceausismo en Rumania? La insistencia en un nacionalismo extremo y excluyente –en el lenguaje de «România Mare» está claro que ellos se consideran los *verdaderos* patriotas, con exclusión de casi todos los demás grupos– y la denuncia insistente de un avieso peligro interior que amenaza mortalmente a la patria son rasgos muy claros del fascismo más clásico. La capacidad de movilizar a una fuerza callejera para la lucha política violenta, como lo es Vatra Româneasca, confirma esa impresión. Pero las figuras de los dos cabezas visibles de «România Mare» añaden otro punto de interés, pues ambos fueron conocidos corifeos culturales del régimen ceausista.

Eugen Barbu, actual director de la publicación, lo fue durante el régimen anterior de la revista «Saptamîna», totalmente devota del régimen ceausista y desde la cual se llevaban a cabo campañas contra los escritores e intelectuales desviacionistas o disidentes. Es más, el número correspondiente al 22 de diciembre de 1989, que no llegó a ser distribuido por el violento colapso del régimen ese mismo día –pero que sí fue concebido y montado–, era una muestra fiel de devota fidelidad al tirano; publicaba íntegramente el discurso que éste no llegó a pronunciar el día 21 y arrastraba por el fango a la revuelta población de Timisoara.

Previamente, Barbu había sido redactor jefe de otra conocida publicación del régimen: «Luceafarul». Retrocediendo hacia el pasado resultaría que, según recientes revelaciones del escritor Ion Caraion²⁶ –que deben ser tomadas con cautela–, Barbu habría sido hijo natural de un escritor ultra de segunda fila, Nicolae Crevedia, quien tuvo un cargo diplomático durante la segunda Guerra Mundial, bajo la dictadura del mariscal Antonescu. Por otra parte, Eugen Barbu, suboficial de la gendarmería durante su juventud, participó en la persecución antisemita llevada a cabo por autoridades rumanas en las provincias de Besarabia (hoy R.S.S. de Moldavia) y Transnistria durante esa misma guerra. Posteriormente habría pa-

24. El art. de Shafir ya citado varias veces en este art., es el mejor y más detallado compendio que se puede encontrar sobre las manifestaciones antisemitas en la prensa rumana.

25. Cifra suministrada por el embajador de Israel en Bucarest al diario «Adevarul», 22.V.1991, pág. 5; siempre según esta fuente, la mitad de esa colonia tiene en la actualidad más de 60-70 años de edad.

26. Vid.: Ion Caraion, «Insectele tovarasului Hitler», en: «România Literara», nr. 42, 18 octubre 1990, págs. 12-13. Este largo artículo es de hecho un capítulo dedicado a Eugen Barbu en su libro homónimo publicado por la Jon Dumitru-Verlag de Munich en 1982.

sado a las filas de la Securitate para terminar, por su talento literario, colaborando con esa misma institución en el «frente intelectual».

Eugen Barbu siempre se ha definido como nacionalista acérrimo, incluso en tiempos de la dictadura ceausista. Sus novelas y escritos intentan recuperar el lenguaje vulgar de los grupos sociales marginales, pero también cierta esencia popular. Y en cierto sentido, Barbu siempre ha sido un personaje tan turbulento como los que aparecen en sus novelas. Descalificaciones y plagios le enfrentaron a varios colegas ya en 1968, lo que provocó su apartamiento forzado de la revista «Luceafarul». Más recientemente fue expulsado de la Unión de Escritores, lo cual le valió además que la revista de esta institución, «România Literară», desencadenara contra él una violenta campaña.²⁷

Corneliu Tudor Vadim, redactor-jefe de «România Mare», tiene una trayectoria curiosamente similar a la del director de la revista. Ceausista acérrimo, en los últimos años del régimen intentó ocupar la plaza del poeta Adrian Paunescu, uno de los más importantes corifeos líricos de la República Socialista de Rumania, autor de versos arrebatados dedicados al «Titán de Titanes», «Cárpato del Socialismo» o «Danubio del Pensamiento».²⁸ Paunescu, además, era amigo de Nicu Ceausescu y tenía gran influencia sobre los festivales «Cîntarea României»; eran estos una especie de «olimpiada folklorista» de ámbito nacional que el régimen había comenzado a organizar en 1971, y que había ido cobrando una importancia cada vez más destacada en la coreografía de inspiración chino-coreana, con una intencionalidad socio-política clara: la homogeneización social y la desvalorización de la intelectualidad en base a la exaltación del genio popular.

Sin embargo, en 1985 la estrella de Paunescu declinó. Quizá tuvo que ver en ello el mecanismo de rotación de cargos y personalidades instituido por Ceausescu desde 1974, o llegó un momento en el que el poeta alcanzó demasiada influencia y popularidad como para que la pareja gobernante lo tolerase. Este fue el hueco que Corneliu Vadim Tudor intentó llenar. Para su desgracia jugó con un elemento de la cultura popular muy delicado bajo la dictadura de Ceausescu: el antisemitismo. A raíz del sordo debate que provocó el proyecto de publicación de un volumen de versos del poeta nacional, el romántico Mihai Eminescu, de agudo contenido antijudío, Vadim Tudor se dedicó él mismo a seguir este camino publicando sus propias creaciones. Sin embargo, la especial línea política de equilibrio seguida por Ceausescu en relación a Oriente Medio desde la guerra de 1967, implicaba la existencia de ciertos territorios «tabú». Y así, la protesta del rabino de Bucarest, Moses Rosen, provocó la caída en desgracia de Tudor Vadim.²⁹

27. Junto con el art. cit. de Ion Caraion, vid., en el mismo nr. 42 de «România Literară», «E. Barbu si pseudonimele sale», por Dorin Tudoran, en pág. 18. Vid., asimismo: «Cazul Eugen Barbu», por Nicolae Manolescu, en: «România Literară», nr. 41, 11 octubre 1990, pág. 9. Vid. asimismo: «Eugen Barbu exclus din Uniunea Scriitorilor», en: «România Liberă», 28.IX.1990. Para una defensa de Eugen Barbu hecha por sus corifeos desde las páginas de «România Mare», vid.: «Romanul *Incognito*, un plagiat care nu exista –sau procesul culturii naționale» (I y II) en los núms. 20 (19.X.1990) y 21 (26.X.1990) de la cit. revista.

28. Hay una lista muy completa de los esperpénticos superlativos dedicados a Ceausescu en el art.: «Le culte de la personnalité» (fragmentos de varios autores), en: «L'Alternative», supplément au nr. 20, Janvier 1983: «Roumanie. Crise et répression». Vid. págs. 78-84; vid. en especial la pág. 83. Algunos de los mejores epítetos eran, por ejemplo: «Faro luminoso», «Padre creador», «Estrella polar pensante», «Danubio del pensamiento», «Cárpato del comunismo» y «Guía multilateral». En este artículo se pueden leer también un poema y un texto laudatorios de Paunescu y Eugen Barbu, en la pág. 81.

29. Para la versión del mismo Tudor Vadim (sin mencionar sus ambiciones dentro del

Hoy «România Mare» saca a la calle semanalmente la enorme cifra de 600.000 ejemplares;³⁰ es además una publicación que se vende rápidamente, o eso parece inferirse de la dificultad que supone comprarla en los puestos de venta callejeros de la capital. Su lenguaje es voluntariamente arrabalero, y sus descalificaciones, escarnecedoras. Los enemigos políticos son atacados por todos los medios, sin despreciar en absoluto la simple difamación basada en el rumor o la publicación de fotos y documentos comprometedores del «adversario» con el anterior régimen. Las manifestaciones de revisionismo húngaro, reales o imaginarias, son «descubiertas» por doquier y atacadas violentamente; una sección fija se titula precisamente «1991: Año Internacional de lucha contra el terrorismo húngaro». El patriotismo se celebra con artículos arrebatados y poemas. Pero, además, «România Mare» hace una cerrada defensa del Ejército y la Securitate, o traducido a términos más difusos y actuales, a la necesidad de unas fuerzas poderosas para defender a la patria en permanente peligro.

Los ejemplos de este tipo de argumentación están presentes a cada paso; son tan numerosos que resulta difícil referirse a un ejemplo concreto. No son raras las firmas de militares retirados (y en activo) que insisten sin ambages en esta línea, y eso hasta las últimas consecuencias y aún más allá. De hecho, en el Comité Directivo del Partido de la Gran Rumania, constituido por cinco miembros (entre ellos Corneliu Vadim Tudor y Eugen Barbu), se encuentran dos jefes militares retirados que suelen colaborar en la revista «România Mare».³¹ Más alarmante aún, parece que esta publicación es actualmente la lectura preferida de la oficialidad en el Ejército rumano.³²

En las páginas de la revista, así como en la afín «Europa», se defiende también, a veces veladamente y otras de manera totalmente abierta, a determinados colaboradores del régimen anterior hoy detenidos en relación con los acontecimientos de diciembre de 1989.³³ Por contra, determinadas figuras del Frente de Salvación Nacional caídas en desgracia o algo apartadas del poder no salen del todo limpias: planea sobre ellas la acusación de ser agentes extranjeros, vendidos a los húngaros o critpo-judíos o, como mínimo, traidores y negligentes que jugaron con la integri-

régimen anterior), vid., «România Mare», nr. 11, 17 August, 1990. Vid. págs. 18-19. Es de interés asimismo por el tono de las descalificaciones: «Fantoma ceausista în cearsaful calomniei», por Ionel Olteanu, en «România Libera», 31.VII.1990, pág. 3.

30. Según Michael Shafir, «Public Opinion One Year after the Elections», en: «Report on Eastern Europe» del Radio Free Europe/Radio Liberty Institute, vol. 2, nr. 24, June 4, 1991; vid. pág. 26.

31. Vid. «România Mare», nr. 57, 12.VII.1991, págs. 8 y 9 para las referencias a esos militares, con biografías incluidas.

32. Vid. para esta afirmación: «Cine destabilizeaza Europa?», por Alina Mungiu, en: «22», nr. 27, 12-18.VII.1991, págs. 1 y 8.

33. Vid., en especial, la serie de entrevistas a determinados dignatarios del antiguo régimen comunista en prisión en los ejemplares de «România Mare» nrs. 21 (26.X.1990) –entrevista al ex-ministro de Asuntos Exteriores Ion Stoian–; 24 (16.XI.1990) –entrevista a Stefan Andrei, conocido dignatario del régimen ceausista, en su calidad de ministro de Asuntos Exteriores–; 25 (23.XI.1990) –entrevista al general Ion Coman, uno de los máximos responsables de la represión de Timisoara en diciembre de 1989. El motivo común de las entrevistas fue el de «demostrar» cómo los antiguos notables contribuyeron a defender la imagen internacional de Rumania y a defenderla de los peligros exteriores.

La revista «Europa», por su parte, es una de las más firmes defensoras del antiguo jefe de la Securitate, el general Iulian Vlad, hoy procesado; vid., p. ej.: nr. 12, nov. de 1990, para una carta de apoyo en pág. 8; nr. 16, febr. de 1991, para un extenso artículo denunciando que el proceso de Vlad no tiene argumentos jurídicos para ser llevado a cabo, en pág. 6.

dad de la patria en beneficio de sus intereses políticos. Por contra, el presidente Iliescu, el primer ministro Petre Roman o algunos militares prominentes afectos al régimen (en especial el elusivo general Stanculescu) no reciben ataques abiertos, o al menos no se les suele mencionar. Por supuesto, las grandes potencias juegan sobre el tablero rumano, y en esto, además de la paranoia antisemita, hay un punto de coincidencia con el transfondo de las publicaciones de Dragan a quien, por supuesto, «România Mare» considera un patriota sin tacha y Vatra Româneasca nombró presidente de honor en su última Conferencia nacional, celebrada los días 1 y 2 de junio pasados.³⁴

La patria en peligro: entre complots y servicios secretos

Las actividades de Dragan y Vatra Româneasca y los argumentos de «România Mare» están ampliamente tolerados. Incluso, hasta la primavera pasada, se podía detectar una cierta autocomplacencia en ello, sobre todo a través de la televisión. Consideremos un ejemplo entre otros muchos.

Los días 20 y 21 de marzo de 1990 tuvieron lugar los disturbios interétnicos de Tirgu Mures, en Transilvania. Sin embargo, las tensiones arrancaban del 15 de enero, cuando el Consejo del Frente de Salvación Nacional y el inspector escolar de la provincia de Mures decidieron que dos institutos de enseñanza mixta rumano-magiar se escindieran: cada uno de ellos impartiría las clases sólo en una lengua. Ello implicaba el trasvase apresurado de alumnos de un centro a otro en mitad del curso, aparte de problemas de capacidad que parece perjudicaban a los rumanos; en cualquier caso, como muchas otras resoluciones que se toman estos días en Rumania, ésta degeneró rápidamente en un caos, y la polémica subsiguiente fue paralizando la enseñanza en los centros docentes y luego en los de trabajo. Asambleas, manifestaciones, huelgas, pudrieron el ambiente junto con las torpezas de las autoridades locales. La guinda final, según los rumanos, fue la celebración del día nacional húngaro (15 de marzo, conmemoración de la revolución de 1848) en Tirgu Mures, con la participación de ciudadanos magiares venidos del otro lado de la frontera.

En estos violentos acontecimientos concurren causas diversas. Eran los momentos iniciales de los intentos independentistas lituanos, mientras que las elecciones en la República Democrática Alemana mostraban a las claras que el camino hacia la reunificación era ya irreversible. Eso significaba el resurgimiento de una Alemania poderosa, lo cual traía a la cabeza de muchos rumanos recuerdos de pesadilla: en 1940 el Tercer Reich había secundado a Hungría en sus reclamaciones sobre Transilvania, y por el Diktat de Viena Rumania se vio obligada a ceder

34. Una buena muestra en: «România Mare» nr. 11, 17.VIII.91, pág. 2: «Saptamina pe scurt». El autor de este resumen semanal, que firma «Alcibiade» se duele de que «todo tipo de publicaciones financiadas desde fuera, pagadas ya por Europa Libre, ya por Budapest salpica de fango a nuestro compatriota Iosif Constantin Dragan». Y a continuación, «para quien no conozca la excepcional actividad desarrollada por este gran patriota a lo largo de cuarenta años de exilio, hoy contestado y calumniado por todos los analfabetos —¡qué tiempos vivimos!—», menciona algunas de las obras publicadas por su Editorial Nagard de Milán. Una prueba de la colaboración cultural que ya desarrollaron Dragan y Eugen Barbu durante la dictadura de Ceausescu en: «22», Anul II, nr. 1, 11.I.1991, pág. 14: «Putina istorie despre istorie...», por Victor Eskenasy.

el norte de esa región, donde precisamente se encuentra Tirgu Mures. Además, el proceso de reunificación alemana se estaba haciendo sin que el resto del mundo hiciera nada real por controlarlo, y era comprensible que ello revivificara recuerdos de hace medio siglo. También en ese sentido la polémica sobre las fronteras orientales de la futura nueva Alemania afectó a los rumanos, además de a los polacos. De repente, las fronteras este-europeas parecían estar deviniendo elásticas, y tanto rumanos como húngaros se pusieron muy nerviosos.³⁵

Es cierto que en algunos casos, y cuando aún no se habían extinguido los tiroteos de diciembre, no faltaron manifestaciones impertinentes del nacionalismo magiar, alegre e inconscientemente reproducidas por algunos medios de la prensa occidental.³⁶ Pero en realidad, parece improbable que en las cabezas de los intelectuales y políticos de la minoría húngara en Rumania estuviera presente la idea del separatismo, al menos a corto plazo. La maniobra parecía consistir, más bien, en cerrar filas y forzar una transición socio-económica más veloz y contundente de la que se llevaba a cabo en el resto de Rumania. Dicho de otra manera, si hubo alguna tentación fue la de llevar a cabo dicha transición a ritmo de la que se estaba ensayando en la vecina madre patria. Por parte de ésta, no cabe duda de que la desconcertante campaña electoral de algunos partidos magiares agitó las pasiones nacionalistas, incluyendo a Transilvania, en sus esfuerzos por despertar a los abúlicos electores.³⁷

Esto explica el sesgo pro magiar que tuvo la noticia en la prensa occidental. La mayoría de los enviados especiales estaban por esos días en Budapest, y sus crónicas reflejaron las informaciones a través del filtro magiar. Y así, el espectáculo de unos manifestantes propinando una brutal paliza a un hombre inconsciente tendido en el suelo fue presentada en las televisiones del mundo entero con los protagonistas cambiados. En realidad, como luego se probó, la víctima era rumana y los agresores húngaros.³⁸ Muy pocos periódicos occidentales rectificaron esta información en los días sucesivos.

Durante estos incidentes se popularizó internacionalmente Vatra Românească, quien desde entonces ha cobrado un creciente protagonismo en la televisión rumana. Así, en el informativo de las 19,30 horas del día 12 de julio de 1990, una comisión de representantes del movimiento ultra entrevistaba a la víctima de los húngaros y la propaganda occidental: Mihai Cofariu, de 43 años, natural de la aldea de Ibanesti, cien por cien rumano.³⁹ La exhibición de sus profundas heridas y sus vacilantes palabras de traumatizado crónico, el llanto de su esposa y el tono

35. Esta argumentación fue hecha por el autor en: «El País», 31 de marzo de 1990, pág. 6: «Los trapos sucios de Transilvania».

36. Vid., por ejemplo: «La conexión húngara» de Stephen Vinczey, art. reproducido en la sección de «Opinión» de «La Vanguardia», pág. 19, 18.XII.1989.

37. Vid. un excelente análisis de Sylvie Kauffman en: «De malentendus en promesses non tenues», en: «Le Monde», 23.III.1990, pág. 2. Para la marcha de las elecciones húngaras en concreto y para su relación con los acontecimientos en Transilvania, es también reseñable la siguiente secuencia de reportajes de análisis, todos en «Le Monde»: «Hongrie: les choix infinis des électeurs», por Sylvie Kauffman, en: ibid., 22.III.90, págs. 1 y 7; «L'irrésistible ascension de la droite traditionnelle», por Sophie Shihab, en: ibid., 23.III.90, pág. 2; «Les incidents de Transylvanie ont pesé sur la fin de la campagne», por Sophie Shihab, en: ibid., 25/26.III.1990, pág. 4.

38. Vid., por ejemplo, la revista «Oblivion», órgano del Partido Nacional Democrático, anul I, nr. 6, del 31.III.90, pág. 1: «Erata».

39. La transcripción de este suceso puede leerse en: «Europa», nr. 6, August, 1990. La información ocupa toda la primera página, con una foto de la víctima en el hospital, y la pág. 3: «Mihai Cofariu vizitat la spital de o delegatie de parlamentari români».

violento de los de Vatra Româneasca eran claramente incitantes. Después, una y otra vez, los informativos han vuelto a traer a las pantallas libros que denuncian el peligro húngaro o noticias alarmantes sobre el estado de la enseñanza rumana en Transilvania, en comparación con la húngara.⁴⁰

Pero no sólo Vatra Româneasca sacó dividendos políticos de esa crisis. Contrastando con la pasividad del Gobierno en las semanas anteriores a la crisis, comenzó a hablarse en medios oficiales de que todo aquello era la prueba fehaciente de lo peligroso que era dejar a un Estado sin unos servicios de información que lo defendieran de ataques contra su integridad.⁴¹ Es de resaltar que durante el mes anterior había tenido lugar en el país una polémica en torno al grado en que habían sido disueltas las estructuras de la Securitate del anterior régimen.⁴² En todo caso, el argumento lanzado tras la crisis de Tirgu Mures fue después plenamente recogido por «România Mare» y explotado hasta la saciedad. Finalmente un antiguo oficial del Servicio Rumano de Información o S.R.I. –sustitutivo de la Securitate– hizo unas polémicas declaraciones en una carta abierta al Parlamento sobre el nuevo y creciente poder de los servicios secretos rumanos. En ellas llamaba la atención sobre el hecho de que la revista «România Mare» era en realidad una creación de los mismos.⁴³

O sea que por lo que parece no faltan servicios secretos y de seguridad en Rumania, sino que más bien sobran. Lo único que ha ocurrido al respecto hasta el momento parece haber sido que la antigua estructura de la Securitate se ha refor-

40. Un par de ejemplos referidos al mes de julio de 1990. El 19 de julio de ese mes, en el telenoticias de las 19.30, un portavoz del Partido de Unión Nacional, de tendencias acusadamente nacionalistas –obviamente rumanas–, se dedicaba a hacer juegos malabares y demagógicos con las cifras sobre población rumana y magiar en la ciudad transilvana de Cluj, en relación a la presunta discriminación en el cupo de plazas de escolarización asignados a unas y otras nacionalidades. Dado que no existe un censo de poblaciones fiable y actualizado, el portavoz hacía sus cálculos en base a los porcentajes de voto emitidos en la ciudad durante las elecciones de mayo. Una semana más tarde, el 26 de ese mismo mes, representantes del movimiento Vatra Româneasca presentaron en el telediario de las 19.30 h. un libro sobre el peligro húngaro en Transilvania. Añádase a estos dos ejemplos el telenoticias cit. en supra, del 12 de julio, dedicado a Mihai Cofariu, también a las 19.30, y se obtendrá un ritmo semanal de manifestaciones patrióticas antimagiarenses en televisión que no parece casual.

Junto a estos ejemplos hay que apuntar, sin embargo, que existen programas televisivos en húngaro y alemán para las respectivas minorías nacionales, aunque su extensión y profundidad se han ido reduciendo drásticamente desde los primeros días tras la revolución.

41. En el diario pro-gubernamental «Adevarul», el asunto se llevó con sutileza; el día 1 de abril, en la pág. 2 apareció un artículo titulado: «Pasivitate si implicare», firmado por Paul Dobrescu en el que se destacaba la necesidad de que el gobierno dispusiera de unos «medios especializados de información propios», a fin de prevenir con antelación crisis como la de Tirgu Mures y otras anteriores.

42. Para los datos oficiales sobre reducción y reciclaje de las fuerzas de la Securitate ofrecidos por el gobierno a través del general Victor Stanculescu, vid.: «Securitate in cifre si... fapte», pág. 1; en: «Adevarul», 28.II.1990. Al hablar de «cuadros» sin hacer distinción entre agentes, oficiales o simples soldados, el portavoz estaba creando una confusión que nunca trató de aclararse. Tampoco las cifras ofrecidas eran muy coincidentes con el total de 8.400 cuadros que Stanculescu mencionaba para el total del aparato central y territorial de la Securitate, excluyendo los efectivos de los sectores técnicos y de transmisiones, así como las tropas regulares, entre las que se encontraban las USLA o unidades antiterroristas, similares a los GEOS españoles o GSG-9 alemanes.

43. Este escrito fue reproducido simultáneamente en dos órganos de prensa. Vid.: «Securitatea personala a domnului Ion Iliescu. Scrisoare deschisa Parlamentului României», por el Capitán retirado Adrian Ionescu, en: «România Libera», nr. 291, 6.XII.1990, pág. 5; ibid. en: «22» nr. 47, 7.XII.1990, pág. 13.

mado y adaptado a las nuevas circunstancias políticas. Y eso entendiendo por Securitate «algo más» que unos servicios secretos: el aparato de seguridad del periodo ceausista contaba con sus propias empresas y negocios y entrelazaba una tupida red de intereses, hasta el punto de que se puede hablar de una especie de sistema político-económico sumergido, todo un ámbito al que tenían acceso las «clases altas» del régimen y su entramado de servidores, como lo era también, por poner otro ejemplo, la «Gospodarie de Partid» o «Hacienda/Logística del Partido». De hecho es imposible entender la lógica del régimen anterior y sus mecanismos de implantación social sin tener en cuenta esas economías sumergidas que existían a varios niveles, desde los más elevados a los más bajos (sistemas de pluriempleo o mercado negros, por ejemplo). De ahí el inmovilismo del régimen actual y las dificultades y lentitud para pasar a un sistema económico de mercado y político liberal, pero de ahí también el respaldo implícito o explícito que parece haber concedido un amplio porcentaje de la población al régimen de Iliescu a lo largo de 1990.⁴⁴

En realidad bien parece como si ante los acontecimientos de diciembre de 1989 los diversos componentes del régimen de Ceausescu se hubieran fragmentado —sin desaparecer— para así camuflarse mejor, y ahora estuvieran volviendo a reunirse bajo una decoración más moderna. Eso explicaría la convergencia entre una dialéctica ultranacionalista rescatada de la «Weltanschauung» ceausista —que sin embargo no se expresaba nunca tan claramente como lo hace hoy «România Mare» y que justamente se mantuvo por ser medio-tolerada— con la reconstrucción del aparato de seguridad en su más amplia expresión socio-económica. De momento el régimen permite una buena dosis de libertad informativa, que sin embargo, bien pudiera romperse en cualquier momento, junto con la apariencia de juego parlamentario.

No hace falta ser ningún lince para apercibir la campaña que el Gobierno lleva contra los partidos desde la televisión, el medio informativo más eficaz y directo que llega a todos los hogares rumanos. Esta campaña es, vale la pena subrayarlo, insistente y persistente. La oposición llevó mal la campaña electoral, pero por otra parte la pequeña pantalla tampoco actuó demasiado democráticamente, sin que valga el argumento del gran número de partidos en pugna. Por otra parte, a lo largo del verano de 1990 cualquier crisis política dentro de las formaciones rivales era inmediatamente expuesta, e incluso se invitaba a alguna de las partes en litigio. Y no faltaban ridiculizaciones expresas, con notable carga de mala intención.⁴⁵

Hacia finales de 1990 arreció en Rumania la fiebre complotística. En ella se reunían las incapacidades de determinados sectores informativos occidentales con ciertos aspectos de la mentalidad stalinista aún firmemente arraigada en las altas esferas del poder en Rumania. A partir de las huelgas comenzadas en Rumania en torno al 15 de noviembre, este síndrome creció de forma preocupante, pues

44. Vid., del autor de este artículo: «Por qué ganó Iliescu y otras preguntas sobre Rumania», en: «El País», 1.VI.1990, pág. 6.

45. Los telediaros del día 5 de julio de 1990 fueron una buena prueba de ello. A las 20,10 h. un portavoz del Partido Nacional Liberal, puntualmente llevado a los estudios televisivos, anunció la expulsión de algunos miembros del partido y explicó la crisis abierta que ya se desarrollaba en él. Por la noche, a las 23,45 h., intervino el presidente del Partidul Romilor, uno de los partidos de la minoría gitana que se ha constituido en el país. Dicho presidente, un personaje totalmente esperpéntico, realizó una alocución grotesca, en la que mezclaba llanamientos emocionales sobre la lengua rumana, con lloriqueos y argumentos inconexos. Se le concedió un generoso tiempo de intervención.

no sólo fue dirigido contra la oposición política al régimen, los sindicatos y los simples sectores reivindicativos, sino también a mostrar cuál debe ser la actitud correcta del buen ciudadano: colaborar en la denuncia de todo tipo de «tramas en la oscuridad». ⁴⁶ La frustrada entrada del rey Mihai en Rumania el 25 de diciembre pasado –posiblemente una maniobra preparada para quemar los restos de su imagen política– también fue engarzada en dichas tramas. ⁴⁷

Todo este tinglado ya arrancaba de los incidentes de Tîrgu Mures, pero también del juicio contra parte de los responsables de la matanza de Timisoara (17-18 de diciembre de 1989), que se prolongó a lo largo de ese mismo mes de marzo. ⁴⁸ Y sin embargo, la hipótesis del complot cuidadosamente tramado que excluye el peso de la participación popular durante la revolución de diciembre, ha servido un poco a todas las partes interesadas en el juego político rumano, desde los periodistas occidentales con poca capacidad para explicar en toda su complejidad lo ocurrido a las altas esferas del actual régimen –Iliescu no sólo fue un héroe popular, sino además un «comploteur» de talla– ⁴⁹ pasando por la oposición, que ha fracasado al jugar esa baza para restar legitimidad al actual régimen.

Todo lo que no sea defensa de la patria es potencialmente peligroso. A la sombra de este mensaje ultranacionalista y de la reconstrucción de un imponente aparato de información-control de la ciudadanía podría ocurrir que el partido en el poder o un movimiento ultranacionalista terminara copando el poder en solitario. Éste serviría para dar color político a un proyecto estatal que ha perdido la justificación social marxista-leninista pero que en buena medida está incólume. Y

46. El diario «Adevarul», cercano al régimen, ha sido una verdadera caja de percusión desde el mes de diciembre; vid.: 14.XII.1990, pág. 5: «Timisoara: teroarea suspiciunii»; 29.XII.1990: «Incarcarea de puci?», pág. 5 (sobre un supuesto intento de golpe en Tîrgu Mures, cuidadosamente planeado por elementos de la minoría húngara); 4.I.1991: «Soapte la Washington. Speranta reagara» (golpe militar coincidiendo con el regreso del rey a Rumania); 8.I.1991: «S-a pregatit sau nu un puci la Tîrgu Mures?» (de nuevo sobre el supuesto «putsch» de Tîrgu Mures). Pero el más interesante de todos es: «Atentie!», en el número del 14.XII.1990, pág. 1 y 5, donde unos ciudadanos denuncian un rocambolesco complot en el que fuerzas sindicales, militares progresistas y mercenarios deberían tomar el poder mediante una acción cuidadosamente preparada, apadrinada por los principales partidos de la oposición. Los informantes anunciaban que se constituían en un pequeño «grupo de patriotas» para suministrar informaciones de este tipo a los servicios de información del Estado. En el escrito se mezclan esperpénticamente todos los mitos y fantasmas no aclarados en torno a la revolución de 1989.

47. El 30 de diciembre y desde la televisión, Silviu Brucan, uno de los primitivos líderes del FSN, hoy en el papel de disidente, pero en realidad portavoz en la sombra de muchas opiniones gubernamentales, ligaba el regreso del monarca a toda la alambicada conspiración cit. en supra. Vid.: «România Libera»: «Dl. Silviu Brucan fata cu reactiunea»; «Un personaj numit Brucan»; «Politicieni si politici»; todos en pág. 2.

48. Vid.: «România Libera», 9.III.1990, pág. 1: «Procesul de la Timisoara». Durante el juicio contra el inculpaado Filip Teodorescu, lugarteniente de la jefatura de la IV Dirección de la Securitate, sección contraespionaje, afirma: «Los acontecimientos que tuvieron lugar en nuestro país dieron muchas ventajas a los espías extranjeros. Han tenido tiempo de infiltrarse e infiltrarse. No serán afortunados los que tengan que trabajar más adelante en el contraespionaje!».

49. La idea de que la implicación más o menos tácita de Iliescu en un complot que lo lleva al poder es aceptada tácitamente por éste, con lo cual consigue una «legitimidad revolucionaria» sin tener que dar explicaciones, es defendida por dos analistas rumanos de cierta talla. Vid. la entrevista a Octavian Paler, director honorífico de «România Libera» en una entrevista a «Le Monde», 12.IV.1990, págs. 1 y 3: «Les désillusions d'un intellectuel roumain», por Sylvie Kauffmann. Asimismo, la entrevista a Victor Frunza, veterano disidente comunista que en el exilio escribió una historia del PCR basada en informaciones personales, en: «România Libera», 18.X.1990, pág. 2: «Se destrama Molohul ultracentralizat?», por Sorin Rosca-Stanescu.

el resultado ideológico final bien pudiera ser una especie de socialismo-nacional, o si se quiere, una especie de fascio-ceausismo.

En las actuales circunstancias tal evento sería un accidente. Pero no tiene por qué considerarse como una posibilidad remota. El Frente de Salvación Nacional no posee un perfil ideológico definido, a pesar de su interés en atribuirse tendencias social-demócratas.⁵⁰

Por otra parte, aquellas acciones del nuevo régimen que pudieran significar una clara liberalización no acaban de ser planteadas de forma clara y resolutiva. Eso significa que buena parte del antiguo aparato sigue incólume, especialmente a nivel regional y de poder local, pero sin su anterior definición ideológica. Es más, resulta bastante problemático cara a la masa de la población el volver a plantear una clara dialéctica de izquierdas que justificara la continuidad de un estatismo tan potente como el que hasta ahora subsiste. Por el camino, los gobernantes rumanos y algunos jerarcas locales del Frente de Salvación Nacional han ido descubriendo el gran potencial del nacionalismo, un nacionalismo cuidadosamente cultivado a lo largo de los últimos veinticinco años por el régimen de Ceausescu, potenciado por el hecho de que el tinglado que sustentaba a la República Socialista de Rumania se basaba en una política exterior independiente —el que en realidad no lo fuera tanto no afecta a la percepción que la ciudadanía tenía de ella—, sustentada a su vez en un «nacionalismo de proyección» internacional particularmente agresivo en su formulación y en su voluntad de presencia mundial. Unas relaciones políticas y económicas propias implicaban que Rumania no recibía ordenes de nadie, y el esfuerzo que supuso terminó llevando a la bancarrota económica, pero también sirve para explicar, en parte, la paciencia de la población ante proyectos tan faraónicos como el pago de la deuda exterior hasta el último céntimo. Son fenómenos que no pueden explicarse sólo por la capacidad represiva de un régimen cuyas raíces nacionalistas fueron más profundas de lo que ahora se quiere admitir.

En este sentido, la idea de Bársan de que el fascismo en Rumania equivale a escuadras de legionarios de la Guardia de Hierro impecablemente uniformadas con camisa verde y correa desfilando por Bucarest, apaleando a sus enemigos políticos por las calles, tramando peligrosos complots y cultivando en general la violencia como una mística en sí misma, es de una ingenuidad desalentadora. El hecho de que haya sido así no indica que el fascismo en la actualidad deba volver a tener el mismo aspecto externo que en los años treinta. Suponiendo que esa imagen que muchos rumanos le atribuyen sea la real y no fruto más o menos inconsciente de años de la imagen voluntariamente simplista que formó el régimen anterior de lo que fue la Guardia de Hierro.⁵¹

El fascismo, una de cuyas definiciones más acertada pertenece al marxista Palmiro Togliatti, constituye un fenómeno político altamente adaptativo, un camaleón capaz de adaptarse a cualquier tipo de ámbito: social, cultural o económico.⁵² Además, puede ser una alternativa política transitoria, capaz de teñir o embo-

50. Refiriéndose al programa de gobierno, el primer ministro Petre Roman le explicó al autor de este artículo en una entrevista que tuvo lugar el 14 de julio de 1990, lo siguiente: «Es un programa muy bien analizado, asentado en la realidad rumana. ¿Por qué? Por ejemplo, si hablamos de los aspectos sociales, es un programa social-demócrata. Pero si hablamos de la privatización, es un programa thatcherista, más o menos. Es decir, que es un programa que contiene, según los sectores, experiencias conocidas en el mundo. Hemos estudiado mucho.»

51. El mejor ejemplo es la op. cit. de I. Fatu y M. Spalatu.

52. Palmiro Togliatti, *Lecciones sobre el fascismo*, Eds. de Cultura Popular, México, 1977;

rrachar a un movimiento político durante un tiempo. Los límites de su capacidad de acción son amplísimos. Por poner un ejemplo de actualidad, el intento de articular un nacionalismo árabe en Siria e Irak a partir de un Estado poderoso, que constituye el partido Baas (más propiamente, 'Ba 'th), cuya base socialista surge a su vez de un imperativo nacional y no de la lucha de clases, contiene gérmenes fascistas, o quizás algo más que eso.⁵³

A este respecto, y curiosamente, un historiador marxista húngaro, Miclos Lakkó, demostró una visión bien amplia de lo que socialmente significaron los fascismos en el ámbito de la Europa centro-oriental, en una ponencia presentada en el XIII Congreso Internacional de Ciencias Históricas, celebrado en Moscú en 1970. En ella se insistía en el potencial de movilización de las clases populares que suponían ciertos movimientos ultranacionalistas, como la Guardia de Hierro en Rumania y la Cruz de Flechas en Hungría, los cuales sustituían a unos partidos de izquierdas prácticamente inexistentes en sus países. El vehículo para ellos eran sus promesas de amplia redistribución social a costa de las clases altas, comenzando por la gran burguesía —que siempre consideraron a la extrema derecha como un implacable enemigo, y desde los regímenes dictatoriales que controlaban hicieron todo lo posible por sacarla de enmedio—. La gran promesa era la *Volksgemeinschaft*, la gran unión nacionalista que debía dejar obsoleta la vieja estructura de clases. Oficialmente esa estructura de clases está hoy superada en el país balcánico, pero existe un gran temor por parte de muchos rumanos de que vuelva a florar en un sentido muy negativo.⁵⁴

Así, la necesidad de justificar un estatismo aún imperante y unas viejas estructuras socioeconómicas persistentes, y ello sin un perfil político definido, podría ser una buena base para transformar la única ideología fácilmente compartible y «digerible» por la gran masa de la población —el nacionalismo— en un movimiento aglutinador.

Tan aglutinador como para llegar a absorber la militancia de otros partidos de la oposición cuya única definición ideológica clara es precisamente el anticomunismo y el nacionalismo. Y ello va desde un extremo a otro del actual abanico político. Ocurre, por ejemplo, con el Partido Nacional Campesino (cristiano democrático). Nacido en 1926, ya por entonces fue un proyecto político ideológicamente muy heterogéneo que intentó —y logró durante un tiempo— atraerse a los

vid., en especial, págs. 33-34: «Yo les prevengo contra la tendencia a considerar la ideología fascista como algo netamente constituido, acabado, homogéneo. Nada como la ideología fascista se asemeja a un camaleón. No consideran ustedes a la ideología fascista sin ver el objetivo que el fascismo se proponía de unirse en algún determinado momento con esa ideología».

53. Vid.: Miquel Barceló, «L'Islam entre l'imperialisme i el fonamentalisme religiós (1914-1980)», en: «L'Avenç», nr. 54, Novembre 1982, págs. 22-29; vid. en especial, págs. 27-28.

54. Vid., por ejemplo, el art.: «E o rusine să fii bogat?» («¿Es una vergüenza ser rico?»), por Petru Clej, en: «România Liberă», 14.VIII.1990; en el mismo sentido pero con un tono más cómico: «Malaxa cu toneta» por George Batalu, en: «Catavencu», anul I, nr. 17, pag. 8 (julio 1990). «Catavencu» es una eficaz revista humorística. La idea que subyace a ambos artículos es la misma: muchos rumanos ven con gran desconfianza la posibilidad de una privatización que implique la aparición de notorias desigualdades sociales: no pasan en balde casi cuarenta años de propaganda comunista, con un implícito sentido de la moral, según la cual el ser rico es algo detestable, pecaminoso. Esta forma de pensar aflora a cada paso en Rumania. «¿Y eso es moral?», le preguntó el locutor el pasado 19 de julio a Adrian Severin, ministro asistente de Roman para las Reformas, cuando éste intentaba explicar desde la televisión el proyecto que el gobierno pensaba poner en marcha para que los obreros comprasen acciones de sus empresas reprivatizadas.

propietarios medios del campo y la pequeña y media burguesía provincial, con un cierto tono regionalista. Tras la revolución de 1989, y de regreso del exilio, el nuevo Partido Nacional Campesino intentó cambiar una insistente hagiografía de los líderes de hace 60 años, con el añadido de las nuevas siglas de la Democracia Cristiana y el reclutamiento, en el último momento antes de las elecciones, de Ion Ratiu, con más imagen de millonario que de político de una tendencia determinada. Partido que fue de clase pero que hoy huye de tal definición,⁵⁵ su programa político no contrasta con el de otras formaciones políticas rumanas, y muchas veces su discurso más destacado es, simplemente, el nacionalismo.

Pero lo mismo puede ocurrir con otros partidos de más reciente formación, y ello hasta extremos aberrantes: «Oblio», órgano de prensa del Partido Nacional Democrático, fundado en enero de 1990 y cuyo difuso programa contrasta con su nacionalismo agresivo, publicó por entregas... *Los Protocolos de los Sabios de Sión*.⁵⁶ Y la combativa y antigubernamental «Gazeta de Vest», publicada en Timisoara, ha derivado recientemente hacia el antisemitismo, llegando a publicar extractos de los escritos del líder legionario Corneliu Codreanu y pidiendo la implantación de certificados de limpieza de sangre para los funcionarios.⁵⁷

El resultado de esta «carrera de nacionalismos» puede tener resultados inesperados. Es evidente que las tendencias ultras fueron toleradas y alentadas por el Gobierno, en parte por oportunismo y también por miedo y debilidad. Pero hubo también mucha ignorancia y confusión, sin más matizaciones. Lo que parece cinismo es a veces pura tosquedad. Un ejemplo bien claro es el que provee Gelu Voican Voiculescu, durante un tiempo una de las figuras legendarias pero también muy controvertida en el FSN y hoy relegado a un segundo plano político como embajador de Rumania en el Senegal.⁵⁸

Voican, personaje evoliano

La algodonosa barba blanca y las vestimentas paramilitares de Gelu Voican pronto hicieron de él un personaje emblemático desde los primeros momentos de la revolución de 1989. Apareció en la televisión con el resto del primer aparato del FSN el mismo 22 de diciembre, sin que hasta el momento nadie haya podido explicar en base a qué méritos se ganó el puesto de vicepresidente en el primer gabinete, donde permaneció hasta las elecciones de 1990. Nunca salía a la calle sin su fusil de asalto –lo cual provocaba situaciones regocijantes en los actos religiosos– además de llevar un revólver en su amplia faja campesina de cuero, como los antiguos bandoleros sociales balcánicos o «haiduci». «Le Figaro Magazine» lo de-

55. En una entrevista del autor de este artículo con el portavoz del partido, Sr. Gabrielescu (Bucarest, sede central del partido, 16 de enero de 1990), éste negó que el PNC (CD) fuese un partido específicamente campesino, o de clase.

56. Vid. las declaraciones del rabino de Bucarest, Moses Rosen en: «A venit vremea ca omenirea sa scape de antisemitism» (entrevista, por Petru Clej), en: «România Libera», 19.I.1991, pág. 2.

57. «Gazeta de Vest» nrs. 51, 52 y 63, de 1961. cit. en el art. cit. de Michael Shafir, «Anti-Semitism without Jews...».

58. «Le Monde», 18.V.1991, pág. 10.

nominaba el «guerrillero mediático», y en una entrevista recogió una declaración suya que después hizo fortuna: «Estoy entre la metafísica y el clitoris».⁵⁹

Sin embargo, una faceta sorprendente de su personalidad pasó curiosamente desapercibida. Hacia finales de enero de 1990, conforme el FSN se asentaba en el poder, el diario progubernamental «Adevarul» publicó las biografías de algunos de los nuevos mandatarios, entre ellas la de uno de los flamantes viceprimeros ministros, Gelu Voican Voiculescu, en forma de entrevistas.⁶⁰ Según sus respuestas, había nacido en 1941, era geólogo de profesión y había trabajado en la industria extractiva de petróleo. No tenía un pasado significativo como resistente anticeausista: sólo había sido detenido en 1970, apenas terminados sus estudios, y por causas políticas muy poco claras, y luego en 1985 bajo la acusación de infracciones de derecho común.⁶¹ Dado que Gelu Voican rechazaba estas acusaciones por falsas, ¿qué motivo pudo haber existido para esa última detención? El mismo daba una respuesta posible: su «interés por la morfología de las sociedades arcaicas y las doctrinas espirituales tradicionales de la antigüedad y el Oriente». El entrevistador no entendía qué había en esto que provocara el interés de la Securitate, y Voican le respondía: «Creo que (les interesaba) el hecho de que para mi documentación hubiera xerografiado clandestinamente innumerables libros, constituyendo una verdadera biblioteca relacionada con el tema del esoterismo y centrada en las obras de René Guenon y Julius Evola, autores muy poco conocidos y que no tenían, en ningún caso, ninguna relación con el problema de la actualidad que preocupara a la Securitate».

Voican erraba, cándida o intencionadamente, de medio a medio, porque como muchos militantes de la extrema derecha europea saben, el filósofo italiano Julius Evola (1898-1974) fue el ideólogo de toda una tendencia neofascista radical conocida como «evoliana». Profundamente intelectual, durante su juventud estuvo comprometido en profundidad con algunos de los movimientos culturales y artísticos de vanguardia: el dadaísmo, el arte abstracto y el futurismo.⁶² Después, entre los años veinte y treinta, derivó hacia el esoterismo y pasó a colaborar con René Guenon en la constitución del «Grupo de Ur». Su meta por entonces era el estudio de las antiguas tradiciones y culturas, intentando rescatar aquello que hoy pudiera ser salvado para servir como punto de referencia a una eventual «revuelta contra el mundo moderno». Esta fue una idea cardinal en su pensamiento, sobre lo que basó sus suspicacias respecto a Mussolini cuando éste llegó al poder, a pesar de conocer al líder personalmente, quien por su parte siempre le profesó gran simpatía.

59. «Le Figaro-Magazine», 12.V.1990, págs. 86-87. Entrevista, por France Roques.

60. Vid.: «Fara patima si fara ura», en: «Adevarul», 20 Ianuarie, 1990, pág. 5. Entrevista realizada por Radu Bogdan.

61. La detención de 1970 parecía haber sido en relación a la participación en una manifestación celebrada el día de Navidad de 1968. La acusación fue de espionaje económico. Pero la detención de 1985 trajo después cola en la prensa rumana, que acusó muy seriamente a Voican de incurrir en una menos gloriosa y simple malversación de fondos a pequeña escala. Vid.: «Un viceprim-ministru se incurca în propriile-i deconturi!», en: «România Libera», 27.II.1990, pág. 3; para la furibunda respuesta del acusado, vid.: «România Libera», 2.III.1990, pág. 1 («Primim de la dl. viceprim-ministru Gelu Voican») y 11.III.1990, pág. 3 («Scrisoarea d-lui viceprim-ministru Gelu Voican»).

62. Para una bibliografía sobre el Evola artista vanguardista, vid. págs. 356-357 del catálogo de la exposición: *Vanguardia italiana de entreguerras. Futurismo y racionalismo*, IVAM Centre Julio González, Valencia, 1990 (Ed. por Mazzotta, Milano, 1990).

El fascismo italiano era demasiado temporal por ser demasiado político; era necesario reformarlo en un sentido perecedero y trascendente, y para ello imbuirlo del espíritu cultural, social y místico de las viejas civilizaciones. En tal sentido, a Evola le parecen prometedoras las referencias al Imperio romano. Pero el nazismo alemán posee unas tendencias místicas mucho más marcadas y dentro de él, la «Orden Negra», las SS. Con esta organización colaborará Evola activamente, estudiando los archivos de la masonería capturados por los alemanes en toda Europa. Las obras del italiano serán traducidas al alemán y tendrán más éxito que en su país de origen. Lógico es que también se sienta atraído por un grupo fascista con unas manifestaciones externas tan místico-ascéticas como la Guardia de Hierro rumana, sobre la que hizo un emocionado ensayo.⁶³

Tras la guerra, Julius Evola será de los primeros en colaborar con los Fascios de Acción Revolucionaria, núcleos clandestinos fascistas creados inmediatamente después de la guerra, por lo que será detenido y juzgado en 1949. Posteriormente y hasta su muerte escribirá diversas obras de tipo político-ideológico, mezcladas con consideraciones sobre el esoterismo, la magia, la sexología, la ecología, la literatura de vanguardia y el estudio de las religiones.⁶⁴ Así, el evolianismo creció en influencia a lo largo de los años setenta, amparado en el interés existente entre los jóvenes por los temas antes mencionados y por un distanciamiento ante el fascismo histórico, asumiendo sus «aciertos», pero no sus «errores». En España fueron sus grandes valedores el Círculo de Amigos de «Ruta Solar» y la revista «Graal», en la cual colaboraban antiguos miembros disidentes del grupo neonazi CEDADE. También las Ediciones de Nuevo Arte Thor, editorial igualmente ligada al neonazismo intelectual, publicó escritos de Evola.⁶⁵

Conclusión: equívocos fruto de una situación equívoca

Por lo tanto, Gelu Voican, gran lector y admirador de Evola es un personaje tan dudoso como Dragan, a pesar de que los ultras, encabezados por «România Mare», han comenzado una dura campaña contra él, acusándolo de filosemita, estafador, traidor y otros epítetos por el estilo. Y con Voican volvemos a cerrar el círculo de lo que se puede denominar, sin muchas dudas, como gérmenes de la extrema derecha rumana.⁶⁶ Pero hay que volver a insistir en la afirmación que se

63. Vid., de Julius Evola, «Incontro e ricordo di Codreanu», en: *Codreanu e la Guardia di Ferro*. A cura de Carlo Sbrulati; Giovanni Volpe Ed., Col. «L'Architrave», vol. IX, Roma, 1977; vid. págs. 70-87.

64. Vid. una síntesis eficaz sobre la biografía e ideas de Evola en la op. cit. de Ernesto Cadena, págs. 48-61.

65. Por ejemplo, *Cabalgar el tigre*, nr. 26 de la Colección El Laberinto, título editado en 1987.

66. Hay que aclarar que las tendencias de Gelu Voican deben situarse en el contexto del interés que bajo la estricta dictadura de Ceausescu despertaron las corrientes esotéricas y orientalistas entre algunos círculos intelectuales. A comienzos de los años ochenta, el éxito de las técnicas de meditación trascendental sirvieron a Ceausescu para llevar a cabo una purga en 1982, que le costó la carrera a reconocidos científicos. Cabe pensar que la detención de Voican en 1985 tuvo algo que ver con todo esto. Sin embargo, el Dr. Virgil Radulian, uno de los principales encausados en este proceso, manifestó al autor de estas líneas que nada supo de Voican hasta que éste ascendió a las más altas instancias del gobierno. Entrevista en Bucarest, 10 de julio, 1990.

hacía más arriba: el caso de Voican y su permanencia al frente del Gobierno es más un producto de la improvisación y de la ignorancia que de oscuras maniobras y complots en los que, según más de algún rumano fantasioso, estaría mezclada la masonería. Hoy ya parece cierta la afirmación que el ministro de Cultura, Andrei Plesu, le hacía al autor de estas líneas durante una entrevista en julio de 1990: Voican es un personaje más ridículo que truculento, un mitómano obsesionado por los gestos heroicos.⁶⁷ Paleologu, uno de los intelectuales de más talla en Rumania, ex-embajador del nuevo Gobierno en París durante cuatro meses, y hoy en la oposición, corrobora esa imagen con precisión.⁶⁸

Ahora bien, el hecho de que Voican haya llegado hasta esas alturas del poder, con su equívoca y fantasmagórica personalidad, las cifras de venta de «România Mare», la vitalidad de Vatra Româneasca, la creciente paranoia antisemita o anti-magiari, las continuas campañas del Gobierno del FSN contra los partidos de la oposición, trufadas del golpes bajos, el peso renovado de unos servicios de control e información herederos directos de la Securitate y las obsesivas alarmas ante supuestos complots y maniobras de fuerzas ocultas manejadas desde el extranjero, no deben ser consideradas tan sólo como muestras de una supuesta forma pintoresca de hacer política en los países balcánicos, o algo por el estilo.

A más de un año y medio de la revolución que en diciembre de 1989 derrocó a Ceausescu, proliferan los indicios de que el proceso de transición democrática ha sido frenado en buena medida. La oposición política está más desarbolada que nunca, la política del Gobierno sigue siendo poco transparente, la reforma económica más parece un ensayo ficticio que una realidad. El antiguo aparato político-administrativo apenas ha sido arañado, las elecciones municipales todavía no han tenido lugar. Los juicios contra los responsables de la represión han sido una farsa o han quedado semi paralizados, nunca se aclaró la autoría de los mortíferos tiroteos que rodearon la caída de Ceausescu, ni las seis crisis que siguieron hasta el asalto de los mineros a Bucarest en junio de 1990.

En medio de todo ello, la ultraderecha ha crecido y crecido hasta el punto de irse convirtiendo en piedra angular del proceso político rumano. Existe una simpatía en el estamento militar hacia estas posturas, y los dirigentes del Partido de la Gran Rumania incluso pregonan el apadrinamiento público de actos como la festividad de la Academia de Policía de Bucarest, presidida por el estado mayor del grupo ultra.⁶⁹ Paradójicamente, estos grupos rechazan completamente cualquier parentesco con la Guardia de Hierro. Es más, retomando el viejo argumento del Caballo de Troya, denuncian la posibilidad de que pueda infiltrarse o renacer en Rumania.

Porque lo cierto es que la nueva ultraderecha rumana no es ni más ni menos que el viejo nacionalismo ceausista sin la parafernalia dialéctica marxista. Y ello es obvio hasta extremos grotescos: el nuevo partido comunista rumano, rebautizado

67. Entrevista con Andrei Plesu, Bucarest, 13.VII.1990.

68. Según Alexandre Paleologu, Gelu Voican es descendiente de buena familia por parte de madre. Lo describe como una persona exaltada pero inmadura («se ha quedado estancado en una mentalidad de adolescente, lector de novelas sensacionalistas, de historias del Far West o de espionaje»). Habla de sus tendencias místicas, de sus preferencias por el filósofo místico René Guénon —primero hinduista, luego convertido al Islam—, y, en el año anterior a la caída de Ceausescu, admirador de Jomeiny y de la revolución islámica. Vid.: Alexandre Paleologue, op. cit., págs. 26-27.

69. «România Mare», nr. 55, 28.VI.1991, págs. 8-9. El extenso reportaje viene convenientemente ilustrado.

con el nombre de Partido Socialista de los Trabajadores (liderado por Ilie Verdet, un veterano corifeo de Ceausescu, varias veces ministro en el anterior régimen), no esconde sus relaciones con los grupos ultras, ni estos con los neocomunistas del PST: véase si no la carta de apoyo de ese partido a «România Mare» en la cuestión de los debates sobre el antisemitismo de la publicación.⁷⁰

El resultado de toda esta situación política crecientemente emponzoñada es grave. La oposición democrática está notablemente paralizada y el FSN ha perdido ya parte de su credibilidad política. En algunas zonas de Rumania, y especialmente en Transilvania, los grupos ultras parecen estar tomando el relevo del partido en el poder.⁷¹ Podría tener lugar una sorpresa en las próximas elecciones, o terminar precipitándose algún gobierno de concentración con militares, restos del FSN y ultras de diversa tendencia.

Hoy por hoy, la situación en Yugoslavia puede ralentizar o acelerar esas peligrosas tendencias en Rumania. Si la emergencia balcánica sirve para acelerar el apoyo de Occidente al proceso de transición rumano, el peligro puede ser conjurado. Si persiste la tendencia a fijar los límites de Europa en la vieja frontera militar austro-húngara, desentendiéndonos de Serbia, Bulgaria y Rumania, la desestabilización cíclica de la zona está asegurada.

70. Vid.: «Cine inventeaza antisemitismul», carta firmada por el Prof. I. Toma, Secretario de la Comisión de Control y Revisión del P.S.M.; publicada en: «România Mare», nr. 57, 12.VII.1991, pág. 16.

71. Un análisis muy lúcido en: «Public Opinion One Year after the Elections», por Michael Shafir; art. cit.

La Unión Soviética y el conflicto del Golfo. Un estudio sobre las actitudes y la política de la URSS

Carlos TAIBO*

Desde hace dos decenios la URSS ha acometido una significativa transformación en sus vínculos con el Tercer Mundo. En sustancia, el giro experimentado por la política soviética —producto ante todo de una crítica del régimen de relaciones tradicionales— ha apuntado a una creciente economización de los lazos, en detrimento de los elementos «ideológicos» que eventualmente han guiado la conducta de la URSS en el pasado.¹ Debe tenerse en cuenta, de cualquier forma, que la política de Moscú en el Tercer Mundo se ha visto desde siempre visiblemente marcada por los intereses de la propia Unión Soviética —y entre ellos la ruptura del «cerco» a que el país se ha visto sometido desde siempre—, y no, pese a la retórica oficial, por razones de solidaridad o de justicia.²

1. Sobre la actual política de la URSS en el Tercer Mundo pueden consultarse Mammo Muchie y Hans van Zon, «Soviet Foreign Policy under Gorbachev and Revolution in the Third World: An Ideological Retreat or Refinement», en *The New Detente*, Verso, Londres, 1990, pp. 183-206, y Peter Shearman, «Gorbachev and the Third World: an Era of Reform?», en *Third World Quarterly*, vol. IX, n. 4, octubre de 1987, pp. 1.083-1.117. En castellano puede consultarse el texto de Elizabeth K. Valkenier, «El nuevo pensamiento soviético sobre el Tercer Mundo», en *Papeles para la Paz* (núm. 35, 1989), pp. 139-160.

2. De la relación entre la Unión Soviética y el Tercer Mundo se han ocupado Robert Cassen (dir.), *Soviet Interests in the Third World*, SAGE, Londres, 1985; Robert H. Donaldson (dir.), *The Soviet Union in the Third World: Successes and Failures*, Westview, Boulder, 1981; Andrzej Kro-

* Profesor de Ciencia Política en la Universidad Autónoma de Madrid; miembro del Centro de Estudios de Países del Este. El autor quiere agradecer la colaboración prestada, en la elaboración de este trabajo, por Francisco Javier Peñas.

El proceso de economización de relaciones que acabamos de reseñar se ha hecho notar también en el Oriente Medio, un área en la que en las dos últimas décadas la URSS ha propiciado el estrechamiento de lazos de todo tipo con estados instalados en la «órbita capitalista», al tiempo que ha limitado sus vínculos con los aliados de otrora. Elementos aceleradores de este proceso han sido, a buen seguro, la demostrada independencia que estos últimos países –en particular, Irak, Siria y Yemen del Sur– han exhibido en su comportamiento internacional, y el creciente endeudamiento en que han incurrido con respecto a la URSS. El incremento de los lazos de la Unión Soviética con Kuwait ilustra, por el contrario, la voluntad de Moscú de buscar nuevos mercados y estrechar relaciones con estados que, entre otras cosas, disponen de divisas fuertes; es bien significativo que en los últimos años la URSS haya ampliado sus vínculos comerciales con Kuwait hasta alcanzar el terreno de las exportaciones de armas. Otro tanto, con las debidas correcciones, puede decirse de los lazos que la Unión Soviética ha ido anudando con Arabia Saudí, Egipto, Israel o el propio Irán, unos lazos que han puesto en entredicho algunas de las posiciones tradicionalmente defendidas por la URSS en lo que respecta a los conflictos presentes en el área (y en particular los que enfrentan a árabes e israelíes y a distintas facciones en el caso libanés).³

En la segunda mitad de los años ochenta el proceso que nos ocupa ha adquirido perfiles aún más consistentes, de la mano de una progresiva adaptación de la URSS al *diktat* norteamericano en lo que respecta a la resolución de conflictos en el Tercer Mundo.⁴ Si hasta entonces la política soviética, casi siempre cautelosa, parecía contentarse con eludir actitudes de provocación que pudieran crear tensiones con la potencia rival, desde 1985 apenas responde a otro objetivo que el configurado en torno a una progresiva imbricación en el mundo occidental, en todos los terrenos. De ello es acaso una buena muestra el talante con que la URSS ha encarado la crisis suscitada por la invasión iraquí de Kuwait a principios de agosto de 1990.

I. El doble juego soviético: de agosto de 1990 a enero de 1991

Desde el momento del estallido del conflicto, la Unión Soviética ha asumido

bonski y Francis Fukuyama (dirs.), *The Soviet Union and the Third World*, Cornell University Press, Ithaca-Londres, 1987; Zaki Laidi, *L'URSS vue du Tiers Monde*, Karthala, París, 1984, y Rajan Menon, *Soviet Power and the Third World*, Yale University Press, New Haven-Londres, 1986. Un análisis de las teorizaciones soviéticas al respecto es el de Margot Light, *The Soviet Theory of International Relations*, Wheatsheaf, Brighton, 1988.

3. Son muchos los estudios que se interesan por la política soviética en Oriente Medio. Entre ellos pueden destacarse los de Adeed y Karen Dawisha, *The Soviet Union and the Middle East*, Heinemann, Londres, 1982; Robert O. Freedman, *Soviet Policy toward the Middle East since 1970*, Praeger, Nueva York, 1982; M. Kauppi y R. Nation (dirs.), *The Soviet Union and the Middle East in the 1980ies*, Heath, Lexington, 1983, y A. Sella, *Soviet Political and Military Conduct in the Middle East*, St. Martin's, Nueva York, 1981.

4. La política de la URSS en lo que respecta a los conflictos bélicos en el Tercer Mundo es estudiada en Roy Allison y Phil Williams (dirs.), *Superpower Competition and Crisis Prevention in the Third World*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990; Hélène Carrère d'Encausse, *Ni paix ni guerre*, Flammarion, París, 1986; Galia Golan, *The Soviet Union and National Liberation Movements in the Third World*, Unwin Hyman, Boston, 1988, y Bruce D. Porter, *The USSR in Third World Conflicts*, Cambridge University Press, Nueva York, 1984.

un doble juego diplomático, en el que uno de sus pilares –el configurado por las relaciones con los Estados Unidos– ha adquirido una clara preeminencia sobre el otro –el marcado por las aproximaciones realizadas a Irak y, en general, al mundo árabe–.⁵

(a) *El apoyo a los Estados Unidos como fuerza resolutora del conflicto a través de la Organización de las Naciones Unidas.*

Una reacción común. Los últimos meses han confirmado el estrechamiento de los lazos entre la URSS y los EE.UU., que ya se había hecho notar con diferente intensidad en los años más recientes. Esta aproximación representa una abierta ruptura con la tónica de enfrentamiento que las superpotencias han exhibido en el pasado a la hora de dirimir conflictos en el Tercer Mundo. Buen reflejo del grado de consenso alcanzado lo son acaso las declaraciones del secretario de Estado norteamericano, James A. Baker, quien en noviembre de 1990 señaló que las dos superpotencias habían alcanzado un acuerdo en tres aspectos fundamentales: «Ningún tipo de compensaciones por la retirada [iraquí], ningún acuerdo parcial, y compromiso de no vincular el problema kuwaití con cualesquiera otros de la región».⁶ En lo que tal vez debe interpretarse como un gesto compensatorio, desde el principio de la crisis los Estados Unidos han subrayado que ésta no reproduce en modo alguno el «tradicional» enfrentamiento Este-Oeste.⁷

La primera demostración de la voluntad de acometer una acción común es la condena explícita de la acción iraquí que siguió a la Declaración del Gobierno soviético de 2 de agosto.⁸ Esa condena se plasmó en el comunicado conjunto que, emitido por los EE.UU. y la URSS el día siguiente,⁹ entre otras cosas instaba a los estados a cancelar las entregas de armas a Irak.¹⁰ Más allá de esta rápida y común condena de la acción iraquí, la aproximación que nos ocupa ha tenido sin duda su momento estelar en la cumbre soviético-norteamericana celebrada en Helsinki en el mes de septiembre. De ella se hizo eco el principal órgano de expresión del ejército soviético, *Krásnaya Zvezdá*, en los siguientes términos: «La cumbre de Helsinki confirma que la cooperación soviético-norteamericana se ha convertido en un poderoso factor de estabilización de las relaciones internacionales».¹¹

5. Sobre el marco global de la política soviética en relación con la crisis del Golfo puede consultarse el trabajo de Francisco Javier Peñas, «La URSS, la gestación de la crisis del golfo Pérsico y el orden mundial», en *Cuadernos del Este*, núm. 2, 1991, pp. 83-82.

6. *International Herald Tribune*, 17-18 de noviembre de 1990.

7. *V. International Herald Tribune*, 10 de septiembre de 1990.

8. V. la entrevista con el ministro soviético de Asuntos Exteriores, Edvard Shevardnadze, publicada en *Tiempo*, 26 de noviembre de 1990.

9. *El País*, 4 de agosto de 1990. En los medios de comunicación occidentales no faltan en esos días, sin embargo, algunos reproches dirigidos a la URSS, presunta conocedora de las intenciones iraquíes en lo que respecta a la anexión de Kuwait. Con posterioridad no faltarán voces que, al parecer con escaso fundamento, identifiquen subterráneos y militares apoyos soviéticos a Irak; de informaciones de esta naturaleza se hace eco *El Independiente*, 13 de febrero de 1991.

10. *International Herald Tribune*, 4-5 de agosto de 1990. La URSS ha sido en las últimas décadas el principal abastecedor de armas de Irak. De acuerdo con una estimación, en los años setenta este último país habría adquirido en la URSS el 90% de sus armas; el porcentaje habría descendido a un 50% en los años ochenta; v. al respecto *The Economist*, 18 de agosto de 1990. Sobre las exportaciones de armas soviéticas a Irak pueden consultarse los anuarios que publica el SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute).

11. *Krásnaya Zvezdá*, 8 de septiembre de 1990, citado en *Le Monde Diplomatique*, núm. 439, octubre de 1990.

El levantamiento de las cautelas. Con el paso del tiempo, la URSS fue abandonando algunas de sus posiciones iniciales, visiblemente contrarias al uso de la violencia, e incluso a la aplicación de sanciones duras a Irak.¹² La Unión Soviética acabó por aceptar tanto una como otra perspectiva, bien es verdad que no sin subrayar que debían cobrar cuerpo siempre bajo el paraguas de la ONU.

Un primer hito en este proceso de levantamiento de cautelas fue tal vez la declaración conjunta soviético-norteamericana que, emanada de la cumbre de Helsinki, en septiembre, y aventurando posibles escenarios de futuro, señalaba ya que «si las medidas adoptadas no ponen fin a la agresión, estamos preparados para tomar en consideración otras nuevas»,¹³ en un marco general de rechazo soviético, con todo, del uso de la fuerza. A finales de septiembre la URSS respaldaba una resolución de la ONU que imponía un embargo aéreo a Irak, y todavía un mes después, en París, Gorbachov consideraba inaceptable, sin embargo, cualquier solución de carácter militar.¹⁴ El giro se produjo el 10 de noviembre de 1990, con motivo de una visita del presidente soviético a Alemania. Dando marcha atrás, Gorbachov señaló —probablemente por vez primera de manera explícita— que no descartaba una solución militar a la crisis; dos días antes, el ministro de Asuntos Exteriores, Edvard Shevardnadze, había hecho en Moscú declaraciones de la misma naturaleza.¹⁵ El proceso que nos ocupa puede darse por concluido, a finales de noviembre, con el apoyo soviético a la resolución 678 del Consejo de Seguridad, que permite el uso de la fuerza.¹⁶

La URSS también fue levantando los obstáculos en lo referente a la aceptación de una acción militar no dirigida y controlada por la ONU. Muy atrás quedaba, así, la recomendación soviética inicial, que señalaba, de forma bien explícita: «Estamos dispuestos a abrir inmediatamente consultas en el cuadro del Comité de Estado Mayor del Consejo de Seguridad que, según los estatutos de la ONU, puede asumir importantísimas funciones».¹⁷ El grado extremo de apoyo que los Estados Unidos recibieron de la Unión Soviética se hizo evidente a través del propio carácter de la aprobada resolución 678, que no incluye especificación alguna del territorio ni del plazo en que puede hacerse uso de la fuerza ni presta atención a la naturaleza del agente responsable de esta última. La URSS, en suma, y pese a retóricas declaraciones posteriores, prefirió ignorar que el designio final del aparato militar «internacional» desplegado en el golfo Pérsico no parecía ser el de devolver a Kuwait su soberanía, y sí provocar la caída del régimen iraquí.

Un último aspecto del que es necesario hacer mención es la ambigüedad que

12. *El País*, 9 de agosto de 1990.

13. *International Herald Tribune*, 10 de septiembre de 1990.

14. *El País*, 30 de octubre de 1990.

15. *El País*, 9 de noviembre de 1990.

16. La decisión soviética fue anunciada con algunos días de antelación, por boca del portavoz presidencial Vitali Ignatenko. V. *El País*, 28 de noviembre de 1990.

17. *Pravda*, 10 de agosto de 1990. El a la sazón ministro de Asuntos Exteriores soviético, Shevardnadze, explicó la política de su país en los siguientes términos: «No queremos forzar esta cuestión. El Comité de Estado Mayor sería de poca utilidad. Es necesario formar paralelamente unidades militares voluntarias de la ONU, en primer término con países que son miembros permanentes del Consejo de Seguridad, garantizando una buena remuneración al personal (*sic*). Entonces el Comité de Estado Mayor tendrá fuerza real. Podría recurrirse a él en caso de necesidad para arreglar el conflicto. Ahora no hay tiempo. (...) Desde luego, lo ideal sería que funcionara el Comité de Estado Mayor y que hubiera allí tropas de la ONU»; v. *Tiempos Nuevos*, núm. 50, 1990.

caracterizó a la posición de la URSS con respecto al posible empleo de unidades militares soviéticas en la resolución de la crisis.¹⁸ De acuerdo con una lectura de los hechos, uno de los elementos desencadenantes de la dimisión del ministro de Asuntos Exteriores, Edvard Shevardnadze, bien podría haber sido su descontento ante una política oficial poco decidida a asumir un activo papel militar de la URSS en el conflicto.¹⁹ De cualquier modo, y en un esfuerzo más por congraciarse con las opiniones más extendidas entre la comunidad internacional, la Unión Soviética dio cumplida explicación de sus dificultades para asumir una política de intervención militar, habida cuenta de su delicada situación interna.²⁰

La ONU y la «comunidad internacional» como paraguas justificador. Desde los primeros momentos de la crisis la URSS se ha escudado en la Organización de las Naciones Unidas, y en la «comunidad internacional», para justificar su conducta y ocultar acaso el acatamiento general de los términos de la política diseñada por los Estados Unidos.²¹ Demostraciones palmarias de esta manera de actuar y de justificarse son la pública defensa de una posición unida frente a la acción iraquí,²² y los repetidos avisos ante cualquier intento de romper la unidad alcanzada.²³ Al hacer recaer sobre el máximo organismo internacional todas las responsabilidades, y al mismo tiempo ignorar el papel que a ella misma le corresponde en las decisiones de aquél, la URSS olvidaba de forma visible la naturaleza de la intervención norteamericana. Daba satisfacción así a los intereses de los EE.UU., que necesitaban de la connivencia soviética para poder presentar la política de intervención como el producto de una decisión de la «comunidad internacional».

Esta especie de acuerdo subterráneo —acompañado de movimientos mucho más evidentes, como los que al parecer condujeron a la URSS a proporcionar a los EE.UU. información detallada sobre los asesores presentes en Irak²⁴ y sobre las armas vendidas a este último país²⁵— se presentó además con la cobertura externa de unas relaciones supuestamente iguales; en palabras de Gorbachov, «creemos estar comenzando un largo y estable período de relaciones normales, fuertes y de igualdad».²⁶

18. Así, durante su visita a Alemania en noviembre de 1990, Gorbachov se negó a pronunciarse al respecto. V. *International Herald Tribune*, 10-11 de noviembre de 1990.

19. V. *El País*, 27 de diciembre de 1990. Los antiguos aliados de la URSS en la Europa central y oriental han realizado distintos tipos de aportaciones a la «fuerza multinacional»: especialistas en lucha nuclear-bacteriológico-química (Checoslovaquia, Bulgaria), personal sanitario (Polonia, Hungría) e instalaciones de tratamiento (Bulgaria). Rumania ha ofrecido tropas dispuestas a «participar en las acciones de mantenimiento de la paz de las Naciones Unidas». V. al respecto *Le Monde*, 17 de enero de 1991.

20. «Si las madres ya se niegan a que sus hijos sean enviados a otras repúblicas soviéticas, imaginen el efecto de un despliegue en el golfo Pérsico», señaló Gorbachov durante su visita a Alemania. V. *El País*, 11 de noviembre de 1990.

21. Así lo recuerda Alexandr Belonogov, viceministro de Asuntos Exteriores de la URSS, en las páginas de *El Independiente*, 6 de marzo de 1991: «En cuanto a la política que la URSS ha aplicado en el Consejo de Seguridad de la ONU, (...) ha consistido en que las Naciones Unidas desempeñaran el papel principal en el arreglo de la crisis».

22. Declaraciones de Gorbachov en Bonn, recogidas en *International Herald Tribune*, 10-11 de noviembre de 1990.

23. V., por ejemplo, las declaraciones de Gorbachov en Francia y Alemania recogidas en *El País*, 30 de octubre y 11 de noviembre de 1990.

24. *International Herald Tribune*, 4 de octubre de 1990.

25. El hecho fue confirmado por el jefe del Estado Mayor soviético, general Moiséyev, en septiembre; v. *International Herald Tribune*, 28 de septiembre de 1990.

26. *El País*, 26 de octubre de 1990.

Puede hablarse, en suma, por parte de la URSS, de un claro reconocimiento de la prevalencia de los intereses que la unen con los Estados Unidos, frente a los lazos habituales con un puñado de países del Tercer Mundo y en abierto olvido –en los hechos, aunque no en las palabras– de los agravios comparativos con otras crisis, del pasado y del presente. A este respecto hay que referirse, en particular, a la importancia adquirida por la perspectiva de una colaboración norteamericana en la reconstrucción de la economía soviética, y ello pese a las declaraciones que, en un sentido contrario, pretenden desvincular la política de convivencia adoptada por la URSS y el previsible incremento de la ayuda económica estadounidense («Pensar que la Unión Soviética puede venderse por dólares es una sobresimplificación y un análisis muy superficial», señaló Gorbachov en Helsinki²⁷).

b) Las posiciones «independientes» avaladas por la URSS

La labor negociadora asumida por Yevgueni Primakov²⁸ ha sido acaso el vehículo principal de lo que aquí llamamos posiciones «independientes», una de cuyas finalidades más visibles ha sido poner de manifiesto las diferencias existentes entre la política soviética y la desplegada por los Estados Unidos. Así, no han faltado, del lado de la URSS, señales dirigidas a Irak para que los dirigentes de este país entendieran que la Unión Soviética no propiciaba una solución militar al conflicto del Golfo (a esa imagen de la política soviética se acogió, entre otros, el propio presidente del Parlamento iraquí, Sadi Mehdi Sale²⁹). En el mismo plano, y tal vez con la misma intención, los portavoces soviéticos, con Primakov a la cabeza, reiteraron la idea de que había que agotar las posibilidades de solución pacífica,³⁰ aun cuando éstas no fueran muchas.³¹ No faltaron tampoco peticiones a los Estados Unidos para que pospusieran su decisión de intervenir militarmente, acompañadas en ocasiones de la sugerencia de que el Consejo de Seguridad realizara una promesa formal de atención a todos los problemas presentes en el Medio Oriente.³² La necesidad de dar solución a estos problemas fue sin duda un lugar común en las declaraciones soviéticas.³³

En lo que puede considerarse un espejo de las declaraciones que emitía, la URSS identificó con periódica frecuencia cambios de actitud positivos, bien que leves, en las posiciones de Irak, y se presentó a sí misma como cauce de aproxima-

27. *The Guardian Weekly*, 16 de septiembre de 1990.

28. V. al respecto Yevgueni Primakov, «Mi misión en el Golfo», en *Política Exterior*, núm. 18, 1990, págs. 65-69.

29. Declaraciones a *El País*, 10 de noviembre de 1990.

30. V., por ejemplo, las declaraciones de Gorbachov con motivo de la cumbre de Helsinki, en *International Herald Tribune*, 10 de septiembre de 1990, y las realizadas por el jefe del Estado Mayor soviético, general Moiséyev, durante una visita a los Estados Unidos, en *International Herald Tribune*, 4 de octubre de 1990. También las de Vitali Ignatenko, portavoz oficial soviético, de las que se hace eco *El País*, 21 de noviembre de 1990.

31. V., por ejemplo, las declaraciones de Gorbachov en Roma recogidas en *El País*, 19 de noviembre de 1990.

32. *El Independiente*, 17 de noviembre de 1990.

33. *El País*, 30 de octubre de 1990. V., por ejemplo, las declaraciones de Yevgueni Primakov recogidas en *International Herald Tribune*, 9 de noviembre de 1990, o la toma de posición de Gorbachov en Helsinki –«Creo que hay una relación [entre el conflicto árabe-israelí y la crisis del Golfo] porque el fracaso a la hora de encontrar una solución en Oriente Medio conlleva una agudización del conflicto concreto que ahora nos ocupa»– de la que se hace eco *The Guardian Weekly*, 16 de septiembre de 1990.

ción entre las partes enfrentadas.³⁴ Eventualmente actuó con la visible intención de no provocar a las autoridades iraquíes, como lo testimonian la decisión de evacuar la embajada soviética en Kuwait el 24 de agosto o la sugerencia de mitigar la dureza del embargo para permitir la ayuda de carácter humanitario.³⁵

La relativa independencia de la política soviética se hizo notar también en la reivindicación de un «factor árabe» que operara como elemento resolutor de la crisis³⁶ a través de una cumbre que se ocupara de ésta (es significativo que la propuesta soviética al respecto encontrara una rápida contestación por parte de Egipto y de los estados miembros del Consejo de Cooperación del Golfo³⁷). En todas estas manifestaciones –y en algunas más, como es el caso de la aparente indecisión demostrada por Moscú antes de la adopción de las decisiones claves por parte de la ONU–, la política de la URSS ha gustado de presentarse como un intento de moderar el papel que los Estados Unidos han asumido, en un esfuerzo por evitar que la superpotencia norteamericana monopolizara la toma de decisiones.

Otro aspecto que da cuenta de la relativa independencia de algunos de los movimientos de la URSS lo fue la conducta exhibida en lo que atañe al mantenimiento de asesores militares en Irak. Aunque la Unión Soviética se avino a reducir significativamente el número de aquéllos –de los ocho mil soviéticos presentes en Irak antes del conflicto,³⁸ entre quinientos y un millar serían militares,³⁹ el número de estos últimos se habría visto reducido a 150 a principios de septiembre, según Gorbachov,⁴⁰ y a 206 a principios de octubre, según la versión del general Moiséyev; otras fuentes, visiblemente contradictorias, identificaban la presencia en Irak de 150 soviéticos a principios de enero de 1991,⁴¹ 235 el día 14 del mismo mes⁴² y 112 una semana más tarde⁴³–, su voluntad de no romper todos los lazos con el otrora aliado iraquí ha sido manifiesta.

II. La Unión Soviética y la guerra del Golfo: de enero a marzo de 1991

La perspectiva de una alarmante pérdida de influencia en el Medio Oriente y de una sacralización de las funciones policiales de los Estados Unidos fue proba-

34. *International Herald Tribune*, 29 de octubre y 1 de noviembre de 1990; *El País*, 30 de octubre de 1990, y *The Guardian Weekly*, 4 de noviembre de 1990.

35. *The Guardian Weekly*, 16 de septiembre de 1990.

36. Así, por ejemplo, las declaraciones de Gorbachov con motivo de su viaje a España o las realizadas en Francia. V., con respecto a las primeras, *International Herald Tribune*, 29 de octubre de 1990; en relación con las segundas, *El País*, 30 de octubre de 1990, y *The Guardian Weekly*, 4 de noviembre de 1990. También *The Economist*, 3 de noviembre de 1990.

37. V. al respecto *International Herald Tribune*, 1 de noviembre de 1990, y *The Economist*, 3 de noviembre de 1990.

38. *The Economist*, 20 de octubre de 1990; *Le Monde Diplomatique*, núm. 439, octubre de 1990, e *International Herald Tribune*, 4-5 de agosto de 1990.

39. *International Herald Tribune*, 4 de octubre de 1990. Moiséyev agregó que la presencia de los asesores se justificaba por los grandes desembolsos realizados por Irak para adquirir tecnología soviética.

40. *International Herald Tribune*, 10 de septiembre de 1990.

41. Según Vitali Shurkin, portavoz del Ministerio de Asuntos Exteriores de la URSS; v. al respecto *El País*, 11 de enero de 1991.

42. *Le Monde*, 17 de enero de 1991.

43. *El Independiente*, 22 de enero de 1991.

blemente el principal elemento instigador de los relativos cambios de política acometidos por la URSS tras el estallido de las hostilidades. La Unión Soviética estaba poco menos que obligada a lanzarse en busca de una imagen independiente que le permitiera recuperar algún terreno. Así las cosas, las posiciones exhibidas por la URSS tras el estallido de hostilidades el 17 de enero de 1991 pueden ser interpretadas como un intento de conferirle un mayor relieve a algunos de los movimientos que acabamos de describir. En los primeros días de enfrentamiento bélico la Unión Soviética desplegó una ofensiva diplomática cuyos elementos centrales fueron los siguientes: (a) la incitación, inevitablemente retórica, a la comunidad internacional para que buscara una fórmula que permitiera el cese inmediato de las hostilidades;⁴⁴ (b) la reivindicación de una lectura más estricta y limitadora de la resolución 678, cuyo efecto fundamental sería deslegitimar cualquier acción militar encaminada a destruir Irak; los portavoces soviéticos subrayaron, en particular, que «los soldados, la población civil y la infraestructura» iraquíes no debían convertirse en «víctimas de lo que está ocurriendo»;⁴⁵ (c) la preocupación creciente por los riesgos derivados de una posible extensión del conflicto,⁴⁶ que de acuerdo con los analistas tanto podría beneficiar como perjudicar a la URSS;⁴⁷ (d) la desvinculación entre los resultados de la guerra y cualquier intento de proceder a novedosas recomposiciones territoriales,⁴⁸ y (e) la presión sobre los Estados Unidos para que mostraran un mayor compromiso en lo relativo a la resolución del problema árabe-israelí, en lo que parecía un intento postrero de ofrecerle a Irak algún triunfo que hiciera más llevadera la retirada; a este respecto no está de más recordar que la declaración conjunta suscrita por los EE.UU. y la URSS con motivo de la visita a Washington del ministro soviético de Asuntos Exteriores a finales de enero de 1991,⁴⁹ una declaración que incorporaba ese compromiso, fue posteriormente minimizada por la parte norteamericana.

Si los elementos que acabamos de describir configuran lo que puede considerarse la primera, y no precisamente vigorosa, reacción soviética ante el estallido de un enfrentamiento militar abierto, con el transcurrir de las semanas las posiciones de la URSS adquirieron un carácter más consistente. Su principal plasmación fue entonces una secuencia de «planes de paz» que acaso tiene un antecedente, a mediados de febrero, en el respaldo soviético a un plan auspiciado por Irán.⁵⁰ Asumiendo plenamente el protagonismo, a finales de ese mismo mes, la URSS alentó distintas iniciativas que, como es sabido, acabaron por recibir el visto bueno iraquí y fueron ignoradas por los Estados Unidos y por sus satélites, que al

44. V., por ejemplo, la declaración del Presidium del Soviet Supremo de la URSS de la que se hace eco *El País*, 19 de enero de 1991.

45. Declaraciones del ministro de Asuntos Exteriores, Alexandr Besmértnij, durante su visita a Washington, recogidas en *El País*, 27 de enero de 1991. En el mismo sentido se expresó el general Serguéi Bogdánov en las páginas de *Krásnaya Zvezdá*; v. *El País*, 2 de febrero de 1991.

46. V., por ejemplo, las declaraciones de un miembro del Politburó, Alexandr Dzasojov, recogidas por *El País*, 1 de febrero de 1991.

47. Así, para el general Víktor Filátov, la URSS está llamada a salir reforzada del conflicto en su calidad de potencia neutral; v. sus declaraciones recogidas en *El País*, 2 de febrero de 1991. Otros analistas se ocupan de subrayar, en cambio, elementos distintos, como es el caso del presumible efecto de la crisis en las repúblicas soviéticas del Asia central.

48. Declaraciones de Alexandr Belonogov, viceministro de Asuntos Exteriores, recogidas en *El Independiente*, 22 de enero de 1991.

49. V. *El País*, 30 de enero de 1991.

50. V. *El País*, 16 de febrero de 1991.

efecto adujeron razones diversas (ausencia de compromisos expresos por parte de Irak, fecha de comienzo de la retirada iraquí...).

El primero de los planes de paz soviéticos vio la luz el 18 de febrero, el segundo el 22 del mismo mes, y el tercer tres días después. El plan del 18 de febrero contemplaba, además de una retirada incondicional iraquí, un compromiso de la URSS en lo relativo a tres cuestiones: el respeto de la integridad territorial y estatal de Irak, la oposición a todo tipo de sanción que pudiese recaer sobre el régimen de Bagdad y el propósito –muy vago– de prestarle atención a otros problemas, en particular el palestino.⁵¹ Por lo que se refiere al segundo plan soviético, junto a varios compromisos iraquíes –aceptación de la resolución 660 del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, inicio de la retirada el día siguiente del alto el fuego, tres semanas de plazo para la realización de la misma– incorporaba otras estipulaciones relativas a la invalidación posterior de todas las resoluciones sancionadoras aprobadas por las Naciones Unidas, al intercambio inmediato de prisioneros de guerra y a la supervisión del proceso por observadores y personal dependiente del Consejo de Seguridad de la ONU.⁵² El tercero de los planes, que pasó prácticamente desapercibido, no establecía condición alguna para la retirada iraquí y preconizaba la realización de ésta en un período de tiempo más breve.⁵³ Lo cierto es que la ofensiva terrestre «aliada» –que en un primer momento Gorbachov repudió con una fuerza que luego, por lo que parece, remitió⁵⁴– le restó cualquier tipo de virtualidad a las iniciativas de la URSS.

Aunque son muchos los «halcones» que han identificado en los planes soviéticos un ataque en regla a la cohesión de la «fuerza multinacional», lo cierto es que aquéllos a duras penas se prestan a tal interpretación. Moscú poco más hizo que reiterar las exigencias norteamericanas del otoño –entre ellas la de no vincular la resolución de la crisis con ningún otro problema existente en el área–, y en modo alguno se ocupó de denunciar la resolución 678, en la que los Estados Unidos encontraban un utilísimo paraguas legitimador. Es significativo que en el momento más álgido de las negociaciones el ministro soviético de Asuntos Exteriores, Alexandr Bessmertnij, le ofreciera garantías a su homólogo norteamericano, haciéndole saber que Moscú no aceptaría plan alguno que se apartara de los objetivos establecidos por las resoluciones del Consejo de Seguridad.⁵⁵ La política de la URSS, eventualmente sustitutoria de la de unas Naciones Unidas descerebradas y poco dispuestas a asumir protagonismo, se enmarcó, pues, en el terreno de las reglas del juego impuestas por los EE.UU. y sus aliados, y ello hasta el punto de que hay quien ha identificado un reparto del trabajo entre las dos superpotencias: mientras los Estados Unidos habrían corrido a cargo de la presión militar, a la URSS le habría correspondido la tarea de convencer a Bagdad de la irracionalidad de su política.⁵⁶ Bien significativo es, de cualquier modo, que la ofensiva final sólo

51. V. *El País*, 19 de febrero de 1991.

52. V. *El País*, 23 de febrero de 1991.

53. V. al respecto *El País*, 26 de febrero de 1991.

54. V. al respecto las declaraciones de Gorbachov recogidas en *Komsomólskaya Pravda*, 26 de febrero de 1991. De acuerdo con algunas versiones, posteriormente desmentidas por los portavoces soviéticos, la URSS habría reclamado en última instancia una reunión del Consejo de Seguridad de la ONU; v. *Le Monde* (28 de febrero de 1991).

55. *El País*, 17 de febrero de 1991. Declaraciones de Gorbachov en el mismo sentido se encontrarán en *El País*, 15 de febrero de 1991.

56. De ahí las constantes invocaciones al «realismo» iraquí que habría realizado Gorbachov.

suscitara lamentos, y no condenas o rectificaciones, entre los portavoces soviéticos.⁵⁷

Bien es verdad que, vistas las cosas desde otro punto de vista, mucho más prosaico, la Unión Soviética le extrajo notorios beneficios a los «planes de paz» que auspició en los últimos momentos.⁵⁸ Los Estados Unidos entendieron a la perfección que Moscú no podía hacer otra cosa, aun cuando no ahorraran miradas recelosas a algunos de sus satélites europeos, que por unas horas habían hecho oídos sordos al designio final de la maquinaria militar desplegada en el Golfo; las enfrentadas orillas del mundo árabe apreciaron en el esfuerzo de la URSS una inequívoca voluntad de independencia, y el propio Saddam Hussein descubrió un interlocutor en el que mitigar su agonía. Lo de menos es que las propuestas de paz avaladas por la URSS, cargadas de un inequívoco valor simbólico, no encontraran un eco suficiente.

III. Los problemas anejos

(a) El realineamiento en el área

La crisis del Golfo y la política soviética correspondiente acarrearán de manera inevitable un realineamiento de las posiciones y las influencias en el área. Si algunos de los términos de ese realineamiento anteceden a la misma crisis –así, las aproximaciones soviéticas a Israel, Egipto o Arabia Saudí–, otros –y en lugar señalado la instalación de una formidable fuerza militar norteamericana– son producto directo del conflicto.

En los últimos años, y en virtud de presiones norteamericanas (en el caso de Israel) y de intereses económicos propios (en los de Arabia Saudí y Egipto⁵⁹), la Unión Soviética ha buscado una creciente aproximación a algunos de los estados del área que se hallaban visiblemente al margen de su esfera de influencia. La crisis del Golfo no ha sido obstáculo, muy al contrario, para un mayor estrechamiento de relaciones. En lo que a Israel respecta, pueden mencionarse hitos recientes como la visita a Jerusalén de dos miembros del Consejo Presidencial soviético;⁶⁰ el hecho de que Gorbachov recibiera a dos ministros israelíes el 14 de septiembre; las sorprendentes declaraciones del ya citado general Moiséyev, jefe del Estado Mayor soviético, quien aseguró comprender las razones que condujeron a Israel a atacar en 1981 un reactor nuclear iraquí;⁶¹ la entrevista celebrada

V., por ejemplo, *El Mundo*, 10 de febrero de 1991. Esta interpretación es defendida, en un tono de elogio y admiración por los hechos que no es el nuestro, en un editorial publicado por el diario norteamericano *The New York Times* (v. al respecto *The Guardian Weekly*, 3 de marzo de 1991); reaparece, con modificaciones, en el relato que de su gestión negociadora ha hecho Yevgueni Primakov, publicado en inglés por la revista *Time*.

57. Sobre las reacciones soviéticas ante el inicio de la ofensiva terrestre, v. *El País*, 25 de febrero de 1991.

58. V. al respecto el editorial de *Le Monde*, 20 de febrero de 1991.

59. El interés soviético por Arabia Saudí, y en general por las potencias petroleras del Golfo, no necesita mayores explicaciones. En el caso de Egipto, la URSS busca, en lugar prioritario, el pago de la deuda contraída hace dos decenios.

60. *International Herald Tribune*, 12 de septiembre de 1990.

61. *International Herald Tribune*, 4 de octubre de 1990.

por Shevardnadze y Shamir en diciembre,⁶² y la apertura de un consulado israelí en Moscú.⁶³ A finales de noviembre Arabia Saudí anunció la concesión a la URSS de un crédito por valor de 4.000 millones de dólares,⁶⁴ en lo que puede considerarse un paso más en el proceso de acercamiento entre la Unión Soviética y las potencias exportadoras de petróleo. En lo relativo a Egipto parece innegable que, en sus propuestas de solución negociada del conflicto del Golfo, la URSS le ha reservado siempre un papel de primer orden. Es pronto para saber, por lo demás, en qué medida las reacciones de dos aliados tradicionales de la Unión Soviética pueden provocar alteraciones en las relaciones con ésta: mientras Yemen ha mostrado un visible apoyo a Irak, no puede decirse lo mismo de Siria, abiertamente enfrentada al régimen de Saddam Hussein.

Si algunos de los procesos que acabamos de describir reflejan una acción «voluntaria» por parte de la URSS, no es posible decir otro tanto de aquéllos que presuntamente conducen a un fortalecimiento del papel de los Estados Unidos en el Oriente Medio, provisionalmente plasmado en el contingente militar desplazado al golfo Pérsico y áreas afines. En algunas fuentes soviéticas es posible rastrear cierto temor —que no parece excesivo en boca de los máximos responsables, pero alcanza algún relieve en el caso de los portavoces militares⁶⁵— a los efectos de una presencia militar permanente de los Estados Unidos en la zona de conflicto. No se olvide, sin embargo, que los EE.UU. han ofrecido a la URSS repetidas garantías de no servirse de la posición de privilegio obtenida. Así lo demuestran las declaraciones de Bush con ocasión de la cumbre de Helsinki: «No tenemos intención [de mantener las fuerzas en Arabia Saudí] ni un solo día más de lo necesario».⁶⁶

Más allá de los problemas y actitudes derivados de la presencia del contingente militar norteamericano hay que referirse al temor que la Unión Soviética exhibe en lo que respecta a una resolución de la crisis encarada en solitario por los Estados Unidos.⁶⁷ Bien es cierto que, rendido el rival y en un sentido aplacador de tensiones, parece como si Washington se aprestara a reconocerle a la URSS un papel que en las últimas décadas le ha negado. Ese es quizá el sentido de las declaraciones del secretario de Estado norteamericano, James A. Baker, durante la cumbre finlandesa: «Hablar de marginar a la Unión Soviética en el Oriente Medio es recurrir a viejas formas de pensar».⁶⁸ Claro es que resulta obligado preguntarse si el devenir de los acontecimientos, por muchos conceptos perjudicial para los intereses de la URSS, puede trastocar también la posición de privilegio que los Estados Unidos parecen haber alcanzado en el Medio Oriente.

62. *El País*, 14 de diciembre de 1990.

63. *El País*, 4 de enero de 1990.

64. *El País*, 28 de noviembre de 1990.

65. *Izvestia*, 3 de septiembre de 1990. V. también *Diario 16*, 25 de agosto de 1990, que reproduce las advertencias recogidas en *Krásnaya Zvezdá*: un conflicto bélico «podría tener un efecto boomerang para toda Europa y frenar el proceso de desmilitarización».

66. *The Guardian Weekly*, 16 de septiembre de 1990.

67. V. al respecto Peñas, op. cit., pág. 88.

68. *The Guardian Weekly*, 16 de septiembre de 1990. Los portavoces soviéticos gustan de presentar los términos de la nueva y concesiva política norteamericana como el producto de una conciencia del papel constructivo que la URSS desempeñaría, y en momento alguno exhiben conciencia sobre el visible repliegue soviético que está en el origen de las últimas liberalidades estadounidenses; v., por ejemplo, las palabras del viceministro soviético de Asuntos Exteriores, Alexandr Belonogov, en *El Independiente*, 6 de marzo de 1991.

(b) El descrédito en el Tercer Mundo

Aunque la imagen que su país tiene en el Tercer Mundo parece escapar a los intereses de los dirigentes soviéticos del momento presente, en el horizonte inmediato se dibuja una pérdida de crédito de la URSS entre los estados más pobres. El proceso iniciado hace poco menos de dos décadas –una creciente asunción de las políticas desplegadas por los países del Norte– parece llamado a obtener una nueva ratificación como consecuencia de la crisis del Golfo. A la presumible degradación de la influencia soviética en el Oriente Medio –las alianzas tradicionales se diluyen, y las nuevas apenas responden a otros intereses que los económicos o los derivados de la voluntad de limar asperezas con los Estados Unidos– se agrega la escasa credibilidad que la política de la URSS parece abocada a encontrar entre quienes, y son muchos, han perdido la fe en las opciones moderadas; el efecto que la crisis en curso puede tener en las repúblicas musulmanas del Asia central es, por lo demás, impredecible.

Naturalmente, la URSS, que mantiene la ficción de que sus gestiones pacificadoras han contado con el apoyo de todas las partes, se reserva algunas cartas que llegado el momento podrá aducir en su defensa. La reacción soviética tras el estallido de las hostilidades es suficiente ilustración al respecto.

(c) Los efectos económicos de la crisis

Es extremadamente difícil evaluar los efectos económicos que sobre la URSS está llamada a ejercer la crisis del Golfo. Sobre el papel, y en una primera aproximación, la subida de los precios internacionales del petróleo ha sido beneficiosa para la Unión Soviética, que es uno de los mayores exportadores de esa materia prima energética. De acuerdo con una estimación, el alza en los precios del crudo puede reportarle a la URSS en 1991 unos 20-25 mil millones de dólares.⁶⁹ No debe dejarse en el olvido, sin embargo, que la economía soviética –y en particular la industria de producción de petróleo– no parece en condiciones de satisfacer los nuevos requerimientos de los mercados internacionales. De hecho, la URSS está reduciendo, probablemente muy a su pesar, su producción de petróleo: en 1989 ésta se aminoró en un 2,8% en comparación con el año anterior, al tiempo que las exportaciones correspondientes lo hacían en un 12%, las previsiones occidentales para 1990 hablaban de nuevas reducciones, del orden de un 5-6% en la producción y un 10-12% en las exportaciones.⁷⁰ Por otra parte, y como quiera que los precios de los bienes occidentales que la URSS desea adquirir se habrán elevado como consecuencia de la subida en los precios internacionales del petróleo, es difícil evaluar el efecto final de ésta sobre la depauperada economía soviética.

Provisionalmente tampoco es posible conocer, por lo demás, en qué medida la reestructuración internacional que tiene su origen en la crisis del Golfo puede provocar una reducción en las ayudas que los países capitalistas desarrollados habían empezado a proporcionar a la URSS. En un sentido contrario hay que recordar, no obstante, que la precaria situación energética de los antiguos aliados de la URSS en la Europa central y oriental bien puede reforzar las posiciones del gigante soviético, que contaría con cartas importantes a la hora de renegociar los términos de su comercio con esos países.

69. *Tiempos Nuevos*, núm. 42, 1990.

70. *Ibidem*.

Al margen de la economía del petróleo hay que hacer mención de otros aspectos no menos importantes. Una de las consecuencias primeras del embargo comercial de que ha sido objeto Irak ha sido la cancelación del pago, por este último país, de la deuda que tenía contraída con la URSS, reembolsada en su mayor parte en petróleo. Según las distintas versiones, esa deuda asciende a seis,⁷¹ ocho⁷² o diez mil millones de dólares,⁷³ cifras todas ellas respetables, tanto más si se toma en consideración el estado de la economía soviética. Como quiera que el grueso de la deuda iraquí es consecuencia de la adquisición de armamento en la URSS, también habrá que preguntarse en los próximos meses en qué medida la crisis del Golfo va a afectar a un elemento decisivo en el comercio exterior soviético del momento presente: las exportaciones de armas.

(d) *Las divisiones internas*

En los últimos meses han llegado de la Unión Soviética noticias que dan cuenta de discrepancias en lo que se refiere al tratamiento de la crisis del Golfo. Sobre el papel se habrían hecho sentir puntos de vista diferentes entre los militares –quienes, menos decididos y más tradicionales, se habrían mostrado partidarios, entre otras cosas, de mantener a los asesores presentes en suelo iraquí⁷⁴– y los responsables del Ministerio de Asuntos Exteriores, proclives, por el contrario, a desarrollar una política de dureza con Irak.⁷⁵ Entre estos últimos se habría registrado, sin embargo, alguna disensión al respecto, como acaso lo pondrían de manifiesto las declaraciones de uno de los asesores de Gorbachov en cuestiones de política exterior, Vadim Zagladin, quien en su momento señaló que no era propósito de la URSS formar una alianza militar con los Estados Unidos como garantes de la seguridad en el área.⁷⁶ No han faltado fuentes que han identificado también disensiones entre el hasta diciembre ministro de Asuntos Exteriores, Shevardnadze, manifiestamente prooccidental, y el sector arabizante de la diplomacia soviética representado acaso por el más de una vez mencionado Yevgueni Primakov.⁷⁷

También los sectores «reformistas radicales» reclaman actitudes más duras, en un marco de general respaldo a la política gubernamental; en apoyo de esta última se aducen, entre otras razones, las nefastas consecuencias de las relaciones mantenidas por la URSS con un buen número de «estados revolucionarios» del Tercer Mundo. A este respecto es significativo que el Soviet Supremo de la República de Rusia haya reclamado la denuncia del Tratado de amistad y cooperación

71. *Le Monde Diplomatique*, op. cit.

72. Según *The Economist*, 20 de octubre de 1990.

73. Fuentes soviéticas citadas en *El Independiente*, 17 de noviembre de 1990.

74. Dentro de la cúpula militar ha sido el otrora jefe de Estado Mayor, mariscal Ajroméyev, quien parece haber asumido una posición más crítica de la política oficial; v. *El País*, 19 de febrero de 1991. También se ha suscitado en los medios militares, y no militares, una polémica centrada en la inferioridad de la tecnología soviética; v., por ejemplo, *El País*, 11 de febrero de 1991.

75. *International Herald Tribune*, 4 de octubre de 1990.

76. Aunque la declaración es ambigua, resalta en el marco de la ofensiva de connivencias asumida por los funcionarios del Ministerio de Asuntos Exteriores, v. *El País*, 29 de octubre de 1990. Zagladin subraya también la necesidad de encarar los problemas palestino y libanés.

77. V., por ejemplo, *Le Monde*, 17 de enero de 1991. También el texto de Andréi Kortúnov publicado en *Novedades de Moscú*, núm. 2, 1991. Las posiciones, manifiestamente duras, de Shevardnadze, quedan bien reflejadas en la entrevista que concedió al diario italiano *La Repubblica*, reproducida en *El País*, 9 de marzo de 1991.

suscrito con Irak en 1972,⁷⁸ o que incluso periódicos como el «conservador» *Sovietskaya Rossiya* subrayen «la naturaleza hegemónica de la política exterior aplicada por la dirección iraquí durante los últimos diez años».⁷⁹ Si los medios de comunicación de corte reformista radical apoyan de forma decidida la política del gobierno, las discrepancias en medios menos comprometidos con éste parecen haber adoptado más bien la forma de un cuestionamiento postrero del intervencionismo norteamericano que por lo común esquiva la crítica de las posiciones gubernamentales.⁸⁰ No faltan, sin embargo, referencias a la actitud que habrían adoptado los portavoces del grupo Soyuz, contrarios a la colaboración que la URSS le estaría prestando a los Estados Unidos.⁸¹ Apenas se han hecho notar, por lo demás, voces partidarias de una implicación militar de la URSS en el conflicto; es significativo que el propio Ministerio de Asuntos Exteriores de la República de Rusia no considere «conveniente utilizar, bajo ninguna forma, a militares soviéticos en la zona del golfo Pérsico».⁸² Tampoco es frecuente que los medios de comunicación soviéticos se ocupen de poner de manifiesto el hecho, antes señalado, de que la URSS ha encarado de forma visiblemente distinta otros conflictos —y en particular el palestino— de naturaleza semejante.

IV. Conclusión

En el curso de los últimos meses la Unión Soviética ha dado pruebas numerosas de su voluntad de llevar adelante un proceso iniciado con anterioridad: el que, de la mano de una política de repliegue, conduce de forma inequívoca a la aceptación del *statu quo* actual y, con él, del papel de primer orden que corresponde a los Estados Unidos y a sus aliados. Al mismo tiempo que la URSS ha ido actuando de manera cada vez más connivente con la política norteamericana, se ha ocupado de mostrar algunos rasgos de independencia tras los cuales se esconde sin duda el propósito de mantener viva la imagen de superpotencia labrada en las últimas décadas. En palabras de Yevgueni Primakov, «aquéllos que ponen en duda la condición de superpotencia de la URSS deben saber que el mundo entero está interesado en que siga siendo una superpotencia para que, como tal, ponga todo su peso al servicio de la paz».⁸³ En paralelo, y ahora que la influencia y el prestigio de la Unión Soviética están sometidos a una profunda erosión, se hace notar la paradoja de un mundo, el occidental, empeñado en ensalzar su papel internacional y en reconocerle al antiugo rival atribuciones que siempre se le habían negado. La actitud exhibida por la URSS en los últimos meses parece, en suma, una prueba más que suficiente de la voluntad soviética de acatar en su integridad las reglas del juego impuestas por las potencias occidentales, y singularmente por los Estados

78. *Le Monde Diplomatique*, núm. 439, octubre de 1990.

79. *Diario 16*, 25 de agosto de 1990.

80. Sobre las opiniones vertidas en *Pravda* en torno al conflicto, v. *El Independiente*, 9 de febrero de 1991, y *El País*, 26 de febrero de 1991.

81. V., por ejemplo, *Tiempos Nuevos*, núm. 50, 1990.

82. *El País*, 10 de enero de 1991.

83. Declaraciones a la televisión soviética reproducidas en *Le Monde Diplomatique*, núm. 439, octubre de 1990. También pueden invocarse las palabras de Vadim Zagladin, consejero de Gorbachov en materia de política externa, recogidas por *El País*, 29 de octubre de 1990.

Unidos. A este respecto, la invocación de las Naciones Unidas como elemento justificador de la política desplegada por la URSS tiene una evidente dimensión retórica. En los hechos, con el conflicto del Golfo han sido objeto de una abierta contestación algunas de las ideas en las que la actual dirección soviética había depositado su confianza, y entre ellas la de unas Naciones Unidas que sirvieran de conducto para una activa intervención soviética en la resolución de conflictos «regionales».⁸⁴

Aparte lo anterior, para explicar la reacción de la Unión Soviética una vez desatadas las hostilidades no es preciso invocar la presión interna de los conservadores. Los intereses de la URSS o, por qué no, un ejercicio de recapitación conducente a cuestionar la lógica de la guerra son elementos suficientes para explicar el giro, bien que relativo, experimentado por la política soviética. Aunque a muchos les pese, es posible rechazar la barbarie impuesta por los Estados Unidos sin por ello estar al servicio de totalitarias imposiciones, ocultos intereses y violaciones sin cuento de la legalidad internacional. Si en lo que al tratamiento de la crisis del Golfo se refiere —harina de otro costal es lo que sucede en otros terrenos— se ha producido alguna involución en la URSS, ésta no es otra que la que a finales de noviembre condujo a la ratificación de una resolución que en los hechos ha supuesto un acatamiento de ese viejo orden mundial que Bush y sus tentáculos en el Pentágono y en Wall Street se aprestan a inaugurar. Las transferencias de tecnología y los créditos occidentales han pesado mucho más que la conciencia, claramente en declive, de discriminaciones e injusticias como las que invocan en estos días el pueblo palestino o los movimientos nacionalistas en la periferia de la URSS. Aunque las cosas pueden cambiar, más bien parece que vivimos los estertores finales de un ciclo que, iniciado en plena era brezhneviana, concluye en estos meses en la configuración de un solo bloque —político, económico, ecológico y militar— en el norte del planeta.

Sean como sean las cosas, no hay que olvidar que la crisis del Golfo no ha sido precisamente beneficiosa para una Unión Soviética que, pese a presentarse a la postre en las filas de los vencedores, no está en condiciones de controlar a las partes enfrentadas, se ve obligada a romper —en unos casos parcial, y en otros plenamente— con sus aliados tradicionales y debe asistir aquiescente a una reformulación de las relaciones internacionales visiblemente modelada con arreglo a los intereses de la que hasta hace bien poco era la superpotencia rival.⁸⁵ No es de esperar, de cualquier modo, que la URSS vaya a desaparecer por completo de un área tan atribulada como es el Oriente Medio. Claro es que acaso entre sus principales tareas del futuro se halle la de evitar que, con su apoyo, aparezca alguna potencia militar que le haga sombra a los poderosos del planeta.

84. V. al respecto el trabajo de Hella Pick publicado en *The Guardian Weekly*, 3 de marzo de 1991.

85. V. al respecto la comunicación de Francisco Peñas al seminario permanente organizado por el Centro de Estudios de Países del Este, 16 de noviembre de 1990.

Pragmatismo e ideología: la política de Gorbachov en las discusiones académicas latinoamericanas y soviéticas sobre la izquierda latinoamericana

Edmé DOMÍNGUEZ REYES*

INTRODUCCION

La política exterior de Gorbachov ha cambiado el panorama internacional de tal forma que resulta difícil imaginarse a partir de la situación mundial actual la de diez años atrás. En relación con el Tercer Mundo, el pragmatismo ha substituido sin duda al «internacionalismo». La política soviética para América Latina siempre había sido más bien pragmática, excepto en los casos de apoyo a ciertas experiencias revolucionarias. De igual forma, las discusiones académicas en la URSS habían contrapuesto tradicionalmente a aquellos especialistas que creían en las perspectivas revolucionarias de América Latina frente a los que tenían una posición más escéptica. Hoy en día los soviéticos parecen ser más pragmáticos que nunca, tanto respecto a las políticas como a las discusiones académicas, aunque todavía existen algunos defensores de la revolución. El objetivo de este artículo es mostrar estas políticas y algunas de estas opiniones de los últimos años ochenta.

* Departamento de Paz y Desarrollo; Univ. de Göteborg, Suecia. El presente trabajo constituye la ponencia presentada en el IV Congreso Mundial para los Estudios Soviéticos y Europeoorientales; Harrogate, Reino Unido, julio 1990.

I. La orientación soviética y de Gorbachov hacia el pragmatismo

Como era de esperar, la política de reformas emprendida por Gorbachov a nivel internacional ha tenido su equivalente en la reestructuración de la política exterior soviética. Concretamente, el enfoque soviético del Tercer Mundo ha continuado las tendencias desideologizadoras que se iniciaron con Breznev, y las propias políticas han seguido una línea pragmática.

En el XXVI Congreso del partido, celebrado en 1986, Gorbachov ni siquiera mencionó a los países que han seguido la senda de la «orientación socialista». En lugar de ello, habló del «proceso imparable de transformaciones socioeconómicas» y remarcó la necesidad de encontrar soluciones pacíficas y colectivas a los conflictos regionales en Oriente Medio, América Central y África Austral.¹

Sin embargo, viejos elementos de análisis están mezclados con las nuevas ideas. En su libro *Perestroika: Nuevo pensamiento para nuestro país y para el mundo*, Gorbachov dedicaba un espacio a las prácticas colonialistas de Occidente en el Tercer Mundo, apuntando al subdesarrollo y la pobreza como las verdaderas causas de la mayoría de los conflictos actuales en Asia, África y América Latina. Insistía en la necesidad de dejar a estos países la propia elección de sus vías de desarrollo. Según el líder soviético, la lucha por la liberación nacional y la independencia de los países africanos y centroamericanos contaba aún con la solidaridad soviética. No obstante, argumentaba, la URSS no estaba tratando de romper los vínculos entre Occidente y el Tercer Mundo, siendo consciente de la importancia de éstos para las economías occidentales. En relación con el problema de la deuda, Gorbachov insistió en que, a pesar de ser en gran parte culpa de los países industriales, era urgente encontrar una *solución justa* al problema. Finalmente, como en un informe al Congreso del Partido, Gorbachov enfatizaba la necesidad de cooperación entre EE.UU., el resto de Occidente y la URSS (posiblemente a través de organismos multilaterales) para resolver los problemas del Tercer Mundo.²

Otras ideas novedosas fueron desarrolladas por el secretario del Soviet General en su discurso del 8 de diciembre de 1988 ante las Naciones Unidas. En él remarcó la necesidad de distinguir entre la competición ideológica en las relaciones internacionales (por ejemplo, entre socialdemócratas y comunistas) y en las relaciones *interestatales*. Esta última debería ser eliminada como en el caso de asociaciones estatales tipo Movimiento de No Alineados, donde Estados con diferentes sistemas políticos y económicos trabajan juntos. Asimismo, la coexistencia pacífica no debería limitarse a las superpotencias sino cubrir las relaciones entre todos los países. Desarrollando más sus ideas sobre el problema de la deuda, Gorbachov abogó por una moratoria de 100 años en el pago del servicio de la deuda aunque, observó, deberían tenerse en cuenta los diferentes niveles de desarrollo para poder aplicar soluciones justas. En cualquier caso, estos y otros problemas similares deberían discutirse y negociarse en foros multilaterales como las Naciones Unidas.³

1. Mijail Gorbachov, Informe político del Comité Central del PCUS al XXVII Congreso del Partido, 25 de febrero 1986, Novosty Press, Moscú.

2. M. Gorbachov, *Perestroika: Mi mensaje a Rusia y al resto del mundo*, Edic. B.S.A., Barcelona, 1987, pp. 159-175.

3. El discurso de Gorbachov fue reproducido en «L'URSS et le Monde (dossier)», en *Problèmes Politiques et Sociaux*, n. 605, 1989. La Documentation Française, Paris.

Por último, la ayuda soviética a los países socialistas, o de orientación socialista, en vías de desarrollo está siendo revisada críticamente. Gorbachov ha hablado de la necesidad de reestructurar todo el sistema de cooperación con los países socialistas en vías de desarrollo con el objetivo de alcanzar una relación mutuamente beneficiosa.⁴

Estas declaraciones oficiales son de alguna forma el reflejo de las ideas desarrolladas en los niveles de discusión ideológico y académico en la Unión Soviética.

II. Las discusiones ideológico-académicas

¿Cómo puede adaptarse la tradicional solidaridad soviética con la revolución y las nuevas políticas de Gorbachov? A. Dobrynin, jefe del Departamento Internacional del Comité Central de PCUS, expuso una solución a esta paradoja en un artículo aparecido en *Revista Internacional* (publicada en Praga por el Movimiento Comunista Internacional) en 1988. Según Dobrynin, la URSS no había abandonado su solidaridad con las luchas de liberación del Tercer Mundo. No obstante, seguía, la exportación de las contrarrevoluciones debía combatirse no con la violencia, sino con la «primacía de la ley»: la no intervención en los asuntos o conflictos de otros Estados. Dobrynin defiende también la necesidad de poner los valores universales muy por encima de las luchas de clases en las relaciones internacionales. Por último, aunque admitiendo aún la persistencia de contradicciones entre explotados y explotadores y entre diferentes fuerzas políticas y sistemas sociales, Dobrynin insiste en que antes de intentar resolverlas es necesario *ganar la batalla por la supervivencia de la raza humana*.⁵

Los especialistas académicos soviéticos están haciendo mucho más que cambiar la prioridad de las contradicciones; ellos cuestionan los fundamentos del propio concepto de «orientación socialista».

Una discusión académica sobre estos temas apareció en *Tiempos Nuevos* a finales de 1988. Para los participantes estaba claro que tanto los países que intentaron llevar a cabo una rápida industrialización y acumulación como los que emprendieron una rápida distribución social habían fracasado en sus esfuerzos para salir del subdesarrollo. Las razones de este fracaso eran la gran ineficacia del sector público, una corrupción generalizada, un «voluntarismo» y un «paternalismo» ciegos, políticas irracionales restrictivas del sector privado, y un sistema político autoritario y antidemocrático en estos países. Como consecuencia las poblaciones locales estaban desmoralizadas, el mercado negro florecía y la economía estaba estancada. No todos los participantes eran tan críticos respecto a la actuación de estos países de «orientación socialista» y algunos de ellos opinaban que el propio concepto era teóricamente correcto. Sin embargo, todos ellos coincidían en aconsejar a los países que seguían esta orientación que copiasen las reformas económicas y de democratización soviéticas.⁶ En otras palabras, gracias a la peres-

4. Ver: Reunión de Gorbachov con el secretario general del Partido Revolucionario de la República Democrática de Laos, en *Pravda*, 28 septiembre 1988.

5. A. Dobrynin, «Política exterior soviética: principios básicos y el nuevo pensamiento», en *Revista Internacional*, n. 3 (1988), pp. 9-15.

6. Ver: *Tiempos Nuevos*, n. 52 (diciembre 1988).

troika, el sistema socialista todavía podría ser un modelo atractivo para los países del Tercer Mundo.⁷

III. La política de Gorbachov hacia América Latina

La línea pragmática de Gorbachov ha afectado, naturalmente, a América Latina. Los intereses económicos soviéticos han socavado los compromisos ideológicos soviéticos en Centroamérica y el Caribe.

Las nuevas prioridades de Moscú fueron puestas en claro durante una gira del ministro soviético de Asuntos Exteriores por Brasil, Argentina y Uruguay en 1987. Aparte de explicar, personalmente, a estos países (los tres principales socios comerciales en la región) la política soviética de reformas, Shevardnadze quería garantizarles el interés de su país en intensificar un nuevo tipo de relaciones económicas.

La Unión Soviética siempre ha sido deficitaria en su comercio con América Latina. Según las estadísticas soviéticas, en 1981 Moscú vendió por un valor de 99,6 millones de rublos y compró por 3.028 millones de rublos en América Latina; en 1985, la URSS vendió por 299,7 millones y compró por 1.581,7 millones de rublos; y en 1987, Moscú exportó 300,9 millones de rublos e importó 668,5 millones.⁸ A pesar de este déficit, se trata de un comercio importante para la URSS ya que América Latina le proporciona el 50 % de sus importaciones de café, el 25 % del cacao, el 100 % de linaza, el 30 % de piel y el 15 % de sus importaciones de lana.⁹ Latinoamérica es también un mercado importante, aunque actualmente potencial, para el equipamiento industrial soviético; los proyectos hidroeléctricos han sido una de las exportaciones soviéticas típicas a ciertos países latinoamericanos, junto al petróleo y el armamento. Naturalmente, uno de los objetivos de la actual política soviética sería incrementar sus ventas en la región, pero también desarrollar en mayor escala el tipo de empresas conjuntas y de colaboración industrial que se inició hace algunos años.

El presidente de Argentina, Raúl Alfonsín, visitó Moscú en 1986 para expresar el interés de su país en estrechar las relaciones económicas con la URSS. Durante esta visita se acordó la puesta en marcha de empresas conjuntas con tecnología soviética o argentina (por ejemplo, agroindustrial) para proveer al mercado soviético o vender en otros países del Tercer Mundo.¹⁰ También se estudió la balanza de pagos del comercio bilateral. Las importaciones masivas soviéticas de grano y carne argentinos disminuyeron dramáticamente entre 1985 y 1986 (de 1.114,4 a 17,9 millones de rublos) debido a una mejora de las cosechas soviéticas, al final del

7. Esta es la opinión que Marta Harnecker, especialista soviética en América Latina, expone en *Perestroika: la revolución de las esperanzas*, Ed. Hnos. Vadell, Venezuela, 1988.

8. Ver: estadísticas en los números de diciembre 1987 de *Comercio Exterior*, Moscú. Las cifras de las importaciones soviéticas en 1981 son particularmente altas debido a las importaciones masivas de grano argentino a Moscú.

9. *Strani SEV i Latinskaia Amerika: problemi ekonomicheskoi sotrudnichestvo* (Los países del CAME y América Latina: problemas de colaboración económica), Instituto de América Latina, Academia de Ciencias de la URSS, Nauka, Moscú, 1976.

10. Ver: *América Latina*, n. 4 (abril 1987), Instituto de América Latina, Moscú.

bloqueo americano de ventas de grano, y a una disminución de los precios internacionales del petróleo. Sin embargo, esta disminución de las importaciones soviéticas también estaba relacionada con la falta de voluntad de Argentina para incrementar sus compras de productos soviéticos (en 1985, éstas fueron de 44 millones de rublos y en 1986 sólo de 50,7 millones) a pesar de la firma, desde 1985, de nuevas ventas de equipo soviético para plantas hidroeléctricas. A partir de este año los soviéticos dejaron claro que esperaban que Argentina comprara al menos por el valor del 10 % de las importaciones soviéticas.¹¹

El presidente de Brasil, J. Sarney, también visitó la Unión Soviética en 1988 para intensificar la colaboración económica entre ambos países. Durante la visita de Shevardnadze a Brasil en 1987 se firmó un programa de cooperación a largo término, hasta 1997, que incluía el intercambio de bienes industriales y el establecimiento de empresas conjuntas (una experiencia que se había iniciado en 1981) productoras de bienes de equipamiento o de consumo para el mercado soviético o de otros países tercermundistas. La URSS también quiere comprar patentes brasileñas para la producción de ciertos bienes, como alcohol metílico, y está interesada en continuar ciertos negocios de intercambio (como herramientas por café) que no requieren moneda extranjera.¹²

Probablemente también Uruguay aumentará su colaboración con la URSS. Aparte de vender su maquinaria, los soviéticos están interesados en el acceso a las aguas y puertos uruguayos con fines pesqueros; Uruguay, por su parte, se interesa por la tecnología pesquera soviética y el establecimiento de empresas conjuntas. En total, hasta diciembre de 1989 existían 14 empresas conjuntas soviético-latinoamericanas (7 con Venezuela, 4 con Brasil, 1 con Argentina, 1 con Bolivia y 1 con Colombia).¹³

Como en Asia del Sur, el interés soviético por estos países contiene también consideraciones sobre ciertos elementos de seguridad estratégica. Durante la visita de Shevardnadze a Uruguay, Argentina y Brasil, la parte soviética realizó un esfuerzo para resaltar la necesidad de paz y cooperación en la zona del Atlántico sur. Asimismo, se subrayó el apoyo de los países suramericanos a los esfuerzos de pacificación de Contadora en Centroamérica. Por último, Gorbachov ha remarcado personalmente el creciente peso de América Latina en la resolución de los problemas mundiales, la importancia de sus procesos democratizadores y las contradicciones que aún existen entre estos países y la política norteamericana en la región.¹⁴

Son precisamente estas contradicciones que han animado y hecho posible el desarrollo en la Unión Soviética de una relación especial de ayuda con Cuba y Nicaragua, detrás de la cual hay motivos ideológicos y estratégicos suficientemente claros. Sin embargo, desde 1986-1987, se han producido cambios notorios en esta relación.

En el caso de Cuba, siendo ésta un miembro de la comunidad socialista, tiene una cierta garantía del compromiso soviético con su defensa y supervivencia eco-

11. Ver: Marc Edelman, «The Other Superpower, the USSR and Latin America», NACLA report on the Americas, n. 1 (enero-febrero 1987).

12. Ver: *Pravda*, 1 octubre 1987, p. 4; y *Comercio Exterior*, Moscú, n. 1 (1988), pp. 12-15.

13. Sección de «joint ventures», del Ministerio de Comercio Soviético de la URSS (informe hasta diciembre 1989).

14. Ver: M. Gorbachov, *Perestroika*, op. cit., pp. 174-175.

nómica. Se trata, como Vietnam, de uno de los casos en que la legitimidad ideológica soviética está implicada en el compromiso. No obstante, el descontento de la URSS por la actuación económica de Cuba se ha indicado con las presiones económicas ejercidas desde 1986. Los precios a los que Cuba vendía su azúcar a la URSS bajaron de 915 a 850 rublos por tonelada; por lo que respecta a los suministros de petróleo soviético, los precios no subirían pero tampoco crecería su volumen.¹⁵ Además, Cuba debía comprometerse a cubrir sus cuotas de azúcar (incluso si tenía que importarlo de otros países) para la Unión Soviética. De forma significativa, en su discurso del 26 de julio de 1987, Fidel Castro señaló la necesidad de autocrítica respecto a la eficacia de Cuba en el uso de los recursos soviéticos.¹⁶

A nivel político, el periodo de Gorbachov también ha conllevado serias diferencias entre Cuba y la URSS con respecto a los procesos de perestroika y glasnost. La dirección política cubana (especialmente Fidel Castro) no puede aceptar que un país socialista deba importar mecanismos capitalistas para mejorar su actuación en el plano económico (perestroika) y que deba permitir serias críticas y ataques abiertos a los fracasos y errores del sistema socialista (glasnost). La respuesta cubana a las reformas soviéticas ha sido su proceso de «rectificación», es decir, la corrección de errores pasados (esto es, la introducción de una cierta liberalización en los primeros ochenta) por medio de la reintroducción de incentivos morales, en lugar de materiales, y disciplina laboral para aumentar la eficiencia económica y eliminar la corrupción. La visita de Gorbachov a Cuba en abril de 1989 marcó un determinado «modus vivendi» entre ambos países. La cooperación económica fue reafirmada e incluso aumentada, y las diferencias políticas fueron escondidas discretamente tras un mejor entendimiento en los objetivos de la política de paz y desarme de Gorbachov. Tras esta visita, una delegación soviética de alto nivel, encabezada por el prominente L. Abalkin, viajó a Cuba para iniciar negociaciones para un nuevo acuerdo comercial quinquenal. A pesar de las dificultades soviéticas y de los severos análisis occidentales acerca del futuro de estas relaciones, se anunció que los intercambios comerciales entre los dos países se aumentarían en un 8,7% en relación a 1989, y que la URSS compraría nuevos productos elaborados en Cuba. La visita de Abalkin fue seguida, en junio, por la de K. Katushev, ministro soviético de Relaciones Económicas Exteriores, para empezar los trabajos de las comisiones conjuntas que deben preparar el plan de cooperación quinquenal (1992-1996) que se firmará en Moscú a principios de 1991.¹⁷ Según declaraciones oficiales, las perspectivas de tal cooperación son positivas. Sin embargo, las diferencias políticas han continuado, hasta el punto que Cuba prohibió la distribución de dos periódicos soviéticos (*Novedades de Moscú* y *Sputnik*) a mediados de 1989.¹⁸

Finalmente, la influencia soviética puede haber tenido cierto peso en la aceptación cubana de una solución negociada al conflicto de Angola y Namibia con Suráfrica. Esta fue sin duda resultado de los éxitos militares cubanos en Angola,

15. Los precios del azúcar son sin embargo mucho más altos que los precios del mercado mundial. Con respecto al petróleo, una parte importante de las ganancias de divisas fuertes de Cuba se ha obtenido por la venta al contado de una parte del petróleo importado de la URSS. Ver: *Caribbean Report* (Latin American newsletter, Londres), agosto 1986.

16. *Granma*, 2 agosto 1987.

17. Ver: *Granma Semanal*, 23 abril y 17 junio 1990; y *Newsweek*, 30 abril 1990.

18. *Granma Semanal*, 13 agosto 1989.

pero, de alguna manera, el estilo de Gorbachov en la resolución de conflictos regionales también es visible.

En contraste con Cuba, Nicaragua no podía estar segura de una ayuda soviética a largo plazo. La ayuda socialista a Nicaragua llegó a su punto más alto en 1986 según fuentes norteamericanas (1.175 millones de dólares en ayuda económica y militar), en 1985 según fuentes nicaragüenses (1.044 millones de dólares en concesiones y créditos, sin especificar acerca de la ayuda militar o económica).¹⁹

Además, según las autoridades nicaragüenses, los créditos soviéticos sufrieron un drástico descenso desde 1985 a 1986 y 1987 (664,1 millones de dólares a 54,4 y 59,5), mientras las concesiones aumentaron en 1986 para disminuir de nuevo en 1987 (27,8 millones de dólares a 62 y 19).²⁰ El comercio no sufrió cambios tan violentos. Las importaciones de Nicaragua en los países socialistas aumentó del 14% al 16,7% del total de sus importaciones desde 1984 a 1985 (sus importaciones de países occidentales representaban el 34% del total en 1985), mientras sus exportaciones a la comunidad socialista se mantenían alrededor del 8% del total de exportaciones.²¹

La intención soviética de reducir sus compromisos con este país se hicieron bastante evidentes en 1987, cuando la URSS anunció un drástico recorte de la mitad de sus suministros de petróleo. Esto fue un duro golpe para la economía de Nicaragua, que dependía de la URSS para el 80% de sus necesidades de petróleo. Aunque este anuncio no se hizo efectivo a lo largo de 1987, Nicaragua tuvo que buscar nuevos suministradores.²²

Asimismo, en 1989, la URSS anunció que había empezado a recortar su ayuda militar a Nicaragua desde finales de 1988.²³ En su visita a Managua (la primera de tan alto nivel oficial soviético), en octubre de 1989, Shevardnadze confirmó este recorte en el suministro de armamentos y anunció una nueva era de cooperación económica en un contexto de paz (abierto por los acuerdos centroamericanos). Durante esta visita, Shevardnadze reveló que hasta ese momento la URSS había enviado 1.400 millones de rublos en productos no militares, 300 millones en donaciones y había colaborado en 40 proyectos agrícolas o industriales en Nicaragua.²⁴ El mensaje de Shevardnadze parecía ser un estímulo a los esfuerzos de paz en la región (tal estímulo incluía una iniciativa para el establecimiento de relaciones diplomáticas con todos los países de la zona), un estímulo al régimen sandinista a continuar sus esfuerzos de democratización y desmilitarización, incluso si ello significaba concesiones importantes a la oposición, y una voluntad de mediar, si ello fuera necesario, entre Nicaragua y EE.UU. para la normalización de sus relaciones.

La falta de disposición soviética a comprometerse en la supervivencia de la revolución en Nicaragua (de la forma en que lo hizo en Cuba) y su interés en encontrar una solución negociada al conflicto centroamericano no es una política de Gorbachov. Desde 1982-1983, la URSS apoyó las iniciativas de paz de México y,

19. Para las fuentes americanas, ver: Robert E. Harkavy, *Bases*, op. cit., p. 361. Para fuentes nicaragüenses: Ministerio de Cooperación Externa: *Contratación de Recursos Externos 1979-1987*.

20. Ministerio de Cooperación Externa: *Contratación de...* Ibid.

21. Ver: FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, 1987.

22. *Newsweek*, 22 junio 1987. *Caribbean Insight*, noviembre 1987.

23. *El País*, 11 mayo 1989. *Informe latinoamericano* (Londres), 21 septiembre 1989.

24. *Tass*, 5 octubre y *Pravda*, 6 octubre 1989.

tras la invasión de Granada, cuando una acción similar en Nicaragua parecía posible, la prudencia soviética se hizo patente.²⁵ Los acuerdos de Guatemala de 1987 fueron muy bien recibidos por la URSS al igual que las posteriores iniciativas realizadas para ponerlos en marcha.²⁶ Según algunas fuentes, Moscú incluso presionó al Gobierno sandinista a ser más flexible en sus negociaciones con la oposición interior y exterior.²⁷

Desde el principio, el apoyo soviético a los sandinistas no implicó expectativas de cambios socialistas en Nicaragua. Al contrario, desde 1980, los especialistas soviéticos señalaron la necesidad de un largo período de reformas democráticas, pluralismo y unidad nacional para lograr la recuperación económica. Se puso especial énfasis en el hecho de que Nicaragua no era Cuba y, por tanto, el régimen sandinista debía tratar de mantener buenas relaciones con gran parte del mundo occidental y especialmente con EE.UU. Las relaciones con la comunidad socialista eran vistas sólo como un aspecto de la política nicaragüense de no alineamiento e independencia.²⁸ En este contexto, la implicación soviética en Nicaragua sólo podía entenderse como resultado de la política estadounidense de presionar a Nicaragua y particularmente de la cruzada personal de Reagan con la Contra. La derrota de los sandinistas en las elecciones nicaragüenses no fue exactamente bien recibida en la prensa soviética, pero no obstante fue aceptada y reconocida. Se podría incluso especular que las autoridades soviéticas sintieron un cierto respiro por la desaparición de esta fuente de tensión con Estados Unidos así como por el fin de lo que estaba empezando a ser considerado como una carga económica innecesaria.

IV. El movimiento de izquierda latinoamericano en los debates soviéticos

El interés de los especialistas soviéticos en la izquierda no inscrita en partidos comunistas empezó con la victoria del «Movimiento 26 de julio» en Cuba, en el año 1959. El hecho de que el Partido Comunista de Cuba (PCC) decidiera finalmente unirse a la lucha revolucionaria permitió un cierto acomodo de los hechos a la ortodoxia. No obstante la estrategia y tácticas de la revolución cubana en la conquista del poder y su rápida maniobra hacia la «construcción socialista» provocó un cierto debate entre los especialistas soviéticos acerca de las estrategias revolucionarias en América Latina. La mayoría de ellos, encabezados por Mijailov, director del Instituto de América Latina (IAL), Anatoly Shulgovski (un investigador del IAL) y Kudachkin (un especialista en Latinoamérica del Comité Central del PCUS), pensaban que gran parte de los países latinoamericanos no contaban con las condiciones objetivas para seguir el ejemplo de la revolución cubana. Tales condicio-

25. La iniciativa de paz mejicana fue presentada por el presidente López Portillo, y la falta de compromiso soviético con la defensa de Nicaragua puede verse en el comunicado hecho público tras la visita de Daniel Ortega a Moscú, en marzo de 1983 (*Pravda* 26 marzo 1983). Ver también las declaraciones de Andropov a *Pravda*, 26 marzo 1983, y a Radio Habana, 3 agosto 1983.

26. Ver: *Pravda e Izvestia*, 8, 9 y 10 agosto; y *Caribbean Insight*, noviembre 1987.

27. *Informe latinoamericano*, 21 septiembre 1989.

28. Ver la discusión soviética acerca de Nicaragua en Edmé Domínguez R., «Los Debates Académicos Soviéticos...», *Cuadernos Semestrales*, pp. 158-161.

nes debían crearse mediante una labor política larga y pacífica. Según otros especialistas, representados por A. Sivolobov, estas condiciones objetivas ya estaban presentes, tal como parecían indicar los movimientos campesinos. Además estas luchas demostraron que en ciertas circunstancias debían usarse medios violentos, junto con organizaciones de masas, para obtener el poder, ya que de otra manera la reacción espontánea podría superar a los propios partidos comunistas. Según un tercer grupo de opinión, era necesario combinar medios pacíficos y violentos de lucha.²⁹

Esta controversia comprometió la preferencia de Jrushchov por los «cambios dirigidos desde arriba» (como había demostrado el apoyo soviético a algunos regímenes de Oriente Medio y África), la experiencia de la revolución cubana y la falta de entusiasmo de los partidos latinoamericanos por los medios de lucha violentos. Gracias a esta discusión se reconoció, por vez primera, la existencia de grupos distintos al comunista que estaban preparados para llevar a cabo empresas revolucionarias. Como es bien sabido, la controversia fue finalmente resuelta en la Segunda Conferencia de Partidos Comunistas Latinoamericanos, en 1964, donde se alcanzó el compromiso de permitir a cada país la elección de sus propios medios estratégicos revolucionarios. El compromiso no duraría más de dos años. El declive de la ola revolucionaria en el continente, la insistencia de grupos inspirados por la revolución cubana en seguir sus propias tácticas, y la negativa soviética a compartir los costes de tales empresas reabrieron la discusión que crearía serias tensiones entre La Habana y Moscú durante el resto de los sesenta.

Los sucesos latinoamericanos durante los años 1970, la Unidad Popular de Chile y Velasco Alvarado en Perú, demostraron según los investigadores soviéticos la necesidad de tener en cuenta, otra vez, la izquierda no comunista. Esta vez ya no eran los grupos guerrilleros, sino movimientos y partidos organizados legalmente que escogían apoyar las políticas de reformas de Gobiernos populares. Los ejemplos del Partido Socialista en Chile y de los «militares patrióticos» en Perú fueron cuidadosamente analizados por los especialistas soviéticos, quienes se sentían especialmente atraídos por la «vía pacífica» hacia el poder que estos grupos habían elegido. Sin embargo, aquellos grupos que, a lo largo de esta experiencia, trataron de radicalizar la marcha satisfechos de las transformaciones (como el MIR en Chile), fueron criticados de nuevo por la mayoría de los especialistas. El fracaso de estas experiencias y la victoria sandinista en Nicaragua volvió a traer la cuestión de la «izquierda radical» no comunista, que era la vanguardia «de facto» de los movimientos revolucionarios, al menos en Centroamérica.

En lugar de otorgar el éxito revolucionario a las capacidades organizativas de estos grupos, los académicos soviéticos intentaron explicar la victoria sandinista y la situación explosiva en el área apuntando a la crisis estructural que afectaba al conjunto de América Latina, pero especialmente al «eslabón más débil de la cadena»: Centroamérica.

Estos análisis mostraron desde el principio una mezcla de sentimientos de entusiasmo y preocupación por la vulnerabilidad de la revolución sandinista, manteniendo los sucesos chilenos «in mente». Como habían hecho en el caso de Chile, los especialistas soviéticos decidieron estudiar tres temas en relación con la

29. Ver: Edmé Domínguez, «Soviet Academic Views on the Caribbean and Central America», en *Soviet-Latin American Relations in the Eighties*, ed. por Augusto Varas, Westview Press, 1987, p. 53.

experiencia nicaragüense: 1) la validez de la lucha armada para el resto de Centroamérica; 2) la estrategia de alianzas entre varias fuerzas de izquierda; y 3) las tareas de reconstrucción tras la llegada al poder.³⁰

La aplicabilidad de la vía armada al poder en Centroamérica era una conclusión que muchos especialistas soviéticos estaban dispuestos a aceptar en ese momento. Sin embargo, algunos de los más tradicionalistas insistieron en remarcar que los medios pacíficos y políticos de luchar era aún los únicos adaptados a las condiciones de países como Costa Rica y Honduras.

Respecto a la segunda cuestión, se admitió por primera vez de forma general que los grupos a la izquierda del comunismo también eran revolucionarios y capaces de convertirse en la «vanguardia del movimiento revolucionario». Uno de los especialistas soviéticos, Kiva Maidanik, del IMEMO (Instituto de Relaciones Internacionales y Economía Mundial), quien había defendido las formas de la lucha guerrillera desde los primeros sesenta, criticó al Partido Socialista de Nicaragua (PSN, el partido comunista nicaragüense) por haber preferido tradicionalmente la alianza con el centro a con la izquierda. La mayoría de los especialistas señaló la importancia del frente antidictatorial y el bloque de alianzas de clases como elementos clave en la victoria sandinista.

Sin embargo, otros especialistas soviéticos aún pensaban que la izquierda no comunista no era de fiar ideológicamente y era demasiado radical, atemorizando por ello a amplios sectores de la clase media.³¹

Tras la victoria sandinista, los especialistas soviéticos dirigieron su atención al proceso de unificación de la izquierda que estaba teniendo lugar en El Salvador. Creían que este país tenía un mayor desarrollo de las fuerzas capitalistas que la mayoría de los demás países del área, y un partido comunista (PCES) que, habiendo aprendido la lección de Nicaragua, había decidido integrarse a la lucha armada junto con otras fuerzas de izquierda. El proceso de unificación, que cuajó en el Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional junto con el Frente Democrático (FMLN-FDR), realizó su primera ofensiva general en enero de 1981. La prensa y los especialistas soviéticos pusieron grandes esperanzas en esta ofensiva; su fracaso provocó desilusión y demostró, según muchos observadores soviéticos, que la revolución en el resto de Centroamérica se tomaría más tiempo del previsto inicialmente.

No obstante, el secretario general del PCES, Jorge Shafik Handal, a finales de 1981, inició una seria discusión teórica criticando el fracaso de la mayoría de partidos comunistas latinoamericanos (incluido el suyo hasta 1981) para constituirse en vanguardia de las luchas en sus países, y analizó las causas socioeconómicas que habían propiciado la aparición de la «izquierda radical».

Por primera vez en la tradición comunista y soviética, Handal legitimó el rol de la izquierda no comunista demostrando que era el producto de condiciones objetivas (industrialización frustrada, sectores urbanos marginales), que los partidos comunistas tradicionales no habían sabido comprender. Según el dirigente salvadoreño, debería crearse una alianza entre los partidos comunistas y el resto de la izquierda en la que cada uno se beneficiaría de la experiencia de los demás.

30. *Ibid.*, p. 66. Ver más arriba la sección sobre la política soviética en Nicaragua.

31. Según esta corriente de pensamiento, la izquierda radical había sido uno de los principales responsables del fracaso del experimento de Allende en Chile. Ver: Edmé Domínguez, *Cuadernos Semestrales*, op. cit., pp. 127-130, 158-161.

También según Handal, el principal objetivo de la revolución no debería ser la conquista del poder sino su conservación para construir el socialismo, aunque el programa de transformaciones concreto dependía de las circunstancias de cada país.³²

Esta discusión teórica tuvo efecto tanto a nivel de los partidos comunistas latinoamericanos como al de los especialistas soviéticos. Cuba organizó una conferencia continental para discutir estas cuestiones. La mitad de los participantes invitados pertenecían a la llamada «izquierda radical» y en la mayoría de los debates se cuestionó seriamente el papel del partido comunista, junto con el papel de la clase obrera como vanguardia de la revolución.

Entre los círculos académicos, Tania Vorozheikina y Kiva Maidanik recibieron bien las ideas de Handal. Estudiando el caso de El Salvador, Vorozheikina elogió la capacidad organizativa de todos los grupos del frente izquierdista, reconociendo especialmente el coraje y la importancia del partido comunista. Sin embargo, otros académicos soviéticos no aceptaron las ideas de Handal y, incluso reconociendo la necesidad de la unificación de la izquierda, pensaban que ésta debía realizarse bajo el control del partido comunista.³³

V. El debate a finales de los años 80

El fracaso de todo nuevo intento revolucionario en Centroamérica y el proceso de democratización en el resto del continente (al que la izquierda contribuyó escasamente) exigían una nueva revisión de las opiniones soviéticas sobre estos temas.

Un artículo muy conservador publicado en *Latinskaia Amerika* (que, paradójicamente, apareció al comienzo del «período de glasnost») reabrió otra vez el debate. El autor, Nicolai Vasëtski (perteneciente al Instituto de Marxismo-Leninismo, ligado al Comité Central del PCUS), resucitó los dogmas soviéticos más tradicionales para criticar muy violentamente a todos los «grupos izquierdistas» latinoamericanos. Les acusaba de adoptar «posiciones pseudomarxistas pequeñoburguesas» que en realidad equivalían a «una colección de doctrinas eclécticas». Según Vasëtski, estos grupos de izquierda, que atraían a las clases medias más bajas en proceso de proletarianización, habían reducido la lucha de clases a la lucha armada siguiendo estrategias «espontáneas», protegidos por teorías que sólo eran falsificaciones del marxismo leninismo. Según este autor, varios líderes de tales grupos habían sido presentados como «políticos serios» por la prensa burguesa a pesar de que varios de ellos habían adoptado «características trotskistas y anarquistas». Esto demostraba, según Vasëtski, que en realidad existía una confabulación entre tales grupos, la burguesía y el imperialismo contra las «fuerzas progresistas».³⁴

La reacción a este artículo fue bastante apasionada. La mayoría de los especialistas que respondieron al artículo de Vasëtski criticaron con énfasis sus conceptos

32. J. Shafik Handal, «El poder, el carácter, la vía de la revolución y la unidad de la izquierda» en *Revista teórica del PCES*, n. 4 (1982).

33. Ver: Edmé Rodríguez, «Soviet Academic Views...», *Ibid.*, p. 71-72.

34. N Vasëtski, «Atolladeros del Seudo-revolucionarismo», *América Latina*, n. 1 (enero 1987).

(calificándolos de «dogmas estalinistas»), pero también hubo quien defendió algunas de sus ideas.³⁵ Desde 1987 han aparecido varios artículos sobre estos temas. Teniendo en cuenta el interés abierto por estas cuestiones, el *Latinskaia Amerika* decidió organizar un debate formal, que fue publicado en tres partes: en marzo, junio y agosto de 1989. Tomando este debate como punto de partida, queríamos presentar las diferentes tendencias de pensamiento presentes en la discusión.

En términos generales, el debate ha seguido tres líneas. Por un lado, la que podríamos llamar «línea revolucionaria», que ha defendido las posiciones de la «izquierda radical» en América Latina; la «línea ortodoxa y conservadora», no tan extremista como Vasetski, pero bastante inclinada a defender conceptos comunistas tradicionales, como «el papel de vanguardia de los partidos comunistas»; y, finalmente, la «línea socialdemócrata», que se podría ubicar entre los dos primeros grupos.

La «línea revolucionaria» está representada principalmente por Kiva Maidanik y Tania Vorozheikina, del IMEMO. Tomando como punto de partida las ideas de Handal en 1982, Maidanik intenta presentar las características que han producido los diferentes grupos de izquierda y sus principales corrientes. Como causas, Maidanik apunta al tipo y nivel de desarrollo en América Latina: un capitalismo desarrollado a medias con carácter dependiente.³⁶ Esta clase de capitalismo permitió la coexistencia de diferentes fases de desarrollo (colonial, neocolonial, capitalista) dentro de cada país, y de diversos sectores económicos que han creado contradicciones de varios tipos. Asimismo, estas sociedades son europeas y asiáticas a la vez, y por tanto sus procesos revolucionarios son también heterogéneos: hay una lucha de clases, pero también una lucha de liberación nacional. Ello resulta en una multiplicidad de grupos socioeconómicos y de «tendencias izquierdistas». Sólo algunos países (en su mayoría suramericanos) poseen una clase obrera real y fuerte; en el resto, el papel de la clase trabajadora ha sido cubierto por un «bloque popular» compuesto por diferentes clases guiadas por una ideología proletaria. Sin embargo, este bloque no debe ser asimilado con la «pequeña burguesía» y sus organizaciones no son necesariamente «aventuristas». La heterogeneidad de la izquierda es también producto de la crisis estructural del capitalismo dependiente (crisis iniciada en los años 1950) y de los «errores históricos» del movimiento comunista latinoamericano.³⁷

Según Maidanik, la izquierda latinoamericana se puede dividir en cuatro corrientes diferentes:

1. Las corrientes «revolucionarias socialistas», que incluyen a los partidos comunistas y todos los movimientos revolucionarios populares con ideas marxistas-leninistas (como el Movimiento 26 de Julio de Cuba o los sandinistas en Nicaragua). Tienen objetivos antiimperialistas y revolucionarios y aceptan todos los medios de lucha de masas, teniendo como objetivo inmediato la consecución del poder.
2. La corriente «democrática izquierdista», que puede ser situada a la derecha

35. Ver: «Con motivo de un artículo en nuestra revista», *América Latina*, n. 9 (septiembre 1987).

36. Para un análisis detallado del concepto de «capitalismo semidesarrollado», ver: Edmé Domínguez, *Cuadernos Semestrales*, op. cit., pp. 141-157.

37. K. Maidanik, «Problema de la pluralidad y la unidad de izquierda», *América Latina*, n. 9 (septiembre 1988), pp. 17-34; y «La izquierda, unidad y diversidad (mesa redonda en la redacción)» 1 parte, *América Latina*, n. 3 (marzo 1989), pp. 27-33.

de la «revolucionaria socialista» y que agrupa todo tipo de grupos reformistas liberales (cristianodemócratas, socialdemócratas, etc.) que aceptan un modelo de desarrollo democrático, no capitalista, con características antiimperialistas. Los ejemplos típicos son el MIR en Bolivia o el FDR en El Salvador. Sin embargo, esta corriente se ha movido hacia la derecha durante los 80.

3. La corriente «revolucionaria nacional», que ha estado representada por los sectores liberales de ciertas instituciones, como los militares en Perú en los años 1970, que defendían un modelo nacionalista no dependiente de desarrollo y eran contrarios a todo tipo de lucha de clases.

4. La corriente «ultraizquierdista», formada por pequeños grupos que defienden la lucha armada y los métodos terroristas como único medio efectivo para alcanzar la revolución de forma inmediata. Estos grupos se organizan a partir de principios ideológicos muy dogmáticos (maoístas, albaneses, etc.) y son reticentes a participar en cualquier alianza de la izquierda. El ejemplo típico de esta corriente es Sendero Luminoso, en Perú.

Según Maidanik, sería deseable que todos estos grupos crearan una alianza estratégica basada en la igualdad. Sin embargo, la unidad de la izquierda no es condición suficiente para el éxito revolucionario. Sólo la unidad más la organización de las masas y la lucha revolucionaria puede garantizar la obtención del socialismo.³⁸

T. Vorozheikina va más lejos que Maidanik. Ella opina que los grupos ultraizquierdistas como Sendero Luminoso son el resultado del fracaso de la izquierda para representar amplios sectores de población explotados. Según Vorozheikina, estos grupos ultraizquierdistas deben ser considerados como parte de la izquierda a pesar de sus métodos. Además, estos grupos son el resultado del atraso de ciertas regiones y países de Latinoamérica, donde no se ha formado aún una sociedad civil, haciendo así que la alternativa revolucionaria sea la única posible. Por otra parte, según esta especialista, el resto de la izquierda en general no debería conformarse con un papel de oposición legal, ya que de hacerlo perdería toda su fuerza política. Finalmente, es importante alcanzar la unidad de todas las fuerzas de la izquierda para poder conquistar el poder desde el primer momento de la contienda.³⁹

Y. Koroliov, del Instituto de América Latina (IAL), representa la línea socialdemócrata. Según este especialista, las crisis económicas de los ochenta y las tendencias transnacionales actuales condenan cualquier proyecto social nacional a ser reaccionario. En consecuencia, la izquierda debe tener en cuenta el factor internacional en su estrategia. Por otra parte, continúa, hoy es difícil promover un programa socialista en Latinoamérica, ya que no hay una alternativa democrática revolucionaria, sólo opciones democráticas. Por lo tanto, sólo las fuerzas socialdemócratas tienen alguna posibilidad de convertirse en la vanguardia real en América Latina. Según Koroliov, la unidad de la izquierda, aunque necesaria, sólo puede alcanzar su plena dimensión tras la consecución del poder, durante el período de reconstrucción. Además, no es necesario conquistar el poder inmediatamente y a cualquier precio; la historia ha demostrado que «todas las revoluciones victoriosas (incluso la rusa) no han creado más que dictaduras». Así pues, la única solución para Latinoamérica es un proceso de socialdemocratización (entendiéndolo como

38. *Ibid.*

39. «La izquierda...» III parte, *América Latina* n. 7 (agosto 1989), pp. 50-56.

una fusión de todas las corrientes socialistas con el marxismo como doctrina dirigente) con métodos y programas reformistas. Koroliiov intenta reforzar esta conclusión presentando la socialdemocracia como una doctrina fuertemente enraizada en Latinoamérica, diferente e independiente de su homóloga europea, y representante de un «modelo de modernización progresiva» que «resuelve el problema de regular las relaciones entre el Estado y los intereses transnacionales».⁴⁰

Según la corriente de pensamiento «ortodoxa y conservadora», representada por A. Shugovski y Y. Shemiakin, del IAL, la unidad de la izquierda es necesaria pero debe ser selectiva, sin aceptar a aquellos grupos que carecen de «principios morales y éticos» (es decir, la ultraizquierda). Asimismo, la primera prioridad de la lucha debe ser la obtención de objetivos democráticos, no la conquista del poder. Según opina esta corriente, en general, en América Latina, la sociedad civil y las instituciones representativas democráticas han sido reforzadas a pesar de los períodos dictatoriales. Así, es peligroso generalizar la experiencia centroamericana (de movimientos revolucionarios violentos), que en Suramérica sólo podrían ser aplicados a Perú y Bolivia. En contraste con la corriente revolucionaria, la opinión ortodoxa resalta las similitudes, no las diferencias, entre Europa y Latinoamérica.⁴¹ Según ella, en Latinoamérica, como en Europa a mediados de siglo, hay algunos elementos de transición en los que se están produciendo formas nuevas y complejas de interacción entre clases. América Latina forma parte de la «civilización occidental», parte del capitalismo mundial, y por ello está sujeta a sus leyes y regularidades. Cabe pues esperar que la formación y el desarrollo de las clases en Latinoamérica siga el mismo modelo que en Europa. En opinión de esta corriente, la izquierda aún está claramente liderada por los partidos comunistas y algunos de los grupos que Maidanik define como «las corrientes democráticas de la izquierda» (social o cristianodemócratas) y la «corriente revolucionaria nacionalista» (sectores militares nacionalistas). Estos especialistas desdeñan a la «extrema izquierda» por sus métodos. Sin embargo, piensan que está ya desapareciendo y que sus miembros van integrándose en el resto de la izquierda. Por último, la corriente ortodoxa piensa que es peligroso idealizar la unidad de la izquierda y ponerla como un objetivo en sí misma. Para ellos, la unidad va más en el sentido de un frente popular en el que el partido comunista conserva el liderazgo. Aunque hemos tenido que simplificar de alguna forma las ideas expuestas por cada corriente de pensamiento, el debate que acabamos de presentar nos sugiere algunas observaciones.

Esta discusión puede ser vista como una continuación de antiguos debates que han ido sucediéndose en los círculos académicos soviéticos desde los años sesenta. Las mismas corrientes, tradicionalistas y conservadoras contra revolucionarios, vuelven en cada debate, e incluso parece que sus representantes son los mismos. Una novedad es, no obstante, la corriente socialdemócrata, que parece presentar un punto de vista más acorde con el período de la perestroika. Modernización y socialismo parecen ser posibles en un modelo socialdemocrático, el mismo modelo por el que están luchando hoy muchos intelectuales de la perestroika. Por otro lado, es interesante ver que tanto la posición tradicional como la revolu-

40. *Ibid.* II parte, pp. 41-48.

41. Estas diferencias en el desarrollo del capitalismo son uno de los puntos más defendidos por la «escuela de la dependencia», a la cual pertenece Maidanik.

cionaria han sobrevivido a pesar del rechazo de la mayor parte de los símbolos revolucionarios en las políticas interior y exterior de la URSS (especialmente hacia el Tercer Mundo).

CONCLUSIONES

Si la línea Gorbachov continúa, la política soviética hacia Latinoamérica ya no será muy diferente de la de otros países no socialistas. La URSS está interesada en extender sus mercados y modernizar su economía mediante intercambios con el exterior, y América Latina parece más adecuada que otras regiones tercermundistas para ayudar a Moscú a conseguir este objetivo. Por otra parte, la solidaridad soviética con la revolución también está llegando a su fin. Incluso antes de la caída de los sandinistas, el apoyo soviético a Nicaragua estaba disminuyendo claramente como consecuencia del nuevo *modus vivendi* alcanzado con EE.UU. Ahora sólo queda Cuba y las dificultades económicas de la URSS parecen indicar que la ayuda soviética no puede darse por segura de forma indefinida.

Las discusiones académicas soviéticas en relación a sus propias experiencias en el Tercer Mundo parecen reflejar los cambios mencionados anteriormente. La norma actual parece ser una creciente crítica de todo tipo de «orientación socialista» y la alabanza del capitalismo. Sin embargo, esto no es tan visible en el caso de Latinoamérica. Como hemos visto a través de los debates presentados, las viejas tendencias de pensamiento han sobrevivido y tan sólo se han introducido algunas ideas nuevas (que no son del todo novedosas) en las discusiones. Todos los participantes en el debate consideran necesario algún tipo de alianza de la izquierda para un éxito revolucionario, pero parecen estar más interesados en qué grupo dirige el «movimiento revolucionario» que en el propio proceso revolucionario. En efecto, uno se pregunta si alguno de ellos, aparte del «grupo revolucionario», cree en la posibilidad o la *deseabilidad* de que hoy en día se produzca una revolución en Latinoamérica. Esta discusión también puede interpretarse como un reflejo de los debates internos soviéticos acerca de su propio futuro. Tradicionalistas contra modernistas; las transformaciones revolucionarias, la consecución del socialismo parecen caducadas, incluso en el Tercer Mundo, aunque algunos latinoamericanistas soviéticos se muestran reacios a aceptarlo. ¿Dilema?

Intervención del vicepresidente del Gobierno, don Narcís Serra, en el acto de presentación del Anuario de la Fundación CIDOB (Centro de Información y Documentación de Barcelona)

Madrid, 7 de Mayo de 1991

Señoras y señores, deseo empezar mi intervención manifestando la satisfacción de estar en esta sala de la Asociación de la Prensa, que sólo había visto a medio construir, precisamente para presentar un trabajo de la entidad de este Anuario Internacional del CIDOB.

He utilizado la palabra «satisfacción» y creo que la podemos emplear en el mismo sentido que Eugenio d'Ors lo haría. Estamos frente a un trabajo bien hecho, que ha superado la cota alcanzada en la primera edición del Anuario, y estamos ante una obra no sólo interesante, sino necesaria. España no tiene otro anuario de política internacional que

no sea el que en estos momentos nos proporciona el CIDOB. Debemos felicitarle por esa aportación única que hace al conocimiento de nuestra política exterior y de todos los aspectos de la vida internacional, que cada vez en mayor medida inciden en la política y en la economía española.

En relación a este tema, quisiera conectar con unas palabras de José María Socias en su presentación, cuando ha hecho referencia al trabajo de la Fundación CIDOB como una muestra de vitalidad de la sociedad civil. Estoy absolutamente de acuerdo con él, y es evidente que mi satisfacción personal se acrecienta por el hecho de haber visto nacer

el CIDOB y de haber visto cómo ha ido creciendo en capacidades y en tenacidad, hasta el punto de llegar a producir este Anuario Internacional.

Creo que esta colaboración desmiente a aquellos que desde posturas liberales defienden la oposición entre el Estado, o las Administraciones Públicas, y la sociedad civil. Hemos encontrado un camino en que las Instituciones Públicas (Ministerios, Ayuntamientos, Diputaciones, Universidades), en este caso están ayudando, respetando absolutamente la independencia de criterio de los trabajos realizados. Creo que es un ejemplo de cómo se debe colaborar, respetando, insisto, esta independencia, porque yo no veo otra manera de defender a la sociedad civil que impulsándola, siguiendo sus indicaciones pero, evidentemente, sin ningún afán de control desde el sector público que la apoya.

El Anuario se divide en unos primeros artículos que analizan el panorama internacional y la política exterior española y luego unos anexos que considero son del máximo interés para cualquier profesional de este tema, o político, que quiera tener a mano de forma fácil datos que le pueden ser de mucha utilidad.

Es evidente que no estoy absolutamente de acuerdo con todo lo que se escribe en los artículos de opinión del Anuario, pero sí quiero declarar que todos tienen un elevado interés y una virtud que a mí me parece totalmente encomiable: incitan a reflexionar, impulsan a meditar sobre los temas de política internacional que tratan, y creo que esto ya es el objetivo de mayor interés que debe perseguirse con este Anuncio.

Es una novedad que se incluya el Índice de Desarrollo Humano en estos apéndices; en el primero nos encontramos con una posición española muy cercana al nivel máximo de este índice, que es el producto de una combinación de la esperanza de vida en cada país, de la tasa de alfabetismo absoluto o de adultos y del Producto Interior Bruto por habitante. Creo que, en la medida en que a España aún le queda algún progreso que hacer en la tasa de alfabetismo —no de-

masiado respecto a otros países en relación a la esperanza de vida, porque en este nivel estamos en el máximo— aún podríamos acercarnos más al máximo, que en este índice lo ocupa Japón con un 0,996, España tiene 0,965. Un elemento de reflexión, a mi entender, es que el país más bajo es Níger con un índice de 0,116.

La diferencia entre los países con un índice de desarrollo humano más bajo y más alto es abismal, y creo que ello nos recuerda —si hace falta que se nos recuerde a quienes conocemos un poco el panorama internacional— que este mundo aún no es un mundo feliz, sino un conjunto de problemas, algunos de los cuales son muy acuciantes y a los que los trabajos de este Anuario nos piden que colaboremos desde España a solucionar.

El Anuario cubre el año 1990. No es un secreto para nadie que es un año importantísimo en la vida internacional y que ha sido un año de transición. Hemos pasado de una visión optimista que teníamos en 1989 —por la transición a la democracia en los países del Este, los movimientos hacia la democracia y el fin del racismo en Suráfrica o en otras partes del mundo, como América Latina— a un mundo menos optimista, en el que se ha producido un conflicto de tanta entidad como la guerra del Golfo y en el que constatamos las enormes dificultades que tienen los países del Centro y del Este de Europa y la Unión Soviética de avanzar en los procesos de democratización de sus propias sociedades.

No quisiera entretenerme en el análisis de 1990 que se hace en elevado número de artículos de este Anuario, sino que lo que quisiera es invitar a que precisamente se lea y se analicen estos aspectos.

En esta intervención de presentación, quisiera hacer unas breves reflexiones sobre cuatro temas que están tratados en el Anuario y que me parecen capitales en la política exterior española: el papel de las Naciones Unidas en el mundo, el proceso de construcción política y económica de Europa, las relaciones de España con los países del Magreb y la política mediterránea española, y

también las relaciones con América Latina. Creo sinceramente que en estos cuatro temas se pueden resumir los focos de mayor interés de lo que debería ser nuestra política internacional o nuestros intereses en este momento.

En primer lugar, quiero referirme a las Naciones Unidas. Creo que existe un consenso, cada vez más extendido, entre todos los países del mundo sobre la necesidad de fortalecer el sistema de las Naciones Unidas. Hemos entrado en una nueva situación de superación de la guerra fría y es evidente que necesitamos un mecanismo más potente de prevención de conflictos y de regulación del establecimiento de la legalidad internacional. Precisamente este mecanismo creo que debe traducirse en un mayor protagonismo de las Naciones Unidas.

España está propugnando este papel más fortalecido en un doble sentido: se está participando en las Naciones Unidas con un esfuerzo financiero importante —quiero recordar que somos el noveno país en contribución a financiar sus gastos— y también en una contribución directa a los esfuerzos de pacificación. Es una contribución reciente, pero es que también la democracia española es una democracia joven y ha necesitado un tiempo para resolver una serie de problemas internos y de política internacional que eran previos a según qué actitudes de vertebración de nuestra política exterior con nuestra política de seguridad y defensa. Y es evidente que primero debíamos resolver los temas enunciados por el presidente del Gobierno en el famoso decálogo de 1984, como pueden ser la permanencia en la Alianza Atlántica, el nuevo acuerdo bilateral con los Estados Unidos o la condición de miembros de la UEO, como paso previo para emprender después una acción de mayor aplomo, de mayor peso, de mayor presencia internacional en los procesos de pacificación de las Naciones Unidas.

Esto lo hemos hecho, como decía antes, desde fechas recientes, pero en este corto periodo de tiempo España ha tenido una contribución significativa en el proceso de pacificación de Angola y de retirada de las

tropas cubanas de dicho país. Ha tenido una contribución importante en el proceso de elecciones libres, o de referéndum y de independencia, de Namibia, proporcionando todo el sistema logístico de transporte aéreo con el que se mantuvo la presencia de las Naciones Unidas durante todo este periodo. También se pudieron realizar elecciones con una presencia creo que no sólo significativa, sino esencial, en Centroamérica. En concreto, el mando era español en la operación que permitió las elecciones libres de Nicaragua y el proceso de desarme de la Contra. En este momento, como es notorio, también hemos decidido participar en las medidas de salvaguarda del pueblo kurdo, al norte del Irak.

Es evidente que España está dispuesta a seguir participando en estos esfuerzos de pacificación, porque cremos que el éxito de las Naciones Unidas en Namibia o en Nicaragua es una pieza esencial de ese proceso y que después de una reflexión y un debate internacional debe realizarse un reforzamiento de los mecanismos de las Naciones Unidas.

Nos conviene para garantizar la convivencia internacional y otorgarnos periodos indefinidos de paz que las Naciones Unidas sean más ágiles en sus actuaciones, que tengan mayor capacidad de prevención de conflictos regionales y que tengan mayor capacidad y medios de actuación, si esos conflictos no han podido evitarse; y debe imponerse la legalidad internacional.

Planteo esa necesidad de refuerzo de organización, o lo que podríamos llamar ese «aggiornamento», de las Naciones Unidas como una cuestión abierta. No pretendo, en estas palabras de presentación, propugnar ninguna solución concreta, pero es evidente que el conflicto del Golfo nos plantea una serie de interrogantes, que debemos iniciar un debate entre todas las naciones y que no debemos excluir algún tipo de reforma en las instituciones que configuran las Naciones Unidas de tal forma que tengan esa mayor capacidad de actuación y medios para aplicar la normativa que deben generar en el panorama internacional.

Quizá también debemos propugnar un

cierto desarrollo doctrinal de la actuación de las Naciones Unidas. Si durante los años 50 y 60 dicha Organización se centró principalmente en los procesos de descolonización, quizá en esta década de los años 90 debemos propugnar que las Naciones Unidas se centren en el desarrollo de los derechos humanos, tanto en su vertiente política como en la económica o en la social.

Debemos impulsar la capacidad de solidaridad de la comunidad internacional. Y en estos momentos en que contemplamos la tragedia del pueblo kurdo o contemplamos la más reciente tragedia de Bangladesh –probablemente uno de los mayores desastres de la historia de la humanidad–, no es ocioso reclamar esa necesidad de que desde nuestro país se potencien todas las llamadas y actuaciones efectivas que puedan realizarse en esa dirección de solidaridad y de defensa de los derechos humanos.

También ahí tendremos que dar respuestas nuevas. La dificultad de actuación para salvaguardar al pueblo kurdo en relación al principio de integridad territorial de las naciones –pero también la necesidad imperiosa de tutelar los derechos humanos– debe proporcionar mecanismos de actuación que en el futuro permitan que las Naciones Unidas, de verdad, generen criterios de legalidad internacional y que de verdad tengan capacidad de imponer en la práctica esos criterios.

En otra dirección, creo que también debemos potenciar la labor de las Naciones Unidas. Es evidente –y creo que ustedes estarán de acuerdo conmigo– que el mundo que estamos viendo conformándose en estos dos últimos años es menos peligroso que el mundo anterior de la guerra fría, porque estamos reduciendo, evidentemente –y creo que de forma aceptada por casi todos–, la posibilidad de un conflicto nuclear general. Pero eso no quiere decir que no subsistan riesgos, precisamente también ligados al armamento nuclear, en relación a la proliferación del mismo, o del armamento químico o simplemente de las capacidades misilísticas.

En general, creo que deberíamos aprovechar la situación actual, en la que existe un

consenso generalizado hacia un control más estricto del comercio de armamentos a escala internacional, y, si tenemos en cuenta lo que se ha dicho repetidas veces, que los países permanentes del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas representan por sí solos el 85 por 100 de esa oferta de comercio internacional de armamentos, podríamos llegar a la deducción de que las Naciones Unidas tienen mucho que decir en esa dirección de prevenir y salvaguardar los riesgos derivados de la proliferación de armamentos en este momento.

También hay riesgos de otra índole, que afectan a la humanidad y de forma global. Los más importantes, y que están considerados en este Anuario por primera vez, son los ligados a los problemas del medio ambiente. El efecto invernadero, la capa de ozono, la desertificación, la polución en mares prácticamente cerrados, como el Mediterráneo, son temas que no pueden resolverse por un solo país y que necesitan, requieren y demandan instancias internacionales para que sean posibles soluciones globales y no locales a estos temas. Yo, de nuevo, creo que aquí tenemos una ocasión para otorgar a las Naciones Unidas un papel central a desempeñar en esta dirección.

Para terminar mis reflexiones sobre las Naciones Unidas, quisiera decir que no comparto el enfoque pesimista de los que en relación, por ejemplo, al conflicto del Golfo se dedican a subrayar las carencias de las Naciones Unidas como Organización capaz de resolver el conflicto o de imponer sus criterios. Creo precisamente que es sobre la reflexión acerca de esas carencias como debe generarse el debate del reforzamiento futuro. Cuando luego hable de Europa también defenderé el mismo criterio. No hemos de ocultarnos los problemas, no hemos de ocultarnos las carencias, pero derivemos del análisis de esa situación, que creemos claramente mejorable, los caminos de discusión y de cooperación internacional que queremos imponernos.

El segundo elemento del que quería hablar, o el segundo eje de política internacional, como ya les he mencionado antes, es

Europa. Creo que cada vez va a ser más claro que ningún país del mundo va a tener capacidad por sí mismo para acomodar el mundo a sus propios intereses. Y, por lo tanto, el establecimiento de políticas de compromiso y de consenso entre grupos de países va a ser una línea que vamos a vivir en la década de los años 90.

En este mundo, creo que, no sólo porque nos convenga a los europeos sino porque interesa a la convivencia internacional, hemos de defender la existencia de una Europa fuerte, de una Europa que se piense con criterio amplio: el mismo criterio amplio con que el CIDOB enfoca en su Anuario Internacional los anexos y el análisis de lo que ha sucedido en Europa.

Para esa Europa que queremos fuerte y amplia en el futuro creo totalmente necesario que consolidemos la Comunidad Europea como el mecanismo básico en el que soportar en el futuro cualquier proceso de construcción de esta Europa más amplia. Si debilitamos el proceso de coherencia o de creación de las Comunidades Europeas, estamos debilitando las posibilidades posteriores de tener esa Europa fuerte y unida a la que hacía referencia. Y también debilitamos las posibilidades de apoyo a las necesarias transformaciones en los países del Centro y del Este de Europa y en la propia Unión Soviética. Para ello necesitamos una Comunidad Europea que sea completa, que no le falte ninguno de los elementos, de los miembros necesarios para que pueda actuar y pesar en el mundo, en defensa de nuestros propios intereses como europeos.

Creo que en los últimos meses se está avanzando en esa dirección, creo que se está produciendo una incorporación del Reino Unido a ese debate constructivo de lo que debe ser el futuro de las Comunidades Europeas, creo que se van decantando avances en las Conferencias Intergubernamentales —que no van a ser espectaculares, pero sí que van a ser avances perceptibles y en la dirección que desde España creemos que conviene a nuestros intereses y a los de Europa— y creo, sinceramente, que España está jugando en estos procesos un papel acti-

vo, fructífero, de país que conoce cuáles son sus necesidades, sus objetivos y sus posibilidades y que es respetado precisamente por la seriedad con que efectúa estos planteamientos.

Cuando reflexionamos sobre este proceso de construcción de Europa en España debemos defender algunas líneas de actuación. En primer lugar, no nos conviene que en ese proceso de creación de Europa se separen los temas económicos de los políticos. No conviene a España y creo que no conviene al proceso europeo. Hemos de lograr un avance paralelo en la creación de la Unión Económica y Monetaria con la creación de una unidad política europea.

Por lo que se refiere a esta unidad económica y monetaria, evidentemente hemos de luchar y hemos de conseguir que no existan varias velocidades para este proceso. Hemos de defender la idea de cohesión y de solidaridad que España está defendiendo. No existirá un proceso tan real de avance estable si no se garantiza una cohesión entre todos los países que están llamados a participar en este proceso. Y para que exista esta cohesión tendrán que tomarse medidas de solidaridad, que España está propugnando en los debates europeos en este momento. Debemos desarrollar en toda su amplitud la idea de ciudadanía europea porque debemos situar a la persona como un elemento central en la Comunidad.

Y, por último, creo que conviene a España —pero conviene también al proceso europeo— que en absoluto se separe la construcción de esa unidad política de los elementos de seguridad y defensa común europeos. Salvaguardando el necesario vínculo transatlántico, hemos de ir dotando a esa unidad política de capacidades propias en el campo de la seguridad y de la defensa que, en último término, quiere decir en el campo de la integración de sus capacidades de defensa y de Fuerzas Armadas.

Sobre estos temas, opino que hay un consenso amplio en España. Creo que vamos a tener ocasión, en el mes de junio, de verificar que este consenso se produce físicamente en las Cámaras y que reforzará las capaci-

dades del Gobierno precisamente de defender esos puntos de vista en los debates comunitarios.

Me he extendido demasiado. Voy a ser más breve en relación al Magreb y a América Latina.

En relación al Magreb, quisiera decir simplemente que la crisis del Golfo ha venido a darnos la razón en relación a muchos países de Europa que no acaban de comprender la importancia que España daba a las relaciones con los países del Norte de África o la importancia que España daba a crear marcos de convivencia en el Mediterráneo.

En este momento, España está en muy buena situación de promover la política que tradicionalmente ha venido defendiendo en Europa y cada vez más va a ser necesario que convenzamos a nuestros socios europeos de la política que queremos practicar, porque cada vez va a ser más difícil que España sola pueda practicar ese tipo de política. España defiende unas mejores, más profundas y más estables relaciones con sus vecinos del Sur, y creemos que éste es un momento en el que Europa ha comprendido esa necesidad. Estamos trabajando en dos direcciones muy claras: la de la Conferencia de Seguridad y Cooperación del Mediterráneo —idea que se está abriendo camino, que España e Italia han empujado solidariamente y que en este momento ya tiene el apoyo de muchos más países europeos—, y también creo que puede ser fructífera como medida de mayor facilidad en este momento la Conferencia que denominamos «5 + 4», es decir, los cinco países del Magreb con Portugal, España, Francia e Italia.

En definitiva, hemos de lograr que nuestras relaciones con estos países creen unas condiciones de mayores posibilidades de desarrollo económico, de creación de empleo, de progreso político, democrático y cultural. Para ello hemos de fomentar inversiones de nuestros empresarios, de nuestros agentes económicos en estas zonas y hemos de crear un diálogo continuado. Creo, por citar un ejemplo concreto, que los acuerdos españoles con Argelia y Marruecos en relación a la construcción de un gasoducto que

nos ligue con esos dos países son ejemplos de esos puentes de diálogo y de interés mutuo y de cooperación, también en el campo económico, que hemos de realizar con nuestros vecinos del Sur.

En relación a América Latina, nuestro objetivo también tendría que ser convencer a la Comunidad Europea de la necesidad de establecer más estrechas relaciones con esta importantísima área del mundo. ¿En paralelo? Evidentemente en este caso yo creo que sí: que podemos seguir políticas de acción bilateral con todos los países que componen América Latina y, en algunos casos, política no estrictamente bilateral: ampliada también a Estados Unidos o a algún otro país... Un ejemplo de estas cooperaciones podrían ser los acuerdos que España está impulsando, junto con Venezuela y con Estados Unidos o México, en relación a las ayudas a Nicaragua.

Para terminar, quisiera volver al Anuario Internacional. Creo que no sólo es un instrumento útil de trabajo, sino que refleja la importancia que va teniendo en España su presencia en el mundo. Cada vez más hemos o estamos asumiendo nuevas responsabilidades de presencia y de compromisos. Y no bastan buenas palabras; hay que estudiar las situaciones, hay que saber qué posibilidades reales tenemos de incrementar esa presencia, de darle el aplomo, la estabilidad que cualquier actuación en el campo internacional requiere.

Creo sinceramente que, en el campo de la política internacional, España está recuperando el lugar que le correspondía. No quisiera exagerarlo, pero sí quiero decir que España está progresivamente donde le corresponde, ni más ni menos, y que en esta dirección aún tenemos un camino que recorrer. Pero, sinceramente, creo que la experiencia de los años pasados es una experiencia positiva en la dirección de una presencia española en el concierto internacional de mayor peso y de mayor reconocimiento por parte de los demás países de nuestras posibilidades de cooperación en todos los proyectos de carácter internacional.

Pero no solamente se está produciendo

este proceso, sino que se está produciendo otro, al que doy mayor importancia, que es el de la aceptación por parte de la sociedad española, de la relevancia que tienen nuestras relaciones internacionales, la interdependencia internacional y la transcendencia que proyectos como el de la construcción de Europa tienen en la vida cotidiana de nuestra sociedad. Yo creo que cada vez está más clara la aceptación de este proceso de interdependencia internacional de nuestra propia vida en España. Pero aquí también debemos avanzar. Entiendo que este mayor apoyo de las acciones internacionales, esta mayor asimilación de este complejo mundo de relaciones en el que estamos, tiene también que venir de la mano de la actuación de los políticos, de los debates en las Cámaras, etc. En este contexto, contribuciones como la del CIDOB son instrumentos efectivos para el conocimiento

de nuestras Universidades, de nuestros estudios —en definitiva, de nuestra sociedad— de este aspecto de la importancia de nuestra política internacional al que me estaba refiriendo.

Por eso quiero terminar reconociendo esa positiva labor del CIDOB, empujándoles a que sigan en el futuro, a que continúen llenando ese vacío que supondría la inexistencia de este Anuario; que continúen mejorándolo con la misma tenacidad y acierto con que han mejorado el segundo año en relación al primero, y que tengan la misma inspiración y eficacia en las otras iniciativas que tiene la Fundación.

Concluyo como empecé: expresando la satisfacción por presentar un documento tan sólido y un instrumento tan interesante como es el Anuario Internacional y felicitando al CIDOB por el éxito, por el brillante resultado de su esfuerzo.

Lebanon: Outbreaks and continuities

The «official» date of the outbreak of the Lebanon war is April 14, 1975. But the so called war of Lebanon has not always showed the same features nor the same wagers. It would thus be more appropriate to speak of «the wars of Lebanon».

Significantly enough, it was an incident between Palestinian combatants and Lebanese Falangist militiamen what detonated these diverse wars: a Lebanese-Lebanese war, a Syrian-Lebanese war, a Palestinian-Lebanese war, a Palestinian-Syrian war, a Palestinian-Israeli war, a Lebanese-Israeli war,... just to speak of the main protagonists. The author of this article has, in fixing his research object, chosen to analyse all these Lebanese wars from the Israeli invasion of the country on June 1982.

That seems to the author the major strategic event in the Near East during the eighties. This perception is due to the great means put in by Israel at the time of the invasions in order to achieve the strategic objectives which would radically change the balance of power, and thus the historic course, in that region for a long time.

On the other side, other regional powers besides Israel were directly involved in the situation created by this invasion: at the regional level, Syria, Iran and the PLO; at the international one, the US, France, Italy and the United Kingdom got equally involved, as well as the USSR.

The international role of the European Community

More than 130 countries have accredited their diplomatic missions to the European Community (EC) and the EC has its own representatives in third States or international organizations. Its economic and trade capabilities make it a determinant actor of the international economic system which must be taken into account by all the other actors. That is the origin of the many and diverse economic agreements the EC has signed.

The institutional development of the EC

has allowed its consolidation as a main international actor, not only at the economic but at the political level. Examples of this are the consolidation of the European Political Cooperation mechanism (1969) and the creation of the European Council of heads of State or Government (1974).

Today, the EC has not got a real foreign policy of its own yet, but is no the way to achieve it.

Chile inaugurates the new generation of the European Community's Cooperation Agreements for Latin America

Chile is, up to now, the last but one Latin American country that has entered the network of relations established along the years by the European Community (EC) with that area. On December 20, 1990, in the occasion of the unofficial ministerial meeting held in Rome between EC and the «Grupo de Río» representatives, the Community signed the first Cooperation Agreement with Chile. This meant the end of an anomalous, provisional, situation that had lasted for more

than 15 years due to the dictatorial regime of gen. Pinochet.

This article examines the contents of the Agreement as well as its features, giving a brief outlook at the bilateral relations –EC-Chile– during the dark years of dictatorship, analyzing the parameters of the Chilean economy and considering EC's role in the difficult democratization and transfer of powers process.

Ultrationalist trends in Romania after the 1989 revolution

More than a year and a half after the revolution that in December 1989 ousted Ceausescu, there are many signs that point out that the democratic transition has been to a great extent restrained. The political opposition is more dismantled than ever; the governmental policy continues to be little transparent; the land reform has not been undertaken yet; the economic privatization seems a fictitious attempt more than a reali-

ty. The former political-administrative system has scarcely been touched, local elections have not been held,... The author of this article thinks that the situation is ready for an anti-democratic attempt in Romania, although the developments in Yugoslavia and the position of the Western democracies could play an important role in the political future of the country.

The Soviet Union and the Gulf war: A study on the attitudes and policy of the USSR

Two decades ago the Soviet Union started a significative transformation in its links with the Third World. This change –mainly due to a criticism of the traditional relations pattern– has pointed to an increasing economization of links to the detriment of

the «ideological» elements that have eventually directed USSR's policy in the past. What must be taken into account, anyway, is that USSR's policy to the Third World has always been visibly influenced by its own interests –among which, breaking the «siege» to

which it has always been subjected— and not, in spite of the official rethoric, by reasons of solidarity or justice.

In the last months, the Soviet Union has repeatedly showed its will to continue a process, already initiated, which through a

withdrawal policy leads in an unequivocal way to the acceptance of the present statu quo and thus of the fact that the main role in the international scene corresponds to the United States and its allies.

Pragmatism and ideology: Gorbachev's policy to Latin America and soviet academical discussions regarding the latin american left

The Soviet Union is gradually pulling out from most of its previous Third World engagements both at an ideological and a political-economical level. Such is true even in the Latin American case where previous pragmatical trends (search of relations and trade with all existing regimes) have been reaffirmed and where Soviet support for revolutionary experiences is at a stake, specially after the fall of the Sandinistas in Nicaragua. Cuba may continue to receive Soviet aid but this will be limited nonetheless because of Soviet Union's internal problems.

Soviet academical discussions reflect this pull out from the Third World although in the case of Latin America this may be contradicted by the discussions about the best strategies for the left to accomplish revolution. This contradiction is only apparent; this discussion reflects the old opposition between traditionalists and revolutionaries but also shows that social-democratic ideas, so fashionable at the internal Soviet level, are also being proposed as possible solutions for Latin American problems.

RECENSIONES BIBLIOGRÁFICAS

DERECHO INTERNACIONAL DEL ESPACIO. TEORÍA Y POLÍTICA

Merchán, J.

Ed. Tecnos (2.^a ed.), Madrid, 1990.

El desarrollo del Derecho internacional del espacio ha encontrado en el pensamiento jurídico latinoamericano una fuente de singular importancia. Desde 1946, año de constitución del Instituto de Derecho aeronáutico de Córdoba (Argentina), han sido numerosas las instituciones y los académicos que a través de sus monografías y trabajos han contribuido a la formación de esta disciplina.

Con su obra, Jaime Merchán, Embajador de Ecuador, se incorporó en 1988 a la señalada tradición latinoamericana, aportando una visión novedosa a los tradicionales estudios sobre el régimen jurídico del espacio.

El progreso científico, en tanto que expresión del pensamiento humano, sobrepasa el estricto ámbito académico, para relacionarse con el poder, esencialmente político. Tal es la consideración de la que parte la obra de Merchán y que permite al autor hilvanar la teoría y la especulación jurídica con el juego de intereses que se dan cita al momento de arbitrar soluciones normativas a las cuestiones que genera la exploración y utilización del espacio suprayacente a los Estados.

La redacción del texto, rica en referencias históricas y en consideraciones de carácter científico, económico, político y hasta cultural, facilita enormemente su lectura de forma que resulta atractivo incluso a estudiosos del espacio ajenos a la lógica jurídica. A tal fin contribuye asimismo la inserción al final de cada capítulo de un sumario en el que se recogen los principales puntos que han sido abordados en las páginas correspondientes. Se incluye igualmente un prolijo índice analítico.

Aunque formalmente estructurado en trece capítulos, se aprecia en el libro una implícita división en dos secciones: la primera, más breve (capítulos I: Espacio: frontera de futuro y II: La dimensión jurídica del espacio) y de carácter introductorio, dedicada al estudio del espacio como objetivo de regulación jurídica; la segunda, eje central de la obra, polarizada al análisis del Derecho internacional del espacio ultraterrestre. Ligando una y otra, un tercer capítulo donde, bajo el título *Dominium aeris*, se traza un clarificador análisis del espacio aéreo y del régimen de soberanía (absoluta y exclusiva) que sobre éste ejercitan los Estados.

La pérdida de vigencia del principio de soberanía territorial a medida que nos alejamos de la Tierra y la conse-

cuenta búsqueda de un principio sustitutorio del citado es el argumento principal del libro. Así, se comprende que el autor haya optado por centrarse en el análisis del Derecho del espacio exterior, en detrimento del espacio aéreo, aunque esta opción no sea óbice para que este último tema se retome siempre que se considere oportuno, para recordar, por ejemplo, que la navegación aérea es el origen de la elaboración del espacio exterior.

La inaplicabilidad de la noción de soberanía en el espacio ultraterrestre se suple con la vigencia del concepto de jurisdicción cuasi-territorial (la suma total de los poderes de un Estado con respecto a los barcos, aeronaves y naves espaciales que tengan su nacionalidad), el cual, sin embargo, tampoco ha de entenderse ilimitado, ya que en caso contrario se correría el riesgo de una apropiación *de facto* del espacio.

En el fondo de esta antinomia de principios –jurisdicción cuasi-territorial/no apropiación– subyace un soterrado enfrentamiento entre los países en desarrollo y los Estados industrializados, que es abordado extensamente en diversos pasajes del trabajo (capítulo VII y XIII, en particular) y que ahora con singular intensidad al considerar la dificultad técnica –y también política– de trazar una frontera que delimite con claridad el linde entre los espacios aéreo y exterior. «Es fácil comprender –concluye Merchán tras considerar esta cuestión– que no está en el interés de las grandes potencias definir las fronteras del espacio, pues mientras esas fronteras no existan el espacio exterior continuará siendo *spatium liberum*, es decir, un campo abierto en beneficio real de las naciones que actualmente tienen a su alcance la tecnología necesaria para una efectiva exploración, explotación y utilización del espacio» (pág. 122).

Para el autor la normativa internacional que regula el espacio ultraterrestre se caracteriza esencialmente por dos notas: su carácter de *lex specialis* frente al Derecho internacional, y su reciente desarrollo, en otras palabras, su *status nascendi*.

Acaso en esta última aparición radique una de las causas que llevan al autor a no aventurarse, más que en contadas ocasiones, a formular propuestas que permitan solventar los problemas que actualmente el Derecho del espacio tiene planteados. Así, difícilmente se deduce su opción por el uso de los términos espacio, espacio exterior, espacio ultraterrestre o espacio extra-atmosférico para designar la realidad a la que se refiere en su obra, o apenas si se esboza su preferencia por una delimitación convencional (similar a la arbitrada por las sucesivas Convenciones sobre Derecho del mar) de las fronteras especiales.

Santiago Ripol Carulla

ANUARIO INTERNACIONAL CIDOB 1991. CAMBIOS Y ACTORES EN LA REALIDAD INTERNACIONAL 90, ALGUNAS CLAVES PARA INTERPRETARLOS.
Barcelona, 1991.

El ANUARIO INTERNACIONAL CIDOB 1990 es una obra realizada con excelente factura de extremada pulcritud. No es usual en publicaciones de este tipo la inexistencia de erratas o lapsus en la elaboración de las docenas de cuadros, relaciones numéricas o de las series de su contenido. Todo él está confeccionado de tal modo que siempre se encuentran a mano las indicaciones auxiliares precisas para su fácil comprensión y lectura. Las numerosas fuentes de procedencia de la información, el significado de las siglas y acrónimos, las elaboraciones propias cuando éstas existen y las fuentes a partir de las cuales se han efectuado son, en el Anuario CIDOB 1990, propias de un texto de carácter académico o científico, superando con largueza otro tipo de publicaciones de carácter más periodístico. La tipografía es elegante y pese a la cantidad de información numérica ofrecida, ésta se distribuye en las tablas de forma clara, de modo que, en ningún momento cae en las fatigosas sopas de números tan proclives en publicaciones de este género.

Las 450 páginas del Anuario contienen dos tipos distintos de información. La primera parte, de unas 260 páginas, la información es cualitativa, y la segunda, que figura bajo el epígrafe de ANEXOS, cuantitativa. Hay pues dos aproximaciones en el análisis de una misma realidad y sus actores. La ordenación temática de ambas partes es simétrica en contenido. El texto de la primera transmite coherencia interna a todo el informe dándole facilidad de interpretación y lectura, e incluso ayuda a la ubicación de la información estadística. Este orden interno proporciona al Anuario una característica singular. Permite tanto la lectura seguida, tipo informe, como la exclusiva utilización a lo guía práctica y como elemento de consulta. De hecho, podría tomarse el Anuario más como una Memoria o Informe de lo ocurrido en el Mundo durante el presente año. Se trataría pues de un cuasi informe de la situación internacional con sus correspondientes estados demostrativos (en las 200 páginas del anexo), de la que la parte de la exposición cualitativa sería su interpretación y numérica apostilla.

El ámbito cualitativo

En el ámbito cualitativo desarrolla las relaciones del sujeto con su entorno. España en 1990 se ha comunicado con el exterior económicamente, por ello se analizan los *qués* y los *cómos*, la Balanza Exterior, y ella como conse-

cuencia de una determinada Política Económica. Trata posteriormente la política de defensa y seguridad territorial y la cooperación hacia América Latina, por una parte, y hacia el Mediterráneo, por otra. Finalmente, la actividad y presencia española en los foros internacionales, su intencionalidad y resultados conseguidos. En esta parte se expone, pues, una síntesis de la principal actividad desarrollada por España hacia el exterior. De qué exterior se trata y cuál ha sido la actividad de ese exterior es a lo que dedica el Informe los capítulos siguientes.

En primer lugar Europa, bajo el título de «La Nueva Europa» incluye todo aquello que ha sido determinante en la Europa del 90. La voluntad de participación de los países del Este en la nueva construcción política europea: la óptica soviética, el caso alemán y el cambio de paradigma económico en el Este. Los aspectos de seguridad europea y las relaciones exteriores de la Comunidad, como tal, cierran este primer entorno a nuestra particularidad, a la que políticamente también pertenecemos y que en cierto modo va esencializando nuestro propio sujeto.

Finalmente, la exposición cualitativa termina con el análisis del resto del entorno. La marcha de la economía del Mundo durante 1990 (Ronda Uruguay del GATT). Los conflictos políticos y los bélicos más relevantes y el inicio de unas relaciones internacionales no presididas por la política de bloques. Todo este capítulo dibuja el escenario sobre el que deberán proyectarse los datos cuantitativos del Anexo.

El anexo o ámbito cuantitativo

De sobras es sabido que las líneas maestras de la comprensión de lo real son la conceptualización y la medida. Hay quien asegura incluso que el desarrollo de una ciencia puede valorarse sólo por el grado de participación del lenguaje matemático. No se trata de Anexos lo que el Anuario CIDOB nos ofrece en sus 200 últimas páginas, sino de un excelente intento de medir los conceptos expuestos en la primera parte. De modo que de nuevo nos encontramos ante: La Política Exterior Española (Anexo 1); La Nueva Europa (Anexo 2); La Coyuntura Internacional (Anexo 3); y, finalmente, Los Grandes Temas (Anexo 4). Todo ello a partir de unas fuentes internacionales que en general ofrecen muchísimos más datos de los que pueden digerirse.

Todo aquel que ha realizado una síntesis sabe lo difícil que es levantar un mapa útil a partir de las habituales masas de información u ofrecer datos sobre las zonas mudas existentes en la información internacional. Saber poder, en el primer caso, tanto como saber descubrir, en el segundo, es un hecho notablemente meritorio, permanentemente observable en estos Anexos. Anexos que a mi juicio poco tienen de tales. Poco tienen de algo supeditado a un órgano principal. Por el contrario, constituyen

una auténtica aproximación numérica (matemática) ordenada de la realidad social ya examinada en la primera parte de modo descriptivo. Y evidentemente algo menos subjetiva que las aproximaciones cualitativas. Contribuye también a este esfuerzo objetivador la publicación de documentos. El «Tratado sobre fuerzas Armadas Convencionales en Europa», o el Organigrama Funcional del Ministerio de Asuntos Exteriores de España, entre los más importantes.

De la información cuantitativa destaca el «Indicador de Desarrollo Humano». Esta serie confeccionada a par-

tir del «PIB por habitante» de todos y cada uno de los países del Mundo, matizada por la «Esperanza de vida al nacer» y el «Porcentaje de alfabetización». De ese modo el tradicional dato cuantificador del «desarrollo», cantidad de bienes y servicios por habitante, expresado en dólares, se modula socialmente con dos cuantificadores a los que se les atribuye capacidad indicadora de bienestar humano: la salud y la educación.

F.J.

BASE DE DATOS

SELECCIÓN DE DOCUMENTOS DE LA BASE DE DATOS CIDOB SOBRE PAÍSES DE EUROPA DEL ESTE

CC: Def. 144/90

9014090

Ti: Nacionalismos y desestabilización: Yugoslavia en un mundo mutante

Au: Frescobaldi, Dino

Nr: Defensa

Madrid, 1990; pp: 4-5

Yugoslavia / Proceso Político / Nacionalismo / Independencia / Cooperación Económica / Perspectivas / CE

CC: A. Pa. 249/90

9014158

Ti: The Soviet Union and Eastern Europe: The End of an Era

Au: De Nevers, Renée

Al: IISS

Nr: Adelphi Papers

Londres, 1990; pp: 3-95

URSS / RDA / Hungría / Polonia / Checoslovaquia / Bulgaria / Rumania / Europa Oriental / Política Interior / Proceso Político / Reforma / Cuadros / Mapa Específico

CC: Or. 1/90

9014228

Ti: Poland's Anti-communist Manifesto; Outline Economic Program Council of Ministers

Au: Bugajski, Janusz

Nr: Orbis

Estados Unidos, 1990; pp: 109-120

Polonia / Economía Planificada / Reforma / Mercado / Gobierno / Documento Original

CC: D.

9014240

Ti: Utilización de la psiquiatría en la represión política

Au: IAUP

Amsterdam, 1986; pp: 1-28

URSS / Yugoslavia / Checoslovaquia / Política Interior / Represión / Medicina

CC: Opl. 12/90

9014243

Ti: Els processos de canvi als països de l'Est

Au: Karstern, D. Voigt (et al.)

Nr: L'opinió

Barcelona, 1990; pp: 5-91

URSS / RDA / Polonia / Hungría / Europa Oriental / Política Interior / Reforma

9014245

CC: D.

Ti: News Solidarnosc on Poland in 1985 (approved by Lech Walesa)

Au: Coordinating office abroad of News Solidarnosc

Bélgica, 1986; pp: 4-71

Polonia / Política Interior / Oposición / Economía Planificada / Nivel de vida / Educación / Derechos Humanos / Movimientos Sociales

9014251

CC: D.

Ti: The Ambiguity of Romanian National Communism

Au: Tismaneanu, Vladimir

New York, 1984; pp: 65-79

Rumania / Partido / Política Interior / Pensamiento Político / Comunismo / Historia / Represión

9014252

CC: D.

Ti: 1984 Violations of Human Rights in Poland

Au: Polish Helsinki Committee

Estados Unidos, 1985; pp: 1-131

Polonia / Política Interior / Represión / Derechos Humanos

9014270

CC: Cr. S. 104/90

Ti: Legitimación y regulación estatal de la religión en los sistemas de tipo soviético: el ejemplo del catolicismo en Polonia, Checoslovaquia y Hungría

Au: Michel, Patrick

Nr: Cristianismo y Sociedad

México, 1990; pp: 31-41

Polonia / Checoslovaquia / Hungría / Religión / Estado / Catolicismo

9014305

CC: L.

Ti: Estudios sociológicos yugoslavos

Au: Golubovic, Zaga (et al.)

Ed: Yugoslav sociological association

Yugoslavia, 1990; pp: 1-401

Yugoslavia / Sociología / Proceso Político / Ideologías / Historia / Condición de la Mujer / Familia / Sanidad / Trabajo / Nacionalismo / Estadística

9014373

CC: Balk. 1/89

Ti: La première conférence interbalkanique et les questions ethniques; un puzzle sur le tapis

Au: Praneuf, Michel

Nr: Balkan

Francia, 1989; pp: 9-15

Balcánes / Yugoslavia / Grecia / Bulgaria / Albania / Rumania / Turquía / Política Exterior / Política Interior / Nacionalismo / Conflicto / Conferencia / Historia / Minorías

9014374

CC: Balk. 1/89

Ti: Yugoslavie: mouvement populaire et débat au sommet

Au: Babic, Vera

Nr: Balkan

Francia, 1989; pp: 17-22

Yugoslavia / Política Interior / Conflicto / Reforma / Constitución / Nacionalismo

9014375

CC: Balk. 1/89

Ti: Roumanie: les hongrois de Transylvanie ont le mal du pays

Au: Lamatabois, Marc

Nr: Balkan

Francia, 1989; pp: 29-34

Rumania / Política Interior / Hungría / Minorías / Migraciones / Nacionalismo

9014376

CC: Balk. 1/89

Ti: Danube: l'humeur des verts la remeur des rockers

Au: Lamatabois, Marc

Nr: Balkan

Francia, 1989; pp: 39-42

Hungría / Juventud / Música / Ecología

9014378

CC: Balk. 2/89

Ti: Panorama de l'économie

Au: Praneuf, Michel (et al.)

Nr: Balkan

Francia, 1989; pp: 7-26

Rumania / Bulgaria / Grecia / Turquía / Yugoslavia / Economía Nacional / Economía Planificada / Industria / Comercio Exterior / Cooperación Económica

9014380

CC: Balk. 2/89

Ti: Yugoslavie / minoritiés; Kosovo: le noeud de la crise Yugoslave

Au: Christitch, Kosta

Nr: Balkan

Francia, 1989; pp: 67-81

Yugoslavia / Política Interior / Nacionalismo / Conflicto / Minorías

9014382

CC: Balk. 3/89

Ti: Exode des musulmans de Bulgarie; les pomarks: turcs ou bulgares?

Au: Averdac, Junien

Nr: Balkan

Francia, 1989; pp: 21-24

Bulgaria / Política Interior / Minorías / Islamismo

9014383

CC: Balk. 3/89

Ti: Hongrie: des capitaux pour des sociétés mixtes

Nr: Balkan

Francia, 1989; pp: 87-96

Hungría / Economía Nacional / Empresa / Sector Privado / Sistema Financiero

9114712

CC: E.A. 1/91

Ti: Yugoslavia versus Yugoslavia

Au: Petkovic, Ranko

Nr: European Affairs

Netherlands, 1991; pp: 72-77

Yugoslavia / Europa Oriental / Proceso Político / Democracia / Reforma / Economía Nacional / Conflicto / Nacionalismo / Problemas Estado / Organización / Alternativas

9114704**CC: E.A. 4/90****TI:** Eastern Europe Is Ripe for Joint Ventures**Au:** Gwiazda, Adam**Nr:** European AffairsNetherlands, 1991; **pp:** 38-42*Europa Oriental / Países / Reforma / Economía Nacional / Desarrollo / Inversiones Exteriores / Sector Privado / Problemas / Cuadros***9114563****CC: Pol. I. 957/90****TI:** La reforma en Polonia**Au:** Mazowiecki, Tadeus**Nr:** Política InternacionalYugoslavia, 1990; **pp:** 12-16*Polonia / Europa / Proceso Político / Reforma / Política Agrícola / Economía / Democracia / Política Exterior*